

1500

SOCIÉTÉ

Le Monde

CINQUANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 15803 - 7 F

JEUDI 16 NOVEMBRE 1995

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Le plan Juppé pour financer la Sécurité sociale

● Le gouvernement veut encadrer sévèrement la progression des dépenses de santé en généralisant à tous les assurés le « carnet médical ». ● Il crée un nouvel impôt, la contribution au remboursement des dettes (CRD), élargi à de très nombreux revenus. ● La mise en place de la prestation pour les personnes âgées dépendantes est différée

ALAIN JUPPÉ devait faire, mercredi 15 novembre, à l'Assemblée nationale, une « déclaration sur la réforme de la protection sociale » détaillant les mesures arrêtées par le gouvernement pour redresser « durablement » les comptes de la Sécurité sociale. Le chef du gouvernement, autorisé en conseil des ministres, le même jour, à engager sa responsabilité en vertu de l'article 49-1 de la Constitution, devait solliciter un vote de « confiance » à l'Assemblée nationale. M. Juppé devait annoncer qu'il procéderait à la fois par ordonnances et par l'intermédiaire de projets de loi. Tout en dénonçant les manœuvres des balladuriers qui, selon l'hôtel Matignon, portent tort à la majorité, le premier ministre a été contraint de tenir compte des mises en garde de PUDF et des amis d'Edouard Balladur au sein du RPR. Ainsi devait-il rendre public le report de la prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes, promesse du candidat Chirac qui devait entrer en vigueur en janvier 1996. De même, M. Juppé a décidé

de s'engager sur la voie d'une réforme de structures. Le gouvernement attend des économies qui devraient être d'un montant supérieur à celui des nouveaux prélèvements.

● Contribution au remboursement des dettes (CRD) : cette « CSG-bis » d'un taux de 0,5 % sera assise sur une assiette plus large que celle de l'actuel CSG. Elle intégrera, notamment, des revenus de l'épargne et des prestations sociales aujourd'hui exonérées. Elle est instaurée pour treize ans.

● Cotisations : la cotisation-vieillesse et la cotisation-maladie des retraités seront augmentées. La première devrait l'être moins fortement que la seconde.

● Retraite des fonctionnaires : le gouvernement va engager une concertation avec les syndicats en vue d'un allongement de 37,5 ans à 40 ans de la durée de cotisation des fonctionnaires, afin d'aligner ceux-ci sur le régime général.

● Gestion de l'assurance-maladie : le Parlement votera chaque année une « enveloppe » globale



de dépenses pour les caisses d'assurance-maladie. La gestion de celles-ci par le patronat et les syndicats serait ainsi encadrée. Les caisses régionales seraient, en outre, invitées à définir des objectifs de dépenses

avec les professions de santé, et à les faire respecter.

● Carnet médical : le carnet médical des assurés sociaux, instauré depuis le début de l'année pour les personnes âgées de plus de 70 ans,

sera progressivement généralisé. Il est destiné à limiter le nombre de consultations et d'examen pour un même patient.

Lire pages 6 et 7

Les Algériens élisent leur chef de l'Etat pour la première fois depuis 1962

POUR LA PREMIÈRE FOIS depuis l'indépendance de leur pays, en 1962, les Algériens ont le choix, jeudi 16 novembre, entre quatre candidats à l'élection présidentielle. Le président sortant, Liamine Zouari, qui brigue les suffrages de quelque seize millions d'inscrits, a cependant toutes les chances de l'emporter haut la main sur ses adversaires. Le Groupe islamique armé (GIA) a averti la population que « l'urne se transformera en cercueil ». Les principaux partis de l'opposition - le FLN et le Front des forces socialistes (FFS) - ainsi que l'ex-Front islamique du salut (FIS) ont appelé au boycottage du scrutin et dénoncé les pressions exercées par le pouvoir. Cette consultation est organisée sous haute protection, dans un pays en guerre, comme en témoignent notamment l'explosion de forte puissance survenue dans la banlieue d'Alger mercredi matin ainsi que les attentats à la voiture piégée qui, depuis samedi, ont tué six personnes.

Lire page 2
et notre cahier spécial sur la tragédie algérienne, ses racines historiques, l'état actuel du pays et ses relations avec la France

Mickey se réconcilie avec l'Europe



PHILIPPE BOURGUIGNON

APPELÉ à la rescousse en 1993 pour redorer le blason d'Euro Disney, Philippe Bourguignon, quarante-sept ans, ancien président de la branche américaine du groupe hôtelier Accor, est en passe de réussir son pari. Pour la première fois depuis sa création en 1992, le parc de loisirs a réalisé des bénéfices. Après deux années noires et un déficit cumulé supérieur à 7 milliards de francs, il vient d'annoncer un profit de 114 millions de francs pour l'exercice clos le 30 septembre.

Fort d'une fréquentation en hausse de 21 % et de 10,7 millions de visiteurs, M. Bourguignon estime que le parc de Mame-la-Vallée est désormais entré dans une « dynamique positive ». En signant des accords avec Gaumont et avec la chaîne de restauration Planet Hollywood, parrainée par les acteurs Arnold Schwarzenegger, Sylvester Stallone et Bruce Willis, Disneyland Paris veut devenir l'un des centres de divertissement les « plus attractifs de la région parisienne ». Mais le parc doit rembourser 15 milliards de francs de dettes, soit trois fois son chiffre d'affaires. La fortune des petits porteurs, propriétaires de 36 % du capital d'Euro Disney, est loin d'être faite. Les actions payées 36 francs lors du lancement du projet ne valent aujourd'hui moins de 17.

Michel Delberghe

Lire la suite page 14

Lire page 15

Les liaisons dangereuses du duc de Windsor avec Hitler

LONDRES

de notre correspondant

Jill Jolliffe est une journaliste australienne résidant à Lisbonne. En fouillant dans les archives portugaises, elle est tombée sur des documents concernant le bref séjour que fit le duc de Windsor à Lisbonne durant l'été 1940. Après L'Observer du 12 novembre, le Guardian a consacré la « une » de son supplément magazine à celui qu'il nomme « le roi traître » ou « Kaiser Edward ». Aucun historien n'ignore les sympathies pour l'Allemagne nazie de celui qui fut brièvement roi sous le nom d'Edward VIII, avant d'abdiquer pour épouser une Américaine divorcée, Wallis Simpson. En 1953-1954, puis en 1957 et en 1962, Le Monde avait fait largement état de documents officiels allemands incriminant le duc.

Cela fait dire à David Williamson, du *De-brett's* - la bible de la noblesse anglaise -, qu'il ne s'agit que « d'une tempête dans une tasse de thé ». Et à l'historien Hugo Vickers que le duc avait une sympathie passive pour Hitler, qu'il s'ennuyait à mourir, qu'il avait toujours été très intéressé par l'argent, qu'il tentait de

négoier par tous les moyens avec Churchill la fin de son exil et son retour en Grande-Bretagne, qu'il était plein d'amertume d'avoir perdu trône et pays, mais n'était en rien un traître. Il n'empêche : Churchill menaçait de le faire passer devant la cour martiale - il avait rang de major-général -, puis lui offrit comme lot de consolation le poste de gouverneur des Bahamas afin qu'il abandonne, comme à regret, ses liaisons dangereuses.

Ce que Jill Jolliffe apporte de nouveau, ce sont des éléments permettant de dire que le duc n'était pas seulement l'objet des sollicitations nazies - par le biais d'amis pro-allemands ou d'intermédiaires fascistes espagnols ou portugais -, mais qu'il avait aussi pris l'initiative de contacter ceux qui étaient les ennemis de l'Angleterre, et qu'il aurait eu des contacts personnels avec eux. Accepter une invitation de M. Hitler en 1937, même assortie de la visite d'un centre d'entraînement 55 et d'un camp de concentration, n'était pas de même nature que d'héberger un envoyé de Ribbentrop - le ministre des affaires étrangères nazi - du nom de Javier Bermejillo, chez lui à Lisbonne, ou d'envoyer son

chauffeur pour des missions à l'ambassade allemande, voire peut-être de rencontrer l'ambassadeur allemand chez son collègue espagnol, ajoute-t-elle, citant des rapports d'un agent de la police secrète de Salazar, la PIDE, infiltré chez le duc.

Churchill ne fut rassuré que lorsque, après moult tergiversations, l'encombrant duc, d'abord chapitré par l'avocat de la couronne, monta bon gré mal gré sur le paquebot qui l'emmena aux Bahamas, son second exil tropical. Là, assure le *Guardian*, il aurait continué à fréquenter ses amis pro-allemands et à rêver qu'il aurait pu remonter sur le trône si l'Allemagne avait gagné. Une fois la guerre terminée, il démentira cette germanophilie extravagante, et Londres s'efforcera d'en dissimuler les traces par des déclarations lénifiantes, mais surtout par la mission confiée en 1945 à Anthony Blunt - qui se révéla plus tard un agent double du KGB - consistant à aller rechercher en Allemagne et ailleurs en Europe le plus de documents compromettants possible afin de les faire disparaître.

Patrice de Beer

Nouveaux étudiants, vieille Université

UNE NOUVELLE FOIS, l'Université est traversée de ces soubresauts susceptibles de faire trembler les assises du pouvoir. Bien que localisée dans quelques établissements, la colère des étudiants, qui, de Rouen, s'est propagée à Toulouse, Metz, Orléans, Aix-en-Provence..., traduit un climat de tensions, généralisé, à chaque rentrée, par l'afflux de nouvelles générations de bacheliers dans l'enseignement supérieur.

Le spectre de mai 68 est toutefois loin. Les étudiants d'aujourd'hui réclament avant tout « des sous pour étudier », des professeurs, du personnel pour les accueillir et des locaux. A aucun moment, ils ne songent à ébranler les fondements d'un système pourtant bien mal en point. Parmi les slogans et les revendications, aucune trace de contestation des méthodes pédagogiques restées traditionnelles, ou des critères de sélection impitoyables qui alourdissent les taux d'échec en cours de premier cycle. C'est là un moindre mal pour François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, confronté à sa première grande crise depuis qu'il est en charge de l'enseignement supérieur.

Ces actions ponctuelles dressent un sombre état des lieux d'universités en voie de « paupérisation » ou de « sous-développement », comme n'hésitait pas à les qualifier Bernard Dizambourg, premier vice-président de la conférence des présidents d'université. Ce constat n'est pas ocre. Pour accueillir 2,2 millions de jeunes dans l'enseignement supérieur, soit quatre fois plus que le nombre d'agriculteurs en activité, la nation a certes consenti un effort considérable, mais aussi inachevé qu'inégalement réparti. Erigé en « priorité nationale » au début des années 90, avec le schéma des constructions « Université 2000 », la création massive de postes d'enseignants et le plan social étudiants proposés par Lionel Jospin, le budget de l'enseignement supérieur a connu une spectaculaire progression (+ 11 % en 1991, + 12 % en 1992 et + 9,3 % en 1993). Depuis, cette hausse a été ramenée à un niveau à peine supérieur à celui de l'augmentation toujours croissante des effectifs étudiants (+ 5,6 % en 1994, + 5 % en 1995 et + 4,6 % en 1996).

Michel Delberghe

Lire la suite page 14

« Séquence cinéma »

Le Monde inaugure ses nouvelles pages cinéma à l'occasion de l'ouverture, à la Cinéma-thèque française, d'un cycle de trois mois consacré au cinéma indien. Egalement au programme, Jack Nicholson dans *Crossing Guard*. pages 24 à 26

Les 27 millions de réfugiés du HCR

Le rapport du Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) indique que le nombre de personnes relevant de sa compétence s'établit à 27,4 millions. p. 3

Les succès du père d'Internet

Vinton Cerf observe la progression sans précédent du « réseau des réseaux », né en 1969 à UCLA, l'université de Californie Los Angeles. p. 12

Boeing l'emporte sur Airbus en Asie

La compagnie Singapore Airlines va acheter 77 avions long-courrier au constructeur américain Boeing. p. 15

Les éditoriaux du « Monde »

L'Allemagne joue avec le feu ; L'état et son patrimoine. p. 14

Allemagne, 3 DM ; Autriche, 9 S ; Belgique, 45 FB ; Canada, 25 \$ CAN ; Danemark, 16 KRD ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 220 DR ; Italie, 1.400 L ; Japon, 270 ¥ ; Luxembourg, 40 F ; Norvège, 9 NOK ; Pays-Bas, 10 GLD ; Portugal, 200 Esc. ; Suède, 10 KSE ; Suisse, 2,00 F ; Taiwan, 100 NTS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147 - 1116 - 7 00 F



YACHAR
KEMAL
LA VOIX DU SANG
SALMAN LE SOLITAIRE 3
roman
traduit du turc
par Munever Andac
DU MONDE
GALLIMARD

ÉLECTION Seize millions d'Algériens sont appelés, jeudi 16 novembre, à se rendre aux urnes pour élire leur président, comme a commencé de le faire, depuis samedi, la communauté

immigrée. Pour la première fois depuis l'indépendance du pays, en 1962, plusieurs candidats sont en lice, mais le chef de l'Etat sortant, Liamine Zerrouk, part grand favori. ● 300 000

HOMMES doivent assurer la sécurité de ce scrutin pour parer aux menaces du Groupe islamique armé (GIA) qui a averti la population que « l'urne se transformera en cercueil ». ● LES

PRINCIPAUX PARTIS DE L'OPPOSITION – le FLN et le Front des forces socialistes (FFS) – tout comme l'ex-Front islamique du salut (FIS), ont appelé au boycottage, jugeant qu'aucune

consultation ne peut être organisée dans un pays en guerre, et dénonçant les pressions du pouvoir. Le taux de participation est donc la seule vraie inconnue de ce scrutin.

L'appel au boycottage perturbe le scrutin présidentiel en Algérie

Les électeurs étaient appelés, jeudi 16 novembre, à choisir entre quatre candidats dont le chef de l'Etat sortant, Liamine Zerrouk, donné grand favori. Les principaux partis de l'opposition ont demandé à la population de ne pas se rendre aux urnes

POUR LA MAJORITÉ des Algériens désarmés par une violence qui n'épargne personne, et qui assistent, impuissants, à la déliquescence de l'Etat, l'enjeu du scrutin présidentiel du jeudi 16 novembre n'est pas tant l'arrivée à la présidence de tel ou tel candidat que sa capacité, une fois parvenu à la magistrature suprême, à engager le plus rapidement possible le pays sur le chemin de la paix civile. Ceux qui iront voter le feront, cependant, sans illusion aucune. Les clivages entre les deux forces qui luttent sur le terrain apparaissent si profonds et leurs visions de l'avenir si diamétralement opposées que rien n'autorise, en effet, la population à un quelconque optimisme. Arc-bouté sur ses certitudes que le temps joue en sa faveur et que

soo option du « tout sécuritaire » assurera sa survie, le pouvoir militaire est resté imperméable aux multiples demandes de l'opposition d'une ouverture réelle du champ démocratique. Devant l'échec patent du « dialogue national » que les autorités ont tenté de mettre sur pied depuis l'été 1994, l'opposition et les islamistes avaient repris l'initiative politique.

Sous les auspices de la communauté catholique de Saint-Eugène, les principaux partis de l'opposition légale, dont le Front de libération nationale (FLN), d'Abdelhamid Mehri, et le Front des forces socialistes (FFS), de Hocine Aït-Ahmed, ont signé, le 13 janvier, à Rome, avec l'ex-Front islamique du salut (FIS) « la plate-forme pour une solution politique et pacifique

de la crise algérienne ». En le rejetant purement et simplement, le pouvoir a peut-être réussi à marginaliser les acteurs de ce scénario, peut-être même à entraver la coalescence d'une coalition de forces politiques, aux idéologies antagonistes, mais dont le principal mérite est d'avoir su taire leurs divergences pour s'asseoir à la même table. Les tentatives du président Liamine Zerrouk de promouvoir des « négociations » bilatérales avec l'une ou l'autre de ces forces, et notamment avec l'ex-FIS, en juillet, se sont, toutes, soldées par un constat d'échec.

L'initiative de M. Zerrouk d'organiser le scrutin présidentiel – « premier pas » vers le rétablissement de la paix dans le pays et l'émergence d'un « ordre national

nouveau », a été fraîchement accueillie par la majorité de l'opposition qui a appelé à son boycottage, estimant qu'il se servira qu'à péjorer le régime et renforcer ainsi les risques de guerre civile.

La seule vraie inconnue d'une élection pour laquelle M. Zerrouk part grand favori, réside dans le nombre des électeurs qui, en Algérie même, feront, malgré leurs craintes de représailles, le déplacement jusqu'aux urnes. Mais, quel que soit le taux de participation, « légitime » par le vote, le chef de l'Etat s'attellera dès lors à recomposer le paysage politique – dont les tenants lui sont viscéralement opposés – avec des personnalités susceptibles de ne pas lui porter ombrage et d'accepter les nouvelles règles du jeu démocratique édictées par la nomenclature militaire.

A cet égard, ses trois adversaires dans la course au fauteuil présidentiel – M. Mahfoud Nahnah (Mouvement de la société islamique Hamas), Saïd Sadi (Rassemblement pour la culture et la démocratie) et Nouredine Boukrouh (Parti du renouveau algérien) – pourraient être appelés à servir de « faire-valoir », au détriment des « grosses cylindres » de l'opposition, comme le FFS et le FLN.

On prête, d'autre part, à M. Zerrouk l'intention de se servir, s'il

est élu, d'une manière ou d'une autre, de l'infrastructure logistique de l'ex-parti unique pour asseoir sa base sociale. Quelques signes indiquent cependant que le FLN moribond tente d'échapper à sa mort programmée et à sa récupération par le pouvoir, grâce aux efforts de l'ancien premier ministre Mouloud Hamrouche.

L'UNTA PRO-ZEROUK

Si les ex-organisations de masse du FLN, sous la discrète houlette de M. Mehri, son secrétaire général, sont hostiles au pouvoir, il n'en est pas de même de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA). La seule et puissante centrale syndicale, dirigée d'une main de fer par Abdelhak Benhamouda, n'a jamais ménagé ses critiques à

l'encontre d'une libéralisation de l'économie menée, selon elle, au détriment des travailleurs, mais elle n'a pas cherché, non plus, à profiter de la situation. Elle a plutôt tenté de contenir les velléités de son million et demi d'adhérents d'en découdre avec les autorités pour lesquelles elle représente un moyen idéal d'écoulement du monde ouvrier.

En appelant à voter « massivement » pour le candidat Zerrouk et en dénigrant publiquement les autres concurrents – « islamistes » ou « élitistes » – la direction de l'UGTA a, en tout cas, clairement indiqué qu'elle n'était pas aussi indépendante du pouvoir qu'elle a toujours voulu le faire croire.

Ali Habib

« LE MONDE » SANS ENVOYÉ SPÉCIAL

Malgré des assurances données de vive voix et à plusieurs reprises par le conseiller de presse de l'ambassade d'Algérie en France, Le Monde n'a pas pu dépêcher sur place un envoyé spécial pour suivre la campagne électorale et les opérations de vote. En effet, notre journal n'a pas reçu le visa nécessaire pour

mener à bien sa tâche. Cette décision a beau être souveraine, elle n'en est pas moins contestable.

Elle l'est d'autant plus que, parmi les médias français, elle semble n'avoir frappé que Le Monde. Nous tiendrait-on rigueur d'avoir été contraint, à l'automne, de fermer provisoirement le bureau permanent que nous avions à Alger depuis l'indépendance ? Les autorités algériennes savent pourtant parfaitement que nous n'avons pris

cette décision qu'à regret, pour d'évidentes raisons de sécurité, puisqu'elles se refusent à garantir celle de notre correspondant permanent à Alger.

Malgré cette mauvaise manière et malgré les menaces que nous recevons régulièrement des journalistes qui, de Paris, suivent le dossier algérien, Le Monde continuera de traiter l'actualité algérienne avec exhaustivité et en toute indépendance.

J.-M. C.

Un premier tour sous haute protection

33 783 bureaux de vote, répartis dans 7 833 centres de vote, devaient accueillir, jeudi 16 novembre, de 8 heures à 19 heures, 16 millions d'électeurs potentiels, selon les statistiques du ministère de l'Intérieur. Quelque 300 000 militaires, gendarmes, policiers, gardes communaux et membres des groupes d'autodéfense ont été déployés pour assurer la sécurité des opérations électorales.

Un second tour est prévu, trois semaines après la proclamation des résultats par le Conseil constitutionnel, si aucun des quatre candidats n'obtient la majorité absolue des suffrages exprimés. Le gouvernement a estimé le coût de cette première élection présidentielle pluraliste à environ 5,5 milliards de dinars, soit 550 millions de francs.

Nouredine Boukrouh : le « candidat du moindre mal »

LE PRÉSIDENT du Parti du renouveau algérien (PRA), Nouredine Boukrouh, veut incarner ces « enfants de la génération de novembre », qui sont en rupture totale avec le système du parti unique qui a géré le pays pendant près de trois décennies. Originaire d'El Milia, dans les contreforts est de la Kabylie maritime, où il est né en 1945, il a fait ses études à Alger pour obtenir un DES en finances.

Jusqu'au milieu des années 80, il travaille dans l'administration puis dans des entreprises publiques, notamment à la Caisse nationale d'épargne et de prévoyance (CNEP). Il opte ensuite pour le secteur privé, et dirigea successivement une petite unité de fabrication de produits biologiques et un atelier photographique. Il se lance en politique en créant, en

août 1989, le PRA, formation social-démocrate marquée d'islam. Marié, père de cinq enfants, très attaché à sa cellule familiale – sa femme le seconde dans sa campagne électorale, créant ainsi la « surprise » au sein d'un monde politique plutôt « machiste » – M. Boukrouh se présente volontiers comme « un homme de reconstruction et de réconciliation », disciple de feu Malek Bennabi, théoricien d'un nationalisme fondé sur un islam tolérant et moderniste, opposé aux violences des groupes islamistes armés.

UN CARACTÈRE ENTIÈRE

Affable, parlant d'une voix posée, cet « outsider » comme le désigne la presse algéroise, a du mal à sortir de son « look » de petit fonctionnaire tranquille. Mais cette apparente dou-

ceur dissimule, selon ses proches, un caractère entier, arc-bouté sur ses convictions.

Le maire sortant du PRA aux élections législatives d'avril 1991 – 0,86 % des suffrages – n'empêche pas M. Boukrouh de briguer aujourd'hui la magistrature suprême. Pour l'Algérie qu'il veut « démocratique et pluraliste », avec pour « personnalité nationale » l'islam, la langue arabe et la berbérie, il a expliqué, au cours de sa campagne, qu'il était « le candidat du moindre mal » face à ses trois adversaires : Liamine Zerrouk, qui « risque de perpétuer le système », Mahfoud Nahnah, qui « risque de heurter les institutions de la République », et Saïd Sadi, qui « risque d'exacerber les affrontements ».

A. H.

Saïd Sadi : le défenseur de la berbérie

SAÏD SADI EST NÉ le 26 août 1947 à Agir, petit village de Kabylie, où il passe son enfance dans une famille de paysans modestes. Étudiant en médecine à Alger, en 1968, il milite déjà en faveur du renouveau de la culture berbère. Psychiatre à l'hôpital de Tizi Ouzou, il devient, en 1980, le principal animateur du « printemps berbère ». C'est à son initiative qu'est organisée la manifestation du 7 avril, à Alger, et la grève générale du 16 avril qui paralyse toute la Kabylie. Arrêté et défilé devant la Cour de sûreté de l'Etat, il est remis en liberté provisoire, avec 23 autres détenus, sous la pression

populaire. Muté arbitrairement, en 1981, dans les Aurès, il refuse de rejoindre son poste et reste sans travail pendant un an. Il réintègre ses fonctions grâce à la solidarité du corps médical. La même année, il publie à Paris un roman dans sa langue maternelle, intitulé *Asak*. En désaccord avec la ligne du Front des forces socialistes (FFS), M. Sadi quitte ce parti, en 1982, et devient, trois ans plus tard, membre fondateur de la Ligue algérienne des droits de l'homme (LADH).

Cette activité lui vaut d'être condamné à trois ans de prison par la Cour de sûreté de l'Etat le 17 décembre 1985. Il est incarcéré dans le très rigoureux pénitencier de Tazoult (ex-Lambèse). Il y fréquentera un certain Ali Benhadj, devenu l'une des « stars » de l'ex-FIS. Il bénéficie, deux ans plus tard, d'une grâce présidentielle.

BATTU AUX LÉGISLATIVES

Le 9 novembre 1988, avec d'autres militants, il appelle à l'organisation des assises nationales du Mouvement culturel berbère (MCB), quelques jours avant l'adoption de la nouvelle Constitution qui consacre le multipartisme. Le 10 février 1989, il lance le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) dont il devient secrétaire général. Au lendemain du premier tour des élections législatives au cours desquelles il est battu dans son fief de Tizi Ouzou, il appelle à l'arrêt du processus électoral, apportant son soutien aux militaires. Face au climat de panique généralisée qui prévaut alors au sein de la nomenclature et d'une partie de la société civile, M. Sadi refuse d'aller « à l'encontre de son propre pays ».

Il n'a pas cessé, depuis lors, de prôner la résistance contre « la folie sanglante des islamistes ». Pour tenter d'élargir la base sociale du RCD, M. Sadi a créé le Mouvement pour la République (MPR), qui se veut l'héritier de feu le président Mohamed Boudiaf. Ce « démocrate », viscéralement anti-islamiste, est un chaud partisan des groupes d'autodéfense. « L'Algérie est en guerre, il faut assumer cette guerre », aime à répéter celui qui a déclaré un jour « s'être trompé de société ». Avez que certains ne cessent de lui reprocher.

A. H.

A. H.

Mahfoud Nahnah : l'islam « tempéré »

LOIN DES INTERDITS et des anathèmes, l'islam de Cheikh Mahfoud Nahnah se veut ouvert sur la modernité et la tolérance. Cet enseignant de cinquante-sept ans, au verbe simple qui tranche avec celui des prédicateurs exaltés, cherche à apparaître comme le symbole d'un islam en « complet-veston », porteur de renouveau, à l'antipode du « hippysme religieux » des extrémistes. Il recrute ses adeptes dans les classes moyennes, socialement bien assises : enseignants, employés, commerçants et cadres supérieurs.

Né, en 1938, à Bida, au sein d'une famille modeste, Cheikh Nahnah y fréquente la medersa (école religieuse) El Irchad, puis participe à la lutte de libération nationale en collectant des médicaments et en distribuant des tracts. A l'issue d'une scolarité sans histoire, il entre dans la vie active tout en préparant un diplôme en littérature arabe. Il fait parallèlement ses premières armes contre le pouvoir en place en soutenant la mouvance islamiste encore en gestation dans le pays. En 1976, il est arrêté et condamné à quinze ans de prison pour avoir interpellé publiquement le président Houari Boumedienne.

Après avoir passé quatre ans en prison, Cheikh Nahnah récidive et participe au groupuscule activiste de Mustapha Bouvail, qui, au début des années 80, plante un maquis islamiste dans l'Algérois. Après les émeutes d'octobre 1988, il crée une association culturelle islamiste, tout en participant à la Ligue de la Daawa islamique, sorte

de conseil des fondamentalistes algériens. Le 6 décembre 1990, lors du troisième anniversaire de l'otifada palestinienne, il transforme son association en un parti, le Mouvement de la société islamique (MSI-Hamas), à la tête duquel il est élu président, le 29 mai 1991.

UN INÉVITABLE PORTE-À-PORTE

A l'opposé de ses principaux rivaux de l'ex-FIS, Cheikh Nahnah se fait le chantre d'un islam « tempéré », favorable au travail des femmes et à la pratique du théâtre. S'il condamne « l'islam des dévotions et du sous-développement », il rejette tout aussi fermement le « mimétisme aveugle » de ceux qui singent l'Occident. Lui qui joue volontiers les patriarches – barbe soigneusement taillée, djellaba d'un blanc immaculé, burnous brun négligemment jeté sur les épaules – aime rencontrer ses interlocuteurs au sein de sa nombreuse famille, femme et filles le visage découvert.

Sous le parapluie de son parti gravite l'association de bienfaisance islam wa Irchad, grâce à laquelle militants et surtout militantes propagent ses idées en faisant un inlassable porte-à-porte. L'ex-FIS l'accuse d'« être une créature » manipulée par le pouvoir. Les « démocrates » ne le portent pas, non plus, dans leur cœur, jugeant que son objectif est le même que celui des intégristes radicaux : instaurer un Etat théocratique, fondé sur la loi islamique.

A. H.

A. H.

Connaitre
l'avenir de
l'économie

et
l'économie
de l'avenir.

World Market Outlook
12h00 HCE
(heure centrale européenne)

Future File
20h00 HCE
(heure centrale européenne)

L'avenir sera à votre portée plus vite que vous ne le pensez. C'est pourquoi, chez EBN, European Business News, la chaîne d'informations économiques permanentes, notre travail est non seulement de vous tenir à tout instant au courant des derniers développements de l'économie, mais aussi de vous donner, en avant-première, les nouvelles de demain... et d'après-demain. EBN ne se contente pas de vous parler, elle agit.

économique. Même si elle peut parfois ressembler à une chaîne d'informations scientifiques ou de reportages sur les voyages, l'économie est toujours au cœur de l'actualité qu'elle présente. Demandez donc à votre installateur de réseau câblé, ou à votre hôtel, de recevoir EBN, ou branchez-vous sur 11,265 MHz, sur le satellite Hotbird, à 13° Est. C'est l'avenir des chaînes d'informations économiques.

European Business News

Business as you've never seen it before.*

Sur réseau câblé ou par satellite

* Traduction : EBN le monde des affaires optimiste vous ne l'avez encore jamais vu.

سك ان الفضل

1501

La justice israélienne durcit son attitude à l'égard des colons extrémistes

Des actes antipalestiniens vont être poursuivis

JÉRUSALEM
de notre correspondant
La gauche, les organisations israéliennes de défense des droits de l'homme et les Palestiniens attendaient ce geste depuis longtemps. Indice fort du changement d'attitude gouvernementale à l'endroit des colons juifs de Gaza et de Cisjordanie occupée, la police a sorti de ses tiroirs et remis à la justice soixante-quatre dossiers d'accusation sur des colons coupables d'agressions contre des Palestiniens.

Bastonnades, destructions d'échoppes, incendies de véhicules, atteintes à l'ordre public : les dossiers remis lundi 13 et mardi 14 novembre présentent un large éventail de délits. Dix autres personnes devaient être déferées, dès ce mercredi, devant un tribunal de Jérusalem pour des faits similaires. « Nous avons encore beaucoup de dossiers », a précisé un porte-parole de la police.

Parmi ceux qui devront répondre de leurs actes figurent tous les

« grands noms » de la colonisation religieuse, dont celui de Moshé Lévinger, surnommé par la presse locale « le rabbin-fingueur ». Fondateur du Gush Einomim, le Bloc de la foi, il est le chef spirituel des quatre cent cinquante jusqu'au-boutistes de Hébron. En 1988, le rabbin avait tué un commerçant palestinien sur le pas de son échoppe. Condamné à six mois de prison, il avait été libéré au bout de dix semaines par le gouvernement d'Itzhak Shamir.

Cette nouvelle politique de fermeté vise aussi ceux qui vivent à l'étranger et qui souhaitent émigrer en Israël. Le ministre de l'Intérieur Ehoud Barak a rejeté, lundi, la demande d'immigration, au nom de la loi du retour, d'un activiste américain du groupe raciste Kach. Enfin, la justice étudie la possibilité de déferer devant les tribunaux les rabbins extrémistes qui avaient légitimé l'assassinat d'Itzhak Rabin par des décrets religieux.

Patrice Claude

Les mesures de sécurité pour protéger les Américains à Riyad étaient insuffisantes

LE PENTAGONE a admis, mardi 14 novembre, que les mesures de sécurité n'étaient pas suffisantes autour du bâtiment qui abrite la mission américaine d'encadrement de la garde nationale saoudienne, au centre de Riyad, en Arabie saoudite, visé, la veille, par un attentat terroriste dont les auteurs, selon un porte-parole du Département de la défense, avaient libre accès à la zone.

« Avec le recul, il est toujours facile de penser aux moyens qui auraient pu être mis en œuvre pour éviter le pire (...); peut-être qu'il aurait fallu agir différemment », a commenté ce porte-parole. Il a précisé que, sur les cinq victimes américaines, quatre étaient des civils. La sixième personne tuée est un Indien. Le nombre des blessés, selon cette même source, s'élève à 44 - et non pas une soixantaine comme annoncé dans un premier temps. Parmi elles, six Américains et deux ressortissants dont la nationalité n'a pas été précisée, sont dans un état critique. La bombe, selon le

Pentagone, contenait entre 68 et 101 kilos d'un explosif puissant.

Les autorités saoudiennes ont renforcé, mardi, les mesures de sécurité autour des complexes résidentiels réservés aux Américains et à d'autres Occidentaux à Riyad, où est arrivée une équipe de 19 hommes du FBI pour participer à l'enquête. Des militaires ont été déployés autour des bâtiments et des patrouilles de la police ont sillonné les rues des quartiers habités par les étrangers.

Le ministre de l'Intérieur, le prince Nayef ben Abdel Aziz, a néanmoins déclaré à l'agence de presse officielle SPA qu'il ne fallait pas « écarter la possibilité de voir chez nous des crimes organisés ». La presse du Golfe a exprimé l'inquiétude de l'ensemble des monarchies de la région. « La sécurité des pays du Golfe est indivisible, et il est nécessaire d'être solidaire pour faire face à tout agresseur », a commenté le quotidien El Ittihad, des Émirats arabes unis. « Proclamons la guerre au terrorisme », a renchérit le journal koweïtien El Watan. - (APR)

L'ampleur des déplacements de population oblige le HCR à ajuster sa mission

L'action de l'organisation en matière de protection des réfugiés se réduit

Face à la montée des conflits nationalistes et ethniques, le Haut Commissariat pour les réfugiés est de plus en plus impliqué dans des opé-

rations de protection et d'assistance à l'intérieur des pays d'origine. De 1990 à 1995, le nombre de personnes à sa charge est passé de

15 à plus de 27 millions. Dont des groupes de plus de 250 000 personnes déplacées dans pas moins de dix pays.

GENÈVE

de notre correspondante
En dépit du nombre d'embûches, le Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) obtient des résultats évidents dans le domaine de l'assistance humanitaire. Le pont aérien sur Sarajevo en est une illustration. Le personnel, à tous les niveaux, fait preuve sur le terrain d'un dévouement indiscutable. Il n'en ressort pas moins de son rapport 1995 que la responsabilité de cette organisation dans le domaine de la protection des réfugiés devient de plus en plus restrictive. Le haut commissaire, Sadako Ogata, a d'ailleurs reconnu dans l'avant-propos du rapport que « le travail du HCR s'est inscrit dans un ensemble plus vaste d'actions des Nations unies pour mener des négociations politiques, mettre en œuvre des opérations de maintien de la paix, de développement économique et social pour défendre les droits de l'homme et la protection de l'environnement ».

Il en résulte que le HCR a délégué aux Nations unies l'essentiel de ses responsabilités. Un exemple : afin de

protéger les réfugiés du Rwanda et les personnels des organisations humanitaires, c'est Boutros Boutros-Ghali, le secrétaire général de l'ONU, qui a convoqué et présidé, le 8 novembre, au Palais des Nations, une réunion préconisant la création d'une unité spéciale chargée de rétablir la sécurité dans les camps (Le Monde du 10 novembre 1994). Quant au HCR, il a pris l'initiative, la première du genre, en février, de financer et de revêtir d'un uniforme de couleur spéciale une centaine de soldats zairais en leur confiant la mission de mettre fin aux troubles dans les camps de réfugiés de Goma.

INTERPRÉTATION ERRONNÉE

Il est indéniable, par ailleurs, que le HCR n'oppose plus aucune résistance aux politiques des grands pays donateurs, tous davantage favorables aux distributions de secours qu'à une protection des demandeurs d'asile. La raison en est sans doute que le HCR ne fonctionne essentiellement que grâce aux dons consentis par les États alors que l'ONU, le Bu-

reau international du travail ou encore l'Organisation mondiale de la santé peuvent compter sur des contributions étatiques. Par ailleurs, le HCR accepte de fait une interprétation erronée par les États de la convention relative au statut des réfugiés de 1951. Cette convention, considérée comme la règle d'or du HCR, définit le réfugié comme une personne « craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou en raison de ses opinions politiques ». Aucun des quarante-cinq articles détaillés du texte ne désigne le « persécuteur ». Il n'y est jamais dit qu'il devrait s'agir obligatoirement d'un État.

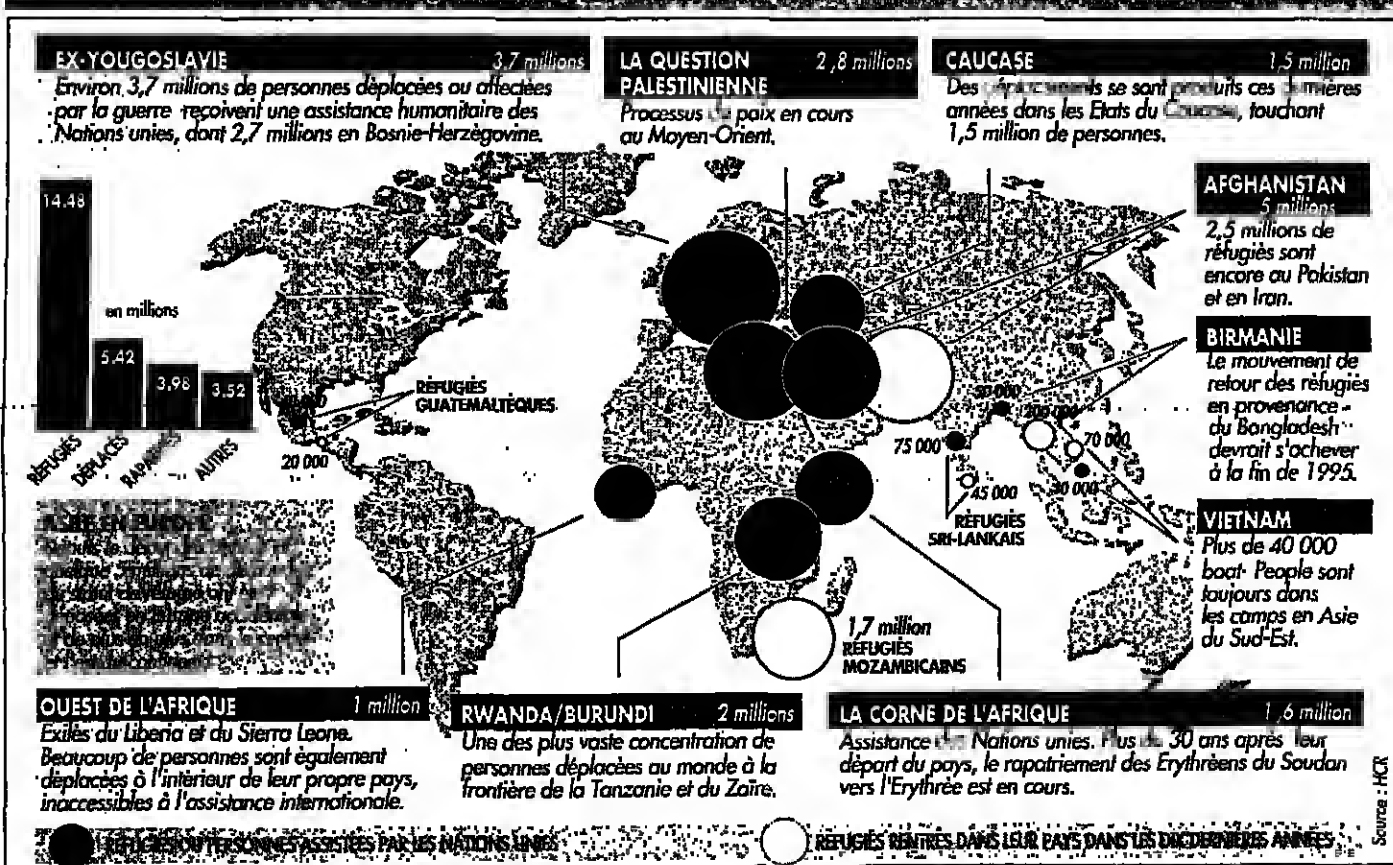
Les Algériens et les Bosniaques, entre autres, à qui on refuse l'asile sous le prétexte qu'ils ne sont pas les victimes des agissements d'un gouvernement mais de ceux d'un groupement, ont pourtant légitimement droit au statut de réfugié. Au surplus, la notion d'immigré « illégal » ne figure pas dans le texte de la conven-

tion. Pourtant, l'organisation se borne à protester et à condamner lorsque des camps sont attaqués, que des civils sont expulsés en masse ou quand sévit l'épuration ethnique. Le HCR se retranche désormais derrière la défense plus générale des droits de l'homme ou la nécessité de l'aide au développement, deux activités dont les responsabilités incombent à des instances spécialisées de l'ONU.

Isabelle Viehmann

* Les Réfugiés dans le monde. En quête de solution, éditions La Découverte, 130 F.

Les réfugiés et les personnes déplacées dans le monde



Plus de 27 millions de réfugiés et de personnes déplacées

EN CINQ ANS, le nombre de personnes relevant de la compétence du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a quasiment doublé. A la fin août, le HCR avait en charge 27,4 millions de personnes contre 14,9 millions en 1990 et 2,4 millions seulement en 1975.

Cette explosion ne résulte pas d'un accroissement du nombre de réfugiés, lequel n'a pratiquement pas bougé (environ 15 millions) au cours des cinq dernières années mais de centaines de milliers de personnes (200 000 à la suite de la guerre en Tchétchénie), voire des millions (dans le cas du Rwanda) contraintes de fuir des conflits internes. A ce jour, aux 14,4 millions de réfugiés s'ajoutent 5,4 millions de personnes déplacées, 4 millions de rapatriés et 3,5 millions d'individus ne figurant dans aucune de ces trois catégories, « des autochtones témoins impuissants des drames qui se jouent, sur leur sol, entre d'autres communautés » et auxquels le HCR est aussi tenu de porter secours.

explique Corinne Perthuis au nom du bureau parisien de l'organisation.

« Jamais encore, dans l'histoire récente, des foules aussi nombreuses, dans autant d'endroits du globe, n'ont été obligées de quitter leur pays ou leur communauté pour chercher refuge ailleurs », souligne le rapport biennal du HCR. La fin de la guerre froide avait fait naître un vif sentiment d'optimisme concernant la situation des réfugiés dans le monde. On pensait que beaucoup de conflits seraient résolus, que de nombreux réfugiés pourraient rentrer chez eux et que les ressources utilisées pour l'assistance pourraient être affectées à la réhabilitation et au développement. En fait, on a assisté au phénomène exactement inverse. Les accords de paix relativement satisfaisants conclus dans des pays comme le Salvador, le Cambodge, le Mozambique et la Namibie semblent aujourd'hui être l'exception plutôt que la règle. Ils ont été éclipsés par une vague de situations d'urgence humanitaire nouvelles et de très grande

ampleur dans des régions telles que les Balkans, le Caucase, l'Afrique centrale et l'Afrique occidentale.

Illustration de ce « nouveau désordre international » : la population de réfugiés et de personnes déplacées en Europe est passée, en cinq ans, de 5,3 % du total à 23,9 % à la fin août tandis que la « part » de l'Afrique atteignait 43,3 % contre 30,8 % précédemment. A la même date, le HCR avait encore en charge 11,8 millions de personnes en Afrique, 7,9 millions en Asie, 6,5 millions en Europe, 1 million environ en Amérique et 51 200 en Océanie. L'organisation trouve cependant quelques motifs de satisfaction dans le fait que plus de 9 millions de réfugiés et déplacés « ont pu rentrer chez eux », au cours des dix dernières années, grâce à la résolution de plusieurs conflits régionaux de longue date.

S. M.

La visite de M. Kohl à Pékin n'a pas entraîné une forte percée économique

PÉKIN

de notre correspondant
Le chancelier Helmut Kohl, qui a achevé, mardi 14 novembre, la partie pékinoise de sa quatrième visite officielle en Chine, s'est déclaré enchanté de « l'ouverture d'esprit » dont ont fait preuve les dirigeants chinois. Les entretiens n'ont toutefois pas permis une aussi spectaculaire percée économique allemande que l'aurait souhaité Bonn. La Chine a ramené à une douzaine les contrats et lettres d'intention signés à cette occasion, sur les vingt-quatre que l'Allemagne espérait conclure.

Un certain flou a été maintenu de part et d'autre sur le total exact des engagements chinois : de 800 mil-

lions à 1 milliard de dollars selon les Allemands, environ 1,6 milliard de dollars à en croire la presse officielle chinoise. Les deux principaux contrats remportés concernent une centrale thermique à construire par Siemens et l'extension de l'usine Volkswagen de Shanghai, chacun représentant 250 millions de dollars.

Les dirigeants chinois ont répété à M. Kohl - qui avait annoncé, lors de sa précédente visite, une moisson de 4 milliards de dollars de contrats - ce qu'ils disent désormais à tous leurs interlocuteurs : les circonstances ont changé, « la concurrence entre fournisseurs joue ». Il ne faut donc pas s'attendre, de leur part, à des gestes politiques qui contrecarneraient leurs

intérêts économiques les mieux compris.

Aussi, en dépit de sa propension à occulter les différends politiques qui peuvent exister avec Pékin, l'Allemagne, quatrième partenaire économique de la Chine, et premier partenaire européen, n'en devra pas moins se battre comme les autres pays sur le terrain des prix et de la qualité pour remporter des contrats dans le cadre du vaste plan d'infrastructures qu'elle propose à la Chine pour les années à venir, évalué par le ministre de l'économie, Günter Rexhordt, à quelque 7 milliards de dollars.

D'autant que, outre la concurrence, les limites des disponibilités fi-

nancières de Pékin et la volonté du gouvernement central de conserver le contrôle du développement restreignent les capacités d'équipement des régions en matière de technologie avancée. Cette invitation au réalisme doit être prise en compte par les autres pays européens qui ont eu tendance à s'inspirer de la démarche allemande, qui fait profil bas sur la question des droits de l'homme au nom de la « chasse » aux contrats. M. Kohl s'est quand même senti obligé de soumettre à ses interlocuteurs une liste de quinze dissidents, dont le journaliste Chen Ziming, dont Bonn souhaiterait l'élargissement.

Francis Deron

IAN KERSHAW

HITLER

Essai sur le charisme en politique



nr essais

GALLIMARD

Le conflit opposant Bill Clinton au Congrès paralyse en partie l'administration américaine

Le chef de la Maison Blanche a le soutien de l'opinion publique

La querelle budgétaire entre la majorité républicaine du Congrès et le président démocrate Bill Clinton a entraîné, mardi 14 novembre, la mise à

piéd temporaire de 800 000 fonctionnaires fédéraux, ainsi qu'une baisse du dollar. M. Clinton a opté pour la fermeté, reprochant aux républicains de « faire passer l'idéologie avant le bon sens ». Ces derniers ont dénoncé une entreprise de « désinformation » de la Maison Blanche.

WASHINGTON

de notre correspondant
La statue de la liberté à New York et l'île d'Alcatraz, dans la baie de San Francisco, interdites aux touristes ; le nombre des employés de la Maison Blanche réduit de quatre cent trente à quatre-vingt-dix ; les sénateurs obligés de se nourrir de sandwiches faute de restaurants ouverts au Congrès... La première journée de « fermeture » du gouvernement fédéral a pris des formes diverses, mardi 14 novembre. Dès 9 heures du matin, à la suite du blocage politique sur les questions budgétaires constaté la veille au soir, lors de la rencontre entre Bill Clinton et les chefs de la majorité républicaine, des directives ont été adressées à tous les ministères afin que l'arrêt de l'activité des services « non essentiels » entre en vigueur.

Ces consignes ont été appliquées dans une certaine confusion, certains employés fédéraux ne sachant pas s'ils devaient se considérer comme indispensables. Comme huit cent mille fonctionnaires sont concernés par ce plan de réduction des effectifs, destinés à économiser, momentanément, les deniers de l'Etat. Depuis lundi midi, le gouvernement ne dispose plus, en effet, de l'autorité légale pour engager des dépenses.

Les services considérés comme vitaux, comme les forces armées, la police, la douane, la poste, les hôpitaux, etc., n'ont été que peu touchés. Au Pentagone cependant, deux cent cinquante mille civils, soit près d'un tiers des effectifs, ont été priés de regagner leur domicile. A l'étranger, une partie du personnel des ambassades américaines a suivi ce mouvement de chômage technique, mais les négociations sur la Bosnie, qui se poursuivent sur la base de Wright-Patterson, à Dayton, dans l'Ohio, n'ont pas été affectées.

Mardi soir, le porte-parole de la présidence, Michael McCurry, a es-

Le dollar pénalisé

Le dollar s'inscrivait en forte baisse, mercredi 15 novembre dans la matinée. Il s'échangeait à 1,4023 mark, 100,90 yens et 4,85 francs. Les investisseurs s'inquiètent des conséquences du bras de fer qui oppose le Congrès et la Maison Blanche. Les analystes soulignent toutefois que cette situation devrait avoir des conséquences limitées sur les marchés de capitaux. L'impasse budgétaire pourrait inciter le conseil de la Réserve fédérale, réuni mercredi, à baisser l'enchâssage de la politique monétaire. Les économistes espèrent que l'absence de pressions inflationnistes permettra une baisse des taux directeurs de la banque centrale américaine d'ici à la fin de l'année.



timé que ce mouvement se poursuivait mercredi en l'absence de progrès lors des négociations entre l'exécutif et le Congrès.

L'IMPASSE TOTALE

Le secrétaire général de la présidence, Leon Panetta, a rencontré les responsables républicains à deux reprises, sans résultat notable. De son côté, Bill Clinton a pris à témoin l'opinion, afin de justifier sa détermination à ne pas céder aux exigences des républicains.

Ceux-ci, a-t-il souligné, « placent l'idéologie avant le bon sens et nos

valeurs communes. Il est de ma responsabilité de m'opposer à un projet de budget qui est mauvais pour les États-Unis ». Se déclarant lui aussi favorable à un retour à l'équilibre budgétaire (que les républicains veulent imposer en sept ans), M. Clinton a réitéré son opposition aux coupes budgétaires visant en particulier les programmes sociaux. Le chef de la Maison Blanche a reçu mardi un soutien inattendu de la part de la conférence épiscopale : les évêques américains estiment que les propositions républicaines signifieraient

« plus de pauvreté et de désespoir pour les plus vulnérables de notre société ».

Celles-ci constituent un élément essentiel du Contrat avec l'Amérique, ce programme politique qui a servi de plate-forme électorale au Grand Old Party lors des élections législatives de novembre 1994. Les républicains de la Chambre des représentants et du Sénat sont d'ailleurs parvenus à un texte de compromis à propos de la loi qui traduit ces priorités. Ce texte prévoit un retour à l'équilibre budgétaire en sept ans, des allègements fiscaux d'un montant de 245 milliards de dollars, ainsi qu'une forte diminution des dépenses sociales. Il est probable que M. Clinton opposera un nouveau veto à ce texte.

Newt Gingrich et Robert Dole, respectivement chefs de la majorité républicaine à la Chambre des représentants et au Sénat, ont riposté à l'offensive présidentielle en stigmatisant la « désinformation » du chef de la Maison Blanche. Mardi soir, l'impasse semblait donc totale. Sans doute influencés par les résultats d'un sondage du Washington Post montrant que 46 % des Américains rejettent sur les républicains la responsabilité de cette crise politique (27 % accusent le président), les leaders de la majorité du Congrès pourraient être amenés à faire des concessions. Le tout est de trouver un moyen de ne pas perdre la face.

Laurent Zechini

Tony Blair a séduit le patronat britannique

A deux jours du discours du trône, le dirigeant travailliste a présenté un programme européen et modéré

LONDRES

de notre correspondant
Le chef du Parti travailliste a battu largement à l'appui le vice-premier ministre conservateur lors de la conférence annuelle du patronat britannique (CBI) à Birmingham, lundi 13 novembre. Le séducteur Tony Blair a reçu une ovation de 55 secondes contre 43 à Michael « Tazan » Heseltine de la part de ceux qui sont le traditionnel soutien, et bailleur de fonds, de la droite. Il aura fallu pour cela tout le pouvoir de conviction de M. Blair à un moment où les hésitations et les contradictions d'un gouvernement conservateur usé par seize ans de pouvoir et miné par l'euro-scepticisme agacent de plus en plus les patrons d'outre-Manche.

Battant sa coulpe sur des décennies de « traditions quasi marxistes », M. Blair a promis que, en cas de victoire du Labour aux élections de 1997, « les taux d'imposition punitifs disparaîtront pour toujours ». « Je veux, a-t-il précisé, un système d'imposition qui permette aux gens de devenir riches par leur travail et leur réussite ». Les travaillistes ne seront plus le porte-voix des syndicats, mais adopteront une voie « centrée » faisant la part des revendications des TUC et du CBI.

Tony Blair a aussi promis de fixer des objectifs pour l'inflation, comme en France et en Allemagne, avant d'enfourcher les chevaux de bataille des patrons, qui critiquent le système d'éducation et la vétus-

té des transports. Restaieot les deux sujets de conflit avec le patronat, le salaire minimum et l'adhésion britannique à la Charte sociale de l'Union européenne. Le premier point a été présenté avec modération.

« BEAUCOUP D'AMIS »

Le second a permis au chef travailliste de prendre un peu de champ par rapport à Bruxelles - tout en se présentant comme pro-européen - en affirmant que tout n'était pas à prendre et qu'un gouvernement de gauche n'appliquerait que ce qui serait au bénéfice de la Grande-Bretagne.

Apparemment convaincu, le patron d'Unilever a déclaré que M. Blair « venait de se faire beaucoup d'amis ». Le mot de la fin est resté au responsable de British Airways, pour qui il faudra attendre l'arrivée au pouvoir du Labour - terme pour acquies - pour « juger de sa capacité à remplir ses promesses ».

En contrepoint, les dirigeants du CBI ont tenu à faire connaître l'inquiétude de leurs mandants à l'égard de la politique économique de John Major. A deux jours du discours du trône et à deux semaines de la présentation du budget, le chancelier de l'Échiquier, Kenneth Clarke, s'est vu prier de ne pas céder aux députés torles qui exigent des baisses d'impôts « injustifiées ».

Patrice de Beer

Les « cinq sages » allemands conseillent le report de la monnaie unique

BONN

de notre correspondant
Les recommandations du conseil des « cinq sages » sont traditionnellement accueillies avec beaucoup de considération en Allemagne. Or dans leur rapport annuel rendu public à Bonn mardi 14 novembre, ces experts économiques indépendants se prononcent en faveur d'un « report » de l'union économique et monétaire européenne au-delà de la date fixée par le traité de Maastricht (1999).

Cette prise de position spectaculaire est une première. Le ministre de l'économie, Günter Rexrodt, ainsi que les chambres de commerce et d'industrie allemandes (DIHT), ont critiqué l'avis des sages et disant qu'il ne fallait pas affaiblir la « pression » qui s'exerce grâce au calendrier sur les pays membres de l'Union. Mais les sages expriment un sentiment très largement partagé dans l'ensemble de la classe politique et du monde des affaires lorsqu'ils écrivent que « le respect des critères doit avoir la priorité absolue sur les contraintes du calendrier ».

Il sera, selon les sages, « difficile

de respecter les conditions prévues d'après les critères de convergence » avant la fin du siècle.

Les experts considèrent donc que « le rendez-vous fixé doit être repoussé » s'il s'avère, comme ils le prévoient, que seule une « petite union monétaire », réunissant un cercle restreint de pays, sera en mesure d'adopter la monnaie unique en 1999. Une telle union, dont les sages ne disent pas quels seraient selon eux les éventuels membres, « ne présenterait pas beaucoup d'avantages aussi bien en termes de coûts que de risques encourus ». Il s'agit donc de « continuer à travailler aux conditions préalables à l'entrée dans la troisième phase », au cours d'une phase préparatoire (la deuxième phase) qui devrait être « plus longue que prévue ».

Contrairement aux six principaux instituts économiques allemands, qui avaient récemment proposé une approche flexible en matière de respect des critères, les sages souhaitent que « les critères du déficit public et de la dette soient interprétés de manière stricte et étroite ». Nul doute que cet appel sera pris à la lettre par les dirigeants allemands, qui font

de cet aspect des choses une véritable profession de foi.

Les sages soulignent néanmoins, et cela devrait intéresser un pays comme la Belgique, que le critère de la dette publique (dont le niveau ne doit pas dépasser la marge de 60 % du PIB) pourra faire l'objet d'une marge de manœuvre interprétative, à condition que la tendance à long terme « permette d'atteindre le niveau de 60 % au cours de la troisième phase ». L'un des arguments nouveaux en faveur d'un report de la monnaie unique trouve précisément sa source

dans la situation des finances allemandes. L'Allemagne, selon les sages, pourrait elle-même avoir des difficultés à remplir à temps les critères prévus par le traité de Maastricht : « L'Allemagne frise de très près la limite imposée », selon le comité des sages.

UN ENJEU NATIONAL

Contrairement aux prévisions du gouvernement allemand, les sages estiment que le critère du déficit public ne devrait pas être respecté en 1995 : après avoir atteint 3,1 % du PIB cette année, le niveau des déficits de l'Etat et des

collectivités locales devrait tout juste être de 3 % en 1996. On sait par ailleurs que, sans qu'ils l'expriment officiellement, les plus hauts responsables monétaires allemands émettent eux aussi des doutes sur la capacité de l'Allemagne à remplir à temps les critères prévus par le traité.

Les sages soulignent enfin qu'on doit « craindre une politisation du débat sur la monnaie unique » au cours des prochains mois. Ce diagnostic, du moins en ce qui concerne l'Allemagne, est justifié.

Ao cours de la première journée de son congrès de Mannheim, mardi 14 novembre, le SPD a commencé à aborder l'avenir de la construction européenne. La question de la stabilité monétaire est un « enjeu national », selon le ministre-président de Basse-Saxe, Gerhard Schröder. Le rival de l'actuel président du SPD, Rudolf Scharping, a ainsi indiqué qu'il « serait bon » de reporter l'entrée en vigueur de l'union économique et monétaire européenne.

Lucas Delattre

Lire aussi notre éditorial page 14

M. Chirac : « La France sera au rendez-vous de 1999 »

Le président de la République a réaffirmé mardi 14 novembre, lors d'une rencontre avec Jacques Delors « la volonté de la France d'être au rendez-vous de 1999 » pour le passage à la monnaie unique. L'ancien président de la Commission européenne a, pour sa part, dit au chef de l'Etat que la politique économique menée par le gouvernement était « crédible », a déclaré Catherine Colonna, porte-parole de l'Elysée. « Nos engagements seront tenus et les critères de convergence prévus par le traité de Maastricht seront respectés », a déclaré le chef de l'Etat, qui présentait à son hôtes la position française sur la conférence intergouvernementale de 1996.

D'une série de voyages à l'étranger, Jacques Delors a dit revenir « frappé par le fait qu'il était clair désormais pour nos partenaires que la France sait ce qu'elle veut ».

La monnaie européenne face aux monnaies nationales

AU FIL DES MOIS et des rapports officiels se dessinent les étapes qui mèneront au début du siècle prochain à l'utilisation d'une monnaie commune dans plusieurs pays européens. Le document publié mardi 14 novembre à Francfort par l'institut monétaire européen et son président Alexandre Lamfalussy, « Le passage à la monnaie unique » (Le Monde du 15 novembre), clarifie un peu les choses : désignation au cours des premiers mois de 1998 des pays qui feront partie de l'Union monétaire, passage début 1999 à la troisième phase de l'UEM, au cours de laquelle les parts de changes entre les nations « élues » seront irrémédiablement fixées, apparition des billets et pièces frappés en monnaie unique à partir de janvier 2002, les monnaies nationales disparaissant progressivement entre janvier et juin de cette même année.

Les instances chargées d'organiser le passage à la monnaie unique commencent à sérieusement rapprocher leurs points de vue. Le rapport de l'institut monétaire européen apparaît finalement très proche du « Livre vert » publié en juin par Yves Thibault de Silguy, commissaire à Bruxelles. Les deux documents écartent ce que l'on pourrait appeler l'option radicale, qui aurait consisté à imposer dès 1999 la monnaie européenne dans toutes les transactions autres que celles réalisées entre particuliers : sur les marchés monétaires, des changes, et des titres.

Pour réussir ce grand saut, une masse d'opérations suffisante devra être traitée immédiatement en monnaie européenne. Suffisante pour être crédible et

aboutir à la disparition des appellations nationales. La « masse critique » dont parle M. Thibault de Silguy est à peu près connue. Actuellement, 90 % des transactions effectuées chaque jour sont financières, la part des échanges entre particuliers représentant moins de 10 % du total. Sur le seul marché des changes de Paris se traitent quotidiennement 67 milliards de dollars (plus de 300 milliards de francs). Une option radicale, imposant la monnaie européenne dès le début de 1999 dans toutes les transactions monétaires, des changes et des titres aurait apporté toute garantie. C'est celle que semblait avoir retenue Yves Thibault de Silguy dans une première version - non publiée - de son rapport.

Le choix de la progressivité fait par l'institut monétaire européen a les apparences de la prudence. Est-il pour autant le meilleur quand il se contente de signaler que la politique monétaire menée par le SEBC (système européen des banques centrales) se fera dès le début de la troisième étape en monnaie européenne, ajoutant que les émissions de dette publique seront probablement effectuées en euros et que les transactions sur les marchés des capitaux se feront « assez rapidement » de même. La vérité force à dire que l'option radicale - qui était celle de la France, soutenue par plusieurs pays - a été jusqu'à présent écartée parce que les Allemands n'en veulent pas, soucieux de ménager leur opinion publique, fort sensible à la disparition du mark.

Alain Vernholes

« Je ne sais pas comment ils font, mais moi je m'y retrouve »



LE QUEBEC A LA CARTE
HOTEL 6 NUITS
+ VOITURE 7 JOURS
4 490 F

- avion compris
- prix par personne
- en chambre double
- à certaines dates
- hors taxes aériennes
- 160 agences en France
- (1) 41 41 58 58
- 3615 NF *

NOUVELLES FRONTIÈRES



Tout le monde s'y retrouve

سك ان التصل

سكس في الشهر

Blair a séduit
ronat britannique

En Europe centrale, la paisible transition de la République tchèque est une exception

Contrairement à leurs voisins, les Tchèques sont épargnés par les soubresauts du postcommunisme

A l'issue de sa rencontre, mardi 14 novembre à Paris, avec le président Jacques Chirac, le premier ministre tchèque, Vaclav Klaus, a affirmé

que M. Chirac « considérait la République tchèque comme le candidat numéro un pour l'adhésion à l'Union européenne ». Avec une sta-

bilité politique, une paix sociale et une relative prospérité, le gouvernement libéral de Prague se distingue à l'Est.

PRAGUE

de nos envoyés spéciaux

Peu après son arrivée dans son bureau, au « château » de Prague, le président Vaclav Havel avait installé une vieille lunette près de sa fenêtre, directement braquée sur son appartement sur les bords de la Vltava. Cela fait longtemps que l'ancien dissident a quitté ce logement de fortune pour une résidence plus appropriée à son rang. Mais la lunette n'a pas changé de place même si la vue n'est plus tout à fait la même.

Signe des temps, cet immeuble familial des Havel, quai Rasin, est en pleine reconstruction. Destiné à être transformé en bureaux par une coentreprise tchéco-néerlandaise, ce bâtiment quasi légendaire a été surnommé « *Ginger and Fred* » par les Praguais en raison de sa nouvelle forme torsadée.

Dans une autre aile du château de Prague, Lubos Dobrovsky, le très distingué chef de cabinet du président, se félicite du « grand bouleversement social » que connaît le pays, six ans après la « révolution de velours » et à l'approche du troisième anniversaire de l'indépendance de la République tchèque de dix millions d'habitants est en pleine mutation. Ici, comme ailleurs dans l'ancien bloc soviétique, les changements sautent aux yeux.

Mais Prague, submergée par plus de vingt millions de touristes par an, est en passe de devenir une vitrine de la « sortie du communisme ». Car, à la différence de leurs voisins du défunt pacte de Varsovie, les Tchèques connaissent une relative prospérité économique, une tenace stabilité politique et une paix sociale enviable, au point que l'on parle

de « miracle tchèque ». Il y a encore peu de temps, Antonín Kinsky vivait comme réceptionniste de nuit à l'hôtel Yalta de Prague. Avant la « révolution », comme on dit ici, ce grand gaillard chaleureux de quarante ans était condamné à végéter. Issu d'une des grandes familles aristocratiques du pays, il n'avait aucun avenir dans la Tchécoslovaquie socialiste. Aujourd'hui, après l'inévitable parcours du combattant du nouvel entrepreneur, Antonín vient de se reconverter. Depuis un an, il a ouvert le BarBar, premier restaurant de crêpes de la capitale, installé dans une vieille cave voûtée au détour d'une petite rue sinuante du quartier historique de Mala Strana. « Au début, s'amuse-t-il, les clients étaient perplexes. Certains me demandaient même s'ils devaient m'appeler monsieur le Comte. Je leur ai répondu que s'ils voulaient quelque chose, ils n'avaient qu'à cloquer des doigts ! »

Tout comme lui, un tiers des Tchèques ont changé d'emploi depuis 1989. Le chiffre en lui-même donne la mesure des bouleversements sociaux intervenus. La plupart des nouvelles activités ont été créées dans les services. Peu avant la chute du communisme, Michal Lieb terminait ses études d'ingénieur et pensait « partir à l'étranger si rien ne bougeait ». Six ans plus tard, il dirige une entreprise de quatre-vingts personnes qui s'est agrandie grâce à « boom informatique » qui a suivi le changement de régime.

Dans le décor, désormais classique, des nouveaux « *businessmen* » - « *mobiliers* Ikea », « plantes vertes et téléphone portable », Michal Lieb raconte tranquillement comment sa PME se diversifie avant de lâcher sereinement : « Maintenant, nous sommes

presque un pays normal. » Aussi réussi que cela, le passage de Marx à Marks & Spencer ? En apparence, les chiffres sont éloquentes. L'inflation est passée de 56 % à 9,5 % en quatre ans, le chômage est symbolique (3,5 %), les réserves de l'Etat ont été multipliées par deux, le budget équilibré et la République tchèque devrait prochainement être le premier des anciens pays socialistes à être admis dans le club sélect de l'OCDE.

De plus, avec 70 % du PNB provenant officiellement du secteur privé, Prague fait figure de fleuron du capitalisme populaire avec six millions d'actionnaires dans le pays depuis le lancement, en 1991, de la grande vague de privatisation par « coupons » (Le Monde du 8 novembre). A ce palmarès économique s'ajoute aussi une singulière stabilité politique ; au pouvoir depuis juin 1992, le premier ministre, Vaclav Klaus, est le doyen des chefs de gouvernement de la région.

« Maintenant, nous sommes presque un pays normal »

« Je crois aux miracles mais pas dans le domaine économique », constate sagement Lubomir Micoch, professeur de l'université Charles de Prague. « La privatisation est largement formelle », dit-il, en insistant sur les relations « *schizophreniques* » que continue d'avoir l'Etat avec le secteur industriel, en dépit du dogme libéral affiché. « Les entreprises ont été juridiquement privatisées mais la plupart sont contrôlées par des fonds d'investissements, eux-

mêmes dirigés par des banques dans lesquelles l'Etat continue d'avoir une part prépondérante.

Les banques étant à la fois propriétaires et créateurs, les restructurations, inévitables à terme, se font donc attendre, selon M. Micoch, qui affirme qu'« environ 40 % des entreprises ainsi privatisées fonctionnent à perte » et qu'il existe un « fort chômage coché » dans le pays. Des arguments que réfute le ministre des finances, Ivan Kocanek : « S'il n'y avait pas de transparence dans nos privatisations, insiste-t-il, les investisseurs étrangers ne continueraient pas d'augmenter dans notre pays. »

Il en faut plus pour convaincre Milos Zeman, le fougueux et populaire dirigeant du Parti social-démocrate, qui ne cesse de dénoncer les privatisations comme un « gadget populiste ». Quoi qu'il en soit, l'aggravation constante du déficit commercial, compensé jusqu'à présent par les revenus substantiels du tourisme, illustre la fragilité de la reprise tchèque. Après avoir, dans un premier temps, largement réussi à assurer les grands équilibres, la « transition » tchèque entre désormais dans une deuxième phase, plus délicate : parfaire la transformation des canards boiteux hérités de l'ancien régime.

Toutefois, l'humour est sans conteste à l'optimisme à Prague. Même si la grigne sociale gagne du terrain, tout comme le parti social-démocrate qui recueille désormais près d'un quart des intentions de vote, Vaclav Klaus ne paraît pas sérieusement inquiet à huit mois des élections législatives. Même Petr Uhl, figure noyade de la dissidence qui a passé neuf ans dans les geôles communistes et qui a peu de sympathies pour l'équipe au pouvoir, reconnaît que « le bilan est plutôt positif ».

En dehors des divergences d'appréciation sur le « modèle tchèque », vertement qualifié de « *notional-Etatsisme* » par Petr Uhl, c'est avant tout la personnalité de Vaclav Klaus, jugé cassant et péremptoire, qui bérise ses détracteurs. De même que sa propension à s'ériger en dépositaire d'une « pensée unique » qui horripile les intellectuels praguais.

A cela s'ajoute aussi le clivage plus « culturel » entre - schématiquement - deux courants qui traversent l'identité tchèque ; le « pragmatisme germanique », défendu par Vaclav Klaus, et le « romantisme slave » incarné par Vaclav Havel. Lubos Dobrovsky, le directeur de cabinet du président, s'est fait l'écho quand il évoque sa « méfiance envers une vision du monde des ingénieurs ». « Cette transition est tellement rapide, dit-il, que la dimension spirituelle se perd. »

Et de conclure, de façon très havelienne : « Il faut se demander si, dans cette course effrénée vers le marché, nous n'avons pas oublié de prendre avec nous notre petit livre de prières... »

Yves-Michel Riols
et Martin Plichta

Jean-Baptiste Naudet

Boris Eltsine, qui semble en meilleure santé, confirme la date des élections en Russie

MOSCOU

de notre correspondant
« Je suis à la barre du grand vaisseau russe » : réapparaissant publiquement mardi 14 novembre, pour la seconde fois depuis son hospitalisation le 26 octobre pour troubles cardiaques, Boris Eltsine a voulu clairement faire savoir qu'il gouvernait un pays qui semblait parfois à la dérive. Toujours à l'hôpital, mais cette fois-ci debout, en costume-cravate, souriant et apparemment en bonne forme, le président russe a tenté de mettre fin aux spéculations sur sa santé physique et politique et sur l'organisation des élections. Les législatives du 17 décembre « doivent se tenir comme prévu, tout comme l'élection présidentielle », a déclaré d'une voix ferme le chef de l'Etat russe, dans un entretien à la télévision d'Etat.

Cette seconde réapparition de dix minutes a fortement contrasté avec les premières cinquante se-

condes d'images du président russe à l'hôpital diffusées le 3 novembre. Il était alors apparu en survêtement, assis, pâle, parlant d'une voix faible et à mots heurtés. Mardi, Boris Eltsine a même rencontré, pour la première fois, un responsable étranger, s'entretenant à l'hôpital pendant près d'une heure avec le président du Kazakhstan, Noursoultan Nazarbaev.

« BÉTESSES »

Affirmant travailler dès « 6 heures du matin », M. Eltsine a qualifié de « *stupides bêtises* » les informations selon lesquelles il devait subir une intervention chirurgicale. « Je n'ai besoin de rien de tel. J'ai juste besoin de temps, peut-être de plus de temps. » Le président s'est aussi montré optimiste sur les résultats des élections du 17 décembre. « Il ne faut pas avoir peur que les communistes aient trop de poids dans le prochain Parle-

ment », a-t-il dit, estimant que l'opposition n'aurait pas la majorité, que le Parti communiste russe n'obtiendrait que 12 % des voix. Le président a donc invité la Cour constitutionnelle à « réagir vite » aux recours déposés contre la loi électorale afin que le scrutin puisse se tenir « dans le délai fixé et dans le cadre de la loi ».

Décidément à l'offensive, le président russe a aussi proposé, mardi, au Parlement la candidature de son ancien ministre (réformateur) des finances, Sergueï Doubinine, à la présidence de la Banque centrale de Russie. Boris Eltsine avait limogé il y a une semaine la présidente par intérim de la banque, nommant son adjoint à titre « *provisoire* ». Ces manœuvres visent sans doute à tenter de verrouiller un des postes-clés dans l'Etat, avant l'arrivée d'un nouveau Parlement.

L'armée srilankaise s'empare du siège des « Tigres » tamouls

DES MILLIERS DE FANTASSINS srilankais, appuyés par de l'artillerie et des chars, se sont emparés lundi 13 novembre du siège politique du mouvement séparatiste LTTE (Tigres de libération de l'Eelam tamoul), a annoncé un porte-parole militaire à Colombo. Cet ensemble d'édifices de bureaux fortifiés est situé à Kondavil, près de de Jaffna, la « capitale » des séparatistes, au nord de l'île. Poursuivant leur opération « rayon de soleil » engagée le 17 octobre, les gouvernementaux continuent leur avance vers le cœur de Jaffna.

Cependant, la police traque dans Colombo une trentaine de commandos tamouls soupçonnés de préparer l'assassinat de la présidente, M^{me} Kumaratunga. Des centaines de personnes soupçonnées de sympathie avec les rebelles ont déjà été arrêtées dans la capitale. Enfin, les « Tigres » ont annoncé la mort au combat de Akila, chef de leurs unités féminines. Elle était tenue par l'Inde pour responsable de l'assassinat de l'ex-premier ministre Rajiv Gandhi. - (AFP)

Victoire du parti au pouvoir aux législatives en Croatie

LE PARTI AU POUVOIR EN CROATIE conserve une majorité confortable au nouveau Parlement issu des élections du 29 octobre. Selon les résultats définitifs publiés mardi 14 novembre, le parti du président Franjo Tudjman, le HDZ (Union démocratique croate) a obtenu soixante-cinq des cent vingt-sept sièges, dont les douze créés pour les représentants de la diaspora croate. La coalition d'opposition obtient seize sièges contre douze au Parti social-libéral (HSLS), dix au Parti social-démocrate (SDP), quatre au Parti croate du droit (extrême-droite), deux à la Diète démocratique d'Istrie et un aux Démocrates indépendants. En outre, M. Tudjman a promu à un poste de responsabilité dans l'armée de Zagreb le général bosno-croate Thimor Blaskic, inculpé la veille par le Tribunal pénal international (TPI) de crimes contre l'humanité. - (AFP)

EUROPE

■ DÉFENSE : un rapprochement entre l'UEO et l'Union européenne, que la France a défendu, mardi 14 novembre, à Madrid s'est heurté à l'opposition de la Grande-Bretagne. Paris a proposé aux pays membres de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) que soit instauré un état-major au sein de l'organisation et que l'UEO devienne « l'organe de défense de l'Union européenne (UE) pour la mise en œuvre d'actions concrètes ». Londres estime que les initiatives en matière de défense relèvent des seuls gouvernements concernés. - (AFP Reuters)

■ ROUMANIE : environ cent mille personnes ont assisté, mardi 14 novembre à Bucarest, aux obsèques de Corneliu Coposu, figure morale de la résistance au communisme, mort samedi à soixante-dix-neuf ans. L'ensemble des partis politiques étaient présents à ce rassemblement. L'un des plus importants depuis la « révolution » de 1989. - (AFP)

■ AZERBAÏDJAN : le parti du président Gueidar Aliev, Eni (Nouvel Azerbaïdjan), a obtenu environ 70 % des suffrages aux élections législatives de dimanche selon les résultats préliminaires annoncés, mardi 14 novembre, par la commission électorale. Le Front populaire, le principal parti d'opposition, a dénoncé le caractère « non démocratique » des élections. - (AFP)

ASIE

■ JAPON : Masaaki Nakayama a été nommé chef (ministre) de l'Agence de gestion, mardi 13 novembre. Il remplace Takami Eto, lui aussi du PLD - principale formation de la coalition tripartite dirigée par un socialiste, Tomiichi Murayama -, qui a démissionné après avoir déclaré avoir trouvé de « bonnes choses » à la colonisation de la Corée par Tokyo, de 1910 à 1945. Séoul avait alors menacé d'annuler une rencontre prévue entre le président Kim Young-sam et M. Murayama. - (AFP)

AFRIQUE

■ NIGERIA : un embargo sur les armes à destination du Nigeria a été recommandé, mardi 14 novembre, par les experts pour l'Afrique des Etats membres de l'Union européenne. En Afrique du Sud, le président Mandela a recommandé mardi un embargo sur les produits pétroliers nigériens aux Etats-Unis et à la Grande-Bretagne. - (AFP)

■ ZAÏRE : Kinshasa accuse le Rwanda d'« actes de terrorisme » dans un communiqué du ministère de la défense publié mardi 14 novembre. Ce communiqué suit l'arrestation de plusieurs Rwandais d'origine tutsie dans la région de Goma, à la frontière entre les deux pays. Selon le gouvernement zaïrois, les attentats perpétrés dans la région « sont l'œuvre du pays d'origine de ces criminels ». - (Reuters)

AMÉRIQUES

■ ÉTATS-UNIS : un condamné à mort a été exécuté par injection, lundi 13 novembre, à Greenville (Virginie occidentale). Herman Barnes, âgé de trente et un ans, est le quarante-quatrième condamné à mort exécuté aux Etats-Unis en 1995, année « record » pour le nombre d'exécutions capitales. - (AFP)

■ ARGENTINE : la Cour suprême a confirmé, mardi 14 novembre, la validité de la demande d'extradition vers l'Italie de l'ancien capitaine nazi Erich Priebke. D'ici à trente jours, il sera transféré en Italie où il doit être jugé pour sa responsabilité dans le massacre des Fosses Ardeatines. - (AFP)

ÉCONOMIE

■ MEXIQUE : Michel Camdessus, directeur général du Fonds monétaire international, s'est dit, lundi 13 novembre, « confiant » dans le redressement du Mexique, qui est encore « dans cette phase ingrate entre le moment où des mesures de redressement douloureuses ont été prises et le moment où elles portent leurs fruits ». Pour M. Camdessus, « l'ensemble des indicateurs macro-économiques pointent dans la bonne direction ». - (AFP)

Tous les jours, sans escale.

BOSTON

NEW YORK

PARIS

POUR EN SAVOIR PLUS,
CONTACTEZ VOTRE
AGENCE DE VOYAGES,
TWA AU 49.19.20.00
OU TAPEZ
3615 TWA
(2.23 FTT/min)

AVEC TWA, CORRESPONDANCES VERS
100 DESTINATIONS AMÉRICAINES.

TWA
TRANS WORLD AIRLINES

SÉCURITÉ SOCIALE Alain Juppé devait annoncer, mercredi 15 novembre, la responsabilité du gouvernement sur son plan de réforme de la Sécurité sociale. Face à

la pression qui s'est exprimée à l'Assemblée nationale, à l'initiative des balladuriers et de l'UDF, le premier ministre a été encouragé par Jacques Chirac à adopter une atti-

tude offensive. ● **STIL A RENONCÉ** à la prestation d'autonomie, M. Juppé a prévu, outre une contribution destinée au remboursement des dettes et dont l'assiette sera plus large que

celle de l'actuelle CSG, des mesures touchant à la gestion de l'assurance-maladie et au contrôle des prescriptions. ● **LES SYNDICATS** ont mobilisé modérément leurs troupes, mardi,

pour prévenir toute mise en cause de la protection sociale. Les confédérations autres que FO jugent prématuré l'appel à la grève lancé par Marc Blondel pour le 28 novembre.

L'entrée en vigueur de la prestation d'autonomie est retardée

Dans une déclaration à l'Assemblée sur la réforme de la protection sociale, Alain Juppé devait annoncer les mesures de redressement des comptes et demander la « confiance » des députés. Les dépenses d'assurance-maladie seraient encadrées par un vote annuel du Parlement

LE PREMIER MINISTRE devait présenter, mercredi 15 novembre, devant l'Assemblée nationale, puis jeudi devant le Sénat, l'une des réformes les plus ambitieuses de la Sécurité sociale depuis sa création en 1945. Dans une « déclaration sur la réforme de la protection sociale », sur laquelle il devait engager la responsabilité de son gouvernement, Alain Juppé devait détailler un plan de redressement où les économies sont au moins aussi importantes que les prélèvements nouveaux sur les salariés, les retraités et les entreprises.

Ce plan prévoit des mesures d'urgence pour rembourser la dette accumulée par le régime général des salariés - finalement fixée à 250 milliards de francs fin 1996 - et pour ramener à environ 30 milliards de francs le déficit 1996. Il comporte, également, des réformes structurelles susceptibles d'assurer

un équilibre à moyen terme du régime général des salariés.

● **Prestation d'autonomie.** - Le président de la République, le chef du gouvernement et le ministre du travail et des affaires sociales, Jacques Barrot, ont peaufiné ce plan jusqu'au dernier moment, notamment pour tenir compte des critiques de l'UDF et des députés balladuriers sur la « prestation d'autonomie » pour les personnes âgées dépendantes (lire ci-dessous). L'argument financier a finalement prévalu sur les raisons sociales, et M. Juppé devait annoncer, mercredi, que cette prestation, dont il avait pourtant promis la création pour le 1^{er} janvier 1996, est repoussée à des jours meilleurs, sans être pour autant définitivement abandonnée.

● **Contribution de remboursement des dettes.** - Le premier ministre devait également annoncer la

création d'une sorte de CSG bis, la Contribution au remboursement des dettes (CRD), dont l'assiette sera élargie à de très nombreux revenus, comme certaines retraites et des allocations-chômage jusqu'à présent exonérées, à l'épargne fiscalisée ou, encore, à des prestations sociales qui n'étaient pas assujetties à la CSG. Le gouvernement a, en outre, suivi les recommandations du rapport que le conseil des impôts doit remettre, jeudi, au président de la République.

● **Cotisation-vieillesse.** - M. Juppé devait aussi confirmer une légère hausse de la cotisation-vieillesse des salariés et des entrepreneurs, et une augmentation plus sensible de la contribution des onze millions de retraités au financement de l'assurance-maladie. Le régime de retraite des fonctionnaires sera épargné par une réforme bru-

talement. Le premier ministre devait toutefois annoncer que l'Etat entend engager une concertation avec les syndicats sur un passage progressif de trente-sept ans et demi à quarante ans de la durée de cotisation pour bénéficier d'une pension à taux plein et, ainsi, aligner la situation des fonctionnaires sur celle des salariés du secteur privé.

● **Assurance-maladie.** - M. Juppé devait confirmer que l'assurance-maladie à vocation à devenir « universelle », comme s'y était engagé Jacques Chirac dans son discours prononcé à l'occasion du cinquantième anniversaire de la Sécurité sociale, la réforme du système de santé, qui reste l'enjeu majeur de cette réforme de la Sécurité sociale, nécessite, selon le chef du gouvernement, une association désormais plus étroite du Parlement au pilotage de l'assurance-maladie. Ainsi, les députés et les sénateurs

devraient voter, chaque année, une enveloppe globale de dépenses d'assurance-maladie, qui serait ensuite répartie entre les régions et gérée plus près du terrain et des réalités sanitaires.

Des « contrats d'objectifs » clairs devront être passés entre les caisses et tous ceux qui concourent à la dépense, qu'il s'agisse des praticiens libéraux ou des établissements de soins. Le Haut Conseil de la réforme hospitalière, installé en juin, doit rendre ses conclusions à la fin du mois sur une réforme du système hospitalier, qui absorbe la moitié des dépenses d'assurance-maladie.

● **Carnet médical.** - M. Juppé devait annoncer que les pouvoirs publics vont se doter des moyens de faire respecter les taux d'évolution des dépenses fixes, soit 2,1 % l'année prochaine pour les hôpitaux et probablement autant pour

la médecine de ville : généralisation du carnet médical à tous les assurés pour éviter le « nomadisme médical », codage des actes et des prescriptions pour assurer un suivi de l'activité des médecins et de la consommation des médicaments, extension des références médicales opposables (normes de bonne pratique) aux hôpitaux.

Tous les acteurs seraient tenus pour responsables d'une éventuelle dérive des dépenses médicales. Sans attendre, M. Juppé devait annoncer un gel des honoraires médicaux pour 1996 et un éventuel renforcement des sanctions contre les praticiens trop gros prescripteurs. M. Juppé se donne deux ans pour ramener le rythme d'évolution des dépenses d'assurance-maladie à un niveau compatible avec le taux de croissance actuel.

Jean-Michel Bezat

La pression parlementaire a poussé le gouvernement à trancher dans le vif

LA « PROFONDEUR » des réformes ira de pair avec la brièveté du propos : Alain Juppé fera court, car il ira à l'essentiel sans faire de lyrisme. A la veille de la « déclaration sur la réforme de la protection sociale » que devait prononcer, mercredi 15 novembre, le premier ministre devant les députés, l'hôtel Matignon réaffirmait que le plan Juppé pour la « Sécu » ne serait « pas un énième replâtrage », du système, mais bien la mise en place d'une réforme durable et courageuse, bousculant tabous et corporatismes.

Selon l'entourage de M. Juppé, l'annonce des mesures en gestation depuis plusieurs semaines devrait constituer « une étape essentielle » dans l'histoire de la Sécurité sociale, après 1945, date de sa création, et 1967, année qui vit, notamment, de profondes modifications dans le mode de gestion des caisses. Dans les deux cas, le gouvernement avait procédé par ordonnances, procédure qui devrait, une nouvelle fois, être utilisée au grand dam des balladuriers.

Chacun se convient : s'il veut sortir la tête de l'eau, M. Juppé doit trancher et repasser à l'offensive. Dos au mur, le premier ministre ne peut plus attendre, tergiverser ou finasser, tant le climat de la majorité s'est dégradé depuis la rentrée. La discussion budgétaire a été le premier terrain de contestation : la commission des finances de l'Assemblée a pris le gouvernement à contrepied en réclamant des économies budgétaires supplémentaires et Nicolas Sarkozy a pu, une première fois, y tester une stratégie de déstabilisation d'autant plus redoutable qu'elle s'abrite derrière une solidarité sans cesse affichée à l'égard du gouvernement.

Le remaniement ministériel du 7 novembre était destiné à provoquer un « électrochoc » et à relancer la machine gouvernementale grippée à la veille du débat décisif sur l'avenir de la protection sociale. Il n'a, pour l'instant, pas eu l'effet escompté.

Au lieu de l'élan attendu, c'est à une montée des interrogations et des critiques que l'on a assisté. Les caciques de l'UDF, tout d'abord, ont fermement fixé les trois conditions de leur sou-

ten. « Le groupe UDF, unanimement, compte vraiment sur la sagesse du gouvernement pour ne pas augmenter les prélèvements obligatoires au-delà du strict minimum pour solder les dettes passées », a encore rappelé, mardi, Gilles de Robien, le président du groupe à l'Assemblée nationale.

De façon complémentaire, l'UDF attend du gouvernement qu'il s'engage, fortement, sur la voie des économies. Alain Madelin l'a répété, mercredi matin sur France-Inter, en assurant que M. Juppé doit « soigner le mal à la racine » et qu'il y a « une certaine de milliards de francs de gisements d'économie à exploiter, non seulement en coupant dans les dépenses, mais en faisant une profonde réforme ». Enfin, la plupart des orateurs de l'UDF dans ce débat ont exprimé au moins des réserves, et le plus souvent une franche hostilité à l'instauration de la prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes, annoncée depuis des mois par le président de la République et le premier ministre.

● **JUSTICE ET ÉQUITÉ** - Ces mises en garde ont pris d'autant plus de relief qu'elles ont été reprises, accompagnées et amplifiées par Edouard Balladur et ses amis, au premier rang desquels Nicolas Sarkozy. Au point de provoquer une irritation de plus en plus vive dans la base « chiraquienne » du RPR. Mercredi matin, sur Europe 1, le ministre de la défense, Charles Millon (UDF), a dénoncé plus brutalement encore les « croches-pautes politiques » des balladuriers, en déclarant que « si la majorité continue à faire cette bataille d'embuscades, ce n'est pas elle, ni l'opposition qu'elle servira, mais les extrêmes ».

Il était donc urgent de couper court à cette confusion générale. Même s'ils dénoncent les « manœuvres » des amis d'Edouard Balladur, au premier rang desquels M. Sarkozy, les « juppéistes » n'en admettent pas moins qu'ils prennent « tout à fait en compte ce qui est dit par les parlementaires ». Quand on se trouve en situation difficile, on est plus enclin à écouter

ceux qui mettent en garde que ceux qui apportent un soutien aveugle. C'est pourquoi une décision capitale semble avoir été prise, avec l'appui du président de la République : le report de la mise en application de la prestation d'autonomie.

Même si la présentation n'est pas aussi abrupte, ne serait-ce que pour éviter un camouflet trop brutal au groupe RPR de l'Assemblée nationale, qui, mardi encore, a exprimé son attachement à cette mesure, M. Juppé devrait donner un délai d'une ou deux années pour la mise en œuvre de la prestation d'autonomie promise par le candidat Chirac.

De même, le chef du gouvernement qui devait obtenir, au cours du conseil des ministres du mercredi 15 novembre, l'autorisation d'engager sa responsabilité, au terme de l'article 49-1 de la Constitution, ne réduira pas son plan de financement de la Sécurité sociale au seul recours aux ordonnances. Ces dernières, qui, dit-on à Matignon, reçoivent un accueil favorable de l'écrasante majorité des parlementaires - et ce, malgré le manque d'enthousiasme exprimé, mardi, par les députés du Sénat, René Monory, et de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin - seront réservées à « la partie la moins agréable », qui relève de l'urgence, en particulier l'instauration de la contribution au remboursement des dettes (CRD), c'est-à-dire la « CSG bis ».

En plus des ordonnances - elles nécessiteront le vote d'une loi d'habilitation, mais les commissions parlementaires seront informées au fur et à mesure de leur élaboration - M. Juppé devait indiquer qu'une partie de son plan « Sécu » relèvera de projets de loi pour les mesures, dit-on à Matignon, « les plus valorisantes » qui font appel à « la justice » et à « l'équité ». Bref, comme on le souligne à l'hôtel Matignon, il s'agit désormais de « faire très fort ». Et de mettre chacun devant ses responsabilités.

Olivier Biffaud et Gérard Courtois

Mobilisation syndicale pour le principe

LE NOMBRE n'était pas au rendez-vous. Alors que huit organisations syndicales (CGT, CFDT, CFTC, CGC, FO, FEN, UNSA, FSU) avaient appelé, mardi 14 novembre, à la mobilisation pour la défense de la Sécurité sociale, on a compté bien moins de manifestants à Paris et dans plusieurs villes de province que pour la journée du 10 octobre sur la fonction publique.

Trois mille à cinq mille à Lyon, soit trois fois moins qu'il y a un mois ; à Paris, l'importance du cortège a considérablement varié, en fonction du flux des personnes qui arrivaient au sortir de leur travail : sept mille huit cents selon les forces de police, cinquante mille selon les syndicats. Le faible nombre des participants a été en partie compensé par le nombre des manifestants, à Bordeaux, Toulouse et à Marseille (dix mille pour la CGT et la CFDT, trois mille pour FO), mais aussi à Saint-Etienne, La Rochelle, Bayonne, Vannes, Lorient, entre autres. Dans plusieurs villes, comme à Romen, des groupes d'étudiants sont venus rejoindre les défilés, dans lesquels les enseignants de la FEN ou de la FSU étaient fortement représentés.

La journée du 14 novembre était conçue comme un avertissement au gouvernement. Or, le manque d'information sur le contenu précis du plan de sauvetage de la Sécurité sociale et des

réformes voulues par Alain Juppé explique en partie le relatif échec de cette mobilisation pour le principe. Tous présents dans le cortège de tête de la manifestation parisienne, à l'exception notable de Marc Blondel, les principaux dirigeants syndicaux ont pu commenter l'appel à la grève interprofessionnelle lancé lundi par Force ouvrière.

● **LE CAVALIER SEUL.** - DE FO Ironique, Louis Vianet a expliqué qu'« avant de lancer un mouvement de grève général interprofessionnel, il faut être sûr qu'il soit général ». Le secrétaire général de la CGT a immédiatement écrit à tous ses alter ego pour convenir d'une riposte commune, et a rappelé que « le contenu de l'accord signé le 30 octobre [par les huit syndicats] reste extrêmement valable ». Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT, s'est déclarée « étonnée par cette décision prise avant même de savoir ce que le gouvernement va décider ». Cet avis était partagé par Alain Olive, secrétaire général de l'UNSA, par Alain Delen, président de la CFTC, et par Marc Vilbenot, président de la CGC.

Il reste que, pour M. Vilbenot, les cadres séduits par Jacques Chirac au moment de l'élection présidentielle finit désormais partie des principaux déçus du chiraquisme.

Alain Beuve-Méry

Psychanalyse de groupes à l'Assemblée nationale

LA JOURNÉE avait mal commencé. Rassemblés dans la salle Colbert du Palais-Bourbon, pour leur réunion de groupe du mardi matin, les députés RPR espéraient la venue du



premier ministre. Il avait promis de leur dévoiler, en avant-première, les grandes lignes de sa réforme de la Sécurité sociale. Ils espéraient sa venue, avec l'impatience n'ayant d'une veille de Noël. Hélas, Alain Juppé s'est décommandé, retenu officiellement par le premier ministre tchèque. Du coup, faute d'ordre du jour bien consistant, les esprits ont commencé à s'échauffer, les frustrations à s'exprimer.

Bernard Accoyer, élu de Haute-Savoie et orateur du groupe, la veille, à l'ouverture du débat général sur la protection sociale, intervient le premier. Il s'interroge sur les prises de position publiques des uns et des autres, réclame un minimum de cohérence et de prudence de la

part de tous. La critique est encore anonyme, mais si transparente que Nicolas Sarkozy (Hauts-de-Seine) préfère y répondre sans attendre. Renouvelant son témoignage de solidarité à l'égard du gouvernement, assurant qu'il ne manquerait pas une voix lors du vote de confiance de mercredi, il revendique la nécessité, la légitimité du débat, au sein du principal groupe de la majorité, sur un dossier décisif. Le ton est courtois, mais ferme.

L'incident n'est pas clos. Bon nombre de députés de la base rougent leur frein depuis des semaines, pestent à mi-voix contre la liberté retrouvée, les petites phrases, les sourires moqueurs des partisans de l'ancien premier ministre, Edouard Balladur. N'écouteront que son courage, Daniel Garigue (Dordogne) salue le pas pour se faire leur avocat. Transgressant, pour la première fois depuis la rentrée parlementaire, la règle que chacun s'était imposée, il met en cause directement M. Balladur, regrette la publication de son long plaidoyer, la veille, dans *Le Monde*, reproche à l'ancien premier ministre de n'avoir

pas rappelé qu'il avait, lui aussi, fortement relevé la CSG en juillet 1993 et qu'il était donc mal venu de donner, aujourd'hui, des leçons.

Pincé, piqué au vif, M. Balladur ironise sur la période de « deuil » qu'on veut lui imposer

Pour la première fois, depuis son retour à l'Assemblée, Edouard Balladur prend la parole devant le groupe. Pincé, piqué au vif, il ironise sur la période de « deuil » qu'on veut lui imposer, avant d'ajouter : « Je considère que j'ai retrouvé ma liberté de parole. J'en ai usé et je continuerai ». Michel Péricard, président du groupe, tente de s'imposer ; il rappelle que chacun est libre, surtout sur un dossier aussi complexe que la protection sociale, mais qu'il va, toutefois, à la fin de l'année, rééditer à l'instigation de « règles minimum de discipline » à l'intérieur

du groupe. M. Balladur lui demande s'il pourra en être informé avant qu'elles ne soient édictées. « Membre de droit du bureau du groupe, vous y serez naturellement associé », lui répond M. Péricard.

A la sortie, Jean-François Copé (Seine-et-Marne), jeune chiraquien de choc, ne décolère pas. Rappelant les mises en garde de MM. Balladur et Sarkozy, et de leurs amis, il dénonce une « opération politique inacceptable, qui donne une image de scepticisme ravageuse dans l'opinion publique ». Il s'insurge contre les critiques envers le premier ministre : « Les mêmes qui, en juillet, réclamaient du gouvernement qu'il gouverne par ordonnances pour aller vite, poussent aujourd'hui des cris effarouchés. Quelle duplicité ! ». Il fait que nous acceptons une certaine diversité au sein du mouvement », plaide Nicole Catala (Paris). « Ils sont devenus complètement paranoïas ! », ricane un balladurien dans les couloirs du Palais-Bourbon.

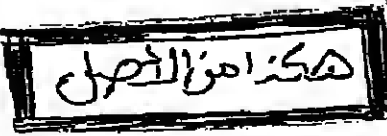
Chez les alliés de l'UDF, qui se réunissent au même moment, on n'est pas en proie à de tels déchirements. Cela n'empêche pas « l'amb-

iance frondeuse », comme le rapporte l'un des députés PR. Pour s'en convaincre, il n'est d'ailleurs qu'à écouter l'insistance mise par Gilles de Robien (UDF-PR), président du groupe, à évoquer le caractère « sériel » de la réunion, l'état d'esprit « positif » des députés de la confédération et le goût prononcé des nombreuses personnalités du groupe pour « cultiver leur diversité ». Chacun a son style. Solidarité avec « leurs » ministres oblige, les centristes en tiennent pour la modération. Ulcérés par la place, jugée insuffisante, qui leur est faite au gouvernement, les élus du PR ne s'astreignent pas à tant de retenue. Revenus de leur circonscription, convaincus du « ras-le-bol fiscal » de leurs électeurs, certains menacent déjà, si le discours d'Alain Juppé ne leur donne pas satisfaction, d'exiger la liberté de vote sur la loi d'habilitation qui autorisera les ordonnances.

Ces petits soucis n'effleurent plus les huit femmes vêtues du gouvernement la semaine dernière. Si leur action ministérielle n'avait pas toujours assuré leur notoriété, leur

image sans précaution les rend célèbres. De leur aveu à toutes, il ne se passe pas un jour sans qu'elles ne reçoivent des messages d'amitié ou des offres de service du privé. Mardi, quatre d'entre elles - Françoise de Panafieu, Christine Chanvet, Elisabeth Dufourcq et Françoise Hostalter - se sont retrouvées à déjeuner dans l'un des restaurants les plus en vue du monde politique. Assis à une table voisine, un chef d'entreprise anonyme leur a fait porter une bouteille de champagne millésimé. Elles l'ont apprécié d'autant plus que, selon le mot de M^{me} de Panafieu, « en ce moment, le Bordeaux [nous] donne des aigreurs d'estomac ». « On avait invité Juppé, poursuit-elle, il aurait au moins pu venir boire le café. » Ce que le premier ministre a décliné, le président de la République a tenté de le refaire, en recevant les unes après les autres les victimes du remaniement. Entre victimes d'ailleurs, on s'entraide. L'une des premières à manifester son amitié à Françoise de Panafieu a été... Edith Cresson.

Réclut du service France



150 000 000



La discrétion des groupes de pression

C'EST UN PARADOXE inédit à l'Assemblée nationale. Rarement les professions de santé auront été si bien représentées dans l'hémicycle. Rarement un débat - celui sur l'avenir de la Sécurité sociale - n'a été si lourd de risques pour le niveau de vie des médecins. Et pourtant, les groupes de pression médicaux se sont montrés plus discrets que de coutume. Plus étonnant encore, un sujet tabou, la responsabilité des praticiens dans la dérive des dépenses maladie, a été clairement montrée du doigt. Quand on sait que sur 68 orateurs inscrits au débat, 22, soit près du tiers d'entre eux, exercent ou ont exercé une activité médicale, cet accès de vertu à de quoi surprendre. « Curieusement, j'ai reçu beaucoup moins de lettres que de coutume », s'étonne Ségolène Royal (PS, Deux-Sèvres). Dès lors, estime-t-elle, soit les professionnels de la santé ont compris qu'ils ne pouvaient pas s'auto-exempter de l'effort collectif, soit leurs interventions se sont concentrées auprès des pouvoirs publics. A travers la mission d'information sur la Sécurité sociale, les associations de professionnels de la santé ont pu s'exprimer au grand jour.

Inviter les médecins à mieux prescrire, poser le problème de la déontologie médicale, dénoncer les abus,

le gaspillage en matière d'examen de santé... Les députés de la majorité s'y sont collés. Même si pour eux cette nouvelle rigueur pose problème. « Les professionnels de santé constituent notre base électorale. Au niveau local, ce sont des relais d'opinion importants. Nous avons une vraie dépendance à l'égard de ces professions », explique Hervé Mariton (UDF, Drôme). Les mécontents? Nombreux sont les parlementaires qui ont eu l'impression d'être pris entre le marteau et l'enclume.

SUGGESTIONS DÉLICATES

« Il s'est développé une sorte de double schizophrénie », confie M. Mariton. En petits comités, la part de responsabilité des professions médicales peut être épinglée avec rigueur. En séance, les propos sont plus prudents. « J'ai des collègues qui s'avouent très sincèrement choqués par le train de vie de certains grands patrons ou spécialistes, le bateau, la villa... Ils s'indignent que ce train de vie soit assuré en partie par l'argent public. Mais jamais ils ne le diront officiellement. » A Paris, les efforts sont demandés à tous : assurés sociaux, médecins, laboratoires. Dans les permanences, la tâche est plus ardue. « Beaucoup de mes collègues, poursuit M. Mariton, se disent d'accord pour mettre à contribution

les professions médicales, mais ne comptent pas sur nous pour aller faire de la pédagogie sur le terrain. » La majorité parlementaire a gardé le souvenir douloureux de l'accueil houleux réservé aux députés UDF et RPR de base après les mesures de 1986 sur l'assurance-maladie.

Malgré tout, de petites interventions ont ponctué le débat. Des suggestions délicates, des inquiétudes « forcément » légitimes. Des revendications lâchées, sans l'air d'appuyer trop fort, pour que, quelles que soient les mesures de redressement envisagées, soit « assuré le maintien de la qualité des soins », « garanti aux Français le libre choix de leur praticien », ou « consolidée une industrie de santé moderne et compétitive ». Décryptées, ces propositions recouvrent de subtiles mises en garde au nom d'intérêts particuliers. Assurer le maintien de la qualité des soins? C'est souvent ne pas imposer un contrôle trop strict des actes médicaux. Garantir le libre choix du praticien? C'est éviter d'imposer un passage obligé par un généraliste. Préserver l'industrie de santé? C'est ne pas la déstabiliser par le développement des médicaments génériques. Des péchés véniels, en quelque sorte.

Caroline Monnot

L'industrie pharmaceutique réclame avec insistance la liberté des prix

Selon les professionnels, le système français de tarifs garantis freine l'innovation et pèse sur le coût de la protection sociale

CONSTAT SÉVÈRE pour l'industrie pharmaceutique française : deuxième, en terme d'innovations, en 1970, elle a été rétrogradée au septième rang mondial vingt-cinq ans plus tard. Plus préoccupant, les laboratoires ne sont plus capables de mondialiser leurs découvertes depuis quinze ans. Et la présence française se fait rare puisque seuls deux groupes, Rhône-Poulenc Rorer et Sanofi-Sintroph, figurent parmi les vingt-cinq premiers mondiaux.

Derrière ces données apparaît un secteur très éclaté (101 milliards de francs de chiffre d'affaires) employant 81.800 salariés répartis dans 345 entreprises dont la rentabilité avant impôt, cepeodant, s'améliore. « Pour satisfaire qu'elle soit par rapport à la moyenne des secteurs industriels, cette rentabilité reste très inférieure à celle de l'industrie pharmaceutique mondiale », regrette le SNIP (Syndicat national de l'industrie pharmaceutique). Pour cette organisation, l'origine de ces maux vient du « contrôle des prix », qui limite les capacités de recherche et d'innovation de chaque entreprise. « On a vécu dans un confort extraordinaire sur un marché extrêmement fermé. Le système de protection sociale a été un système de protection de l'industrie », explique Philippe Conquet, directeur du cabinet Droit et Pharmacie. « Je me souviens de la panique dans certains laboratoires en 1986, quand la droite est revenue au pouvoir. Ils étaient persuadés que le gouvernement allait mettre un terme à cette situation et ouvrir le marché à la concurrence », raconte, consterné, un industriel étranger.

La crise, qui dure depuis plus de dix ans, tient essentiellement à un assouplissement d'une grande par-

tie de la profession. Profitant des prix garantis, la plupart des laboratoires, principalement les petits et moyens, sont devenus des rentiers et ne jouent pas utile de développer leur recherche. A quelques exceptions près, leurs efforts ont porté avant tout sur la promotion des produits existants, sur le développement de relations à tous niveaux avec l'environnement politique et sur « l'irrigation du tissu social », en sponsorisant des radios, des associations sportives ou en organisant quelques congrès exotiques.

DES RISQUES DE DÉRAPAGE

La France attire les laboratoires étrangers. L'américain Merck, en acquérant Chibret à la fin des années 60 (un ensemble connu sous le nom de MSD), est parti en tête. L'ambition était alors de pouvoir commercialiser des médicaments nouveaux à prix élevés. « Dans un système de prix négociés, en échange d'une implantation industrielle, les pouvoirs publics faisaient un geste pour nous », raconte M. Conquet. En 1978, Simone Veil, ministre de la Santé, inaugura un centre de recherche à Riom (Puy-de-Dôme), département cher à Valéry Giscard d'Estaing, alors à l'Elysée. Quelque temps plus tard, le même groupe construisait une usine de synthèse chimique en Haute-Loire, près d'Yssingeaux, dans la circonscription de Jacques Barrot. Simultanément, il obtenait l'autorisation de commercialiser son antihypertenseur, le Renitec.

La tendance s'est confirmée au fil des ans. En 1993, le britannique SmithKline Beecham construisit une unité de production de pénicilline de synthèse à Melan (Ille-et-Vilaine), dans la circonscription d'Alain Madelin, qui avait négocié cette installation lors de son pas-

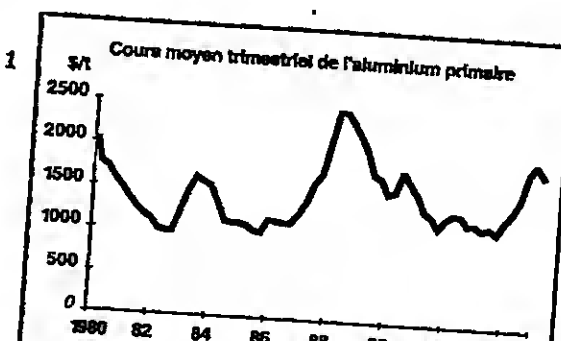
sage au ministère de l'Industrie. Cette unité a permis, en contrepartie, de peser sur les négociations tarifaires avec la Sécurité sociale. En janvier 1994, Pasteur-Mérieux-Merck choisit Lyon pour implanter son siège européen, ayant reçu quelques jours auparavant l'autorisation de mettre sur le marché un nouveau vaccin.

L'objectif, pour tous les groupes nationaux ou internationaux, est ainsi de prendre pied pour mieux peser ensuite dans les discussions. Mais il y a des risques de dérapage : l'ancien président de Glaxo-France a perdu son poste, en 1992, pour avoir vanté sans retenue, dans les médias, les vertus de son antimigraigneux, le Sumatriptan, afin de forcer les pouvoirs publics à lui consentir un prix élevé.

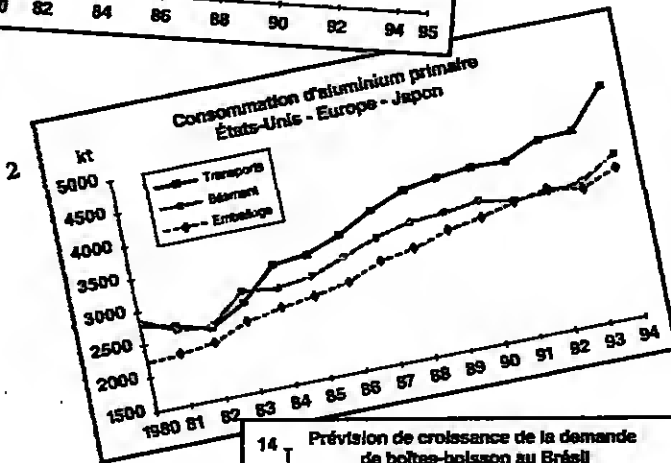
Cette pratique a atteint ses limites, provoquant une surcapacité des installations en France et en Europe, où il faudrait, selon les experts, supprimer la moitié des sites. Chaque groupe entend aujourd'hui rétablir ses investissements en spécialisant les unités qu'il souhaite garder. MSD a été en 1991 le premier à brandir cette menace pour débloquer des négociations avec le gouvernement français sur l'homologation et les tarifs de nouveaux médicaments. Elle contraindrait M. Giscard d'Estaing à monter au créneau pour « le maintien en Auvergne de la deuxième entreprise après Michelin » et éviter son transfert vers les Pays-Bas. Pour les défenseurs de la libre concurrence, le choix de l'implantation à Londres de l'Agence européenne du médicament devrait être une leçon à méditer : le Royaume-Uni est le pays d'Europe le plus libéral en matière de médicament.

Dominique Gallois

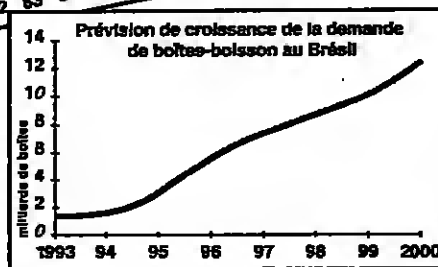
Voulez-vous en savoir davantage sur nos secteurs d'activités ?



Bien que le cours de l'aluminium soit cyclique, la demande mondiale ne cesse d'augmenter et le marché de l'emballage n'arrête pas de grandir.



1 Evolution du cours de l'aluminium. Nous nous trouvons aujourd'hui dans un environnement plus favorable marqué par une baisse des stocks dans le monde qui, associé à la croissance de la demande mondiale, entraîne une remontée des prix de l'aluminium.



2 Evolution de la consommation d'aluminium primaire dans le monde occidental. L'aluminium est un métal dont les usages ne cessent de se développer dans les transports (aéronautique, maritime et terrestre) ainsi que dans la vie de tous les jours (emballage, bâtiment...).

3 Prédiction de croissance de la demande de boîtes-boissons au Brésil. L'Amérique latine est une zone privilégiée de développement pour le marché de la boîte-boisson, compte tenu de son fort potentiel de croissance.

PRIVATISATION. Des mandats d'achat d'actions sont disponibles auprès de votre banque, des Caisses d'Epargne, de la Poste, du Trésor Public et de votre société de bourse. Ils sont renouvelés à tout moment jusqu'à la fin du quatrième jour de bourse de l'offre publique de vente. Un document de référence enregistré avec un overissement et une note d'opération préliminaire visité par la CCP sont disponibles auprès des intermédiaires financiers et de Pechiney. Une note d'opération détaillée sera disponible le jour d'ouverture de l'offre publique de vente dans les mêmes lieux. Pour toute information sur Pechiney : numéro 3616 CH (1,29 F/mémoire) ou 24 vert 05 34 1995.

Vous n'investirez pas sans raison.

PECHINEY

Le gouvernement « boucle » le budget de 1995 par une opération ingénieuse mais risquée

Une transaction avec la Caisse des dépôts pourrait être ajoutée par Bruxelles au déficit

Le second projet de loi de finances rectificative pour 1995 a été approuvé, mercredi 15 novembre, par le conseil des ministres. Ce collectif budgétaire

comporte 20 milliards de francs d'annulations de crédits, pour compenser l'insuffisance des rentrées fiscales, et 16,2 milliards de francs de dé-

penses supplémentaires, financées par une transaction avec la Caisse des dépôts. Le déficit est de 321,6 milliards. (Lire aussi notre éditorial page 14.)

RIGOREUX EN PAROLES, depuis que le chef de l'Etat a annoncé que la priorité serait désormais donnée à la réduction des déficits, le gouvernement l'est-il aussi dans ses actes? Le projet de loi de finances rectificative, qui a été examiné mercredi 15 novembre par le conseil des ministres, apporte à cette question une réponse qui risque de faire des vagues. Rigoureux, ce traditionnel « collectif » budgétaire de fin d'année l'est en apparence, mais il est aussi pimenté par un montage juridique complexe, qui risque de jeter un doute sur la réalité du déficit affiché.

Officiellement, le gouvernement tient le cap annoncé. Alors que le ralentissement de l'activité a gravement détérioré les rentrées de recettes fiscales, il réalise le tour

portation, 1,1 milliard pour le budget du logement, 0,7 milliard pour celui du logement ou encore 0,6 milliard pour les services généraux du premier ministre.

DÉPENSES NOUVELLES

Le gouvernement a, cependant, été confronté à une situation difficile, car, dans le même temps, des dépenses nouvelles se sont accumulées au fil de ces derniers mois, qu'il a bien fallu prendre en compte à l'heure de la clôture de l'exercice. S'agit-il d'engagements « inéluctables », comme on l'affirme à Bercy? Ou bien le gouvernement a-t-il décidé de lui-même distribuer plus de crédits que prévu? La vérité est sans doute à mi-chemin des deux hypothèses, puisqu'on relève, pièce-mêle, dans les ouvertures de crédits, 4,6 milliards

entre les comptes de l'Etat et ceux de la Caisse des dépôts et consignations? En tout cas, l'ancien ministre balladurien du budget, Nicolas Sarkozy, qui avait pourtant la réputation d'être expert en montage sophistiqué, peut en prendre de la graine: le système qui a été imaginé pour que le déficit ne sorte pas de l'épure amoncelée est d'une ingéniosité qui égale largement la sienne.

Traditionnellement, tous les gouvernements, de gauche ou de droite, ont pris l'habitude, depuis le début des années 1990, de boucler leur budget en fin d'année, en ponctionnant la Caisse des dépôts et consignations (CDC). C'est Hervé Hannonin, aujourd'hui vice-gouverneur de la Banque de France, qui a lancé cette mode de « la chasse aux trésoreries dormantes », très prisée en période de difficulté budgétaire. De prime abord, on pourrait donc penser que les 15 milliards que le gouvernement a décidé de ponctionner cette fois encore sur la CDC pour ce collectif de fin d'année respecte une tradition maintenant bien établie. Il est même arrivé, dans la période récente, que le prélèvement dépasse 20 milliards.

« RÉCUPÉRATION »

Dans le cas présent, le dispositif est autrement plus élaboré. Depuis 1967, l'Etat a versé plus de 46 milliards de francs de subvention à la Caisse de garantie du logement social (CGLS), dépendant de la CDC, et cette caisse, qui gère l'encours des prêts attribués aux organismes de logement HLM, devait progressivement rembourser à l'Etat une partie de ces avances. A partir de 2002, le budget devait donc progressivement rentrer dans ses fonds. Le gouvernement a donc imaginé de transférer à la CDC la gestion de ces encours, ainsi que les droits et obligations qui y sont rattachés, et, en contrepartie, la CDC va verser 15 milliards de francs au budget.

Juridiquement, le schéma est absolument inattaquable. Il ne s'agit pas d'une opération de débudgetisation ou de l'un de ces tours de passe-passe douteux qui ont si souvent émaillé l'histoire budgétaire récente. En quelque sorte, l'Etat cède à la CDC une créance qu'il détient sur la CGLS et perçoit pour cette transaction la somme

de 15 milliards de francs. Sur le papier, c'est donc parfaitement orthodoxe. Le ministre des finances souligne même qu'il « s'agit de la récupération d'un trop-versé qui est de bonne gestion ».

Il y a cependant une faille dans cette belle construction, car le traité de Maastricht édicte des règles très précises pour la mesure des déficits budgétaires. Ainsi, une opération de privatisation affectée au budget général, et non au développement de l'Etat ou aux dotations en capital des entreprises publiques, est assimilée par Bruxelles à une perte d'actifs et contribue donc à augmenter d'autant le besoin de financement de l'Etat. Il en va de même pour une recette non récurrente, c'est-à-dire sur laquelle l'Etat ne peut compter de manière permanente.

Au total, le besoin de financement de l'Etat pour 1995 va-t-il donc s'élever à 321,6 milliards, comme le prétend le gouvernement? Ou sera-t-il majoré des 15 milliards liés à cette opération? Ce sont les comptables nationaux de l'Insee qui en décideront, mais on devine par avance que leur décision ne passera pas inaperçue.

Laurent Mauduit

M. Aubert remplace M. Paillet à la tête de la Datar

RAYMOND-MAX AUBERT, qui fut secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'aménagement du territoire, chargé du développement rural dans le premier gouvernement d'Alain Juppé, devait être nommé, mercredi 15 novembre au conseil des ministres, délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale. Il remplacera, à la tête de la Datar, Pierre-Henri Paillet, qui dirigera le cabinet de Franck Borotra, ministre de l'Industrie, des postes et des télécommunications (lire page 11).

Raymond-Max Aubert, proche de Jacques Chirac et de Bernard Pons, a, depuis quinze ans, poursuivi une double carrière de haut fonctionnaire, comme ancien élève de l'ENA, et d'homme politique, comme militant du RPR, en Corrèze. Il a battu en juin, aux élections municipales, le maire sortant de Tulle, chef-lieu du département, le communiste Jean Combastell. Une mairie qu'il ne compte pas abandonner. On remarquera, à ce propos, qu'il est très rare qu'un haut fonctionnaire cumule sa fonction nationale avec celle de maire d'une ville importante, encore qu'aucune règle administrative ou législative ne s'y oppose. Son prédécesseur, Pierre-Henri Paillet, n'était que conseiller municipal d'Hennebont (Morbihan).

Il est encore plus rare de voir un ancien ministre retrouver un poste opérationnel dans la haute fonction

publique et *o fortiori* dans une administration qu'il a eue sous sa tutelle. « Je pourrais ainsi continuer le travail que j'avais entrepris au gouvernement, notamment pour le développement du monde rural qui représente 80 % du territoire. Je serai un haut fonctionnaire qui s'appuie sur une expérience locale, ce ne peut être que positif », explique M. Aubert.

LE CHOIX DE JACQUES CHIRAC

C'est Jacques Chirac qui a personnellement demandé à Alain Juppé que Raymond-Max Aubert retrouve un poste important, forçant quelque peu la main à la fois au chef du gouvernement et au nouveau ministre de l'aménagement du territoire, de la ville et de l'intégration, Jean-Claude Gaudin, qui avaient probablement d'autres candidats en vue. Mais l'éviction du « ministre de la Corrèze » du second gouvernement Juppé avait été très mal perçue dans le « département du président », dont M. Aubert est, par ailleurs, vice-président (RPR) du conseil général. Une élection législative partielle, afin de lui permettre de retrouver son siège de député, aurait, en outre, présenté un risque réel, l'adversaire local de M. Aubert n'étant autre que François Hollande, porte-parole du PS.

François Grosrichard

Désorganisation à droite pour les élections législatives partielles

LA MAJORITÉ s'apprête à traverser une passe électorale difficile. En plus des élections cantonales partielles qui, dimanche après dimanche, lui font perdre des sièges de conseillers généraux au profit de la gauche, elle va devoir affronter des législatives partielles non moins incertaines.

La première séance, prévue pour le 3 et, éventuellement, le 10 décembre, fait suite à l'élection au Sénat de six députés, et à la démission d'un septième. Plusieurs circonscriptions, comme la 1^{re} des Hautes-Pyrénées ou la 9^{de} de Seine-Maritime, semblent très menacées par la gauche (*Le Monde* daté 5-6 novembre). En outre, les candidatures dissidentes n'ont pu être toutes écartées, au risque d'aggraver les échecs.

Officiellement, le RPR et l'UDF se sont mis d'accord pour investir, dans chacune de ces sept circonscriptions, un candidat unique, mais, dans deux d'entre elles, cette unité est mise en échec par des dissidents. Dans la 2^e de l'Essonne, laissée vacante par l'entrée au Sénat de Xavier Dugoin (RPR), le candidat de la majorité, Jean-Jacques Boussaingault (RPR), ancien suppléant de M. Dugoin, est concurrencé par un autre RPR, Franck Marlin, maire d'Étampes et ancien chef de cabinet de M. Dugoin. Dans la 3^e circonscription de Seine-et-Marne, la situation est telle que la majorité craint que son candidat officiel, Richard Brum (UDF-radical), adjoint au maire de Melun, ne puisse figurer au second tour. Il subit en effet la concurrence d'Yves Jégo (RPR), maire de

Montereau et ancien directeur, au conseil général de l'Oise, du cabinet de Jean-François Manel, secrétaire général du RPR, ainsi que celle de Patrick Scepter, proche du CDS, maire de Moret-sur-Loing.

ANCIENS MINISTRES EN DIFFICULTÉ
Les formations de la droite doivent décider, en outre, du sort qu'elles entendent réserver aux anciens ministres d'Alain Juppé. Les anciens députés non reconduits dans le nouveau gouvernement du premier ministre chercheront-ils à retrouver leur siège de député, conformément à une tradition bien établie? Rien n'est moins sûr, car, parmi les neuf élus potentiellement concernés, plusieurs risqueraient d'être battus. Beaucoup pourraient donc ne pas chercher à retrouver leur siège, au moins dans l'immédiat.

Le cas de Raymond-Max Aubert (RPR), ancien secrétaire d'Etat chargé du développement rural, est exemplaire. Élu contre le socialiste François Hollande dans la 1^{re} circonscription de Corrèze avec 59,30 % des voix, M. Aubert avait enlevé dès le premier tour, en juin, la mairie de Tulle au communiste Jean Combastell. Ce palmarès n'empêchait pas le RPR de nourrir quelques craintes pour sa réélection. La nomination de M. Aubert comme délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, mardi 14 novembre (*lire ci-dessus*), vient donc à point pour éviter une partielle risquée dans l'ancien fief de Jacques Chirac.

Aujourd'hui, seule Nicole Ameline (UDF-PR), ancien secrétaire

d'Etat chargé de la décentralisation, a décidé de se présenter devant les électeurs. Le scrutin dans la 4^e circonscription du Calvados a été fixé aux 10 et, éventuellement, 17 décembre. En mars 1993, le candidat de gauche avait été éliminé dès le premier tour et, face au Front national, M^{me} Ameline avait recueilli 76,65 % des voix au second.

La situation électorale des autres ministres sortants leur laisse des espoirs incertains. Françoise de Panafieu (RPR), ancien ministre du tourisme, posséderait sans doute les meilleures chances: en mars 1993, elle avait été réélue au second tour avec 60,78 % des voix dans la 17^e circonscription de Paris. M^{me} de Panafieu pourrait cependant ne pas tenter sa chance dans l'immédiat. Dans la 3^e circonscription de l'Aube, François Baroin (RPR) occupe lui aussi une position assez sûre: il avait éliminé, il y a deux ans, le sortant socialiste dès le premier tour et il a conforté son implantation en devenant maire de Troyes. Reste à savoir s'il entre dans les vues de l'ancien porte-parole du gouvernement de cumuler ses fonctions de conseiller à l'Élysée avec un mandat parlementaire.

PRESSIONS SANS ESPRIT

L'issue de la partie semble plus incertaine dans la 6^e circonscription de Haute-Garonne, où Françoise de Veyrinas (UDF-CDS), ancien secrétaire d'Etat aux quartiers en difficulté, avait battu la socialiste sortante par 55,52 % des voix au second tour en mars 1993, et dans la 3^e circonscription de l'Es-

sonne, où Jean de Bolshue (RPR), ancien secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement supérieur, avait battu le socialiste sortant avec 54,33 % des voix au second tour.

Dans les trois dernières circonscriptions, la situation semble presque sans espoir pour la majorité. Elisabeth Hubert (RPR), ancien ministre de la santé publique et de l'assurance-maladie, avait été réélue au second tour avec 59,19 % des voix face au candidat socialiste dans la 2^e circonscription de Loire-Atlantique, mais elle devra surmonter les conséquences de son sévère échec aux élections municipales de juin à Nantes.

Colette Codaccioni (RPR), ancien ministre de la solidarité entre les générations, avait conquis le siège laissé vacant par l'élection de Pierre Mauroy au Sénat, dans la 1^{re} circonscription du Nord, mais elle n'avait battu le socialiste, Bernard Roman, que par 50,86 % des voix au second tour et, au second tour de l'élection présidentielle, Lionel Jospin avait obtenu 54,28 % des suffrages de la circonscription.

Enfin, Françoise Hostalier (UDF-PPDF), ancien secrétaire d'Etat à l'enseignement scolaire, n'avait battu le député socialiste sortant de la 1^{re} circonscription du Nord, Yves Durand, que par 51,24 % des voix au second tour. En juin, M. Durand avait été réélu maire de Lomme dès le premier tour avec 63,30 % des voix, tandis qu'à Arras, la liste conduite par M^{me} Hostalier avait échoué dès le premier tour de scrutin.

Cécile Chambraud

Protection sociale : état de crise, quelles issues ?

- **Perspectives à long terme des retraites**
R. Bhat
Commissariat général du Plan
342 p., 80 F
- **La protection sociale en France**
sous la direction de
Marc de Montalembert
Collection Les Notions
150 p., 65 F
parution fin novembre 1995
- **Le financement de la protection sociale**
J.-B. de Foucault
Commissariat général du Plan
Collection des Rapports officiels
318 p., 120 F

documentation
28, quai Voltaire
75001 Paris cedex 01
Tél. 01 40 57 00 00
Télécopie 01 40 57 00 00

ment modéré pour
manifestants de la CDCA

SOCIÉTÉ

LE MONDE / JEUDI 16 NOVEMBRE 1995

SÉCURITÉ L'insuffisante mobilisation de la police dans la lutte contre la délinquance de voie publique, en particulier les cambriolages, a fait l'objet d'un rapport de

l'inspection générale de la police nationale (IGPN), remis cet été au ministre de l'intérieur, Jean-Louis Debré. Ce document, consacré à la « qualité des relations entre police

et population », place les usagers du service public au premier plan. **UNE INSTRUCTION ministérielle** relative à la « police technique de sécurité », jusqu'alors sous-utilisée

dans la recherche des auteurs de vols ou de cambriolages, a apporté une première réponse à ces critiques. **L'ACCUEIL** du public dans les locaux policiers, autre volet du

travail de l'IGPN, s'est amélioré au cours des dernières années. Des progrès restent à accomplir, en matière d'accueil téléphonique et de présence des personnels de réception.

La police délaisse trop la lutte contre les vols et les cambriolages

Le ministre de l'intérieur a signé une instruction demandant une plus grande mobilisation contre la délinquance de voie publique. Il répond ainsi à un rapport soulignant le faible taux d'élucidation de ces affaires et « la perte de professionnalisme » des policiers

DANS son dictionnaire des idées reçues, Gustave Flaubert avait inscrit en face du mot « police » : « A toujours tort ». Un rapport iconoclaste de l'inspection générale de la police nationale (IGPN), remis en juin 1995 au ministre de l'intérieur, montre que les policiers ont fort mal répondu, dans le dernier quart de siècle, aux attentes des victimes d'une petite et moyenne délinquance qui s'est littéralement envolée (900 000 vols constatés en 1972 ; 2,5 millions de vols en 1994, sur un total de 3,9 millions de crimes et délits recensés). « L'augmentation considérable de la criminalité a non seulement fait perdre de son efficacité à la police, mais a modifié son comportement face à la délinquance de la voie publique, note ce rapport. Se repliant sur l'essentiel, elle ne rend plus, comme elle le devrait, le service attendu par les victimes ».

Ce réquisitoire sans complaisance, rédigé par l'ancien directeur central de la police judiciaire Jacques Genthal, constate que « le taux global d'élucidation des affaires pénales, qui était il y a quarante ans d'environ 50 %, a chuté avec l'augmentation de la petite et moyenne délinquance et n'est plus que de 32 % aujourd'hui ». Plus : au chapitre des vols, qui constituent l'essentiel de la délinquance de voie publique, la plus durement ressentie par la population, le taux d'élucidation n'est plus que de 14 % en 1993 (il est notamment de 12 % pour les cambriolages). A titre de comparaison, la Grande-Bretagne présente un taux d'élucidation de 25 % pour les vols avec effraction.

Symboles de cette dégradation du service apporté au public français, plus de deux cent mille foyers touchés chaque année ont été laissés en jachère, alors que ce type de délit est connu pour générer un vif sentiment d'insécurité chez ses victimes. Pointant « la perte de professionnalisme des policiers dans les enquêtes portant sur les délits de voie publique, et surtout

Les résidences principales, cible privilégiée des cambrioleurs



Les cambriolages de vols avec effraction représentent l'état des manifestations les plus importantes de la criminalité, soit 11,9% de l'ensemble des infractions.

sur les vols par effraction », le rapport Genthal a constaté que « les enquêtes à la suite de cambriolages ne sont ni systématiques ni diligentes avec suffisamment de rigueur ». « A Strasbourg, Rouen, Aix, Nîmes, Roubaix, Perpignan, Cannes, Tourcoing (...), l'enquête sur les lieux n'est effectuée que s'il y a des éléments a priori, ou n'est fonction que de la personnalité du plaignant ou du préjudice subi, selon le rapport de l'IGPN. Ce préjudice est fixé à 10 000 francs à Valenciennes... et à 100 000 francs à Cannes ! ». Sur la base d'un audit réalisé dans une vingtaine de circonscriptions de police, le document indique que, en province et au cours des cinq dernières années, les enquêteurs ne se sont déplacés sur les lieux d'un cambriolage que dans 55 % des cas. A la préfecture de police de Paris, « la multiplicité de la délinquance de voie publique rend la situation plus insatisfaisante qu'en province ».

Toute victime d'un cambriolage a pu mesurer les lacunes de l'intervention policière. « Lorsque l'équipage de police secours se rend sur les lieux, ce qui n'est pas systématique, surtout en région parisienne, note le rapport, les délais d'intervention sont relativement rapides (...). Mais l'action des policiers de la tenue se limite à une visite établis-

sant la réalité de l'infraction. Il est indiqué à la victime que l'enquête sera effectuée après la déposition de plainte au commissariat » il est en outre « exceptionnel » que les pre-

miers intervenants policiers assurent l'aide psychologique attendue par la victime.

Au moment de la déposition de plainte au commissariat, « la quasi-totalité des services de police fait prendre acte aux victimes qu'elles ne seront informées des suites de l'enquête qu'en cas de résultat positif ». Pareil subterfuge bureaucratique explique que « 90 % des personnes ayant déposé une plainte pour cambriolage seront tenues dans l'ignorance des suites de l'enquête ». Alors que le fichier automatisé des empreintes digitales permettrait de résoudre nombre de cambriolages, le rapport regrette enfin que les services de l'identité judiciaire soient rarement appelés pour procéder à des constatations techniques (dans moins de 10 % des cas à Paris et en petite couronne). Il recommande donc d'obliger les policiers à effectuer une « enquête sur les lieux, qui

doit comprendre systématiquement les constatations, les investigations techniques et l'enquête de voisinage ». En définitive, le rapport Genthal propose de « fixer en objectif prioritaire à tous les services de police de proximité : la lutte contre les cambriolages ».

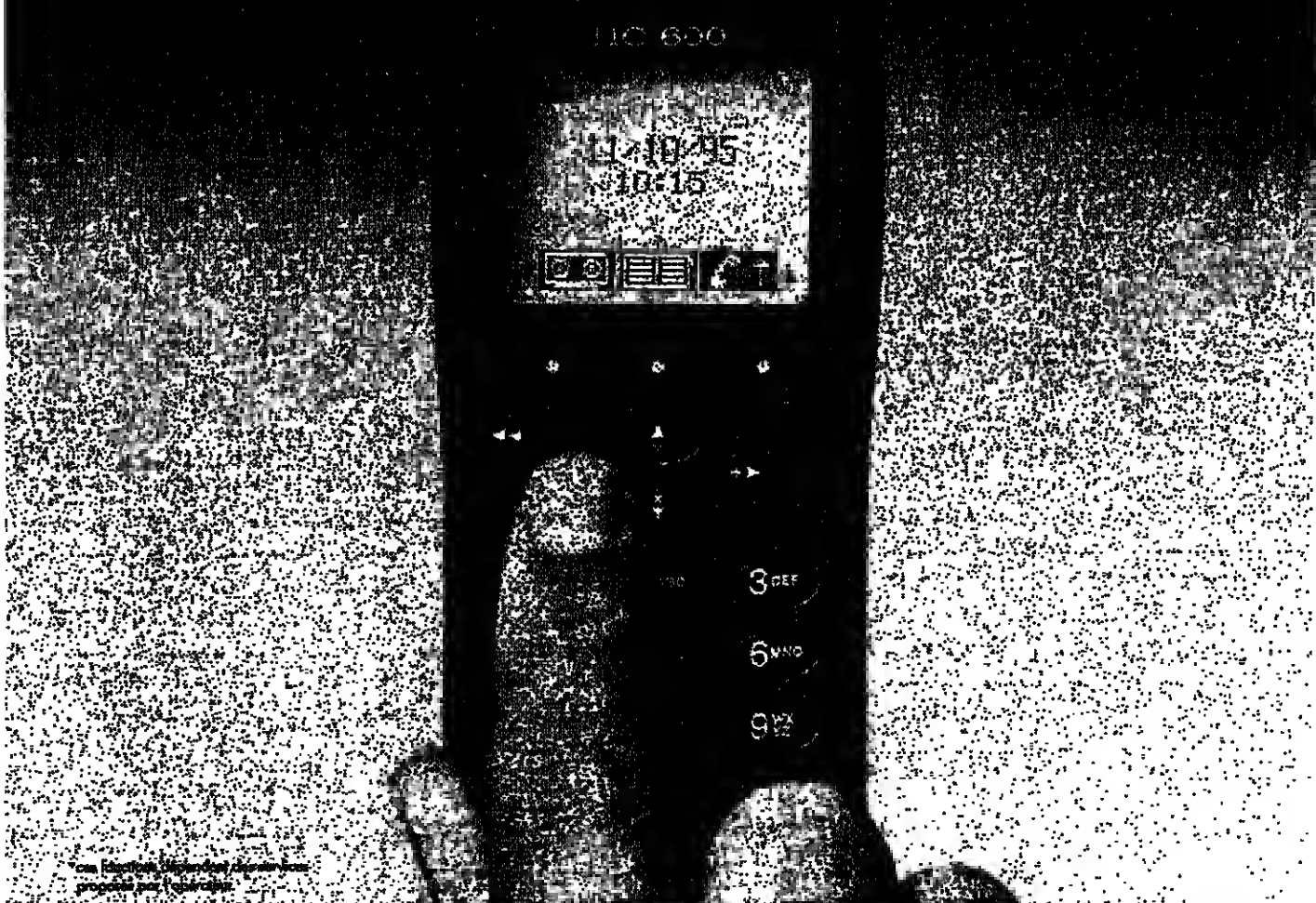
INVESTIGATIONS SYSTÉMATIQUES D'ores et déjà, ce rapport a connu un début de concrétisation avec la signature par M. Debré, le 13 octobre, d'une instruction ministérielle relative à la « police technique de sécurité » qui est en cours d'application à l'ensemble de la police nationale. « Les investigations techniques de terrain, dont la mise en œuvre a été peu à peu circonscrite aux infractions les plus graves, doivent progressivement mais rapidement être étendues à l'ensemble des constatations et des investigations relatives à la lutte contre la délinquance », ordonne

ce texte. Celui-ci fixe comme objectif d'associer « étroitement » les méthodes de la police technique et de l'identité judiciaire à la lutte contre la petite et moyenne délinquance.

Cette note stipule notamment que « les cambriolages de lieux habités devront dans les plus brefs délais faire l'objet d'investigations techniques systématiques ». Articulée sur une réforme des corps et carrières visant à assurer la polyvalence des policiers de terrain (Le Monde du 1^{er} septembre), l'instruction de M. Debré a l'ambition de révolutionner les pratiques et les mentalités de la police française. Une police où les « grands flics » ont traditionnellement foody leur réputation sur les « belles affaires » - homicides, braquages de banques - qui concernent peu la majorité des citoyens.

Erich Inciyan

Notre technologie : une simplicité que vous allez toucher du doigt.



Sous vos doigts, découvrez un incroyable concentré de simplicité et de technologie : le nouvel Alcatel HC 600. Avec lui, vous accédez à toutes les dernières innovations du GSM : 3 répertoires, messagerie vocale, service de messages courts, transfert d'appels, rappel de rendez-vous... Alcatel HC 600

réunit toutes les qualités pour vous abriter au doigt et à l'oeil : large écran graphique, icônes explicites, menus déroulants, touches d'accès direct One-Touch. La performance se trouve déjà au bout de vos doigts.

Alcatel HC 600 : si simple qu'on peut lui demander beaucoup.

ALCATEL

Pour tout savoir, utilisez notre service minitel 3615 au 3617 Alcatel. Alcatel Mobile Phones, 32 Avenue Kléber, 92707 Colombes Cedex.

Le « 17 » ne répond pas toujours même si l'accueil du public s'améliore

LA POPULATION attend beaucoup de la police nationale, et pas uniquement en matière de répression de la délinquance. Analysant les quinze mille appels téléphoniques à « police secours » reçus par les commissariats lyonnais à la fin de l'année 1994, l'inspection générale de la police nationale (IGPN) a recensé une bonne moitié (55 %) de demandes d'intervention - accidents de voie publique, différends familiaux, conflits de voisinage, dénonciation de suspects -, un tiers (29 %) de renseignements administratifs, juridiques ou sociaux, et 16 % d'appels qualifiés de fantaisistes. D'Amiens à Valenciennes, l'IGPN a visité vingt circonscriptions de police, dont le ressort correspond à une population de près de 5 millions d'habitants, pour sonder l'accueil réservé aux administrés.

« Un agréable environnement matériel et une charmante hôtesse de réception ne suffisent pas à qualifier un bon accueil dans un service de sécurité publique, note le rapport de l'IGPN dans sa partie consacrée à la réception du public dans les commissariats. C'est en effet à ce premier point de contact avec la police qu'il faut savoir renseigner et répondre à des questions qui touchent à la fois les domaines administratif, civil, social et judiciaire. » Depuis une dizaine d'années, les programmes d'amélioration de l'accueil du public ont porté leurs fruits : sur un total de 1 098 points d'accueil dans des services de la sécurité publique, 707 ont été réaménagés. Dans les immeubles de police récemment construits, le hall

d'accueil et le lieu d'attente sont distincts, tandis que les personnes placées en garde à vue n'empruntent pas les mêmes passages que le public.

« L'aspect négatif le plus important porte sur la confidentialité, nuance le rapport. Les personnes qui viennent exposer leur problème le font au vu et au su de la cantonade. Dans un service, il a même été constaté la présence d'un hygiaphone rendant fort peu discret l'entretien d'une victime avec l'accueil. » Surtout, « les horaires du personnel d'accueil ne sont pas du tout adaptés aux besoins de la population ». Alors que le public se rend de préférence dans les commissariats entre 18 heures et 20 heures, les trois quarts des personnels d'accueil cessent de travailler après 18 heures. S'agissant des standards téléphoniques, qui ont pour la plupart été modernisés, quelques anomalies persistent : à Tourcoing, les cinq lignes d'appel du 17 (police secours) aboutissent à un seul poste, d'où « une attente moyenne inadmissible de cinq minutes ». Enfin, « 60 % des personnels affectés à l'accueil au standard téléphonique n'ont pas reçu de formation spécifique ».

La plupart des associations d'aide aux victimes ont relevé, en 1994, une « nette amélioration dans les services de police de province », note enfin l'IGPN. Mais la situation est moins rose à Paris : la préfecture de police « devrait être conduite à engager pour la capitale une action similaire dans ses commissariats ».

E. In.

Le procès de la « filière bretonne de l'ETA » tourne au dialogue de sourds

Des incidents ont émaillé l'audience



APRÈS AVOIR entendu, lundi 13 et mardi 14 novembre, les prévenus basques espagnols soupçonnés d'appartenir à l'ETA militaire et des Bretons, ex-majorité agricole, qui les avaient hébergés entre 1988 et 1992, la 10^e chambre correctionnelle de Paris, présidée par Bruno Steinmann, devait procéder, mercredi, à l'audition des témoins. Parmi ceux-ci, des élus bretons ont dû mal à comprendre comment un geste, qui a toutes les apparences de la solidarité (l'hébergement d'étrangers, certes en situation irrégulière, mais aussi dans le besoin), a pu justifier un chef d'accusation qui implique la participation « à un groupe ou à une entente établie en vue de la préparation (...) d'un ou plusieurs crimes ou d'un ou plusieurs délits ». Et qui est passible de dix ans d'emprisonnement...

Avec, en toile de fond, un conflit qui s'en finit pas d'ensanglanter l'Espagne et d'éclabousser la France, quatre-vingts personnes accusées d'association de malfaiteurs et de complicité comparsaïste depuis le lundi 13 novembre dans le cadre de ce procès dit de la « filière bretonne de l'ETA » (Le Monde daté 12-13 novembre). Les prévenus basques espagnols sont-ils membres de l'ETA, comme certains éléments du dossier le donnent à penser ? Ce procès est-il celui du terrorisme et de ses complices ou celui de l'hospitalité et du droit d'asile ? Il n'est pas facile de trancher.

Ce qui ne fait guère de doute, par contre, c'est la volonté de frapper l'opinion. En faisant comparaître d'un seul coup, au milieu d'un déploiement policier exceptionnel, quatre-vingts Basques et Bretons, les pouvoirs publics entendent mettre en garde tous ceux qui seraient tentés de tendre la main sans trop se poser de questions à des étrangers en situation illégale.

Lors de la première journée, consacrée au volet basque du dossier, le président Bruno Steinmann a résumé le passé pénal des 38 prévenus basques espagnols, dont une dizaine sont en détention provisoire depuis plus de trois ans. Une litane de crimes et délits : appartenance à l'ETA, participation à des attentats, possession de faux documents, d'armes et d'explosifs, etc. Des curriculum vitae tendant à prouver que ces hommes et ces femmes étaient bien des combattants aguerris. En face, les prévenus ont refusé de répondre aux questions d'un tribunal qu'ils déclarent « Vous êtes le représentant de l'Etat qui collabore avec l'Etat espagnol. C'est pourquoi l'Etat français est un ennemi privilégié pour nous, militants basques », dira, par

exemple, Oroitz Salegui Garcia. A ceux qui les accusent de « terrorisme », ils ont beau jeu, aujourd'hui, de répliquer en brandissant l'affaire des GAL, illustration sanglante d'un terrorisme d'Etat. M^{re} Antoine Comte a saisi l'occasion pour s'indigner « de voir la justice française s'appuyer sur les dossiers de la police espagnole, alors qu'on sait quelles ont été les pratiques policières dans cette seule guerre ». L'avocat parisien a enfoncé le clou le lendemain en notant que le Parquet refusait de prendre en compte les révélations de la justice espagnole sur la torture et les exécutions policières, « parce que cela ne l'arrange pas ».

Et maintenant les débats dans un cadre étroit, le président Steinmann a empêché l'audience d'aller au fond des choses. Les prévenus basques l'ont aidé, en se cantonnant dans des diatribes politiques. Les menaces proférées par l'un des prévenus basque à l'encontre du substitut Irène Stoller et de la France - « La résistance basque prendra des dispositions pour que l'Etat français paie le prix de cette répression » - ont conduit le président à faire évacuer les onze détenus placés dans le box des accusés. Un départ que les autres prévenus basques ont salué, le poing levé, en entonnant l'hymne du soldat basque.

« SURREALISTE »

La deuxième journée, mardi 14 novembre, a vu défiler une quinzaine de Bretons à la barre. Leurs déclarations se résument à deux constats : il était « évident et naturel » d'héberger des « gens dans la peine et la difficulté », personne n'étant informé des liens de leurs hôtes avec l'ETA militaire, « Quand on tend la main à quelqu'un, on ne lui demande pas ses papiers ni son CV », dira un agriculteur de Plougastel, Dominique Lebrumant. « On ne les cachait pas », dit Annie Alexandre, une agricultrice, qui résume ainsi la situation : « Je savais c'était des réfugiés sans papiers et que les policiers utilisaient la torture en Espagne. D'ailleurs, ils avaient des papiers jusqu'en 1984, mais depuis l'Etat français a changé de position ; ils devenaient illégaux, clandestins. Moi, je ne peux pas suivre un tel revirement ».

Le président Steinmann n'a pas caché son agacement face à ce qu'il qualifie « de noivété ou de confiance excessive ». M^{re} Yann Choucq, avocat au barreau de Nantes et défenseur de vingt-cinq prévenus, parle d'une situation « surréaliste » dans laquelle l'accusation semble dire à ses clients : « Puisque je sais que les gens que vous hébergez sont des terroristes, vous ne pouvez pas l'ignorer ». Or, c'est là un syllogisme qui reste à démontrer.

Roland-Pierre Paringaux

L'équipage ukrainien du « MC Ruby » est jugé pour le massacre de huit passagers africains

L'unique rescapé, un jeune Ghanéen, a fait le récit de cette hallucinante odyssée

En 1992, neuf passagers clandestins montés à bord du navire lors de son escale au Ghana avaient été découverts en haute mer par l'équi-

page du MC Ruby. Pour ne pas avoir à les ramener sur leur lieu d'embarquement, le commandant a décidé de les faire disparaître. Ils ont été

sauvagement tués et leurs corps ont été jetés en haute mer. Ofusu Kingsley est le seul survivant. Il réclame aujourd'hui justice.

ROUEN

de notre envoyé spécial

Deux mondes s'affrontent sur les bancs de la justice française. Sur celui des parties civiles a échoué Ofusu Kingsley, jeune Ghanéen de vingt-cinq ans, qui, ancien dockeur au port de Takoradi, dans son pays natal, avait rêvé de terre promise et d'Europe dorée. Lui font face, tassés dans le box des accusés, six hommes originaires d'Ukraine ou d'Abkhazie, anciens matelots ou officiers habitués des longs cours et des salaires de misère. Ils ont aux alentours de trente-cinq ans, le profil ordinaire. Vladimir Ilnitsky, un sesagénnaire aux cheveux lisses et gris, pourrait être leur père ; il était leur commandant. Sous les dorures de la salle d'assises de Seine-Maritime, aux tapisseries fleur de lys, la justice examine leur épouvantable aventure.

L'histoire d'Ofusu Kingsley est celle de la tragédie épopée de neuf clandestins d'une vingtaine d'années, embarqués à Takoradi, le 24 octobre 1992, à bord du porte-conteneurs MC Ruby. Huit d'entre eux - sept Ghanéens et un Camerounais - périrent assassinés au large des côtes du Portugal, dans la nuit du 2 au 3 novembre, une odyssée d'un autre temps dont Le Monde fit, il y a deux ans, l'hallucinant récit (les éditions du Monde datées du 23 au 29 mars 1993). Découverts après quatre jours de mer, puis isolés dans un réduit du pic avant du navire, les clandestins, selon les premiers aveux des marins, ont été frappés à la barre de fer et au marteau, tués au fusil d'assaut, puis leurs corps ont été

jetés par-dessus bord. Seul survivant du massacre, le jeune Ghanéen a échappé de justesse à ses geôliers, se terrant quatre jours dans le dédale d'une cale encombrée. Il réussit à fuir l'enfer de la traque, parvenant à quitter miraculeusement le navire à l'escale du Havre.

Une partie des faits ayant été commise dans les eaux territoriales, la justice française s'était saisie de cet acte de piraterie hors normes, raconté aux policiers harvrais par le jeune clandestin, le 6 novembre 1992 au petit matin.

venus ; trois traducteurs anglophones assistent les parties civiles, parmi lesquelles deux parents de victimes décédées venus du Ghana. Parfois, cela tourne à l'ubuesque, comme lors de la lecture, mot à mot, d'une lettre d'excuse accompagnée d'un certificat médical d'un juré absent. Manifestement très inquiet du bon déroulement de l'audience, le président Jean Raynaud a fait installer des cabines de traduction simultanée. Ce qui n'empêche pas les avocats de se plairoder de ce pouvoir converser avec leurs clients, faute

vainement de se constituer partie civile. L'officier en second Valery Artemenko, les matelots Petr Bondarenko, Sergei Romashenko et le cuisinier-steward Oleg Mikhaïlovsky, accusés de « séquestration, assassinat et tentative d'assassinat », et Dzhamal Arakhamiya, accusé de complicité, se sont défendus d'avoir jamais eu un comportement raciste. Romashenko, l'homme au fusil d'assaut, est allé jusqu'à dire qu'il avait appris « le sens de ce mot-là par les journaux et la télévision » en France. De même, le commandant Ilnitsky, accusé de complicité, qui plaide son innocence, a fait état de ses trente-sept années de loyaux services dans les eaux internationales pour dire combien le mot « racisme » pouvait lui être étranger. La Ligue des droits de l'homme a voulu, elle aussi, se constituer partie civile, mais la cour statua ultérieurement sur cette demande.

Derrière le drame humain du MC Ruby se profile également l'univers parfois trouble de la marine marchande internationale, aux nœuds juridiques loextricables. Propriété d'une société installée à Gibraltar - la MC Ruby Shipping Ltd, elle-même filiale du groupe monégasque Viasov -, le MC Ruby était exploité par un « gérant technique » chypriote. L'équipage, ukrainien, avait été « loué » à la puissante Compagnie de la mer Noire. Enfin, à son escale au Ghana, l'équipage et le bateau avaient été affrétés par la société camerounaise Camship. Et le tout battait pavillon... des Bahamas.

Jean-Michel Dumay

Isolés dans un réduit du pic avant du navire, les clandestins ont été frappés à la barre de fer et au marteau, tués au fusil d'assaut, puis leurs corps ont été jetés par-dessus bord

Les faits reprochés aux six accusés tiennent aujourd'hui en soixante-dix pages serrées d'un acte d'accusation qui ne devait leur être lu - fait rarissime - qu'au troisième jour de leur procès. L'audience s'est ouverte à Rouen lundi 13 novembre.

Car l'appareillage judiciaire est pour le moins difficile. Les échanges sont tout à la fois hachés par d'incessantes questions de procédure, qui échappent aux accusés, et la nécessaire traduction des débats en anglais et en russe. Six interprètes russes se relaient pour parler à l'ensemble des pré-

d'interprètes individuels. A divers moments de l'instruction, les accusés ont tour à tour avoué - expliquant leur geste par la crainte des pénalités qui frappent les navires transportant des clandestins -, puis se sont rétractés, puis ont modifié leurs déclarations. De sorte qu'il subsiste de nombreuses zones d'ombre dans un dossier que la cour d'assises de Rouen mettra une quinzaine de jours à examiner.

Mohibé raciste ? Lundi 13 novembre, alors que le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) tentait

Un appelé demande à être exempté pour accompagner son ami séropositif

SAINT-ETIENNE

de notre envoyée spéciale

Avec un humour parfaitement accordé, ils se définissent comme un « couple sérodiscordant » : Hervé est séropositif depuis quatre ans alors qu'Olivier est séronégatif. L'ostéopathe et la défensive... « Nous vivons tellement confondus dans l'arrivée de Jacques Chirac ou de Mitterrand », rapporte Hervé. Dans ces missives expédiées comme autant de bouteilles à la mer, Olivier demande à être exempté pour pouvoir assister son ami. Il sollicite une dispense du service national. « Je suis personnellement que je ne réponds à aucun cadre de dispense, mais je vous demande de considérer ma situation objective, en examen individuel », écrit-il.

REFUSER L'HYPOCRISIE

Olivier et Hervé ont l'impression d'être broyés par une énorme machine administrative qui ne comprend pas leur souffrance. Olivier n'est ni soutien de famille ni chef d'entreprise ou chargé d'exploitation familiale, raisons admises d'exemption. Effectuer son service militaire - ou même civil - le priverait des ressources indispensables aux deux jeunes gens : Hervé vient d'acheter une voiture mais, en raison de sa séropositivité, il

n'a pas pu contracter un prêt et a dû se faire aider par sa famille.

Pour autant, Olivier ne souhaite pas être réformé pour motif psychologique. « Ce serait de la pure hypocrisie », juge-t-il. Datée du 18 octobre, une lettre du bureau du service national de Lyon l'a franchement choqué. Celle-ci précise à son intention que « si l'intéressé estime (...) que son état de santé a évolué, il lui appartient de faire une demande de révision de son aptitude ou service national (...) ». « Ça veut dire quoi ? s'indigne Olivier. Que je me fasse connaître pour être réformé ? »

Mais il peut aussi arriver que la machine administrative s'assouplisse. Le directeur général de la santé, Jean-François Girard, est intervenu en faveur d'Olivier et Hervé. Dans une lettre datée du 4 septembre, il a demandé au ministère de la défense d'examiner leur dossier. Dans un pli confidentiel, celui qui est aussi délégué interministériel à la lutte contre le sida a plaidé leur cause. « C'est la première fois qu'un cas humainement aussi difficile se pose », explique-t-on dans l'entourage du directeur général de la santé. Les deux jeunes gens se surprennent à reprendre espoir.

Michèle Aulagnon

Quatre agents préfectoraux de Marseille impliqués dans un réseau de mariages blancs

MARSEILLE

de notre correspondant

Douze personnes, parmi lesquelles quatre agents et adjoints administratifs du bureau des étrangers de la préfecture des Bouches-du-Rhône, ont été placées en garde à vue, mardi 14 novembre, dans le cadre du démantèlement d'un réseau de mariages blancs. Une centaine d'autorisations provisoires de séjour d'une durée d'un an auraient été indûment délivrées par le service de la réglementation et des libertés publiques de la préfecture. Une dénonciation anonyme avait provoqué l'ouverture, le 6 juin 1995, d'une information judiciaire contre X... pour aide et assistance au séjour irrégulier et obtention induite de documents administratifs, information suivie par le juge d'instruction Jean-Louis Charvet.

En échange d'une somme variant de 25 000 à 50 000 francs, l'organisateur de cette fraude, un ressortissant marocain, aurait pro-

posé à des étrangers en situation irrégulière dans les Bouches-du-Rhône, la Gironde et à Paris, ou recrutés au Maghreb, la délivrance d'un titre de séjour après un mariage fictif avec une Française. A ces femmes, pour la plupart d'origine étrangère, était versée une commission. Depuis les lois Pasqua, les étrangers mariés depuis moins de douze mois avec une personne de nationalité française sont en droit d'obtenir un titre de séjour provisoire valable un an. L'enquête menée par les gendarmes marseillais devra établir la responsabilité des quatre fonctionnaires préfectoraux - deux femmes et deux hommes - qui auraient facilité l'obtention des titres et assurés l'accueil des demandeurs et l'instruction des dossiers. Sur la base de l'avis favorable émis en amont, le titre était accordé par la préfecture.

Les enquêteurs détiendraient la preuve de contacts établis entre l'organisateur, les étrangers et les

fonctionnaires, qui contestent toute responsabilité. Un communiqué diffusé par le cabinet du préfet indique que « des procédures disciplinaires seront, s'il y a lieu, engagées ou vu des informations disponibles ». Les autorisations de séjour indûment accordées seraient annulées et des arrêtés de reconduite à la frontière pris contre les étrangers.

Aucune autre préfecture française ne serait impliquée dans cette fraude et aucun titre de séjour d'une durée de dix ans - accordé aux étrangers mariés à un conjoint français depuis plus d'un an - n'aurait été illégalement délivré. Ces dossiers sont, en effet, plus scrupuleusement analysés. Cette affaire affecte un service qui, après les critiques émises par des associations, connaît actuellement « une profonde rénovation », précise-t-on à la préfecture des Bouches-du-Rhône.

Luc Leroux

Journée de solidarité avec Israël

L'Appel Unifié Juif de France tiendra sa journée annuelle de solidarité le dimanche 19 novembre 1995

Cette journée revêt un caractère tout particulier cette année.

Des centaines de militants vous appelleront chez vous pour discuter de nos relations avec Israël et surtout de ce que nous pouvons faire pour concrétiser notre solidarité avec le peuple d'Israël.

Si vous n'êtes pas joignable ce jour-là, n'hésitez pas !

Envoyez vos dons à l'AUJF

Paris et région parisienne
19, rue de Téhéran
75008 Paris
Tél : 46-63-06-10

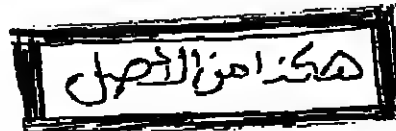
Région Provence-Languedoc
173, rue Paradis
13006 Marseille
Tél : 91-37-03-21

Région Sud-Ouest
46 bis, bd des Minimes
31200 Toulouse
Tél : 61-22-72-48

Région Nice-Côte d'Azur
8, rue d'Angleterre
06000 Nice
Tél : 93-57-50-04

Région Rhône-Alpes
146, Grande Rue de la Guillotière
69007 Lyon
Tél : 78-63-01-03

Région Est
1, rue René-Hirschler
67000 Strasbourg
Tél : 88-36-52-19



150

SOCIÉTÉ

LE MONDE / JEUDI 16 NOVEMBRE 1995 / 11

«C Ruby» est jugé
passagers africains

Un Rwandais réfugié en France accusé d'avoir participé au génocide

Le parquet de Bordeaux a ouvert une information judiciaire pour « actes de barbarie et tortures » contre Sosthène Munyemana, un gynécologue installé à Talence depuis septembre 1994

Après l'abbé Wenceslas Munyeshyaka, un second Rwandais, réfugié en France, est soupçonné d'avoir participé, en avril 1994, aux massacres perpétrés contre la communauté tutsie. Le parquet de Bordeaux a en effet ou-

vert, jeudi 9 novembre, une information judiciaire pour « actes de barbarie et tortures » contre Sosthène Munyemana, un gynécologue installé à Talence depuis septembre 1994. Il est accusé par le « collectif girondin

pour le Rwanda » d'avoir tenu un rôle éminent dans l'organisation des tueries perpétrées par les milices hutus. Six témoins directs affirment avoir assisté aux activités du médecin à Butare. Des accusations qu'il dé-

ment formellement, assurant même avoir été « menacé à l'époque par le pouvoir en place ». Le juge d'instruction devait encore vérifier « certaines accusations » et la validité de deux rapports avant d'entendre le médecin.

POUR ÉTAYER la plainte déposée le 18 octobre contre Sosthène Munyemana, les avocats du « collectif girondin pour le Rwanda », Mes William Bourdon et Michel Touzet, fournissent de nombreuses pièces. Six témoins directs affirment avoir assisté aux activités du médecin, gynécologue à l'hôpital de Butare en avril 1994. Recueillis pour l'essentiel en août dernier par le président du comité girondin, Gilles Durou, ces témoignages dressent le portrait d'un véritable organisateur des massacres. « J'ai vu de mes propres yeux le docteur Sosthène Munyemana ouvrir le bureau du secteur de Tumba, en faire sortir environ soixante-dix personnes, qu'on

a conduit dans la fosse commune (...) où les tueurs attendaient, armés de machettes, de gros batons et de couteaux », affirme ainsi Evariste Senkware, voisin du médecin. Parmi les soixante-dix personnes se trouvaient deux de ses fils, précise-t-il. Un autre habitant de Tumba, Jean-Marie Benemungu, affirme avoir assisté à une réunion, le 20 avril, au cours de laquelle Sosthène Munyemana aurait incité les butus du secteur à « s'auto-défen-

« Le lendemain de ce jour de distribution de grenades, ce fut la catastrophe, ils ont commencé à tuer jours et nuits », souligne-t-il. A ces témoignages s'ajoutent deux rapports. Le premier, intitulé « Dossier Sosthène Munyemana, docteur gynécologue à l'hôpital universitaire de Butare pendant le génocide » et émanant de la gendarmerie de Kigali, établit la participation du médecin aux massacres. En cours d'authentification, ce document risque d'être contesté, la gendarmerie rwandaise n'étant pas considérée comme neutre dans le conflit. Le second rapport, rédigé, lui, par le haut commissariat aux droits de l'homme des Nations unies, pour-

rait s'avérer nettement plus embarrassant. Il accuse un médecin de l'hôpital de Butare, Eugène Rwamucyo, d'avoir été le « fer de lance » de la préparation du génocide dans la région et place « son adjoint », le Dr Munyemana, au premier rang de ses complices. « MACHINATION » Ces accusations sont jugées « calomnieuses » par le gynécologue rwandais. Oui, assure-t-il, il a bien fui le Rwanda en septembre 1994 et rejoint Talence où sa femme, chercheuse à l'université de Bordeaux 2, travaille depuis cinq ans. Stagiaire pendant quelques mois dans ce même laboratoire, il a dû cesser ses activités après qu'un journal belge

ATTENTATS : neuf islamistes ont été interpellés à Paris et à Lyon, mardi 14 novembre, et placés en garde à vue sur commission rogatoire du juge d'instruction Laurence Le Vert, chargé de plusieurs enquêtes sur les attentats commis depuis juillet. Certains d'entre eux sont soupçonnés d'appartenir au réseau lyonnais de Khaled Kelkal, tandis que les autres seraient proches du réseau dit de Chasse-sur-Rhône (Isère), qui préparait un attentat contre un dépôt de carburants de la région lyonnaise.

SIDA : le devoir d'assistance peut se heurter à une impossibilité morale, a estimé un juge d'instruction de Metz en prononçant, mardi 14 novembre, un non-lieu à l'encontre de parents qui n'avaient pas informé un homme de la séropositivité de leur fille. Les parents de la jeune femme, décédée le 13 octobre à 33 ans, avaient été mis en examen pour non-assistance à personne en danger à la suite d'une plainte déposée en octobre 1992 par le compagnon de leur fille.

TRAFFIC : trois personnes, dont un fonctionnaire de la préfecture des Alpes-Maritimes, ont été écrouées le 10 novembre à Nice pour vente de récépissés de demandes de cartes de séjour. L'employé du service des étrangers de la préfecture, à l'origine du trafic, a avoué avoir délivré, pour 4 000 francs pièce, une soixantaine de faux documents.

DELIQUANCE : un ancien policier et chauffeur au ministère de l'Intérieur a été condamné, mardi 14 novembre, par la cour d'assises de la Meuse à sept années de réclusion criminelle pour trois vols à main armée dans des agences bancaires, qui avaient rapporté près de 340 000 francs. L'ancien policier, chômeur comme son complice, ex-directeur de société de nationalité allemande, cherchait à recueillir les fonds pour créer une entreprise.

ESCRQUERIE : un veodeur de 25 ans a été écroué mardi 14 novembre à Strasbourg. Il répétait le code de la carte de sa future victime lorsqu'elle se présentait pour payer à sa caisse, puis échangeait cette carte contre une autre de la même banque et la rendait au client avec la facture et le ticket de caisse.

Le choc du retour et les bureaucrates de l'humanitaire

MÉDECIN AU RWANDA pendant le génocide, Annie Faure trouve un jour une petite fille âgée d'une semaine dans une église. Elle pèse 1,5 kg et s'est nichée sous le corps sans vie de sa mère tutsie. Le docteur Faure l'appelle Juliette. Au mépris du règlement, elle la recueille dans la maison réservée au personnel de Médecins du monde. La nuit, elle se lève pour lui donner le biberon. La petite fille fera ensuite partie du convoi d'enfants transférés en France par Médecins du monde en liaison avec la chaîne de l'Espoir.

Trois mois plus tard, en rentrant du Rwanda, Annie Faure a la surprise de découvrir la petite Juliette dans les bras d'une famille d'accueil pressée de l'adopter alors qu'aucune enquête n'a encore établi qu'elle est véritablement sa fille. Ce jour-là, on la baptise même à la chapelle de l'hôpital Necker, en présence du ministre Douste-Blazy. Le nouveau « père » est un haut fonctionnaire des services français de la coopération. « Un privilège venu faire son marché avant les autres »,

dit Annie Faure. Nommé à Djibouti, le fonctionnaire emmène Juliette, loin de son pays.

Révoltée par cet épisode, Annie Faure a écrit un livre inspiré par le choc du retour, le décalage constant, effrayant, entre ce qu'elle a vécu au Rwanda et l'ordinaire des petits chagrins européens. Elle a écrit, aussi, pour alléger son fardeau. Il y a de « l'humanité dans l'humanitaire », dit-elle, des fonctionnements de bureaucratie ou de jalousie.

« BLESSURES » Il y a ce logisticien qui refuse, au nom du règlement, de donner le sucre réservé aux expatriés à une malade qui ne peut plus rien avaler. Cet infirmier qui se permet de modifier les prescriptions du médecin. Ou celui qui se fait appeler docteur. En France, on exige un diplôme pour vacciner un enfant. Là-bas, affirme le médecin, des infirmières prescrivent des médicaments « à cent milliards par jour ».

Au bout du compte, Médecins du monde a rappelé - « pour son bien » - cette volontaire trop engagée. Contre son gré, Annie Faure a dû abandonner les 47 enfants hospitalisés à Gahini. Son

successeur n'est arrivé que dix jours après. Il a craqué et a dû être rapatrié. Depuis, Annie Faure a quitté Médecins du monde, se sentant définitivement incompréhensible par une organisation qui ne s'est même pas excusée pour les « blessures » qu'elle lui avait fait subir.

Blessures d'humanitaire est le titre de son livre. Annie Faure y est écorchée de la première à la dernière ligne. Heureusement, l'ouvrage est court. Comme il est instructif et bien écrit, le lecteur lui pardonne de ne rien lui épargner de ses émotions. Au Rwanda, Annie Faure a donné, elle-même, son sang aux malades, n'ayant jamais reçu de Médecins du monde les tests de compatibilité Rhésus ou de dépistage du sida qu'elle avait demandés. Un soir, trop fatiguée, elle a renoncé à une nouvelle transfusion. L'enfant au teint livide est mort en deux heures. « En sentinelle de mes nuits, la mort de ce gamin me poursuit et m'attend au réveil », écrit le médecin.

Corine Lesnes

* Blessures d'humanitaire, du docteur Annie Faure, éditions Balland, 141 pages, 75 F.

Nathaniel Herzberg

CARNET

DISPARITION

JACK MANN, un ancien pilote de la RAF qui avait été retenu en otage pendant plus de deux ans au Liban, est décédé le 12 novembre à Nicosie, d'une défaillance cardiaque. Il était âgé de quatre-vingt ans. Jack Mann avait été un héros de la bataille d'Angleterre pendant la dernière guerre. Il s'était installé au Liban en 1946. Enlevé en mai 1989 à Beyrouth par des extrémistes chiites, il ne fut relâché qu'en septembre 1991, après 865 jours de détention.

NOMINATIONS

INDUSTRIE Pierre-Henri Paillet a été nommé directeur du cabinet de Franck Borotra, ministre de l'Industrie, des postes et des télécommunications.

Né le 18 novembre 1953 à Bamako (Mali), Pierre-Henri Paillet est ancien élève de l'école polytechnique et ingénieur en chef des Ponts et Chaussées. Il a commencé sa carrière à la direction départementale de l'équipement de Meurthe-et-Moselle en 1978 et a poursuivi à celle du Morbihan de 1981 à 1986. Il est ensuite chef de cabinet d'André Rossmot, ministre chargé des relations avec le Parlement (1986-1988). Puis il entre à l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France. De 1990 à 1993, il est directeur général de la société d'économie mixte SEM 92, dans les Hauts-de-Seine, et, de ce fait, l'un des plus proches collaborateurs du président du conseil général, Charles Pasqua. Lorsque celui-ci devient ministre de l'Intérieur et de l'aménagement du territoire, au printemps 1993, il l'appelle à son cabinet et le nomme, en septembre 1993, délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (Ostar). Pierre-Henri Paillet est conseiller municipal d'Hennebont (Morbihan).

FONCTION PUBLIQUE

Pierre Steinmetz, préfet, ancien directeur du cabinet de Jacques Pelletier, ministre de la coopération du deuxième gouvernement Rocard, a été nommé directeur du cabinet de Dominique Perben, ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation.

Né le 23 janvier 1943 à Salento-Colombe (Rhône), Pierre Steinmetz devient administrateur chef à la sortie de l'école nationale d'ad-

ministration, en 1970. Il est affecté au ministère des départements et territoires d'outre-mer. En 1972, il est nommé directeur du cabinet du haut-commissaire de la République de Nouvelle-Calédonie. De 1975 à 1979, il est chargé de mission au secrétariat général du gouvernement. Il entre au cabinet de Raymond Barre, premier ministre, comme chargé de mission occupant des collectivités locales, des établissements publics régionaux, des rapatriés, de la jeunesse et des sports (février 1979-mai 1981). Il est ensuite affecté à la direction de l'urbanisme et des paysages du ministère de l'Urbanisme et du logement, comme chargé de mission (1982-1983). Il est détaché à la Ville de Paris en qualité de chef du service de la politique foncière (1983), puis de directeur du cabinet du secrétaire général d'Ile-de-France (1987) comme directeur du développement économique et social. En mai et juin 1988, il fait partie de la mission Rocard « chargée d'apprécier la situation et de rétablir le dialogue » en Nouvelle-Calédonie. En septembre 1988, il est envoyé dans la Haute-Marne, en qualité de préfet. Titulaire préfet, il dirige le cabinet de Jacques Pelletier, ministre de la coopération et du développement du gouvernement de Michel Rocard, d'octobre 1989 à mai 1991. Il est ensuite nommé préfet des Pyrénées-Orientales (juin 1992), puis de la Haute-Savoie (juillet 1993). Depuis novembre 1994, il était préfet de la Réunion.

BUDGET

Pascal Andreani, conseiller des affaires étrangères, a été nommé directrice du cabinet d'Alain Lamassoure, ministre délégué au budget et porte-parole du gouvernement.

Né le 6 avril 1955 à Paris, Pascal Andreani est diplômé de l'Institut d'études politiques et ancien élève de l'ENA. A la sortie de l'école nationale d'administration, en 1982, elle devient secrétaire des affaires étrangères et part en poste à la mission permanente de la France auprès des Nations unies, à New York, jusqu'en 1984. Elle est nommée, de 1984 à 1988, au service de la coopération économique et financière au ministère des relations extérieures. Devenue conseillère dans les fonctions de sous-directeur des politiques communes nouvelles au service de la coopération économique. Secrétaire général adjoint du comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne en 1990, elle devient, d'avril 1993 à mai 1995, directrice du cabinet d'Alain Lamassoure, ministre délégué aux affaires européennes dans le gouvernement Balladur.

AU CARNET DU MONDE

Naissance

M. et M^{me} J. EMELINA, M. et M^{me} J.-H. JERABEK, ont la joie de faire part de la naissance, le 4 novembre 1995, de leur petit-fils,

Louis,

au foyer de
Laurent et Camille EMELINA,
1, avenue Mirasol,
06100 Nice
21, rue Tourlaque,
75018 Paris.

Décès

M^{me} Henri BONIONI, son épouse,
M. Robert BONIONI, M. et M^{me} Emery, ses enfants,
Vincent, son petit-fils,

Sa famille et ses nombreux amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri BONIONI,

survenu le 8 novembre 1995, à Colombes.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 15 novembre 1995, à Houilles.

Une pensée est demandée à ceux qui l'ont aimé, apprécié ou simplement connu.

Des dons peuvent être adressés à Amnesty International ou à Médecins sans frontières.

25 bis, rue Faidherbe
78800 Houilles.

- Saint-Cyr-sur-Mer.

Avec lui, nous vivrons (2 Tm, 2,11).

Georges GUION,

notaire honoraire,

est parti le 7 novembre 1995, dans la paix du Seigneur, en pleine vie, en sa quatre-vingt-quatrième année, entouré de l'affection des siens.

Les obsèques ont été célébrées le 9 novembre, à Saint-Cyr-sur-Mer.

Jean-Marie Guion et toute la famille, 124, bd Auguste-Bianqui, 75013 Paris.

M^{me} Noëlle Duroux, son épouse,
Yves et François Duroux, Pascal et Françoise Duroux, Catherine et Jacques Goffier, Alain et Nicole Duroux, ses enfants,
Ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès du

docteur Jacques DUROUX,

le 6 novembre 1995, dans sa soixante-dix-huitième année.

Résidence Médéric, 15, rue Paul-Doumer, 33400 Talence.

- Montpellier.

M. Yves L'Huillier, son épouse Danielle, ses enfants,
Yama, Valérie et Gaele L'Huillier, ses petits-enfants,
Carine et Alexandre L'Huillier, ses arrière-petits-enfants,
M. Jean-Pierre Hamer et son fils Frédéric, M^{me} Odette Chopin, M^{me} Aline Denis et ses enfants,
M. et M^{me} Hulin, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} L'HUILLIER,

née Marie-Luce (Maryse) Hamer, officier de l'ordre du Mérite, croix du combattant volontaire de la Résistance,

vice-présidente d'honneur des réseaux de la France combattante, présidente d'honneur départementale et régionale FFC, vice-présidente d'honneur des sociétés militaires et patriotiques, présidente d'honneur de l'Amicale alliance départementale et régionale.

survenu le 12 novembre 1995, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Ses obsèques seront célébrées le vendredi 17 novembre, à 16 heures, en l'église d'Ecovivier (Moussy).

L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille au cimetière communal.

CARNET DU MONDE

Télécopieur :

45-66-77-13

Téléphone :

40-65-29-94

40-65-29-96

M^{me} Marie-Dominique Lina, présidente du conseil d'administration, Olivier Spithakis, directeur général de la MNEF, ont la tristesse de faire part de la disparition, le 9 novembre 1995, de

Antoine GRISET.

Ancien dirigeant syndical, Antoine Griset fut successivement président de la Fédération des groupes d'études et des lettres (1962-1963), puis président de la MNEF (1963-1964). Plus tard, alors enseignant à Tolbiac, et après un passage chez Grasset, il entra au Journal Libération pour en devenir le gérant, puis au Monde, comme administrateur délégué.

MNEF, 16, avenue Raspail, BP 100, 94252 Gentilly Cedex. (Le Monde daté 12-13 novembre.)

Remerciements

- La famille de

Marc FONTAINE,

profondément touchée par les témoignages reçus après sa disparition, dans l'impossibilité de répondre à chacun, remercie tous ceux qui ont participé avec tant de cœur à son épreuve.

M^{me} Andrée Warlin, Ses enfants et petits-enfants, Et toute la famille,

très sensibles aux marques de sympathie que vous leur avez témoignées lors du décès du

docteur Adrien WARLIN,

vous adressent leurs sincères remerciements.

Anniversaires de décès

- En souvenir de

Leib DAJEZ

(Heniek).

Sa présence demeure en nous.

- Il y a dix ans au Havre, le 13 novembre 1985, nous accompagnions

Alain JACOB, élève-officier de la marine marchande, pour son ultime voyage.

Toujours nous chérirons cette mer où il repose.

- Pour le dixième anniversaire de la disparition de

M^{me} Eliane GRUNWALD,

tous ceux qui l'ont aimée vous prient d'avoir pour elle une pensée tendre.

- A la mémoire du

docteur Henri KUNTZIGER,

(1937-1989).

Socaux, Luxembourg.

- En souvenir de

Jean MAITRON,

qui nous a quittés le 16 novembre 1987.

Communications diverses

- Centre communautaire de Paris. Le plus important centre d'enseignement de l'hébreu moderne vous propose un choix de 40 classes. 15 professeurs - tous natifs, tous bilingues - 1 brochure détaillée sur demande. 5, rue de Rochecrouart, 75009 Paris. Tél. : 49-95-95-92. Métro Cadet.

- Droits de l'homme (cours par correspondance). Rem. et inscrip. : CEDP, route de Trèves 6, Building B, 2633 Senningerberg (Luxembourg).

- Le jeudi 16 novembre 1995, à 20h30, le CBL, 10, rue Saint-Claude, Paris 3^e, reçoit M. Michel Zerbib, rédacteur en chef de Radio « J » : « Rabla ? Et après ? »

Conférences

- Cycle de conférences « Les droits de l'homme et les devoirs de l'homme », par le professeur Bahram Elahi, 22 novembre 1995 à 19 heures. Sorbonne, amph. Liard, 17, place de la Sorbonne, 75005 Paris.

- « Fant-il brûler Maastricht ? » Sur ce thème, le Mouvement européen des Yvelines organise une conférence-débat avec Jean-Louis Bourlinges, député européen et président du Mouvement européen France. Jeudi 30 novembre à 20 h 45, à l'auditorium de l'université Joliot-Curie, 6, impasse des Gendarmes à Versailles. Renseignements : 34-51-50-73.

Congrès

- « L'embryon : entre chose et personne humaine ? » Avec : Bernard Kainovich, Dali Boubakeur, Père Patrick Vespieren, René Samuel Siat, Arnold Monnich, René Frydman, Axel Kahn, Marcel Goldstein, Christian Byk, Christine d'Autume, Gilles Bernheim, Albert Najman, Jacques Attali, Daniel Sibony, les 18 et 19 novembre 1995. Sénat. Renseignements : Tél. : 42-78-45-62. Fax : 40-39-02-66.

HORIZONS

PORTRAIT



Vinton Cerf observe la fabuleuse croissance de son « enfant ». Un peu anarchique certes, mais combien prometteuse. Le « réseau des réseaux » ne va-t-il pas devenir la « mémoire du monde » ?

veut dire que, pour 300 millions d'utilisateurs, nous pourrions avoir 200 millions d'ordinateurs à la fin de la décennie.

Aux Etats-Unis, 5,1 % des familles sont abonnées à un service en ligne. Ceux-ci offrent différentes prestations (messageries, accès à des banques de données, etc.) et permettent surtout de se connecter à Internet. C'est peu ? Oui et non : la progression a atteint 11 % en trois mois. A lui seul, le Web a augmenté de 50 % le nombre de ses abonnés d'avril à mai 1995, passant à 2 millions. Le World Wide Web ? Le multimédia de la communication, qui permet d'obtenir images, son et texte. « Si Internet est notre « village global », disent ses promoteurs, alors le Web en est sa rue principale. »

Et « Big Brother » dans tout cela ? De la « mémoire », peut-on passer à une « société » globale, voire même totalitaire, pour reprendre le scénario pessimiste de 1984, le roman de George Orwell ? « Nous ne savons pas où tout cela nous mène », dit le professeur Leonard Kleinrock, « nous ne le savons pas il y a vingt-cinq ans. Et nous ne le savons pas davantage maintenant. Nous cherchons notre chemin dans un nouveau monde. »

souligne Vinton Cerf. L'exemple du E-mail le montre : lorsqu'on lit un message sur un écran, on a tendance à y voir une signification déformée, parce que l'ordinateur ne vous donne pas le sourire qui accompagnerait un message du genre « Mon vieux, c'est vraiment stupide de faire cela ! ». Il faut donc apprendre à détecter les malentendus qui peuvent accompagner le E-mail. »

Vinton Cerf résume l'argument selon lequel le dialogue informatique nuit au dialogue tout court, la solitude de l'utilisateur d'Internet étant supposée renforcer la « déshumanisation » de la société. « Ce n'est pas du tout ce que je constate. Le réseau crée, au contraire, le besoin de davantage d'interaction avec les autres, parce que vous souhaitez voir, physiquement, les gens que vous avez rencontrés sur Internet. Ce n'est donc pas un média qui exclut ou remplace des modes d'interaction humaine, mais qui donne à ceux-ci une autre dimension. » L'ancien étudiant de Stanford et d'UCLA convient pourtant que la « planète Internet » est encore loin de connaître l'harmonie, qu'un certain chaos y règne, et qu'elle produit une inégalité de fait.

AR la rançon du succès d'Internet est d'avoir créé un fossé entre ceux qui browse (flânent, naviguent) sur le réseau, et les autres, nouveaux « handicapés » de la société informatique. C'est le danger d'une « société à deux vitesses ». « Il y a un écart grandissant entre ceux qui ont accès et qui savent se servir d'un ordinateur et ceux pour qui le langage informatique est intelligible. Dans quelle mesure cette dichotomie pèse et pesera sur la société, c'est encore difficile à dire. Le même phénomène peut-il se produire entre nations, entre l'Europe et les Etats-Unis, d'une part, et, d'autre part, les pays en développement, infiniment moins pénétrés par ces technologies ? C'est certain. » « Ce qui n'est pas clair, c'est de savoir si cette situation est fondamentalement différente de celles que l'on a connues dans le passé, par exemple avec l'électrification rurale ou le développement du téléphone : est-ce une question de temps ? Ces pays rattraperaient-ils leur retard grâce à la baisse continue des coûts de cette technologie ? » Actuellement, il est vrai, la « communauté Internet » donne l'impression d'être un monde à part, avec ses codes et parfois son dialecte : comment savoir ce que signifie « BTW » (by the way : à propos), « IRL » (in real life : dans la réalité), « lalal » (I am not a lawyer : je ne suis pas avocat), si l'on n'a pas l'habitude de « surfer sur le Web » ? Sans compter que les motivations des nouveaux « branchés » d'Internet sont multiples, ce qui ne rend pas facile l'élaboration de règles communes.

Beaucoup se connectent au réseau parce qu'ils mesurent qu'une nouvelle société technologique se construit, dont ils ne veulent pas être exclus. D'autres, par pur altruisme, souhaitent partager leurs connaissances et alimentent la mémoire collective d'Internet. Certains partent « à l'aventure » : on croient voir un moyen d'acquiescer une soudaine notoriété. Mais, de plus en plus, ce sont les intérêts mercantiles qui prennent le pas. Plus de 80 000 entreprises sont actuellement connectées sur Internet, avec environ 1,4 million d'ordinateurs « hôtes ».

Avec un chiffre d'affaires estimé à 500 millions de francs en 1994, le marché démarre à peine. Les « conférences Internet » ne cessent de se multiplier aux Etats-Unis, où la communauté du « business » a mesuré qu'aucune société ne pouvait se désintéresser d'un marché potentiel aussi gigantesque. Pour un homme d'affaires, il est conseillé d'avoir une adresse E-mail sur sa carte de visite. Vinton Cerf n'est pas inquiet de voir l'« agora » se transformer en foire du commerce : « On ne peut pas faire vivre un système de cette ampleur, qui croît sans cesse, sans un moteur économique. » L'« aventure » est-elle donc devenue simple commerce ? Le « père » d'Internet ne se laisse pas démonter : « Je suis aussi enthousiaste qu'au début à l'idée de permettre à Internet de poursuivre sa croissance. Sans moteur, un système s'effondre. Le « business de l'éducation » représente des milliards de dollars par an aux Etats-Unis. Y a-t-il du mal à cela ? »

Laurent Zecchini

Le père d'Internet fier de son rejeton

EN août 1969, 300 000 jeunes se retrouvaient à Woodstock, pour un festival de pop music qui allait devenir légendaire. Mais, à l'époque, tous les Américains n'étaient pas « branchés » de la même manière. Une poignée d'entre eux, des mordu d'ordinateurs, poursuivaient d'obscures recherches universitaires. A leur manière, ils écrivaient pourtant une page d'histoire. Le fruit de leur travail devait naître quelques mois plus tard, le 21 novembre exacte, dans la salle 3420 d'UCLA, l'Université de Californie Los Angeles. Il y avait là, autour du professeur Leonard Kleinrock, venu du MIT (Massachusetts Institute of Technology), Stephen Crocker, Jon Postel, Michael Wingfield et Vinton Cerf.

Penchés sur un écran IBM, ils attendaient anxieusement une réponse à la question qu'ils avaient posée à un correspondant installé devant un autre ordinateur, à plusieurs centaines de kilomètres de là, dans un laboratoire de l'université de Stanford : « Me recevez-vous ? » A la seconde même où un « oui » s'inscrivait sur l'écran, Internet était né. Deux ordinateurs avec des logiciels différents, reliés par le réseau téléphonique, se « parlaient ». « C'était une aventure, se souvient Vinton Cerf, et surtout un défi technique. A l'époque, nous étions loin d'envisager toutes les implications. Des milliers de gens ont participé à l'élaboration de ce qui est devenu Internet : collectivement, le crois en effet que nous avons réalisé quelque chose d'important. »

L'idée de départ, dans son principe, était simple : permettre aux chercheurs dispersés dans les universités américaines de mettre en commun le fruit de leurs réflexions et de leurs travaux, bref de supprimer les pesanteurs de la géographie par les progrès de la technologie. Le projet Arpanet était financé par l'Agence fédérale de recherches ARPA, lancée au début des années 50 par le gouvernement américain, afin de répondre au défi

technologique soviétique que constituait le lancement des premiers satellites Spoutnik. « Les applications militaires de ce projet, souligne Vinton Cerf, m'apparaissent assez clairement : lorsque vous avez des forces terrestres mobiles, des navires en patrouille et des installations fixes, tout cela doit être interconnecté par un système, un réseau de communications. »

« C'est bien plus tard, vers 1986, que l'on mesura l'étendue des extrapolations commerciales. Jusque-là, Internet présentait surtout un intérêt pour les institutions d'éducation et de recherche. Et ce n'est pas avant 1990 que le monde des affaires découvrit tous les avantages qu'il pouvait en attendre. » Grand et maigre, le crâne dégarni et une courte barbe grisonnante, habillé avec discrétion et élégance, courtois, modeste et malicieux, ainsi apparaît le « père » d'Internet. Président de l'Internet Society (depuis 1992), il est vice-président de MCI, le numéro 2 des opérateurs longue distance américains (et partenaire

versions on-line (en ligne) des pièces de Shakespeare. Pour ensuite transformer celles-ci en sons, sur son ordinateur personnel.

Mais cet homme « obsédé » par la communication est paradoxalement victime des faiblesses de... la mémoire humaine. Un jour, il fut incapable de retrouver un texte parmi les trop nombreux fichiers de son ordinateur. Il se rappela alors avoir « écrit » cet article, dans le passé, sur Internet. Lancant

interconnectés, qui tous utilisent le protocole TCP/IP (Transmission Control Protocol/Internet Protocol), dont Vinton Cerf est le co-inventeur. Le Net, à la fois brouillon et architecture des futures « autoroutes de l'information », rejoint facilement la science-fiction. Vinton Cerf en convient, pour ajouter que celle-ci est devenue réalité. « Je ne crois pas du tout que cela soit effrayant : pouvoir imaginer de mettre la connaissance du monde à la portée de chaque individu, partager effectivement cette connaissance est une perspective extrêmement passionnante. »

Et peut-être plus proche qu'on ne le pense. Car Internet connaît une progression sans précédent. Aucune technologie électronique à la disposition des consommateurs ne s'est développée aussi rapidement dans le passé. Chaque année depuis 1988, le Net double le nombre de ses utilisateurs et de ses réseaux ainsi que le volume de son trafic. Plus de cinq millions d'ordinateurs sont aujourd'hui reliés par Internet, ce qui signifie que le chiffre de quelque 20 millions d'utilisateurs n'est pas irréaliste. Lorsqu'il envisage l'avenir, Vinton Cerf a le regard vague : « Si la tendance continue, si les projections tiennent, nous pourrions avoir de 180 à 200 millions d'ordinateurs sur le réseau à la fin de l'année 2000. Cela signifie de 600 à 700 millions de gens, du moins sur la base de référence actuelle, qui est d'environ 3,5 milliards par ordinateur. Or je crois qu'il y aura de moins en moins d'utilisateurs par PC (personal computer), probablement pas plus de 1,5 utilisateur par machine. Cela

« Si la tendance continue, si les projections tiennent, nous pourrions avoir de 180 à 200 millions d'ordinateurs sur le réseau à la fin de l'année 2000 »

de British Telecom), où il est responsable des « architectures de données » et des projets multimédias.

Vinton Cerf est d'autant plus intéressé par les formidables potentialités d'Internet que sa vie personnelle en a été bouleversée : « Ma femme est totalement sourde, raconte-t-il, elle ne peut absolument pas utiliser le téléphone. Aujourd'hui, elle dialogue avec ses amis sur Internet. Elle peut enfin communiquer, y compris avec notre fils, qui habite en Californie. Le E-mail/courrier électronique a ouvert un nouveau chapitre de l'histoire de notre famille. » Vinton Cerf connaît bien des exemples, comme celui de cet étudiant aveugle qui s'est adressé aux bibliothèques du monde entier pour se procurer des

un appel sur le réseau, il n'eût pas à attendre longtemps : un correspondant avait gardé une copie du précieux document. « Je me suis dit que ce que nous ne pouvions pas carer dans notre mémoire, nous pouvions le placer sur le Net, et le retrouver. Je crois vraiment que le réseau deviendra une sorte de bibliothèque de la mémoire globale de l'humanité, dans laquelle toutes nos connaissances seront stockées, pour être immédiatement disponibles, et utilisables. »

« Mémoire » d'une capacité sans limites, « agora » à l'échelle planétaire, puis-elle se jouer des frontières et des fuseaux horaires, Internet constitue le plus vaste maillage informatique existant : il rassemble plusieurs dizaines de milliers de réseaux d'ordinateurs

arrière l'affa

des mœurs

Viwa ou

صكنا من الامل

سكنا على الطريق

Derrière l'affaire Carignon, l'enjeu de l'eau

par Paul Loridant et Christian Proust

QUATRE-VINGT-CINQ milliards de francs de chiffre d'affaire annuel pour 6 milliards de mètres cubes, tel est aujourd'hui l'immense enjeu du marché de l'eau potable.

Le procès d'Alain Carignon a focalisé l'attention du grand public sur une affaire présentée comme singulière. Il est vrai que la personnalité de l'homme, ministre, président du conseil général et maire d'une grande ville, ainsi que l'importance des prestations reversées (21 millions de francs) justifient la résonance médiatique de cette affaire. Mais elle détourne l'attention du véritable problème, celui de l'impossibilité structurelle d'éviter que la privatisation de l'eau n'entraîne un mélange détonant entre d'énormes flux d'argent et la politique.

La maîtrise de l'eau sera dans les

années à venir un enjeu considérable, qui donnera lieu à de nécessaires arbitrages entre les différents utilisateurs : les particuliers, naturellement, mais aussi les industries et l'agriculture, très gros consommateurs d'une ressource qui n'est pas illimitée - on en a récemment pris conscience. S'y ajoutent les différents enjeux liés à la qualité de la vie et à la protection de l'environnement. Les questions de la gestion des rivières, des prélèvements d'eau pour ses différents usages et de l'assainissement sont intimement liées.

Seule l'intervention de la puissance publique peut permettre les arbitrages entre ces différentes priorités. La protection des nappes phréatiques contre des pollutions comme celle que connaît la Bretagne en raison de l'élevage porcin, la répartition de la ressource entre les différents usages, le nécessaire développement des poli-

tiques d'assainissement, la gestion des rivières sont des compétences qui ne peuvent être exercées par des opérateurs privés. Peut-on, par exemple, penser qu'une société qui tire ses ressources de la consommation de l'eau puisse inciter les consommateurs à la gérer plus parcimonieusement ?

Concéder pour une durée très longue, généralement vingt-cinq ans, la fourniture d'eau potable, c'est pour les pouvoirs publics s'interdire d'avoir une politique globale de l'eau, ou bien la mener dans des conditions d'opacité financière totale, compte tenu de la complexité des problèmes traités et de l'incorporation d'enjeux financiers très différents. Et si un élu peut, dans l'immédiat, penser de bonne foi avoir signé un traité de concession garantissant la cohésion de cette politique de l'eau, il

ne lui est pas possible de connaître les enjeux qui seront ceux de l'an 2005.

Pour beaucoup d'élus, la privatisation de l'eau est aujourd'hui une forme de démission face aux énormes enjeux de sa gestion. L'importance des sommes qu'il faudra consacrer à la garantie de la ressource, à la rénovation des réseaux, à l'assainissement, les risques majeurs que peuvent courir des élus sur de tels dossiers sont naturellement de très fortes incitations. Pour un maire, améliorer sensiblement ses ratios financiers grâce aux sommes reçues lors de la concession des réseaux est une perspective à court terme plus enthousiasmante qu'une hausse de la fiscalité ou du prix de l'eau destinée à financer la modernisation des réseaux de l'épuration.

Les grandes compagnies ont naturellement tendance à présenter

la privatisation comme la seule politique possible, ce qui ne les empêche pas, à l'occasion, de réclamer l'aide des pouvoirs publics avant de présenter comme inévitable la forte augmentation du prix de l'eau qui suit le plus souvent une privatisation. Augmentation qui résulte d'ailleurs souvent, pour une grande part, de travaux considérables sur les réseaux et d'investissements en matière d'assainissement dont nul ne saurait contester l'absolue nécessité. Notre propos n'est pas de jeter l'anathème sur ces sociétés, qui apportent des compétences techniques indiscutables. Ce sont les modalités de leur intervention qui sont profondément à revoir : prestataires de services, pourquoi pas ? Nouveaux fermiers généraux, assurément non ! Et nous n'admettons pas que, dans la logique ultra-libérale de l'Europe de Maastricht,

les services publics soient systématiquement considérés comme moins performants que les entreprises privées.

Les résultats récents ne semblent aujourd'hui guère probants. La très forte augmentation du prix moyen de l'eau au cours des dernières années est certes le résultat d'investissements aussi nécessaires qu'importants, mais les profits dégagés par les concessionnaires sont considérables. Chacun sait que ce sont 75 milliards de francs qui devront être investis dans l'épuration d'ici à 2005 pour respecter la loi sur l'eau. Mais seul un rapport de la chambre des comptes de Rhône-Alpes a permis de savoir que la seule gestion de l'eau de Grenoble rapportera à la société concessionnaire, sur les vingt-cinq prochaines années, un bénéfice supérieur au milliard de francs, et que « la gestion privée du service est plus coûteuse que la gestion publique ».

Le cas de Grenoble est-il en tous points exceptionnel ? Un récent rapport de la chambre régionale des comptes d'Ile-de-France laisse à penser que non. Seule une étude générale sur les différentes concessions existant en France permettrait de mesurer l'ampleur de l'enrichissement sans cause dont bénéficient les opérateurs privés. La création d'un observatoire national composé d'élus, de techniciens et de magistrats des chambres des comptes et chargé d'établir une vue d'ensemble sur cette question est aujourd'hui une nécessité. Pour connaître exactement la situation, mais aussi pour proposer des dispositions législatives imposant la transparence dans la gestion de l'eau, qu'elle soit publique ou privée, et redonnant aux pouvoirs publics la maîtrise d'une ressource dont chacun sait qu'elle est un des enjeux de demain. Exproprier la Lyonnaise ou la Générale ne sera pas une mince affaire tant ces groupes peuvrent maîtriser d'énormes moyens de pression, mais ce serait une étape décisive dans l'assainissement de la relation des politiques avec l'argent.

Paul Loridant est maire des Uls (Mouvement des citoyens) et sénateur de l'Essonne.

Christian Proust est président du conseil général du Territoire de Belfort et secrétaire national du MDC pour les collectivités locales.

Le procès des mœurs politiques

par Pierre Kukawka

A quelques heures du verdict, le procès Carignon laisse aux observateurs un goût amer. Il était certes indispensable d'interroger Alain Carignon sur ses voyages en avion-taxi privé, sur l'occupation d'un luxueux appartement boulevard Saint-Germain à Paris et sur le renforcement de Dauphiné News, pour savoir si ces « avantages » ont pu faire office de contrepartie en nature d'un service rendu à la société de Marc-Michel Merfin et à la Lyonnaise des eaux.

Mais derrière ces pratiques, dont la justice doit dire si elles étaient bien la résultante d'un pacte de corruption, ne devrait-on pas mettre en cause les mécanismes institutionnels et culturels qui les ont rendues possibles ? Peut-on raisonnablement imaginer qu'un homme, même intelligent et grand travailleur, pourrait mener de front ses obligations de premier magistrat d'une ville de 150 000 habitants, de président du conseil général de l'Isère et de ministre de l'Environnement (1986-1988) puis de la communication (1993-1995) ?

Il est évident que non. Chacun le sait parfaitement, mais personne n'ose toucher au sacro-saint cumul des mandats ni encore moins à l'émiettement communal,

qui font de la France un Etat archaïque et une curiosité en Europe. La vie politique est faite d'arbitrages, et le résultat des urnes est souvent imprévisible. Dans ces conditions, mieux vaut conserver son mandat de maire sans pour autant abandonner l'idée d'être élu au conseil général, au conseil régional ou à la députation qui permettra d'avoir pignon sur rue à Paris, seule ville qui, semble-t-il,

Personne n'ose toucher au sacro-saint cumul des mandats ni à l'émiettement communal qui font de la France un Etat archaïque et une curiosité en Europe

compte vraiment en France, de centralisation où pas. L'hypothèse à ce niveau est hélas partagée par l'ensemble de la classe politique et par la plupart des observateurs de la vie politique. Il faut en finir une fois pour toutes avec ce détestable cumul des mandats. Un maire devenant ministre devrait automatiquement céder son fauteuil à son premier adjoint. De même, tout candidat à une élection politique devrait, avant l'élection, s'engager à démissionner du mandat occupé au moment de

l'élection, dans l'hypothèse d'une victoire. De plus, et pour empêcher ou à tout le moins limiter les risques de corruption, aucun élu ne devrait pouvoir briguer plus d'une fois sa propre succession. Ainsi éviterait-on de voir des maires à vie, des conseillers généraux vieillissants, et des pratiques routinières jamais remises en cause faute de renouvellement des équipes et des élus.

La décentralisation peut produire le meilleur et le pire. En l'occurrence, en France, elle a produit les deux. Le meilleur : une plus grande proximité des citoyens par rapport aux décisions prises par les élus locaux ou régionaux. Le pire : la création de véritables fiefs avec des maires et des présidents de conseils généraux tout-puissants, à la tête de budgets considérables et au centre d'un écheveau inextricable d'associations municipales ou paramunicipales, de sociétés d'économie mixte ou de

syndicats intercommunaux. Dans ces conditions, le procès d'Alain Carignon risque de transformer l'actuel président du conseil général de l'Isère en bouc émissaire qui paierait seul pour tous les autres. Il est de notoriété publique que la Lyonnaise des eaux et la Générale des eaux ont trouvé des « arrangements » avec de très nombreuses municipalités pour obtenir la concession ou la privatisation, non seulement des services des eaux, mais aussi des ordures ménagères, des transports urbains, etc.

On peut d'ailleurs dire la même chose des grandes entreprises de travaux publics qui, en échange de financements gratuits des partis politiques, obtenaient de fructueux marchés locaux.

Si l'on revient à l'affaire Carignon, s'agit-il d'un cas d'enrichissement personnel ou, comme il a été dit au procès, de non-appauvrissement personnel, ou bien plutôt, comme le laisse entendre l'accusé, d'une tentative naïve et désordonnée de régler des problèmes fonctionnels en réalité ingérables ?

Quand on doit passer sa vie dans des réunions publiques aux quatre coins de la France, présider des commissions, des séances de conseil municipal ou de conseil général, être à Strasbourg, Bruxelles ou Paris, et dans la mesure du pos-

sible faire son métier de ministre, il est bien vrai que l'intendance devient problématique et que l'entourage doit jongler en permanence avec les agendas, les moyens de transport, leur financement. On entre alors dans un cycle de délégation de pouvoirs, qui devient vite incontrôlable et qui, en l'espèce, a été dangereusement incontrôlé.

Où, le procès Carignon laisse un goût amer en ce qu'il a omis de dénoncer les failles, pour ne pas dire les faiblesses du système institutionnel français, les absences de contrôle de l'Etat, qui ferme les yeux, la faiblesse des moyens d'investigation des chambres régionales des comptes, l'absence de sanctions à la suite des rapports de la Cour des comptes. En réalité, ce n'est pas le « système Carignon » qu'il aurait fallu juger à Lyon, mais bien le « système France ». Or on ne sent pas, en cette fin de siècle, de véritables volontés morales et politiques d'aller dans cette direction. C'est la raison pour laquelle on en restera, hélas, pour le moment, au seul procès Carignon.

Pierre Kukawka est chercheur au Centre de recherche sur la politique, l'administration et le territoire (Cerat-Institut d'études politiques de Grenoble).

Ken Saro-Wiwa ou comment fabriquer un martyr ogoni

par Marc-Antoine Pérouse de Montclos

L'EXÉCUTION de Ken Saro-Wiwa, dit Ken, n'aura eu qu'un mérite : porter à la connaissance du public le combat que mènent les Ogonis depuis près de cinq ans. Ce sera bien le seul, car sinon il est peu probable que la jeune de Sani Abacha puisse beaucoup des répercussions internationales de l'affaire. Traditionnellement, la politique des pays occidentaux dans la région est de considérer le Nigeria comme un géant fragile qu'il faut ménager quel que soit le régime en place pourvu qu'il soit capable de maintenir l'unité de cette fédération pour le moins instable.

Qui plus est, les Etats-Unis sont déjà engagés dans des boycottages contre d'autres Etats producteurs de pétrole : Libye, Iran, Irak. Quant à la Grande-Bretagne, où les avoirs des Nigériens s'élèvent à 65 milliards de dollars (325 milliards de francs), les milieux financiers craignent en cas de sanctions de ne pas voir rembourser des dettes bien plus considérables (472 milliards de dollars). Côté français, on a tout intérêt à protéger de lourds investissements dans un pays qui est notre premier partenaire commercial en Afrique subsaharienne.

Dans le cas de Ken Saro-Wiwa, faut-il donc s'étonner de la lenteur de la mobilisation internationale, entre la condamnation à mort de l'écrivain, le 31 octobre, et son exécution, le 10 novembre, aussitôt après le rejet du recours en grâce ?

Les chancelleries occidentales avaient été promptes à se mobiliser pour sauver le général Olusegun Obasanjo, accusé d'avoir fomenté une tentative de coup d'Etat en mars 1993. Il faut dire qu'Obasanjo avait été le chef d'Etat du Nigeria de 1976 à 1979 et que c'était un militaire reconnu par la communauté internationale pour avoir délibérément remis le pouvoir aux civils après avoir organisé les élections de la II^e République.

Ken Saro-Wiwa n'a pas eu cette chance. Ses amitiés allaient plutôt du côté de l'opposition en exil à Londres ou aux Etats-Unis, de la commission des droits de l'homme à l'ONU, du Commonwealth et de Greenpeace. Si l'écrivain n'a pas bénéficié d'une mobilisation comparable à celle d'Obasanjo, c'est qu'on a sans doute aussi sous-estimé la capacité du Nigeria à se prendre pour un « grand ». Ce pays, le plus peuplé du continent, qui voudrait être les Etats-Unis d'Afrique noire et joue les gendarmes au Liberia, est le seul de la région à disposer d'une puissance économique lui assurant une réelle indépendance politique.

Au moment même où s'ouvrait à Auckland le sommet du Commonwealth, le général Abacha a voulu infliger un camouflet à la communauté internationale. En dénonçant l'ingérence extérieure, le message était clair : la junte ne céderait pas aux pressions des diplomates qu'elle n'avait cédé aux grandes grèves de l'été 1994 qui avaient fait perdre au pays le

cinquième de sa production pétrolière, prélevée sur la consommation intérieure pour ne pas priver les militaires des revenus de l'exportation.

Au passage, Abacha renforce son image de brute obscure, qu'il semble presque cultiver quand il apparaît à la télévision derrière ses sempiternelles lunettes noires, bredouillant les discours très formels qu'on lui a préparés à l'avance. L'homme est à l'opposé de son prédécesseur en uniforme, le général Ibrahim Babangida, dont il a été le numéro deux mais qui avait plus de charisme et qui était beaucoup plus habile.

A l'égard des Ogonis, le pendaison de vendredi dernier est pour le moins maladroit. Elle crée un martyr et mobilise une communauté derrière une personnalité qui, justement, était assez controversée, même parmi les siens. Si la cause paraissait juste, l'homme ne faisait pas l'unanimité. On reprochait à cet écrivain, producteur d'une série télévisée assez populaire et ancien président de l'Association des auteurs nigériens, d'avoir voulu récupérer à son profit la contestation qui commençait à monter contre les compagnies pétrolières.

La formation de l'organisation qu'il avait créée, le Mouvement pour la survie du peuple ogoni, on Mosop, a traduit le désaccord d'une chefferie corrompue par les pétroliers et l'exaspération d'une jeunesse au chômage qui voyait à portée de main partir littéralement en fumée la principale source de

richesse du Nigeria. Le Nycop, Conseil national de la jeunesse ogoni, une branche du Mosop, était très radical contre des chefs traditionnels qu'il qualifiait dans ses tracts de « vautours ». Ce sont peut-être certains de ses membres qui ont débordé la ligne d'action « pacifique » du Mosop et ont tué les notables ogonis.

La communauté est désormais mobilisée derrière une personnalité à qui elle reprochait pourtant d'avoir voulu récupérer à son profit la contestation

Ça aura valu à Saro-Wiwa d'être pendu. Celui-ci n'a certainement pas commandité des assassinats auxquels il n'avait pas intérêt alors qu'il ne prônait pas la lutte armée. Trois mois avant son incarcération, lorsque nous l'avions rencontré dans les bureaux de Saros, sa maison d'édition à Port Harcourt, l'intellectuel, connu pour sa courte silhouette et son éternelle pipe, semblait inoffensif. Mais il nous mettait en garde : « *Bientôt*

les employés de Shell devront tous se déplacer sous escorte policière et dans des véhicules blindés : la violence ne peut aller qu'en empirant ».

Saro-Wiwa n'avait pas de mots assez durs contre les « bandits du gouvernement », qui ne redistribuaient pas équitablement les ressources d'un pétrole assurant 90 % des exportations du Nigeria, et contre la « mafia polluante de Shell », qu'il comparait à un Léviathan.

Après les sabotages de ses oléoducs et à des attaques répétées, Shell avait dû fermer tous ses rigs en pays ogoni. Les revendications étaient manifestement exagérées : près de 150 milliards de francs de redevances et plus de 30 milliards en compensation du préjudice écologique subi depuis trente ans, ainsi que des demandes de 30 milliards de réparations au partenaire nigérian des compagnies pétrolières, la NNPC.

Quand on lui faisait remarquer que Shell ne paierait jamais une telle somme et préférerait se retirer définitivement, son argument était qu'elle n'y perdait rien puisque de toute façon le Nigeria devait restreindre sa production en regard aux quotas de l'OPEP et au retour sur le marché de l'Iran et de l'Irak, Saro-Wiwa se disait prêt à poursuivre son combat devant la Cour internationale de justice. Malheureusement pour lui, ses amis à l'étranger n'auront pas pu le sauver.

Saro-Wiwa n'était pas autant

apprécié sur place que dans le cénacle mondial de l'écologie. Les Ibos ne lui avaient certainement pas pardonné d'avoir été favorable à la confiscation de leurs biens dans la capitale de l'Etat du Rivers lorsqu'il y était ministre en 1970 (avant la guerre du Biafra, les Ibos détenaient environ 90 % de la propriété immobilière à Port Harcourt).

Comme n'importe quelle compagnie opérant dans un pays réputé pour sa corruption, Shell verse des dessous-de-table aux autorités et ne peut ignorer que son argent finance directement ou indirectement la répression et les achats des armes distribuées aux « tribus loyales ». Saro-Wiwa accusait les hélicoptères de Shell de faire des patrouilles de reconnaissance du pays ogoni avant chaque attaque andorée.

Si les dirigeants de Shell ont plaidé la clémence pour Saro-Wiwa, c'est que leur analyse politique est plus fine que celle d'un Abacha. Ils n'ont pas besoin d'un martyr et ils savent que demain il ne fera plus bon travailler à Port Harcourt, une ville-bordel polluée tant physiquement que moralement par des pétroliers qui colportent la renommée de ses « filles » bien au-delà des frontières du pays ! La protestation ogoni a d'ores et déjà fait des émules chez d'autres communautés du delta...

Marc-Antoine Pérouse de Montclos est chargé de recherches à l'Orstom.

Le Monde

L'Allemagne joue avec le feu

LES Allemands jouent un jeu dangereux avec leurs déclarations répétées sur l'Union économique et monétaire. Le lendemain de l'acceptation par la France d'un « pacte de stabilité » pour l'après-Maastricht, conforme dans son orthographe budgétaire aux vœux exprimés par le ministre des finances Theo Waigel et soutenu par la Bundesbank, voilà les « cinq sages », économistes très écoutés dans le pays, qui préconisent un report de l'échéance de 1999. L'Allemagne donne l'impression qu'au-delà de la victoire acquise sur le durcissement des critères, elle veut repousser le calendrier.

Sans doute fallait-il que les Allemands aient un débat sur l'UEM et sans doute vaut-il mieux qu'il ait lieu maintenant plutôt qu'à la veille de l'entrée en vigueur de la monnaie unique. La France a eu l'occasion d'en débattre lors du référendum et la discussion ne s'est pas tue depuis.

L'Allemagne, qui a emprunté une voie parlementaire pour la ratification du traité, n'a pas laissé s'exprimer son opinion. Sondage après sondage, on comprend que celle-ci est réticente : les deux tiers des Allemands se disent opposés à la fin du mark. Les partis politiques ne peuvent pas rester insensibles.

Sans doute faut-il aussi admettre que les économistes allemands n'ont pas entièrement tort. Réclamer qu'en période de haut de cycle économique le déficit soit ramené sous les 3 %

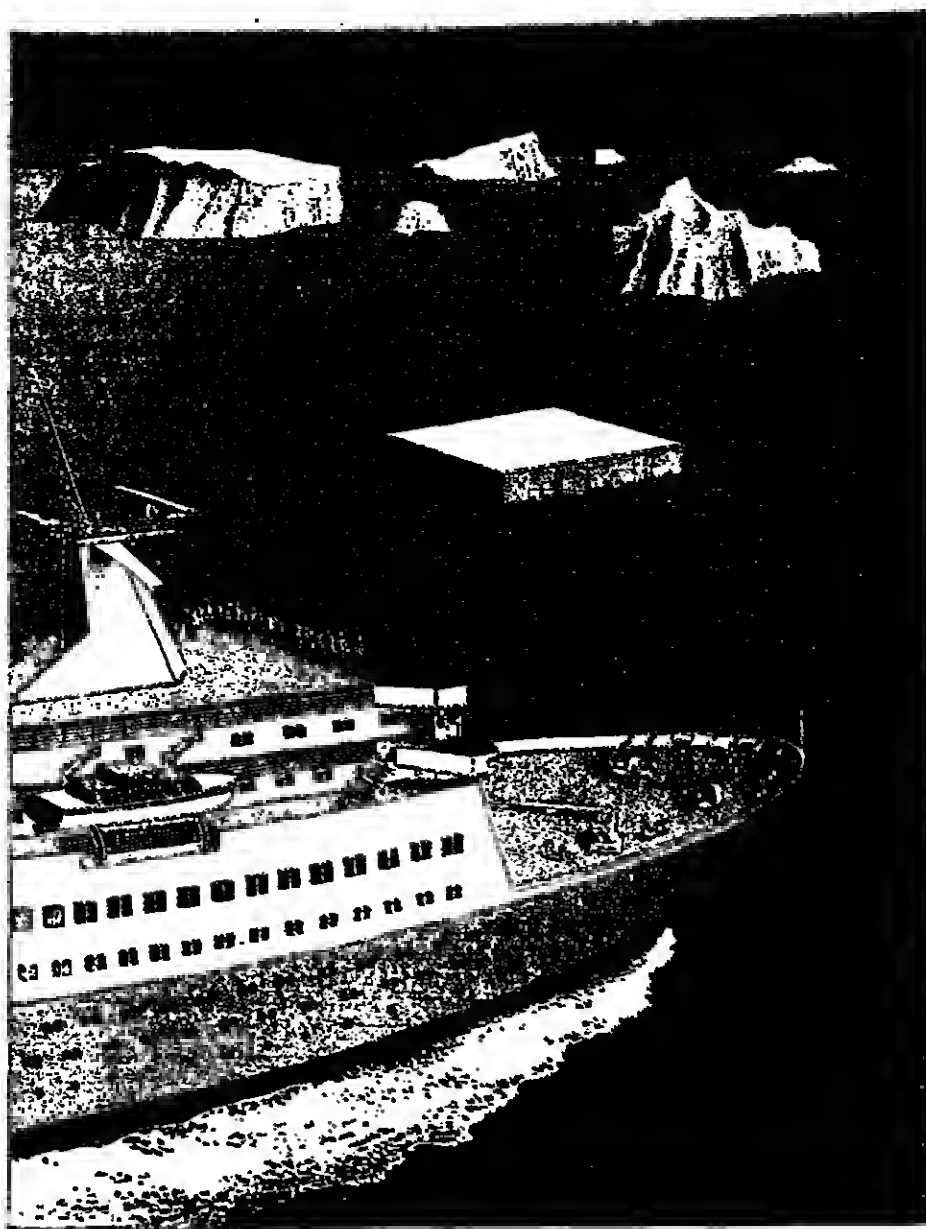
(à 1 %, dit M. Waigel) pour qu'il puisse remonter en période de récession, est judicieux. Mais encore faut-il que le débat ne vienne pas nourrir en Allemagne un populisme dont on ne sait jusqu'où il peut conduire et, hors des frontières de l'Allemagne, la cause anti-germanique de ceux qui ne cessent de voir un double jeu derrière ses réticences ou des diktats derrière ses demandes.

Les Allemands ont raison de réclamer des éclaircissements sur les conditions de réalisation de l'UEM et d'insister notamment sur le degré de fédéralisme qu'elle implique. Mais ils doivent savoir s'arrêter. Ils ont convaincu leurs partenaires d'établir des politiques de stabilité « à l'allemande ». Qu'ont-ils besoin de toujours en rajouter ? Que veut pour les autres M. Waigel, lui qui, selon les « sages », laisse fléchir son déficit au-delà des 3 % ?

Le mur est tombé mais les raisons de l'engagement allemand pour l'Europe demeurent. Intérêt stratégique : la paix allemande dépend de la paix européenne. Intérêt économique : la Bundesbank ne peut continuer à décider seule de la politique monétaire dans toute l'Europe sans contrepartie. Le mark laissé seul va se réévaluer comme le yen, dégradant la compétitivité des industriels germaniques.

Il est temps que le débat sur Maastricht revienne à cet essentiel. En dépit des annonces officielles, les controverses en Allemagne ne doivent pas sans cesse ranimer l'inquiétude de ses voisins.

Voyage organisé par Guy Billout



Nouveaux étudiants, vieille Université

Suite de la première page

Ce reflux budgétaire est incontestablement à l'origine du fossé qui s'est creusé entre les établissements. La « misère financière » frappe avant tout des jeunes universités pluridisciplinaires, dans des régions de tradition industrielle en voie de reconversion – la Lorraine, le Nord, et d'une certaine façon l'Ouest, où le taux d'accès à l'enseignement supérieur était très bas. Ces universités de proximité et leurs antennes délocalisées qui couvrent le territoire dans deux cents villes dessinent la carte d'un paysage profondément bouleversé.

Si l'archétype de l'héritier (référence aux Héritiers, de Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, paru en 1964) était parisien, on serait tenté de dire que l'archétype de l'étudiant des années 90 est provincial : c'est là que la démocratisation s'opère, note Olivier Galland dans *Le Monde des étudiants*, qui vient de paraître aux PUF (248 pages, 148 F). Cet étudiant-là a choisi l'intérêt des études plus que le souci d'une insertion professionnelle, devenue de toute évidence incertaine.

Le système d'enseignement supérieur n'a changé ni dans ses méthodes ni dans son fonctionnement

Pour les enfants d'ouvriers et des classes moyennes, plus largement représentés, « l'accès à l'université est déjà vécu en partie comme une réussite, une étape qui permet d'ajuster ou de préciser les attentes et les projets, tant sur le plan professionnel que personnel », note encore Olivier Galland. Il n'est pas étonnant de rencontrer parmi eux une part importante de boursiers. Il n'est pas surprenant de constater l'attrait qu'exercent les filières littéraires – le professorat reste un modèle d'ascension sociale –, ainsi que les formations juridiques, qui sont aussi les moins coûteuses pour les universités.

Bien qu'il se soit diversifié et ouvert à la professionnalisation, le système d'enseignement supérieur n'a pas profondément changé. Ni dans ses méthodes ni dans son fonctionnement. Il demeure injuste, en concentrant ses moyens sur les formations sélectives réservées aux meilleurs élèves. En clair, l'université « de masse » ne s'est pas encore adaptée à un public nouveau qui se présente avec des attentes de « consommateur », précise Bernard Dizambourg. En retour, les étudiants réclament leur dû à l'État, en enseignants et en crédits, et engagent des procédures devant les tribunaux pour obtenir des inscriptions dans la filière de

leur choix. L'université n'en a donc pas terminé avec ses pesanteurs. La revendication de moyens et de crédits supplémentaires dissimule également les résistances au changement. Comment expliquer autrement la pression exercée par les juristes pour refuser la rénovation des DEUG repoussée aux calendes grecques ? La réforme des premiers cycles, qui cumule les abandons et les redoublements, reste pourtant une échéance inéluctable.

La tentation de recourir à des processus de sélection pour « endiguer la vague qui menace l'université française » reste toujours vivace dans une frange discrète mais influente de la droite. Dès son installation à la tête du ministère de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur, François Bayrou s'est empressé de prendre ses distances avec les tenants de cette orientation. Tout comme il a dû faire face aux députés de la commission des finances de l'Assemblée nationale, tentés de procéder à des coupes importantes dans son budget et d'imposer une réforme de l'allocation de logement social.

En quelques semaines, M. Bayrou a vérifié la multiplicité des obstacles à surmonter. Avancé pour contourner une délicate négociation sur le statut de l'étudiant, l'annonce d'une consultation nationale sur l'avenir de l'université a été balayée par le mouvement de Rouen. Comme ses prédécesseurs, le ministre a été contraint de céder avant de proposer un « plan de rattrapage » d'urgence pour les universités les plus pauvres, ce qui a aussitôt éveillé des appétits. En l'absence de projet politique précis, en l'absence d'ambitions affichées sur le devenir de l'enseignement supérieur, le ministre a choisi de s'appuyer sur la conférence des présidents d'université pour relancer une politique contractuelle, seule susceptible de « rétablir la confiance » par des engagements financiers pluriannuels clairement définis.

S'il veut préserver son crédit politique en évitant les affrontements, M. Bayrou a besoin de temps, face aux impatiences des étudiants. Mais il ne pourra faire l'économie de nouvelles réformes de fond, souvent mises sur le métier depuis 1991 et toujours repoussées. Comme le notait récemment un responsable syndical : « S'il avait le culot de Claude Allègre (conseiller de Lionel Jospin, à l'origine du schéma Université 2000), François Bayrou proposerait rapidement un plan pour l'université en 2005. »

Michel Delberghe

RECTIFICATIFS

GONG LI

Contrairement à ce qui était indiqué dans la critique du film *Shanghai Triad* (*Le Monde* du 9 novembre), le comédien Gong Li jouait également l'un des rôles principaux du précédent film du réalisateur Zhang Yimou, *Vivre*.

NOMINATION

Philippe Pénier de La Batie a été nommé ambassadeur en Zambie et non au Zaïre, comme indiqué par erreur dans *Le Monde* du 15 novembre. Le nom de l'ancien ambassadeur en Zambie est Jean Brouste. L'ambassadeur au Zaïre est Jacques Depaigne.

Concurrence pour l'Europe

L'ÉLARGISSEMENT de l'Union européenne vers l'Est est en principe acquis depuis le sommet de Copenhague de juin 1993. Mais ni les membres de l'UE ni les pays-candidats n'ont une idée très précise des modalités, des délais et de la liste des heureux élus. Les nouvelles démocraties d'Europe centrale et orientale se pressent à la porte des institutions bruxelloises qui n'ont pas perdu, pour elles au moins, leur pouvoir d'attraction. Les réponses sont encore très évasives.

Certes, des petits pas ont été faits en leur direction ; depuis l'année dernière, leurs dirigeants sont invités à partager au moins un repas avec les chefs d'État et de gouvernement de l'UE lors des sommets européens. Un Livre blanc a même été publié sur les conditions de l'élargissement ; celles-ci sont toutefois si vagues qu'elles n'engagent à rien. Chypre et Malte sont d'ailleurs mieux placées que les États d'Europe centrale et orientale pour être les prochains membres de l'UE. Par souci d'équilibre entre le Sud et l'Est.

Cet attentisme ne décourage pas les candidats mais commence à provoquer une certaine amertume, perceptible, selon les témoignages, dans les interventions faites à l'occasion d'une rencontre Est-Ouest organisée à Berlin par la fondation allemande Quadt et le *Financial Times*.

Les dirigeants de l'Est ont le sentiment de mener dans leurs pays des réformes douloureuses pour sortir des structures économiques héritées du communisme, sans savoir si ces efforts seront honorés par l'Europe. Certains affirment même que leurs pays respectent d'ores et déjà les critères de convergence décidés à Maastricht pour la monnaie unique et se demandent à quels exploits ils doivent encore se livrer pour faire partie d'un club aussi exclusif.

APPROFONDISSEMENT ?

Ces points communs une fois soulignés, ils ne manifestent pas une grande solidarité. Au contraire. C'est à celui qui sera digne d'entrer le premier dans l'Union européenne, et parmi les Polonais, les Tchèques, les Hongrois, voire les Slovaques, chacun exhibe des performances économiques à faire pâlir le voisin. Plutôt être admis en ordre dispersé que d'attendre les retardataires ! Le premier ministre tchèque Václav Klaus est sorti ravi de l'Elysée, mardi 14 novembre ; n'avait-il pas cru entendre Jacques Chirac lui dire que son pays était mieux un sur la liste des candidats ?

Nous ne sommes les amis de M. Klaus en ont assez de faire anti-chambre, mais ils ont des idées très arrêtées sur ce que devrait être une Union européenne élargie. L'approfondissement ? Oui, disent-ils, à condition qu'il ne se traduise pas « par un approfondissement de la bureaucratie ». « Nous avons de très bons résultats en matière d'inflation, de déficits publics et d'emploi, ajoute un ministre pragois, et nous espérons qu'ils ne seront pas dévalorisés par notre entrée dans l'Europe. »

Le premier ministre slovaque, Vladimír Mečiar, connu pour ne pas mâcher ses mots, est pour sa part excédé par les leçons de démocratie que lui donnent constamment les Européens de l'Ouest : « Nous commettons des erreurs, dit-il, mais nous demandons à ceux qui nous jugent d'être aussi indulgents à notre égard qu'ils le sont par rapport à leurs propres erreurs. »

Quant aux Slovaques, ils reprochent, non sans raison, à l'Italie de leur barrer la route de la simple association avec l'UE, à cause de différends datant de l'après-guerre. Il n'y a guère que les Bulgares et les Roumains à ne pas se faire d'illusions ; ils ne seront pas dans le premier wagon de l'élargissement. Tout au plus plaident-ils pour ne pas être complètement oubliés quand on parlera extension de la zone européenne de sécurité, et surtout crédits pour le développement des infrastructures.

AFFAIRE D'ARGENT

On a beau dire et redire que les « frères séparés » de l'Est ont leur place dans la grande famille démocratique européenne, l'élargissement est d'abord une affaire d'argent. Combien va-t-il coûter ? Personne n'en sait trop rien ; les estimations varient de un à dix. Depuis quelque temps, les pays de l'Est ont affiné leur argumentation sur les avantages que l'UE tirerait de leur participation – ouverture des marchés, augmentation de la compétitivité de toute l'Europe face aux « dragons » asiatiques par exemple.

Pour l'entrée des pays de Visegrad (Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie), le premier ministre hongrois, Gyula Horn, estime le coût à 10 milliards d'euros (63 milliards de francs), soit, calculé-t-il, « l'augmentation annuelle du FNB de l'Union européenne ». La Commission prépare un nouveau chiffrage tenant compte d'une réforme de la politique agricole commune et d'une révision des fonds structurels – qui sont les premières sources de dépenses.

A moins que les Européens n'adoptent la proposition radicale de Jeffrey Sachs, l'économiste américain qui a supervisé le passage au capitalisme de la Pologne et de la Russie : « Les pays de l'Est doivent renoncer aux aides de Bruxelles ; ils n'ont pas besoin d'argent, ils ont besoin de marchés. » Un défi que les plus libéraux des dirigeants de l'Est seraient prêts à accepter, à condition sans doute que certains membres actuels de l'UE refusent aussi la même communauté.

Daniel Vernet

L'Etat et son patrimoine

APRÈS les promesses électorales et les hésitations des premiers mois du septennat, le tournant de la rigueur n'est décidément pas facile à négocier. L'Etat français n'est, certes, pas encore dans la situation de son homologue américain : il n'est pas question, en France, de mettre à pied, du jour au lendemain, le quart des fonctionnaires. Pour combler le déficit budgétaire, le gouvernement français a recours, pour l'instant, à d'autres méthodes. L'une d'elles, de plus en plus fréquemment utilisée, mériterait une plus grande prudence : il s'agit de la cession de certains éléments de son patrimoine à des « prix d'amis ».

Comme une entreprise ou un particulier, l'Etat doit apprendre, lui aussi, à gérer au mieux son patrimoine. C'est l'une des convictions fortes, et pertinentes, du nouveau ministre de l'Économie, Jean Arthuis. Celui-ci souhaite que l'Etat établisse régulièrement son bilan patrimonial, avec d'un côté l'ensemble de ses biens (meubles, immeubles, actions et autres créances) et, de l'autre, la totalité de ses dettes. C'est l'objectif, par exemple, du bilan annuel sur le secteur public qui vient d'être établi. Comme pour tout acteur de la vie économique, il est normal que l'Etat ait lui aussi une gestion active de ce patrimoine, qu'il achète ou qu'il vende selon ses besoins et selon les occasions qui se présentent.

Aujourd'hui, pourtant, on est en droit de s'interroger sur les pratiques du gouvernement en ce domaine. Hier, il annonçait la

privatisation du groupe industriel Pechiney à un prix considéré par tous les professionnels comme un « prix d'ami » : cette cession ne fera entrer que 5 à 6 milliards de francs dans les caisses de l'Etat. Aujourd'hui, pour renflouer sa trésorerie, il vend, à encore à bon prix, l'une des créances qu'il avait dans son portefeuille à une institution parapublique – la Caisse des dépôts et consignations. Ces opérations sont totalement régulières. Elles n'en soulèvent pas moins quelques interrogations.

Est-il sain pour l'Etat de céder ainsi à bas prix les actifs de l'Etat, de les « brader », comme aurait dit la gauche des années 80 ? Il y a certes une situation « calamiteuse » des finances publiques – et des trous à combler. Il y a aussi, en cet automne, une dégradation inquiétante de la conjoncture. Celle-ci pèse sur le niveau des rentrées fiscales et rend difficile une bonne valorisation des actifs – en cas de nouvelles privatisations par exemple.

Tout cela renvoie au tournant de la rigueur et à sa réalité. En fixant comme priorité des priorités la réduction des déficits, Jacques Chirac a donné au gouvernement une direction. Il reste à Alain Juppé à choisir la voie pour la suivre. Plusieurs pistes existent : ce peut être la hausse des prélèvements, ou des cessions d'actifs – à bas prix. Le tournant ne sera cependant complet que lorsque sera reconnue la nécessité de réduire aussi et massivement la dépense publique. Cela signifie encore l'abandon de certaines promesses électorales.

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance.
Directeur : Jean-Marie Colombini, président du conseil, directeur de la publication.
Directeur général : Dominique Allary, directeur général ; Noël-Jean Bergeron, directeur de la rédaction.
Eric Pailhou, directeur de la gestion ; Anne Chaussebourg, directeur délégué.
Directeur adjoint de la rédaction : Edwy Plenel.
Rédacteurs en chef :
Thomas Fereczi, Robert Solé, adjoint à la direction de la rédaction.
Jean-Paul Bessez, Bruno de Camas, Laurent Goussier, Daniel Heymann, Bertrand Le Goff, Michel Luchet, Luc Roversoigt.
Alain Rollin, conseiller de la direction.
Daniel Vernet, directeur des relations internationales ; Alain Fourmeau, secrétaire général de la rédaction.
Médiateur : André Laurens.
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Billout, vice-président.
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Romanet (1985-1991), Jacques Lescaze (1991-1994).
Le Monde est édité par la SA Le Monde. D'une de la société : voir aux 10 décembre 1944.
Capital social : 833 000 F. Principaux actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Synopsis, Jean-Marie Colombini, président du conseil.
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FAUGUÈRE 75001 PARIS CEDEX 13
TEL. : (1) 46-45-25-25 Télécopieur : (1) 46-45-25-99 Tél. : 206.8068
ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 92402 IVRY-SEINE CEDEX
TEL. : (1) 46-45-25-25 Télécopieur : (1) 46-40-30-10 Tél. : 261.317

Boeing distance

Boeing distance

Boeing distance

Boeing distance

Boeing distance

Boeing distance

Boeing distance

Boeing distance

Boeing distance

Boeing distance

Boeing distance

Boeing distance

Boeing distance

Boeing distance

Boeing distance

Boeing distance

Boeing distance

Boeing distance

Boeing distance

Boeing distance

Boeing distance

Boeing distance

Boeing distance

Boeing distance

Boeing distance

Boeing distance

Boeing distance

Boeing distance

Boeing distance

Boeing distance

Boeing distance

Boeing distance

Boeing distance

Boeing distance

Boeing distance

Boeing distance

Boeing distance

Boeing distance

Boeing distance

Boeing distance

ENTREPRISES

LE MONDE / JEUDI 16 NOVEMBRE 1995

AÉRONAUTIQUE La compagnie Singapore Airlines a passé commande de soixante-dix-sept Boeing 777, dont trente-quatre fermes. Le contrat portant sur

12,7 milliards de dollars (61,6 milliards de francs) est le plus gros de l'histoire de l'aviation commerciale. Airbus qui proposait son A 330, subit un revers important en Asie,

zone de forte croissance. Le constructeur américain rétablit sa suprématie en 1995 en enregistrant trois fois plus de commandes que le consortium européen. ● LES SALA-

RIÉS de Boeing sont en grève depuis six semaines contre la politique de sous-traitance du constructeur américain, retardant certaines livraisons. ● LES INDUS-

TRIELS de l'aéronautique se disputent le marché asiatique. Le groupe français Aérospatiale espère y réaliser un tiers de ses ventes en l'an 2000.

Boeing distance Airbus grâce à une commande historique d'avions

Singapore Airlines va acheter soixante-dix-sept Boeing 777. Cette vente décisive dans la compétition entre les deux constructeurs porte à 286 appareils les commandes fermes en 1995 pour le groupe américain contre 83 pour le consortium européen

EN REMPORTANT, mardi 14 novembre, la « plus grosse commande en dollars de l'histoire de l'aviation commerciale », soit 12,7 milliards de dollars (61,6 milliards de francs) auprès de la compagnie aérienne Singapore Airlines, le constructeur aéronautique américain Boeing a passé le pion au consortium européen Airbus pour l'année 1995. Avec 286 commandes fermes enregistrées à ce jour, contre 83 pour son concurrent, Boeing regagne une suprématie mondiale provisoirement perdue l'an dernier. Déception supplémentaire pour le français Aérospatiale, l'allemand Daimler-Benz et l'espagnol Construcciones Aeronáuticas : les quatre partenaires du consortium européen, la commande de Singapore Airlines consacre le Boeing 777, avion

lancé en 1990 par le constructeur américain sur le segment de marché des long-courriers à grande capacité qui avait été pourtant ouvert par Airbus Industries avec sa famille A-330-A-340 en 1987. Singapore Airlines a d'autre part choisi de motoriser 61 de ses 77 appareils avec le Trent 800 de Rolls-Royce plutôt qu'avec le réacteur GE 80 mis au point par le groupe américain General Electric et le français Snecma. Le motoriste franco-américain est relégué à la troisième place des fournisseurs du B-777, derrière Pratt et Whitney et Rolls-Royce qui va engranger avec cette commande 1,2 milliard de livres sterling (9 milliards de francs) pour les réacteurs et les pièces de rechange.

Airbus avait choisi de développer deux appareils complémentaires (l'A-330 est un bi-réacteur

moyen-long courrier disposant d'une grande capacité, l'A-440 est un quadricoréacteur qui dispose d'un très long rayon d'action). Boeing a préféré ne développer qu'un seul appareil dont elle décline aujourd'hui plusieurs versions. Cette stratégie lui permet de satisfaire les besoins commerciaux spécifiques de ses clients et notamment de leurs objectifs d'optimisation des recettes par passager, concept qui fait fureur depuis quelques années dans la plupart des grandes compagnies aériennes mondiales. De fait, le choix de Singapore Airlines semble avoir été motivé davantage par « les perspectives de recettes commerciales » que par le prix d'achat des appareils. L'offre d'A-330 de Airbus aurait été plus compétitive en termes de prix, malgré le faible niveau du dollar qui donne un avantage aux

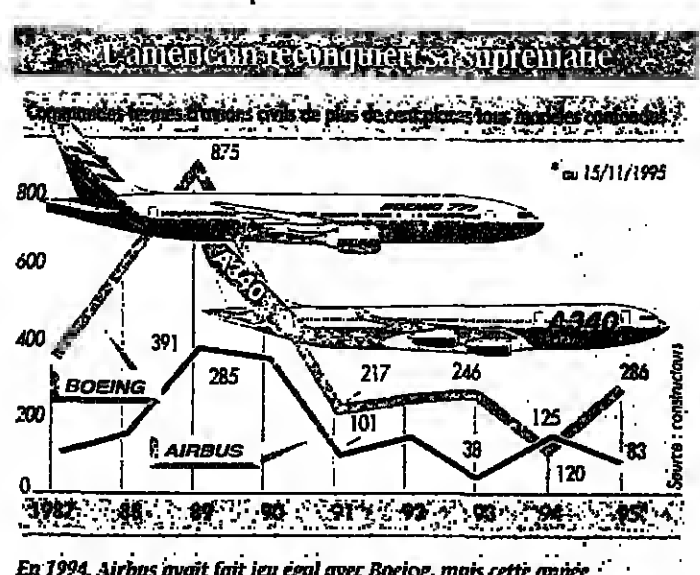
compagnies américaines, mais ce ne fut pas « le critère déterminant ». Avec les 34 commandes fermes et les 43 options de la compagnie singapourienne, le Boeing 777 totalise désormais 220 commandes fermes (seuls 9 appareils sont pour l'instant en service), contre 267 pour la famille A-330-A-340 lancée trois ans plus tôt.

DÉCEPTION

La déception est d'autant plus grande pour Airbus Industries que Singapore Airlines n'est pas une compagnie asiatique ordinaire. Elle est d'abord l'un de ses meilleurs clients, avec 23 appareils A-310 dans sa flotte, 17 commandes fermes d'A-340 et 20 options de ce même appareil. Sur-tout, Singapore Airlines, au 15^e rang mondial des compagnies aériennes en termes de chiffre d'affaires, a enregistré en 1994 le résultat net le plus élevé de l'industrie du transport aérien mondial, avec 647,5 millions de dollars (3,6 milliards de francs de l'époque). Ces excellents performances, qui se traduisent notamment par 2 milliards de francs de cash annuels, lui permettent d'automatiser sans difficulté ses nouvelles acquisitions et de se constituer une flotte capable de répondre à la croissance annuelle de 8 à 10 % du trafic passagers et fret attendu pour le début du prochain siècle. Cette flotte sera de l'ordre de 150 avions dans dix ans. Les analystes estiment que l'ensemble des compagnies aériennes asiatiques doubleront leur flotte commerciale au cours des vingt prochaines années. C'est donc notamment dans cette partie du monde que s'affronteront les deux géants de l'industrie aéronautique civile qui revendiquent tous les deux pour l'an 2000 des objectifs de parts de marché incompatibles : la moitié pour Airbus et les deux tiers du marché pour Boeing.

Laurent Zecchini

Christophe Jakubyszyn



En 1994, Airbus avait fait jeu égal avec Boeing, mais cette année l'américain marque des points sur le marché asiatique, en forte croissance.

En l'an 2000, l'Asie représentera la moitié des exportations d'Aérospatiale

BANGKOK
de notre correspondant
en Asie du Sud-Est

Le marché des « Dragons », les pays émergents d'Asie, représente un marché indispensable pour les industriels de l'aéronautique. L'Asie de l'Est sera à l'origine d'environ 30 % des exportations d'Aérospatiale en 1995 contre 10 % pour la seule Thaïlande. Au tournant du siècle, la moitié des ventes à l'étranger de la société française – soit le tiers prévu de son chiffre d'affaires – devrait se réaliser dans cette région.

La croissance rapide du trafic aérien est une aubaine pour Boeing comme en témoigne le contrat avec Singapore Airlines mais aussi pour Airbus dont Aérospatiale détient 37,9 % des parts. Thai International en est le premier client régional, avec l'acquisition d'une quarantaine d'appareils mais

d'autres compagnies nationales, notamment Malaysian Air System, Korean Air et Philippines Airlines restent de gros acheteurs. Compagnie en pleine expansion, Vietnam Airlines négocie actuellement le remplacement de sept A-320 exploités en wet leasing (avec équipage), aux termes d'un contrat avec Air France, par la location de dix appareils du même type.

Mais la région est cliente d'autres produits du groupe français. En janvier 1995, a été signé un contrat d'environ 200 millions de dollars (978 millions de francs) avec Shinawatra, conglomérat thaïlandais des télécommunications, pour la livraison et le lancement, par Ariane IV fin 1996, du satellite Thai Com III. Auparavant, sur ce type de produits, les Thaïlandais étaient clients des États-Unis. Thai Com III sera le premier satellite européen vendu en Asie. Depuis, Aérospatiale a réalisé une opération identique avec la compagnie nationale philippine Aguilas et, en partenariat avec l'Allemand Dasa, la société française a vendu à la Chine un autre satellite, lequel sera toutefois lancé par la fusée Longue Marche.

LES SUCCÈS DE L'ATR-72

L'ATR-72, court courrier à turbo-propulseur fabriqué en collaboration avec l'italien Alenia, a réalisé quelques percées : Bangkok Airways, seule compagnie privée thaïe en a acheté deux ; Vietnam Airlines, qui en a acheté quatre, vient d'en louer deux supplémentaires ; Lao Aviation a, pour sa part, acquis cette année un premier de ces appareils apparemment bien adaptés aux besoins de l'Asie du Sud-Est continentale.

La Thaïlande a acheté, pour la première fois, trois hélicoptères Super Puma aménagés en VIP pour la famille royale, pour 50 millions de dollars (244,5 millions de francs). Dans la région, deux douzaines de cet appareil ont été vendues à Singapour et il est fabriqué depuis plusieurs années, sous licence, par l'indonésien IPTN. Depuis la vente, voilà une quinzaine d'années, d'Exocet, Aérospatiale n'avait rien livré aux forces armées thaïlandaises.

Sur le marché thaïlandais, Eurocopter (70 % Aérospatiale, 30 % Dasa) livrera quatre nouveaux Eucurell en 1996 au ministère de l'Agriculture, qui a en exploité déjà une douzaine. A plus long terme, Aérospatiale s'est lancé dans un projet ambitieux : l'étude, en coopération avec les Chinois et les Sud-Coréens, d'un avion, très probablement à réaction et d'une capacité d'une centaine de places.

François Bostruvaron et
Arnaud Leparmentier

Jean-Claude Pomonti

Sixième semaine de grève chez le numéro un mondial

WASHINGTON
de notre correspondant

Depuis six semaines, 32 500 salariés de Boeing (soit 31 % des effectifs) poursuivent leur conflit avec la direction du numéro un mondial de l'aéronautique (*Le Monde* du 10 octobre). Commencée le 6 octobre dans les usines de Seattle (État de Washington), Wichita (Kansas) et Gresham (Oregon), cette grève, qui ne donne aucun signe d'essoufflement, est en passe d'égaler, par la durée, celle de 1979, qui s'était prolongée quarante-huit jours pour protester, à l'époque, contre la surcharge de travail.

Frank Strozzi, président de Boeing, a mis en garde, le mois dernier, contre le retard qui risque d'affecter un « nombre substantiel » de commandes. A Seattle, un porte-parole de la firme a confirmé, mardi 14 novembre, que les retards seront variables, en fonction de l'état de finition de chaque appareil au moment où le mouvement a commencé. Depuis le début de l'année, 184 appareils ont été livrés, dont 109 sur le marché américain et 75 à l'étranger.

A l'appel de l'Association des machinistes et travailleurs de l'aéronautique, les grévistes dénoncent les conditions de leur nouveau contrat de travail, qui prévoit une diminution des avantages sociaux et une limitation des augmentations salariales, mais surtout la politique de sous-traitance pratiquée par Boeing. Afin de rester compétitif face à Airbus, son principal

concurrent, Boeing a entrepris de réduire ses coûts, notamment par la sous-traitance à l'étranger ou dans des firmes américaines non syndiquées. En augmentant la sous-traitance de 48 % à 52 %, près de 600 millions de dollars d'économies annuelles pourraient être réalisées, selon la direction. De nombreux pays, comme la Chine et l'Italie, exigent en outre de se voir confier une partie de la fabrication de leurs commandes d'avions.

UNE STRATÉGIE DE DÉLOCALISATION

Moins de deux mille emplois ont été transférés à l'étranger affirme la direction. Les grévistes demandent à avoir un droit de regard sur les emplois qui sont « exportés ». A terme, leur combat apparaît incertain : la politique industrielle de Boeing n'est pas isolée, et elle s'apparente à une stratégie de délocalisation visant un abaissement des coûts de production.

Les grévistes ont reçu récemment les encouragements de John Sweeney, le nouveau président de l'AFL-CIO, la principale centrale syndicale américaine. M. Sweeney est à l'origine d'un renouveau spectaculaire de son propre syndicat, celui des employés de service, dont les effectifs ont doublé en quinze ans. Mais, globalement, le mouvement syndical ne cesse de décliner : un tiers des travailleurs américains étaient syndiqués dans les années 50 contre 15,5 % aujourd'hui.

Laurent Zecchini

Christophe Jakubyszyn

Pour la première fois depuis sa création, Euro Disney est bénéficiaire

Le projet de Marne-la-Vallée reste risqué pour les actionnaires

LE PRÉSIDENT d'Euro Disney, Philippe Bourguignon, l'avait promis dès cet été : « Il n'y aura plus d'année opérationnelle ». Les résultats pour l'exercice clos le 30 septembre 1995 publiés mercredi 15 novembre lui donnent raison. Après deux années noires, où le groupe avait enregistré une perte de 5,3 milliards de francs, ramenée en 1994 à 1,8 milliard, le parc de loisirs présente aujourd'hui un bénéfice net de 114 millions de francs, pour un chiffre d'affaires de 4,6 milliards de francs, en progression de 10 %.

Le nombre des visiteurs a fait un bond spectaculaire de 21 % pour atteindre 10,7 millions contre 8,8 millions l'année précédente : la fréquentation de 1994 avait été affectée par des rumeurs de fermeture. En 1993, il avait reçu 9,8 millions de visiteurs. Le chiffre d'affaires du parc d'attractions n'a progressé que de 8 % à 2,5 milliards de francs : pour reconquérir sa clientèle, Disneyland Paris a cassé ses tarifs, le prix d'une entrée pour un adulte passant sous la barre psychologique des 200 francs.

L'hôtellerie s'est elle aussi reprise. Son chiffre d'affaires a augmenté de 16 % pour atteindre 1,8 milliard de francs. Motif de satisfaction supplémentaire : le taux d'occupation des hôtels a grimpé de 60 à 68,5 %, la fréquentation devenant ainsi supérieure à la moyenne nationale (64 %). M. Bourguignon est parvenu à résoudre partiellement le « phénomène de saisonnalité » par des prix attractifs.

Fort de cette « dynamique positive » qui a succédé à une « spirale négative », le PDG veut améliorer

l'exploitation de la société. Après avoir lancé en juin l'attraction *Space Mountain*, qui a coûté la bagatelle de 650 millions de francs, le groupe a annoncé un accord avec Gaumont pour la création d'un complexe cinématographique de huit salles, l'ouverture d'un restaurant *Planet Hollywood* – enseigne parrainée par Arnold Schwarzenegger, Sylvester Stallone et Bruce Willis – ainsi que celle d'un nouveau centre de congrès et de séminaire.

Cette sortie du rouge intervient un an plus tôt que prévu. En dépit

de ce redressement, la fortune des actionnaires d'Euro Disney, qui ont acheté 36 francs des actions cotées aujourd'hui 16,5 francs, n'est pas assurée.

UNE NOUVELLE DÎME EN 1998

Certes, la restructuration financière de 1994 a permis, notamment grâce à une augmentation de capital de 6 milliards de francs, d'abaisser l'endettement d'un projet qui a coûté 26 milliards. Mais il faudra rembourser ces dettes qui atteignent encore fin septembre 15,1 milliards de francs, soit plus de

trois fois son chiffre d'affaires. Les prochaines années seront d'autant plus difficiles qu'Euro Disney sera de nouveau ponctionné par ses banquiers – qui avaient consenti en 1994 1,5 milliard de francs d'abandon d'intérêts – et par sa maison-mère Walt Disney, qui a renoncé jusqu'en 1998 à ses multiples prélèvements. « Par rapport à 1995, les intérêts vont augmenter de 120 millions en 1996, de 350 millions en 1997 et de 470 millions de francs en 1998 », reconnaît Xavier de Mezerac, directeur financier d'Euro Disney. A compter d'octobre 1998, la

société mère Walt Disney prélèvera sur Euro Disney une dîme égale à 5 % des entrées et 2,5 % des ventes de marchandises, nourritures et boissons, auquel s'ajoutera un prélèvement de 1 % sur les produits du groupe, soit environ 240 millions de francs pour l'exercice 1999.

Pour ne pas retomber dans le rouge, la société doit absolument continuer d'augmenter son chiffre d'affaires sans alourdir ses charges, ce qui n'est pas acquis. La politique du franc fort continue de dissuader les visiteurs des pays à devises faibles comme la Grande-Bretagne, l'Italie et l'Espagne. Vu la conjoncture morose, la société peut difficilement tabler sur une hausse des dépenses par visiteur, mais elle espère pouvoir augmenter prudemment certains tarifs hôteliers.

Du côté des dépenses, la société a réalisé par le passé des efforts colossaux pour réduire ses frais et sa masse salariale, efforts qu'elle devra poursuivre pour rester profitable. La dernière inconnue réside dans les projets immobiliers de la société et dans l'hypothétique deuxième parc d'attractions, qui pourraient un jour doper les performances financières d'Euro Disney.

Plus que jamais, Euro Disney reste un projet financé par endettement. Une variation minime du chiffre d'affaires ou des coûts peut faire le succès ou l'échec du projet. Destination familiale, Euro Disney n'est toujours pas un investissement de père de famille.

Frédéric Lemaître

Les relations sociales se normalisent

LES CINQ MILLE INVITÉS n'y ont vu que du feu. Le 31 mai, alors que Disneyland Paris inaugurait en grande pompe son manège « Space Mountain », un autre événement passa totalement inaperçu : la première fermeture d'une attraction pour cause de grève, en l'occurrence le train à vapeur. Était-ce le signe d'une dégradation du climat social ? Jean-Louis Brien, troisième responsable des ressources humaines depuis l'ouverture du parc, préfère y voir une « banalisation » des relations sociales. Tant que la situation était critique, aucun conflit ne s'était traduit par des grèves affectant les attractions. Maintenant que la santé de l'entreprise s'améliore, les syndicats hésitent moins à perturber l'activité.

Selon l'aveu même d'un dirigeant, « le mot d'ordre actuel est : devenons une entreprise comme les

autres ». L'époque est révolue où le parc réussissait à créer 12 000 emplois et à s'attirer les foudres du ministre du travail, Martine Aubry, pour cause de questionnaires douteux de recrutements.

ACCORDS AVEC LES SYNDICATS

Comme pour se racheter une conduite, Disneyland Paris, qui a supprimé 900 emplois dont 600 de cadres en 1994, multiplie désormais les accords contractuels : en mars, un accord signé avec l'ensemble des syndicats (sauf la CGT) attribuait un crédit mensuel de 30 heures aux délégués syndicaux ainsi qu'une contribution financière aux syndicats signataires de 0,02 % de la masse salariale ; un second accord, sur le temps de travail, signé un mois plus tard par la CFDT, la CGC et la CSE, est encore plus innovant. Semaine de quatre jours, temps partiel annualisé, ex-

périmentation des 32 heures hebdomadaires et création d'un compte d'épargne-temps, la direction et les syndicats signataires ont utilisé toute la palette des aménagements d'horaires possibles. Originalité de l'accord : pour être appliqué, il doit être négocié dans chaque secteur d'activité par des délégués syndicaux mais aussi des salariés non syndiqués directement concernés.

Cette politique contractuelle n'empêche pas Disneyland Paris d'être sur ses gardes : imitant les grandes entreprises à forte conflictualité, la direction vient de mettre sur pied un « baromètre » destiné à la renseigner chaque mois sur le climat social. Comme d'autres entreprises américaines installées en France, Disneyland Paris a appris à ne plus se croire invulnérable.

Jean-Claude Pomonti

Les banques américaines sont engagées dans un vaste mouvement de concentration

Un tiers des établissements devraient disparaître dans les cinq ans

Depuis le début de l'année, plus de trois cents fusions ou acquisitions ont été annoncées entre banques régionales américaines et entre établis-

sements de grande taille. Un marché très concurrentiel, renforcé par la perspective de l'abolition du Glass Steagall Act qui fera dispa-

raître les frontières entre les activités de banque commerciale et de banque d'investissement, impose une redistribution des cartes.

NEW YORK
de notre envoyée spéciale
Le constat est implacable : il y a sur le territoire des États-Unis 11 000 banques en activité. « C'est beaucoup trop. C'est comme si 2 800 banques se partageaient le marché français. De la folie », estime Lawrence Lindsay, gouverneur de la Réserve fédérale, la banque centrale américaine. Pour remédier à cette « surbanalisation », les banques commerciales américaines se défont entre elles : à l'amiable, comme ce fut le cas jusqu'à présent, ou de façon plus agressive, à l'instar de la Wells Fargo, qui vient de lancer une OPA hostile sur Interstate Bancorp.

L'inadéquation entre un nombre trop important d'établissements et un marché trop petit pour gagner convenablement sa vie d'est pas propre aux États-Unis. L'Italie, avec son millier de banques, a entamé depuis deux ans ce mouvement de concentration. En France, la restructuration du secteur — qui compte quelque 600 banques — est encore à venir.

Dénominateur commun à l'ensemble des banques d'un côté comme de l'autre de l'Atlantique : l'érosion de leurs marges, conséquence directe de leur bataille fratricide et de l'environnement concurrentiel dans lequel elles évoluent. Aux États-Unis, les banques affrontent des établissements non bancaires, comme General Electric Financial Services, Ford ou General Motors, dont l'encours de crédits est désormais plus important que celui des banques commerciales et qui échappent à la coûteuse obligation de souscrire une assurance de garantie des dépôts (entre 4 et 23 cents pour 100 dollars) auprès du FDIC (Federal Deposit Insurance Corporation).

BÉNÉFICES RECORDS

Mais, alors que les établissements européens traînent des résultats plus que médiocres, les banques américaines affichent une santé recouvrée. En 1994, leurs bénéfices ont atteint le niveau record de 44,7 milliards de dollars (223 milliards de francs) — dont la moitié environ pour les banques new-yorkaises —, surpassant les performances de 43,1 milliards enregistrées l'année précédente. « Et 1995 promet d'être une autre année record », prédit Doo Ogilvie, patron de l'Association française des banques locales.

Alors pourquoi une telle vague de concentrations ? Pas moins de 330 fusions ou acquisitions annoncées entre le 1^{er} janvier et le 30 juin 1995, selon le FDIC. Pour les 45 principales opérations, ces rapprochements représentent 17 milliards de dollars (quelque 85 milliards de francs), auxquels il faut ajouter la fusion, annoncée le 28 août, entre Chemical Banking

Corp. et Chase Manhattan (10 milliards de dollars) et la bataille pour le contrôle de First Interstate que se livrent actuellement First Bank System, basée à Minneapolis, et Wells Fargo, dont le siège est, comme sa proie, en Californie. Le secteur a laissé derrière lui la crise de 1991-1992 provoquée par l'accumulation de mauvais risques. Une politique volontaire de baisse des taux, menée par la Réserve fédérale, qui n'a pas été suivie par une baisse des taux de base bancaires, a permis aux établissements de reconstituer un matelas de réserves important.

« L'environnement macroéco-

nomique est redevenu favorable », observe Antoine Mériel, conseiller financier à l'ambassade de France à New York. « Les États-Unis paraissent être sur un cycle de croissance long, comme entre 1961-1969 (106 mois) et entre 1982-1990 (92 mois) et en sont aujourd'hui à leur cinquante-cinquième mois. »

La première vague de restructurations bancaires, observée en 1991, avait été provoquée par la nécessité de réduire les effectifs et de nettoyer les bilans. Aujourd'hui, assalées et profitables, les banques doivent s'adapter et, mieux, anticiper. Trop nombreuses, elles sont contraintes d'accroître leurs parts de marché pour améliorer leur compétitivité et trouver les capacités d'investir

Une redistribution des cartes

1994	1995
CHASE MANHATTAN / CHEMICAL BANK	CHASE MANHATTAN / CHEMICAL BANK
New York 254,24	New York 297,3
Californie 224,59	New York 254,99
Californie 168,97	Californie 224,59
Caroline du Nord	Caroline du Nord
New York	New York
New York	Caroline du Nord 123,7
New York	Illinois 123,7
Ohio	Californie 104,1
Californie 104,1	New York 87,2
Illinois 87,2	

détail, cela implique la prise en compte des nouvelles techniques de la communication, qui se traduit par le développement de la banque directe et l'arrivée de services financiers sur Internet. Lors de son projet d'acquisition du fabricant de logiciels financiers Intuit, Bill Gates, patron de Microsoft, n'a-t-il pas assimilé les banques à de nouveaux dinosaures ?

DANS LES RUES DE LOS ANGELES

S'adapter, c'est également saisir les opportunités offertes par l'assouplissement de l'Interstate Banking, qui, jusqu'en 1994, interdisait à la banque d'un État de pratiquer ses activités dans un autre État. Elles doivent également anticiper

suppression de 12 000 emplois sur 75 000. Elle donnera naissance à un mastodonte de 297 milliards de dollars d'actifs et disposera de 163 milliards de dollars de dépôts.

C'est la crainte de licenciements massifs qui a fait, mardi 14 novembre, descendre dans les rues de Los Angeles les employés de First Interstate Bancorp, convoquée par Wells Fargo. Cette dernière a annoncé la suppression de 8 000 emplois si son OPA hostile réussissait.

Quel sera le paysage bancaire américain dans les années qui viennent ? Les avis divergent. Pour Lawrence Lindsay, sa structure ressemblera à des hautes : d'un côté, des grosses institutions, et de l'autre, des petits établissements spécialisés et les coopératives de crédit, qui ont pour clients les membres d'une association, d'une même église, d'un syndicat. An milieu... rien. Pour Don Ogilvie, il restera, néanmoins, de la place pour des banques moyennes de proximité. Une chose semble certaine : selon de nombreux experts, un bon tiers des établissements indépendants devraient disparaître au cours des cinq prochaines années.

Babette Stern

Bonn autorise l'extradition de Nick Leeson vers Singapour

A l'issue de plus de huit mois de procédure, le gouvernement allemand a décidé d'autoriser l'extradition vers Singapour du courtier britannique Nick Leeson, soupçonné d'avoir ruiné la banque britannique Barings, a annoncé mardi 14 novembre le ministère de la justice. Les autorités allemandes se sont refusées à donner des détails sur la date et les conditions de l'extradition. Mais le parquet de Francfort avait auparavant laissé entendre que tout irait très vite une fois connue la décision du gouvernement, qui n'est plus susceptible d'aucun recours.

La justice de Singapour veut demander au jeune courtier (vingt-huit ans) de répondre de onze chefs d'accusation pour fraude et falsification. Nick Leeson risque au maximum quatorze ans de prison. Il est soupçonné d'avoir fait perdre 1,3 milliard de dollars (6,4 milliards de francs) à la Barings par des transactions imprudentes sur les marchés financiers de Singapour. La banque, ruinée, a été depuis rachetée par la banque néerlandaise ING.

Bruxelles approuve le rachat de CarnaudMetalbox par Crown Cork

LA COMMISSION européenne a approuvé mardi 14 novembre le projet d'acquisition du groupe d'emballage CarnaudMetalbox par l'Américain Crown Cork. Cet accord est toutefois soumis à la cession « en bloc » à un seul acheteur de cinq sites européens produisant des aérosols, qui représentent 500 millions de francs de chiffre d'affaires. Pechiney, qui est absent de ce marché, a indiqué qu'il examinerait le dossier.

Bruxelles n'a émis aucune réserve sur la puissance d'achat des deux groupes. Bien qu'ils s'affirment comme les premiers acheteurs européens de fer et d'acier pour l'emballage, la Commission européenne considère qu'ils ne disposeront pas d'avantage particulier par rapport à leurs concurrents. CarnaudMetalbox se dit « très satisfait » de la décision de Bruxelles.

■ **JAPON** : le montant des créances douteuses détenues par l'ensemble des banques japonaises se monte fin septembre à 37 390 milliards de yens (1 870 milliards de francs), a indiqué mardi 14 novembre le ministère des finances, sur la base de déclarations effectuées par les banques de l'archipel. Le montant total des créances pouvant être considérées comme irrémédiablement perdues se monte actuellement à 18 289 milliards de yens.

■ **CITY** : le marché londonien à terme des instruments financiers, le Liffe, et le London Commodity Exchange (LCE), marché londonien des matières premières agricoles, ont confirmé mardi 14 novembre à Londres leur projet de fusion. Les négociations devaient « être achevées vers la mi-96 ». L'accord prévoit que le Liffe, le plus important des deux marchés, se porte acquéreur de l'ensemble des actions du LCE.

■ **DÉRIVÉS** : le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire a publié un rapport, mercredi 15 novembre, sur la diffusion, par les banques et les maisons de titres, d'informations concernant leurs activités sur les marchés dérivés. Le rapport a été réalisé à la demande des gouverneurs du Groupe des dix et permet de comparer les données publiées par ces sociétés en 1993 et en 1994. Le texte publié contient surtout des recommandations visant à « améliorer encore » les données fournies par les banques.

■ **AUTOMOBILE** : 926 300 voitures particulières ont été immatriculées en Europe en octobre, soit 1,6 % de plus qu'en octobre 1994. Selon l'Association des constructeurs européens d'automobiles, les marchés allemand (+9,4 %) et britannique (+11,5 %) ont tiré leur épingle du jeu, tandis que les marchés espagnol, français et italien ont encore baissé. Sur les dix premiers mois de l'année, le marché automobile européen n'a, au total, progressé que de 0,7 %.

■ **DAIMLER BENZ** : le groupe qualifié de « pure speculation » les informations de la presse allemande (Le Monde daté 12-13 novembre) sur l'abandon par le groupe allemand de l'option lui permettant de prendre au 1^{er} janvier 1996 la majorité du capital de la société de service informatique française Cap Gemini Societ dont il détient déjà 34 %.

■ **MERRILL LYNCH** : la première firme de courtage américaine a ouvert lundi 13 novembre un bureau à Mexico qui fait d'elle la première maison de titres américaine opérant sur la Bolsa, la Bourse mexicaine. Au cours des cinq dernières années, Merrill Lynch a dirigé ou codirigé des émissions de dette ou de titres d'un montant total de plus de 10 milliards de dollars pour des émetteurs mexicains.

■ **CELATOSE** : le groupe papeterier a été déclaré en cessation de paiement, mardi 14 novembre, devant le tribunal de commerce de Roubaix-Tourcoing. Celatose, qui est le dernier fabricant français indépendant de changes complets pour bébé, avait déjà déposé son bilan en 1989.

■ **ALCOA** : le groupe américain d'aluminium a annoncé mardi 14 novembre qu'il allait acquérir Alumix, société publique italienne productrice d'aluminium, pour 280 millions de dollars (1,4 milliard de francs).

■ **ARSENAL** : une étude officielle sur un rapprochement des chantiers navals militaires et civils a été confiée par Alain Juppé à Charles Millot, ministre de la défense, et Bernard Pons, ministre de l'équipement et des transports.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Crédit Foncier de France Société des Immeubles de France

Fusion entre les sociétés Crédit Foncier de France et Société des Immeubles de France

Le 13 novembre 1995, le Conseil d'Administration de la Société des Immeubles de France, réuni à 9 heures, et le Conseil d'Administration du Crédit Foncier de France, réuni à 11 heures, ont arrêté les modalités du projet de fusion entre les deux sociétés.

Ce projet sera successivement soumis, le 22 décembre prochain, à l'Assemblée générale mixte de la Société des Immeubles de France et à l'Assemblée générale extraordinaire du Crédit Foncier de France.

La parité d'échange a été fixée à trois actions de la Société des Immeubles de France pour sept actions du Crédit Foncier de France.

Le Conseil d'Administration de la Société des Immeubles de France a décidé de proposer à l'Assemblée générale mixte une distribution exceptionnelle de 40 francs par action, à laquelle s'ajoutera l'avoir fiscal de 20 francs. Cette distribution sera réalisée sous réserve de l'approbation de l'opération de fusion par les Assemblées générales du 22 décembre prochain.



Companhia Vale do Rio Doce
BRASIL
MINISTÉRIO DE MINAS E ENERGIA
PONTA DA MADEIRA MARINE TERMINAL SUPERINTENDENCY
Annonce de présélection des candidats
Appel d'offres international SUPOC n° 025.95

Companhia Vale do Rio Doce et sa Direction des travaux du terminal maritime de Ponta da Madeira procèdent par la présente à l'annonce officielle d'un appel d'offres international portant sur la technique et les prix pour sélectionner une société à même de fournir et de monter un TRANSPORTEUR RÉCUPÉRATEUR, ainsi qu'un système de transport à bandes de manutention ayant une capacité nominale de 8 000 tonnes/heure pour le minerai de fer et comprenant l'ingénierie, la conception, la fabrication, la fourniture, le génie civil et le montage. Durée : 18 mois. Les sociétés soumissionnaires devront répondre aux exigences ci-après. Les sociétés constituées en consortium doivent être en accord avec la législation brésilienne en la matière. A) Le capital social doit être inscrit au registre du commerce dont dépend le siège de la société ou se monter à une valeur nette équivalente à 5 000 000,00 R\$ (cinq millions de Réals). B) Les sociétés doivent apporter la preuve sur documents qu'elles ont déjà fourni ou qu'elles ont déjà été chargées de la responsabilité technique en matière d'installation d'équipement mobile de manutention de minerai ayant une capacité minimum de 8 000 tonnes/heures, de type Transporteur, Récupérateur ou Chargeur de navire à fondoir/chargeur continu ainsi que de bandes de manutention. C) Elles devront préciser les ressources et les installations techniques utilisées pour la fabrication de la machinerie, en précisant les principaux équipements, installations et appareils en service pour le traitement thermique des sous-ensembles machine. Les sociétés participant via des licenciés ou des associés devront soumettre, en sus des preuves documentaires visées sous B, des documents apportant la preuve de tels rapports de licence ou d'association. Les documents fournis par les sociétés étrangères devront être traduits en portugais et visés par le consulat adéquat. Les sociétés devront faire parvenir, à la date indiquée, les documents visés ci-dessus à l'adresse de la Companhia Vale do Rio Doce, Superintendência-SUPEC, Avenida dos Portugueses, Praia do Boqueirão, São Luís, État de Maranhão, Brésil, au plus tard le 20 novembre 1995 à 17 heures. Les sociétés présélectionnées dans le cadre de cette annonce en seront informées et les documents afférents au présent appel d'offres pourront être obtenus contre versement de 500,00 R\$ (cinq cents Réals) effectués au SUPEC Treasury à l'adresse ci-dessus. Companhia Vale do Rio Doce se réserve le droit de révoquer, annuler ou suspendre le présent appel d'offres et de le rendre sans effet à tout moment et à sa seule discrétion sans qu'aucun des participants ne puisse de ce fait revendiquer de droits, d'avantages, de réclamations, de revendications ou de compensation.

São Luís, État de Maranhão, Brésil, 24 octobre 1995
ITAMAR MIRANDA FELIPE
Comité permanent Appel d'offres

Le Monde
PUBLICITE FINANCIERE
SERVICE COMMERCIAL
Régis DENIS
44.43.76.47
Hervé DEQUATRE
44.43.76.15
Assistante Commerciale
Barbara BLEUSE
44.43.76.26
Administratif
jacqueline GAZZABIN
44.43.76.22
Exécution
Marcelline PAGNOU
44.43.76.41

مكتبة الامم المتحدة

■ LE PESO s'est redressé, mardi, à 7,80 pesos pour 1 dollar, après que le président Ernesto Zedillo ait rap-
pelé son attachement au flottement
de la devise mexicaine.

■ LA BOURSE de Tokyo a fini en re-
pli, mercredi 15 novembre, au terme
d'une séance peu active. L'indice
Nikkei a reculé de 0,67 % et a ter-
miné la séance à 17 682,74 points.

■ A WALL STREET, l'indice Dow
Jones a cédé, mardi, 0,02 %, à l'issue
d'une séance nerveuse. Les investis-
seurs s'inquiètent des conséquences
de l'impasse budgétaire.

■ L'OR a ouvert en baisse, mercredi,
sur le marché international de
Hongkong. L'once s'échangeait à
385,30-385,60 dollars, contre 389,30-
389,60 dollars la veille en clôture.

■ LE FRANC s'inscrivait en baisse,
mercredi matin, face à la monnaie
allemande. Il s'échangeait à
3,46 francs pour 1 deutschemark,
pénalisé par le recul du dollar.

LES PLACES BOURSINIÈRES

Attentisme
à Paris

LA BOURSE DE PARIS restait
l'arme au pied, mercredi 15 no-
vembre, en attendant la présenta-
tion par le premier ministre
Alain Juppé des mesures
d'économies pour rétablir les
comptes de la Sécurité sociale.
Les boursiers espèrent que ces
mesures seront plus specta-
culaires que les mesures clas-
siques de renforcement des
déficits, à savoir un
allourdissement de la pression
fiscale.

En repli de 0,23 % au début
des transactions, les valeurs
françaises s'effritaient d'un de-
mi-heure plus tard de 0,09 %.

Peu après la mi-journée, l'in-
dice CAC 40 reprenait des cou-
leurs gagnant 0,34 %, à 1 844,41
points.

Le volume de transactions
était très moyen, les échanges
ne représentant que 1 milliard
de francs sur le compartiment à
réglement mensuel.

Ou côté des valeurs, Eridania
Béghin-Say, dont le titre figure

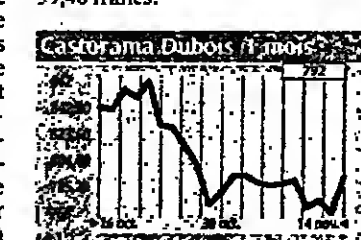


à présent dans l'indice CAC 40,
a annoncé une baisse de 3,2 %
de son CA mais restait stable.
Euro Disney, qui a dégagé un
bénéfice de 114 millions de

Castorama, valeur du jour

ALORS QUE LA SÉANCE à la
Bourse de Paris s'achevait sur un
statu quo, le titre Castorama a
progressé le mardi 14 novembre
de 3,4 % à 792 francs, en repli de
près de 9 % par rapport à ses plus
hauts niveaux de 1995. Quelque
19 000 actions de la société ont
été échangées. La valeur a été re-
commandée à l'achat début no-
vembre par un important cou-
rtier américain, qui estime que le
titre devrait continuer d'afficher
une performance supérieure à

francs pour l'exercice 1994-1995
contre une perte de 1,8 milliard
de francs un an plus tôt, reculé de
3,9 %, à 15,90 francs, pour
2,8 millions de titres échangés.

Wall Street proche
d'un record historique

LA BOURSE DE TOKYO a ter-
miné la journée de mercredi
15 novembre sur un léger repli.
L'indice Nikkei a abandonné
119,77 points à 17 682,74 points.
Le calme de la séance a été à
peine troublé par la bonne tenue
des valeurs technologiques, les
investisseurs institutionnels res-
tant à l'écart des transactions.

La veille à Wall Street, le Dow
Jones avait terminé la séance pra-
tiquement inchangé dans un
marché modérément actif, avec
355 millions de titres échangés.
A 4871,81 points, l'indice clôturait à
1,09 point de son record histo-
rique atteint lundi. Sur le marché
obligataire, le taux de l'emprunt
de référence à 30 ans a progressé
de 0,2 % à 6,29 %. Dans la ma-
tinée, les taux à long terme
s'étaient détendus à 6,26 %. Un

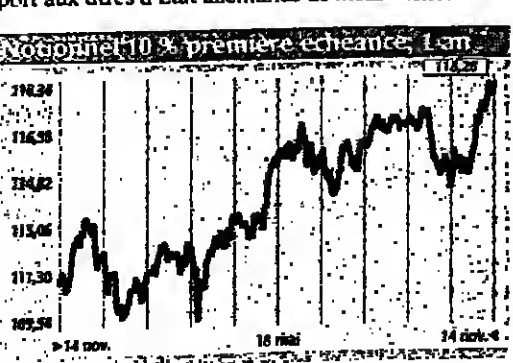
nouvel accès de faiblesse des va-
leurs de haute technologie a pesé
sur le marché, compensé cepen-
dant par l'envolée du titre Min-
nesota Mining and Manufactu-
ring (3M), composant du Dow
Jones: la société va provisionner
600 millions de dollars au titre
d'une restructuration qui
comprendra 5 000 suppressions
d'emplois.

INDICES MONDIAUX	Cours au 15/11	Var. %
Paris CAC 40	1844,41	+0,34
New York DJ	4871,81	+0,02
Tokyo Nikkei	17682,74	-0,67
Londres FT 100	3479,25	+0,31
Frankfurt DAX	2919,30	+0,10
Stuttgart DAX	2919,30	+0,10
Bombay S&P	1661,25	+0,50
Buenos Aires	1432,46	+0,50
Milan MIB	962	+0,31
Amsterdam AEX	301,80	+0,25
Hong Kong	299,35	+0,78
Shanghai	1327,11	+0,80
Londres FT 30	2604,40	+0,61
Hong Kong Hang Seng	9407,37	+0,24
Singapore Straits	2067	+0,15

LES TAUX

Recul du Matif

LE CONTRAT NOTIONNEL du Matif - le contrat à
terme sur les obligations d'Etat françaises - a ouvert
en baisse mercredi 15 novembre. Après quelques mi-
nutes de transactions, l'échéance décembre cédait
10 centimes à 118,22 points. Le taux de rendement
de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans
s'établissait à 7,10 %, soit un écart de 0,78 % par rap-
port aux titres d'Etat allemands de même échéance.



LES TAUX DE RÉFÉRENCE	Taux	Taux	Taux	Indice
TAUX 14/11	10 ans	30 ans	10 ans	des prix
France	7,75	7,06	7,79	1,50
Allemagne	6,88	6,33	7,12	3,90
Grande-Bretagne	6,69	7,84	6,06	3,90
Italie	10,25	11,76	12,06	3,90
Japon	0,18	2,96	4,75	30,30
Etats-Unis	5,75	5,96	6,26	3,90

MARCHÉ OBLIGATAIRE
DE PARIS

TAUX PARIS			
TAUX DE RENDEMENT	Taux au 14/11	Taux au 13/11	Indice (base 100 fin 94)
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	6,32	6,33	105,10
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	6,49	6,49	106,08
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	7,01	7,02	108,12
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	7,54	7,55	108,30
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	7,71	7,76	109,35
Obligations françaises	7,46	7,49	109,35
Fonds d'Etat à TME	-1,09	-1,14	101,28
Fonds d'Etat à TRE	-0,89	-0,90	101,52
Obligat. franc. à TME	-0,75	-0,82	100,12
Obligat. franc. à TRE	-0,18	-0,18	100,26

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 8,20 %)	Ach. 14/11	Vente 14/11	Ach. 13/11	Vente 13/11
Jour le jour	5,2500	5,2500	5,2500	5,2500
1 mois	5,2500	5,2500	5,2500	5,2500
3 mois	5,2500	5,2500	5,2500	5,2500
6 mois	5,2500	5,2500	5,2500	5,2500
1 an	5,2500	5,2500	5,2500	5,2500

PIBOR FRANCS	1 mois	3 mois	6 mois	12 mois
Pibor 1 mois	6,0000	6,0000	6,0000	6,0000
Pibor 3 mois	6,0000	6,0000	6,0000	6,0000
Pibor 6 mois	6,0000	6,0000	6,0000	6,0000
Pibor 12 mois	6,0000	6,0000	6,0000	6,0000

MATIF	14/11	13/11	12/11	11/11
Notionnel 10 %	118,22	118,22	118,22	118,22
Dec 95	118,22	118,22	118,22	118,22
Mars 96	118,22	118,22	118,22	118,22
Sept 96	118,22	118,22	118,22	118,22

PIBOR 3 MOIS	14/11	13/11	12/11	11/11
Dec 95	34,85	34,85	34,85	34,85
Mars 96	34,85	34,85	34,85	34,85
Sept 96	34,85	34,85	34,85	34,85

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40	14/11	13/11	12/11	11/11
Nov 95	1259	1259	1259	1259
Dec 95	1259	1259	1259	1259
Jan 96	1259	1259	1259	1259
Mars 96	1259	1259	1259	1259

PRINCIPAUX ÉCARTS
AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 12h30	Cours au 15/11	Var. %
Alcatel	548	+0,25
Alpe	545,90	+0,25
Alpe	545,90	+0,25
Alpe	545,90	+0,25
Alpe	545,90	+0,25

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SÉANCE, 12h30	Cours au 15/11	Var. %
Alcatel	548	+0,25
Alpe	545,90	+0,25
Alpe	545,90	+0,25
Alpe	545,90	+0,25
Alpe	545,90	+0,25

LONDRES

Sélection de valeurs du FT 100	Cours au 15/11	Var. %
Allied Lyons	4,80	+0,25
Alcatel	548	+0,25
Alpe	545,90	+0,25
Alpe	545,90	+0,25
Alpe	545,90	+0,25

LES MONNAIES

Repli du dollar et du franc

LE DOLLAR était orienté à la baisse, mercredi
15 novembre, lors des premiers échanges entre
banques sur les places financières européennes. Il
s'inscrivait à 1,4035 mark - son plus bas niveau depuis
deux semaines face à la monnaie allemande - 100,95
yens et 4,8535 francs. Le billet vert est pénalisé par le
durcissement de la querelle budgétaire qui oppose le
Congrès à la Maison Blanche. Le dollar a également

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS	15/11	14/11	13/11	12/11
DEVICES	15/11	14/11	13/11	12/11
Allemagne (100 DM)	344,790	-0,30	331	355
Ecu	6,3190	-0,07	-	-
Ecu-Lira (1 usd)	4,8910	+0,38	4,2000	5,2000
Belgique (100 F)	16,7700	-0,29	16,1000	17,2000
Pays-Bas (100 f)	307,6100	-0,52	-	-
Italie (100 li)	3,0605	-0,41	3,7700	3,7700
Danemark (100 kr)	88,9500	-0,24	82,5000	92,5000
Irlande (1 p)	7,8290	-0,10	7,5000	6,2500
Grèce (100 dr)	7,6215	-0,21	7,2700	6,1200
Grèce (100 dr)	2,8860	-0,02	1,8000	2,5000
Suède (100 kr)	73,2600	-0,06	67,5000	77,5000
Suède (100 F)	427,6100	-0,54	412	456
Norvège (100 kr)	78,1500	-0,14	72,5000	81,5000
Autriche (100 sch)	48,9880	-0,31	47	50,1000
Espagne (100 pes.)	4,0050	-0,02	3,8300	4,2300
Portugal (100 esc.)	3,2800	-0,15	2,8500	3,5500
Canada (100 C)	3,6135	-0,22	3,5800	3,8800
Japon (100 yens)	4,7899	-1,01	4,5500	4,9000
Finlande (mark)	114,9800	-0,11	107	118

L'OR

Or fin (le bar)	Cours 14/11	Cours 13/11
Or fin (le bar)	60600	60600
Or fin (le bar)	61350	60850
Or fin (le bar)	368,30	365,85
Pièce française (20)	350	348
Pièce Union (20)	353	349
Pièce 20 dollars us	2340	2400
Pièce 10 dollars us	1182,50	1200
Pièce 50 pesos mex.	2270	2260

LE PÉTROLE

En dollars	Cours 14/11	Cours 13/11
Brent (Londres)	16,10	16,10
WTI (New York)	17,30	17,78
Crude Oil (New York)	16,16	16,16

PRINCIPAUX ÉCARTS
AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 12h30	Cours au 15/11	Var. %
Alcatel	548	+0,25
Alpe	545,90	+0,25
Alpe	545,90	+0,25
Alpe	545,90	+0,25
Alpe	545,90	+0,25

INDICES SBF 120-250, MIDCAC
ET SECOND MARCHÉ

INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ	Cours au 15/11	Var. %
Ind. gen. SBF 120	1260,99	+0,05
Ind. gen. SBF 250	1216,27	+0,05
Ind. Second Marché	256,13	+0,04
Ind. Second Marché	1050,10	+0,10

FRANCFORT

Sélection de valeurs du Dax 30	Cours au 15/11	Var. %
Allianz Holding N	2714	+0,25
Basf AG	308,90	+0,25
Beiersdorf	367,10	+0,25
Boehringer	34,10	+0,25
Boehringer	34,10	+0,25

LES MATIÈRES PREMIÈRES

INDICES	14/11	13/11	12/11	11/11
Dow Jones	4871,81	4871,81	4871,81	4871,81
Dow Jones	4871,81	4871,81	4871,81	4871,81
Dow Jones	4871,81	4871,81	4871,81	4871,81
Dow Jones	4871,81	4871,81	4871,81	4871,81

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES	15/11	14/11	13/11	12/11
DEVICES	15/11	14/11	13/11	12/11
Allemagne (100 DM)	344,790	-0,30	331	355
Ecu	6,3190	-0,07	-	-
Ecu-Lira (1 usd)	4,8910	+0,38	4,2000	5,2000
Belgique (100 F)	16,7700	-0,29	16,1000	17,2000
Pays-Bas (100 f)	307,6100	-0,52	-	-
Italie (100 li)	3,0605	-0,41	3,7700	3,7700
Danemark (100 kr)	88,9500	-0,24	82,5000	92,5000
Irlande (1 p)	7,8290	-0,10	7,5000	6,2500
Grèce (100 dr)	7,6215	-0,21	7,2700	6,1200
Grèce (100 dr)	2,8860	-0,02	1,8000	2,5000
Suède (100 kr)	73,2600	-0,06	67,5000	77,5000
Suède (100 F)	427,6100	-0,54	412	456
Norvège (100 kr)	78,1500	-0,14	72,5000	81,5000
Autriche (100 sch)	48,9880	-0,31	47	50,1000
Espagne (100 pes.)	4,0050	-0,02	3,8300	4,2300
Portugal (100 esc.)	3,2800	-0,15	2,8500	3,5500
Canada (100 C)	3,6135	-0,22	3,5800	3,8800
Japon (100 yens)	4,7899	-1,01	4,5500	4,9000
Finlande (mark)	114,9800	-0,11	107	118

LES MATIÈRES P			
INOICES	14/11	13/11	
Dow-Jones complet	213,09	-213,66	
Dow-Jones à terme	215,47	215,63	
CRB	—	—	
METAUx (Londres)	dollars/tonne		
Cuivre complet	3030	3021	
Cuivre à 3 mois	2810	2814	
Aluminium complet	1629	1641,50	
Aluminium à 3 mois	1664,50	1679	
Plomb complet	686	685	
Plomb à 3 mois	685	682	
Étain complet	6365	6375	
Étain à 3 mois	6400	6410	
Zinc complet	1019	1027,50	
Zinc à 3 mois	1040	1051,50	
Nickel complet	8800	8555	
Nickel à 3 mois	8580	8630	

Le Monde IMMOBILIER

POUR ACHETER, VENDRE, LOUER

LE RENDEZ-VOUS DU NEUF

Les opportunités pour acheter, investir...

LE MARCHÉ, LES CONSEILS DE LA FNPC



FÉDÉRATION NATIONALE DES PROMOTEURS IMMOBILIERS

INVESTISSEMENT IMMOBILIER LOCATIF BÉNÉFICIEZ DES DERNIERS MOIS DU QUILÈS-MÉHAIGNERIE

En fin d'année, certains épargnants s'interrogent sur les placements dont ils peuvent tirer le meilleur parti en considération de la législation fiscale applicable.

Ont-ils pensé à l'investissement immobilier locatif, qui bénéficie encore, jusqu'au 31 décembre 1997, des dispositions dites Quilès-Méhaignerie ?

Il est en effet possible, pour les particuliers qui acquièrent un logement neuf destiné à la location nue à usage résidence principale du locataire pour une période de six ans, de bénéficier d'une réduction égale à 10 % ou 15 % du prix du logement.

La réduction d'impôt est égale à 10 % du prix de revient du logement plafonné à :

- 300 000 francs pour une personne célibataire, veuve ou divorcée ;
- 600 000 francs pour un couple marié, pour un logement locatif « normal » ;

ou à 15 % de :

- 400 000 francs pour une personne célibataire, veuve ou divorcée ;
- 800 000 francs pour un couple marié, pour un logement dont le loyer, et les ressources n'excèdent pas certains plafonds.

La réduction d'impôt est accordée au titre de l'imposition concernant les revenus de l'année d'achèvement du logement (ou de l'année d'acquisition si elle est postérieure à celle de l'achèvement).

L'acquéreur bénéficie de plus, pour un tel logement locatif, de la déduction forfaitaire à taux majoré (25 %) sur les revenus fonciers de son logement des 10 premières années.

Enfin, il n'est pas inutile d'ajouter que le logement correspondant doit être achevé au 31 décembre 1997... Il ne reste donc plus que quelques mois pour profiter de cette disposition !

PARIS RIVE DROITE

La Tuilerie

Angle rue Saint-Honoré / rue du 29 juillet.

Réalisation : FONCIÈRE SATIS
Groupe BANQUE INDOSUEZ
89, rue de la Faisanderie
75116 PARIS
Tél.: 45.83.78.78.

Entre la place Vendôme et le Palais-Royal.
• 8 appartements.
• Prix, nous consulter.

Un immeuble discret, de quelques appartements luxueux, aux prestations raffinées : parquet de chêne, salles de bains en marbre, domotique.
Disponible immédiatement.
Visite sur rendez-vous.
Tél.: 45.83.78.78.

Montorgueil

89, rue de la Faisanderie.

Réalisation : FONCIÈRE SATIS
Groupe BANQUE INDOSUEZ
89, rue de la Faisanderie
75116 PARIS
Tél.: 45.83.78.78.

• A 50 mètres de la rue Montorgueil.
• 26 appartements.
• Du studio au 4 pièces duplex.
• 25.000 F le m² moyen.

Au cœur du quartier piéton à proximité des halles et de la place des Victoires, petit immeuble neuf qui conserve, quartier oblige, tout le caractère de la plus haute tradition parisienne. Tous les appartements bénéficient de la technologie d'aujourd'hui : isolation, sécurité... et de tout le confort : parquet.
Livraison 1^{er} trimestre 1996.
Visite sur rendez-vous.
Tél.: 45.83.78.78.

DESTOCKAGE

RESIDENCES
**Villa
arts**

Mairie Paris 11^e

“Les 3 derniers”

5 pièces Rotonde 106 m² 2.400.000 F : 2.200.000 F
4 pièces Loggia 99 m² 2.380.000 F : 2.100.000 F
4 pièces Loggia 98 m² 2.060.000 F : 1.800.000 F

Visite sur place les 16 et 17 novembre de 10 H à 20 H
Vente samedi 18 novembre de 10 H à 20 H

21, rue Saint-Maur 75011 Paris
Tél. : 47 66 70 70

Villa Gambetta

Appartement Meublé
Réalisation : FONCIÈRE SATIS
Groupe BANQUE INDOSUEZ
89, rue de la Faisanderie
75116 PARIS
Tél.: 45.83.78.78.

80 appartements disponibles. Du studio au 4 pièces duplex.
30.000 F le m² moyen.

Située à 200 m de la place et de son métro et à quelques pas seulement de la rue des Pyrénées, la Villa Gambetta vous propose une grande diversité d'appartements de caractère, souvent prolongés de terrasse, balcon ou jardin.
Bureau de vente et appartement meublé ouvert tous les après-midi de 14 h à 19 h sauf le mardi et le mercredi.
Tél.: 45.83.78.78 ou 47.97.74.46.

FONCIÈRE SATIS

PARIS RIVE GAUCHE

Closerie-Montparnasse

Rue Froidevaux
Réalisation : FONCIÈRE SATIS
Groupe BANQUE INDOSUEZ
89, rue de la Faisanderie
75116 PARIS
Tél.: 45.83.78.78.

• 22 appartements.
• Du studio au 5 pièces, quelques duplex.
• 28.000 F le m² moyen.

Une des rues les plus coquettes de Montparnasse.
Quelques appartements ont une vue dégagée sur tout Paris.
Livraison : 1^{er} trimestre 1997.
Renseignements et vente : tél. 45.83.78.78.

Villa Marmontel

107109, rue de l'Abbé Groult.
NOUVEAU PROGRAMME
RÉSIDENTIEL

Réalisation : FRANCE CONSTRUCTION
Groupe Bouygues Immobilier
42/44, rue de Bellevue
92100 BOULOGNE
Tél.: 46.03.22.00.

Profitez de tout le confort “TVA” (Totalement Vendeur à l'Aménagement) = 2 % d'aménagements supplémentaires offerts. Conditions de validité sur nos bureaux de vente. Programme de très grand standing composé de 2 petits immeubles et de 6 immeubles individuels. Détails architecturaux très soignés, jardin paysager intérieur.
A proximité des commerces et du métro Convention.
52 appartements et 6 maisons individuelles, du studio au 5 pièces duplex avec parkings et caves en sous-sol.
Renseignements et vente 7 jours sur 7 de 9 h à 19 h au 46.03.22.00.

RÉGION PARISIENNE

Le Flore

29, rue du Maréchal Joffre
NOUVEAU PROGRAMME

FINANCIÈRE RIVE GAUCHE
104, boulevard de Montparnasse,
75014 Paris.
Tél.: 47.16.72.25

Résidence de grande qualité, comprenant 17 appartements du studio au 5 pièces, dans un environnement calme et verdoyant, à proximité du R.E.R. et du centre ville.
Renseignements et vente : tél. 47.16.72.25.

Le Val de Seine

66, rue Marcel Migéol.
Une résidence élégante dans une rue calme.

SINVM
44, rue Jacques Ibert,
Levallois.
Adresse postale : 75835 Paris Cedex 17.
Tél.: 41.05.31.31.
Du lundi au vendredi de 9 h à 18 h.

Livraison : immédiate.
Nouveaux prix à partir de 9 %.
Nouveaux programmes à 9 %. Nous sommes l'unique et nos clients aussi. Résidence élégante dans une rue calme.
Garantie de rachat, garantie locative et location-vente possibles. Soumission à conditions particulières.
Bureau de Vente et appartement décoré sur place ouverts tous les jours (V.E. compris), sauf mardi et mercredi, de 11 h à 13 h et de 14 h à 19 h. Lundi ouverture à 14 h.
Tél.: 46.42.14.71.

Les Villas Longueuil

Avenue de Longueuil.
Réalisation : FONCIÈRE SATIS
Groupe BANQUE INDOSUEZ
89, rue de la Faisanderie
75116 PARIS
Tél.: 45.83.78.78.

• A 150 mètres du R.E.R.
• 67 appartements.
• Du studio au 5 pièces.
• 19.000 F le m² moyen.

Une diversité d'appartements de qualité sur avenue aux caractéristiques bordées d'arbres ou sur jardin.
Une des plus belles adresses de Maisons-Laffitte à 150 m. du R.E.R. du Parc et à quelques pas de la forêt de Saint-Germain.
Bureau de vente sur place : 29, avenue de Longueuil, 79000 Maisons-Laffitte, ouvert tous les après-midi de 14 h à 19 h sauf le mardi et mercredi.
Tél.: 45.83.78.78 ou 34.93.00.15.

La Colline

62, rue Charles Lorilleux.
Des appartements spacieux à 300 m. de la gare.

SINVM
44, rue Jacques Ibert,
Levallois.
Adresse postale : 75835 Paris Cedex 17.
Tél.: 41.05.31.31.
Du lundi au vendredi de 9 h à 18 h.

Livraison : immédiate.
Nouveaux prix à partir de 9 %.
Un immeuble de pierre de taille et des appartements spacieux sur les Hauts de France.
Garantie de rachat, garantie locative et location-vente possibles. Soumission à conditions particulières.
Bureau de Vente et appartement décoré sur place ouverts tous les jours (V.E. compris), sauf mardi et mercredi, de 11 h à 13 h et de 14 h à 19 h. Lundi ouverture à 14 h.
Tél.: 47.75.93.15.

Le Cézanne/Le Monet

Entre la Seine et le R.E.R.
Réalisation : FONCIÈRE SATIS
Groupe BANQUE INDOSUEZ
89, rue de la Faisanderie
75116 PARIS
Tél.: 45.83.78.78.

• Du studio au 5 pièces.
• Prix à partir de : LE MONET : 15.000 F le m² LE CÉZANNE : 17.000 F le m².

Dans le quartier privilégié de Rueil-Malmaison entre la Seine et le R.E.R. (à 300 mètres) 2 immeubles de grande qualité bénéficiant d'une vue dégagée sur Seine ou sur un mail. A proximité des commerces, des écoles...
Appartements rénovés et bureaux de vente (proche R.E.R.) sur place : Place des Impressionnistes.
Ouverture tous les après-midi de 14 h à 19 h.
Tél.: 45.83.78.78 ou 47.49.22.76.

Thomas Muster cherche

Agassi l'absolue

espoirs veulent faire
mond Domenech vain

Sur la route des Jeux

صحنه من العمل

AUJOURD'HUI

SPORTS

TENNIS Les Masters masculins réunissent, jusqu'au 19 novembre, à Francfort (Allemagne), les huit meilleurs joueurs mondiaux. En l'absence d'André Agassi, blessé, la

place de numéro 1 de l'Américain Pete Sampras pourrait y être remise en cause. **● THOMAS MUSTER**, le gaucher autrichien, peut encore espérer devancer l'Américain au clas-

sement mondial, malgré sa défaite face à Michael Chang (4-6, 6-2, 6-3). Il lui faut, pour cela, vaincre Jim Courier et Thomas Enqvist, puis remporter la finale. Vainqueur du

Russe Yevgueny Kafelnikov (6-3, 6-3), Sampras n'est plus, lui, forcément obligé d'atteindre la finale pour sauver sa place de numéro 1. **● AUX MASTERS** féminins de New

York, la numéro 1 mondiale Steffi Graf a facilement battu, mardi 14 novembre, la Sud-Africaine Amanda Coetzer (6-2, 6-2) en huitièmes de finale.

Thomas Muster cherche à bouleverser le hiérarchie mondiale aux Masters

Malgré une première défaite contre Michael Chang, l'Autrichien conserve une chance de devenir numéro un mondial à Francfort. Il doit impérativement remporter le tournoi pour y parvenir et confirmer sa bonne saison

A FRANCFORT, on attendait Thomas Muster comme un figurant. Même avec ses onze titres pour la saison 1995, l'Autrichien faisait encore sourire il y a trois semaines. Comme en 1990 puis en 1993, où il faisait office de remplaçant, l'indépassable quadricelle ne devait ce costume officiel taillé pour les tout meilleurs qu'à des succès obtenus sur terre battue. Le trophée de Roland-Garros, qui l'avait hissé au troisième rang mondial, au printemps, lui conféraient tout de même une nouvelle dimension. On était disposé à fermer les yeux sur son « allergie » au gazon, son maigre butin sur ciment (un titre à Adelaïde en 1990) et son style de bûcheron qui s'étiolait invariablement dans l'atmosphère confinée des salles.

Le tactisme Autrichien a dû puiser dans cette condescendance la force d'affirmer son goût pour le spectacle d'intérieur. Chez ses cousins germains, il a balayé au tournoi d'Essen, fin octobre, Andreï Medvedev, Sergi Bruguera, Pete Sampras redevenu numéro un mondial, et Mats Wilander. Aux Émirats, Thomas Muster a marmonné : « Ces dix dernières années, tout le monde me disait que je ne savais jouer que sur terre battue. J'ai prouvé qu'ils avaient tort. »

Au-delà de cette innocente satisfaction, il engrangeait aussi les points nécessaires pour talonner les Américains Pete Sampras et Andreï Agassi au classement ATP. Tout Thomas Muster, premier Autrichien au firmament du tennis dès la fin de la saison ? La probabilité est faible, mais elle existe. Agassi, blessé, ne peut plus repasser devant son compatriote, vain-

poué, puis s'il s'impose en demi-finale et en finale. Pete Sampras, en revanche, n'est plus forcément obligé d'atteindre la finale pour conserver sa place de numéro un. L'Américain devait donner la réplique à Boris Becker et Wayne Ferreira, après avoir battu, mardi, Yevgueny Kafelnikov.

« Je suis venu pour jouer et pour gagner », affirme Muster, quelle im-

tôt au tard. D'ici à mars, il n'a aucun point à perdre contrairement à Sampras et Agassi.

En affaires, Leitzgeb et Muster ne font qu'un. Le tandem fonctionne depuis onze ans. Leitzgeb, alors journaliste indépendant vaguement absorbé par la rédaction d'un ouvrage sur Votchev Fibak, propose ses services à Thomas Muster. Le programme junior de la Fédération autrichienne dirigé par le Surinamien Stan Franker pour voyager avec Leitzgeb qui ignore tout du jeu de compétition. Fibak dirige à distance et finance un peu l'expérience.

« Je ne peux que tirer mon chapeau à Ronnie », admet Franker, « j'étais très sceptique au départ mais il doit être un excellent motivateur. » L'élève semble plutôt docile. « Thomas est fier de discipline, explique un proche, c'est un fils de militaire. Il a compris très jeune que ses capacités intellectuelles ne lui permettraient pas de gagner autant d'argent que la pratique d'un sport professionnel. Leitzgeb est un bon manager, il a porté l'organisation d'un staff technique autour de Thomas : un psychologue au début et un préparateur physique avec qui il travaille en Autriche. »

Leitzgeb règle tous les détails, des déplacements aux réservations des courts. Il a aussi intégré à l'équipe le jeune Italien Andrea Gaudenzi qui construit sa propre carrière en servant de partenaire d'entraînement permanent à Muster. Le trio ne se mêle guère à la

vie du circuit. « Je ne vis que pour le tennis », prétend Muster. Sur le court je ne vois pas d'adversaire, seulement une balle. »

« Thomas a une ambition hors du commun », ajoute Franker. Il a toujours eu un bon coup droit mais il a

six tournois sur neuf, parfois au bord de la rupture, de la déshydratation, mais il aurait préféré mourir que de perdre. Chaque fois qu'il voyait un trophée, il le lui fallait. » Fort de cette expérience, Franker déplore les rumeurs de dopage concernant Muster : « Il a toujours eu une détermination exceptionnelle, c'est comme si son organisme fabriquait ses propres substances dopantes. »

Ainsi, Muster a-t-il rallié le circuit professionnel presque miraculeusement, moins de six mois après avoir été damné pour mort par le tennis, en mars 1989. Un chauffard ivre lui avait écrabouillé le genou gauche. Thomas a jeté ce qui lui restait de forces dans une rééducation sans relâche. Aujourd'hui, ce coiffeur de fond de court monte même au filet. « Il en veut tellement que je le vois bien en finale à Francfort », s'enthousiasme Franker. La surface n'est pas trop rapide et le rebond haut, c'est bon pour lui. »

« Il a gagné six tournois sur neuf, parfois au bord de la rupture, de la déshydratation, mais il aurait préféré mourir que de perdre »

beaucoup amélioré son revers sans l'aide de personne. Il est impressionnant. Lorsqu'il avait seize ans, je l'ai entraîné deux semaines de l'Orange Bowl à l'Amérique du Sud, pour une chaleur d'enfer. Il a gagné

Patricia Jolly

RÉSULTATS

BASKET-BALL

EURO 97

Match de qualification

France-Suède

55-57

Nouvelle-Zélande-Sélection française

TENNIS

MASTERS MASCULIN

P. Sampras (E-U) 6-3, 6-3, 6-3

B. Becker (A) 6-4, 6-2, 6-2, 7-6

G. S. Chang (E-U) 6-2, 6-2, 6-2

S. Graf (A) 6-2, 6-2, 6-2

P. Sampras (E-U) 6-3, 6-3, 6-3

B. Becker (A) 6-4, 6-2, 6-2, 7-6

G. S. Chang (E-U) 6-2, 6-2, 6-2

S. Graf (A) 6-2, 6-2, 6-2

Les footballeurs Espoirs veulent faire fructifier leur talent

Les hommes de Raymond Domenech visent une place aux J.O.

ILS ONT DES RÊVES d'enfants, des envies d'Amérique. L'équipe de France espoirs, qui devait affronter celle d'Israël, mercredi 15 novembre à Rouen, a en ligne de mire une qualification aux Jeux olympiques d'Atlanta. A l'orée de leur carrière, parce qu'ils sont les plus doués de leur génération, ses jeunes joueurs se voient offrir un premier grand rendez-vous. Ils en apprennent en même temps les contraintes. « Pour la première fois, ils sont obligés d'être performants à chaque match », explique Raymond Domenech, le sélectionneur national. L'équipe de France est une exigence permanente. »

Des Jeux olympiques se méritent.

Il s'agit d'une seule chance. D'autres l'ont déjà manquée. A vingt-six ans, le Bordelais Bixente Lizarazu peut encore rêver de tout dans sa prometteuse carrière. Mais il a déjà un regret : avoir raté avec sa génération la qualification pour Barcelone. En l'an 2000, les sélections actuelles ne seront plus des espoirs mais des vedettes ou des déçus du football, c'est selon.

« Moi, je leur parle d'or. Après, on leur parlera d'argent », résume Ray-

mond Domenech. Le sélectionneur a déjà utilisé quarante-deux joueurs depuis le début des phases qualificatives, en septembre 1994. Les plus vieux sont nés en 1973, le plus jeune, Patrick Vieira, en 1976. Quelques-uns savent déjà l'intense frisson de la Coupe d'Europe, comme Florent Laville (Lyon), Claude Makélélé (Nantes) ou Tony Vairelles (Lens). Les autres n'ont encore connu que la routine du championnat. Mais leur talent leur permet toutes les espérances.

Sur la route des Jeux

Après la défaite de la Roumanie en Slovaquie (3-1), mardi 14 novembre, l'équipe de France Espoirs était assurée, avant même son match contre Israël, de se qualifier pour les quarts de finale des championnats d'Europe. Ceux-ci se dérouleront en mars. La France jouera également à cette occasion sa participation aux Jeux olympiques d'Atlanta. Elle sera sélectionnée si elle remporte son quart de finale. Si elle perd le match, il restera encore un billet à pourvoir parmi les quatre battus. Il sera attribué à l'équipe qui aura enregistré dans sa poule respective les meilleurs résultats contre les 2^e, 3^e et 4^e du groupe éliminatoire auxquels s'ajoutera le résultat du quart de finale.

mond Domenech. Le sélectionneur a déjà utilisé quarante-deux joueurs depuis le début des phases qualificatives, en septembre 1994. Les plus vieux sont nés en 1973, le plus jeune, Patrick Vieira, en 1976. Quelques-uns savent déjà l'intense frisson de la Coupe d'Europe, comme Florent Laville (Lyon), Claude Makélélé (Nantes) ou Tony Vairelles (Lens). Les autres n'ont encore connu que la routine du championnat. Mais leur talent leur permet toutes les espérances.

Nanti d'un diplôme d'entraîneur, mais riche surtout de treize années de carrière professionnelle, Raymond Domenech analyse l'alternative qui s'offre à ces jeunes doués : « Tous ont les moyens d'être des pros qui feront de belles carrières. Mais,

pour passer un pollen supplémentaire, il leur faudra jouer dans des grands clubs. C'est à eux de choisir. Ce sont des gamins, mais déjà des pros. »

PETIT COMMERCÉ Parce que leur parcours depuis l'enfance n'a été qu'une suite de sélections darwiniennes, les jeunes professionnels ne se satisfont pas de s'être extraits de la masse des trois millions de licenciés. Ils veulent aller au sommet. Il faudra donc se faire mercenaire et partir là où se concentrent la gloire et l'argent.

Il y pensent de plus en plus jeunes. Leurs aînés, comme Marcel Desailly, avaient eu à subir quelques années, le temps de profiter de la vie et de leur argent tout frais. La nouvelle génération affiche, à vingt ans, une volonté de réussir sans perdre un instant. Les grands clubs sollicitent de plus en plus tôt des joueurs qui ont encore beaucoup à prouver. Sans doute espèrent-ils que la bonne affaire financière compensera la prise de risques. Les pressentiments savent, eux, que les centres de formation ont vocation de supermarché et que l'affection des dirigeants est parfois intéressée.

A dix-neuf ans, Patrick Vieira vient de signer en cours de saison un contrat avec le Milan AC, pour 28 millions de francs. La rupture avec son ancien club, Cannes, a été violente. « A un moment, il faut bien couper le cordon, estime son sélectionneur. Il n'est jamais trop tôt pour jouer dans un grand club. Refuser, c'est avoir peur de se remettre en cause. »

Le Parisien Vincent Guérin, ancien sélectionné Espoirs, qui mit quelques années avant de confirmer sa valeur et de s'imposer dans l'équipe de France A, résume ainsi le petit commerce d'un footballeur : « A chaque match, il faut être sûr le terrain, donner le meilleur de soi-même et gagner. » Le principe est simple, mais bien peu arrivent à l'appliquer sur la durée. Pour les espoirs, la sélection est loin d'être terminée.

Benoît Hopquin

Devinez
où vont, maintenant,
aller dîner les spectateurs de
APOLLO 13 ?

Au Petit Marguery

Un film de Laurent BÉNÉGUI

Tendre et goûteux *** LE JOURNAL DU DIMANCHE
Ce festin pudique et tendre mérite le détour LE POINT
Un film vrai, nostalgique, moderne et tendre. LES INROCKPTIBLES
La kyrielle des jeunes acteurs donne vie et sincérité à ce dernier repas STUDIO
C'est la fête ! **** BIBA
Une leçon de bonheur sur l'art de faire plaisir aux autres ELLE
A voir de toute urgence ♥♥♥ FEMME ACTUELLE
UN REGAL ! LE FIGARO

LE PLUS COURT CHEMIN
D'UNE ENTREPRISE À L'AUTRE

KOMPASS SUR VOTRE MINITEL

Pour regagner vos clients, il vous faut des données à jour et fiables. Comme les données complètes et à jour de nos bases de données, nous vous les fournissons sous forme de fichiers électroniques. Avec de plus en plus de données, vous pouvez :

- améliorer votre gestion ;
- améliorer votre service à la clientèle ;
- améliorer votre image ;
- améliorer votre rentabilité ;
- améliorer votre sécurité ;
- améliorer votre efficacité ;
- améliorer votre qualité ;
- améliorer votre performance ;
- améliorer votre compétitivité ;
- améliorer votre croissance ;
- améliorer votre développement ;
- améliorer votre avenir ;
- améliorer votre réussite ;
- améliorer votre bonheur ;
- améliorer votre vie ;
- améliorer votre santé ;
- améliorer votre famille ;
- améliorer votre société ;
- améliorer votre monde ;
- améliorer votre univers ;
- améliorer votre existence ;
- améliorer votre destin ;
- améliorer votre gloire ;
- améliorer votre honneur ;
- améliorer votre réputation ;
- améliorer votre prestige ;
- améliorer votre influence ;
- améliorer votre pouvoir ;
- améliorer votre richesse ;
- améliorer votre prospérité ;
- améliorer votre abondance ;
- améliorer votre plénitude ;
- améliorer votre équilibre ;
- améliorer votre harmonie ;
- améliorer votre paix ;
- améliorer votre joie ;
- améliorer votre bonheur ;
- améliorer votre vie ;
- améliorer votre santé ;
- améliorer votre famille ;
- améliorer votre société ;
- améliorer votre monde ;
- améliorer votre univers ;
- améliorer votre existence ;
- améliorer votre destin ;
- améliorer votre gloire ;
- améliorer votre honneur ;
- améliorer votre réputation ;
- améliorer votre prestige ;
- améliorer votre influence ;
- améliorer votre pouvoir ;
- améliorer votre richesse ;
- améliorer votre prospérité ;
- améliorer votre abondance ;
- améliorer votre plénitude ;
- améliorer votre équilibre ;
- améliorer votre harmonie ;
- améliorer votre paix ;
- améliorer votre joie ;
- améliorer votre bonheur ;
- améliorer votre vie ;
- améliorer votre santé ;
- améliorer votre famille ;
- améliorer votre société ;
- améliorer votre monde ;
- améliorer votre univers ;
- améliorer votre existence ;
- améliorer votre destin ;
- améliorer votre gloire ;
- améliorer votre honneur ;
- améliorer votre réputation ;
- améliorer votre prestige ;
- améliorer votre influence ;
- améliorer votre pouvoir ;
- améliorer votre richesse ;
- améliorer votre prospérité ;
- améliorer votre abondance ;
- améliorer votre plénitude ;
- améliorer votre équilibre ;
- améliorer votre harmonie ;
- améliorer votre paix ;
- améliorer votre joie ;
- améliorer votre bonheur ;
- améliorer votre vie ;
- améliorer votre santé ;
- améliorer votre famille ;
- améliorer votre société ;
- améliorer votre monde ;
- améliorer votre univers ;
- améliorer votre existence ;
- améliorer votre destin ;
- améliorer votre gloire ;
- améliorer votre honneur ;
- améliorer votre réputation ;
- améliorer votre prestige ;
- améliorer votre influence ;
- améliorer votre pouvoir ;
- améliorer votre richesse ;
- améliorer votre prospérité ;
- améliorer votre abondance ;
- améliorer votre plénitude ;
- améliorer votre équilibre ;
- améliorer votre harmonie ;
- améliorer votre paix ;
- améliorer votre joie ;
- améliorer votre bonheur ;
- améliorer votre vie ;
- améliorer votre santé ;
- améliorer votre famille ;
- améliorer votre société ;
- améliorer votre monde ;
- améliorer votre univers ;
- améliorer votre existence ;
- améliorer votre destin ;
- améliorer votre gloire ;
- améliorer votre honneur ;
- améliorer votre réputation ;
- améliorer votre prestige ;
- améliorer votre influence ;
- améliorer votre pouvoir ;
- améliorer votre richesse ;
- améliorer votre prospérité ;
- améliorer votre abondance ;
- améliorer votre plénitude ;
- améliorer votre équilibre ;
- améliorer votre harmonie ;
- améliorer votre paix ;
- améliorer votre joie ;
- améliorer votre bonheur ;
- améliorer votre vie ;
- améliorer votre santé ;
- améliorer votre famille ;
- améliorer votre société ;
- améliorer votre monde ;
- améliorer votre univers ;
- améliorer votre existence ;
- améliorer votre destin ;
- améliorer votre gloire ;
- améliorer votre honneur ;
- améliorer votre réputation ;
- améliorer votre prestige ;
- améliorer votre influence ;
- améliorer votre pouvoir ;
- améliorer votre richesse ;
- améliorer votre prospérité ;
- améliorer votre abondance ;
- améliorer votre plénitude ;
- améliorer votre équilibre ;
- améliorer votre harmonie ;
- améliorer votre paix ;
- améliorer votre joie ;
- améliorer votre bonheur ;
- améliorer votre vie ;
- améliorer votre santé ;
- améliorer votre famille ;
- améliorer votre société ;
- améliorer votre monde ;
- améliorer votre univers ;
- améliorer votre existence ;
- améliorer votre destin ;
- améliorer votre gloire ;
- améliorer votre honneur ;
- améliorer votre réputation ;
- améliorer votre prestige ;
- améliorer votre influence ;
- améliorer votre pouvoir ;
- améliorer votre richesse ;
- améliorer votre prospérité ;
- améliorer votre abondance ;
- améliorer votre plénitude ;
- améliorer votre équilibre ;
- améliorer votre harmonie ;
- améliorer votre paix ;
- améliorer votre joie ;
- améliorer votre bonheur ;
- améliorer votre vie ;
- améliorer votre santé ;
- améliorer votre famille ;
- améliorer votre société ;
- améliorer votre monde ;
- améliorer votre univers ;
- améliorer votre existence ;
- améliorer votre destin ;
- améliorer votre gloire ;
- améliorer votre honneur ;
- améliorer votre réputation ;
- améliorer votre prestige ;
- améliorer votre influence ;
- améliorer votre pouvoir ;
- améliorer votre richesse ;
- améliorer votre prospérité ;
- améliorer votre abondance ;
- améliorer votre plénitude ;
- améliorer votre équilibre ;
- améliorer votre harmonie ;
- améliorer votre paix ;
- améliorer votre joie ;
- améliorer votre bonheur ;
- améliorer votre vie ;
- améliorer votre santé ;
- améliorer votre famille ;
- améliorer votre société ;
- améliorer votre monde ;
- améliorer votre univers ;
- améliorer votre existence ;
- améliorer votre destin ;
- améliorer votre gloire ;
- améliorer votre honneur ;
- améliorer votre réputation ;
- améliorer votre prestige ;
- améliorer votre influence ;
- améliorer votre pouvoir ;
- améliorer votre richesse ;
- améliorer votre prospérité ;
- améliorer votre abondance ;
- améliorer votre plénitude ;
- améliorer votre équilibre ;
- améliorer votre harmonie ;
- améliorer votre paix ;
- améliorer votre joie ;
- améliorer votre bonheur ;
- améliorer votre vie ;
- améliorer votre santé ;
- améliorer votre famille ;
- améliorer votre société ;
- améliorer votre monde ;
- améliorer votre univers ;
- améliorer votre existence ;
- améliorer votre destin ;
- améliorer votre gloire ;
- améliorer votre honneur ;
- améliorer votre réputation ;
- améliorer votre prestige ;
- améliorer votre influence ;
- améliorer votre pouvoir ;
- améliorer votre richesse ;
- améliorer votre prospérité ;
- améliorer votre abondance ;
- améliorer votre plénitude ;
- améliorer votre équilibre ;
- améliorer votre harmonie ;
- améliorer votre paix ;
- améliorer votre joie ;
- améliorer votre bonheur ;
- améliorer votre vie ;
- améliorer votre santé ;
- améliorer votre famille ;
- améliorer votre société ;
- améliorer votre monde ;
- améliorer votre univers ;
- améliorer votre existence ;
- améliorer votre destin ;
- améliorer votre gloire ;
- améliorer votre honneur ;
- améliorer votre réputation ;
- améliorer votre prestige ;
- améliorer votre influence ;
- améliorer votre pouvoir ;
- améliorer votre richesse ;
- améliorer votre prospérité ;
- améliorer votre abondance ;
- améliorer votre plénitude ;
- améliorer votre équilibre ;
- améliorer votre harmonie ;
- améliorer votre paix ;
- améliorer votre joie ;
- améliorer votre bonheur ;
- améliorer votre vie ;
- améliorer votre santé ;
- améliorer votre famille ;
- améliorer votre société ;
- améliorer votre monde ;
- améliorer votre univers ;
- améliorer votre existence ;
- améliorer votre destin ;
- améliorer votre gloire ;
- améliorer votre honneur ;
- améliorer votre réputation ;
- améliorer votre prestige ;
- améliorer votre influence ;
- améliorer votre pouvoir ;
- améliorer votre richesse ;
- améliorer votre prospérité ;
- améliorer votre abondance ;
- améliorer votre plénitude ;
- améliorer votre équilibre ;
- améliorer votre harmonie ;
- améliorer votre paix ;
- améliorer votre joie ;
- améliorer votre bonheur ;
- améliorer votre vie ;
- améliorer votre santé ;
- améliorer votre famille ;
- améliorer votre société ;
- améliorer votre monde ;
- améliorer votre univers ;
- améliorer votre existence ;
- améliorer votre destin ;
- améliorer votre gloire ;
- améliorer votre honneur ;
- améliorer votre réputation ;
- améliorer votre prestige ;
- améliorer votre influence ;
- améliorer votre pouvoir ;
- améliorer votre richesse ;
- améliorer votre prospérité ;
- améliorer votre abondance ;
- améliorer votre plénitude ;
- améliorer votre équilibre ;
- améliorer votre harmonie ;
- améliorer votre paix ;
- améliorer votre joie ;
- améliorer votre bonheur ;
- améliorer votre vie ;
- améliorer votre santé ;
- améliorer votre famille ;
- améliorer votre société ;
- améliorer votre monde ;
- améliorer votre univers ;
- améliorer votre existence ;
- améliorer votre destin ;
- améliorer votre gloire ;
- améliorer votre honneur ;
- améliorer votre réputation ;
- améliorer votre prestige ;
- améliorer votre influence ;
- améliorer votre pouvoir ;
- améliorer votre richesse ;
- améliorer votre prospérité ;
- améliorer votre abondance ;
- améliorer votre plénitude ;
- améliorer votre équilibre ;
- améliorer votre harmonie ;
- améliorer votre paix ;
- améliorer votre joie ;
- améliorer votre bonheur ;
- améliorer votre vie ;
- améliorer votre santé ;
- améliorer votre famille ;
- améliorer votre société ;
- améliorer votre monde ;
- améliorer votre univers ;
- améliorer votre existence ;
- améliorer votre destin ;
- améliorer votre gloire ;
- améliorer votre honneur ;
- améliorer votre réputation ;
- améliorer votre prestige ;
- améliorer votre influence ;
- améliorer votre pouvoir ;
- améliorer votre richesse ;
- améliorer votre prospérité ;
- améliorer votre abondance ;
- améliorer votre plénitude ;
- améliorer votre équilibre ;
- améliorer votre harmonie ;
- améliorer votre paix ;
- améliorer votre joie ;
- améliorer votre bonheur ;
- améliorer votre vie ;
- améliorer votre santé ;
- améliorer votre famille ;
- améliorer votre société ;
- améliorer votre monde ;
- améliorer votre univers ;
- améliorer votre existence ;
- améliorer votre destin ;
- améliorer votre gloire ;
- améliorer votre honneur ;
- améliorer votre réputation ;
- améliorer votre prestige ;
- améliorer votre influence ;
- améliorer votre pouvoir ;
- améliorer votre richesse ;
- améliorer votre prospérité ;
- améliorer votre abondance ;
- améliorer votre plénitude ;
- améliorer votre équilibre ;
- améliorer votre harmonie ;
- améliorer votre paix ;
- améliorer votre joie ;
- améliorer votre bonheur ;
- améliorer votre vie ;
- améliorer votre santé ;
- améliorer votre famille ;
- améliorer votre société ;
- améliorer votre monde ;
- améliorer votre univers ;
- améliorer votre existence ;
- améliorer votre destin ;
- améliorer votre gloire ;
- améliorer votre honneur ;
- améliorer votre réputation ;
- améliorer votre prestige ;
- améliorer votre influence ;
- améliorer votre pouvoir ;
- améliorer votre richesse ;
- améliorer votre prospérité ;
- améliorer votre abondance ;
- améliorer votre plénitude ;
- améliorer votre équilibre ;
- améliorer votre harmonie ;
- améliorer votre paix ;
- améliorer votre joie ;
- améliorer votre bonheur ;
- améliorer votre vie ;
- améliorer votre santé ;
- améliorer votre famille ;
- améliorer votre société ;
- améliorer votre monde ;
- améliorer votre univers ;
- améliorer votre existence ;
- améliorer votre destin ;
- améliorer votre gloire ;
- améliorer votre honneur ;
- améliorer votre réputation ;
- améliorer votre prestige ;
- améliorer votre influence ;
- améliorer votre pouvoir ;
- améliorer votre richesse ;
- améliorer votre prospérité ;
- améliorer votre abondance ;
- améliorer votre plénitude ;
- améliorer votre équilibre ;
- améliorer votre harmonie ;
- améliorer votre paix ;
- améliorer votre joie ;
- améliorer votre bonheur ;
- améliorer votre vie ;
- améliorer votre santé ;
- améliorer votre famille ;
- améliorer votre société ;
- améliorer votre monde ;
- améliorer votre univers ;
- améliorer votre existence ;
- améliorer votre destin ;
- améliorer votre gloire ;
- améliorer votre honneur ;
- améliorer votre réputation ;
- améliorer votre prestige ;
- améliorer votre influence ;
- améliorer votre pouvoir ;
- améliorer votre richesse ;
- améliorer votre prospérité ;
- améliorer votre abondance ;
- améliorer votre plénitude ;
- améliorer votre équilibre ;
- améliorer votre harmonie ;
- améliorer votre paix ;
- améliorer votre joie ;
- améliorer votre bonheur ;
- améliorer votre vie ;
- améliorer votre santé ;
- améliorer votre famille ;
- améliorer votre société ;
- améliorer votre monde ;
- améliorer votre univers ;
- améliorer votre existence ;
- améliorer votre destin ;
- améliorer votre gloire ;
- améliorer votre honneur ;
- améliorer votre réputation ;
- améliorer votre prestige ;
- améliorer votre influence ;
- améliorer votre pouvoir ;
- améliorer votre richesse ;
- améliorer votre prospérité ;
- améliorer votre abondance ;
- améliorer votre plénitude ;
- améliorer votre équilibre ;
- améliorer votre harmonie ;
- améliorer votre paix ;
- améliorer votre joie ;
- améliorer votre bonheur ;
- améliorer votre vie ;
- améliorer votre santé ;
- améliorer votre famille ;
- améliorer votre société ;
- améliorer votre monde ;
- améliorer votre univers ;
- améliorer votre existence ;
- améliorer votre destin ;
- améliorer votre gloire ;
- améliorer votre honneur ;
- améliorer votre réputation ;
- améliorer votre prestige ;
- améliorer votre influence ;
- améliorer votre pouvoir ;
- améliorer votre richesse ;
- améliorer votre prospérité ;
- améliorer votre abondance ;
- améliorer votre plénitude ;
- améliorer votre équilibre ;
- améliorer votre harmonie ;
- améliorer votre paix ;
- améliorer votre joie ;
- améliorer votre bonheur ;
- améliorer votre vie ;
- améliorer votre santé ;
- améliorer votre famille ;
- améliorer votre société ;
- améliorer votre monde ;
- améliorer votre univers ;
- améliorer votre existence ;
- améliorer votre destin ;
- améliorer votre gloire ;
- améliorer votre honneur ;
- améliorer votre réputation ;
- améliorer votre prestige ;
- améliorer votre influence ;
- améliorer votre pouvoir ;
- améliorer votre richesse ;
- améliorer votre prospérité ;
- améliorer votre abondance ;
- améliorer votre plénitude ;
- améliorer votre équilibre ;
- améliorer votre harmonie ;
- améliorer votre paix ;
- améliorer votre joie ;
- améliorer votre bonheur ;
- améliorer votre vie ;
- améliorer votre santé ;
- améliorer votre famille ;
- améliorer votre société ;
- améliorer votre monde ;
- améliorer votre univers ;
- améliorer votre existence ;
- améliorer votre destin ;
- améliorer votre gloire ;
- améliorer votre honneur ;
- améliorer votre réputation ;
- améliorer votre prestige ;
- améliorer votre influence ;
- améliorer votre pouvoir ;
- améliorer votre richesse ;
- améliorer votre prospérité ;
- améliorer votre abondance ;
- améliorer votre plénitude ;
- améliorer votre équilibre ;
- améliorer votre harmonie ;
- améliorer votre paix ;
- améliorer votre joie ;
- améliorer votre bonheur ;
- améliorer votre vie ;
- améliorer votre santé ;
- améliorer votre famille ;
- améliorer votre société ;
- améliorer votre monde ;
- améliorer votre univers ;
- améliorer votre existence ;
- améliorer votre destin ;
- améliorer votre gloire ;
- améliorer votre honneur ;
- améliorer votre réputation ;
- améliorer votre prestige ;
- améliorer votre influence ;
- améliorer votre pouvoir ;
- améliorer votre richesse ;
- améliorer votre prospérité ;
- améliorer votre abondance ;
- améliorer votre plénitude ;
- améliorer votre équilibre ;
- améliorer votre harmonie ;
- améliorer votre paix ;
- améliorer votre joie ;
- améliorer votre bonheur ;
- améliorer votre vie ;
- améliorer votre santé ;
- améliorer votre famille ;
- améliorer votre société ;
- améliorer votre monde ;
- améliorer votre univers ;
- améliorer votre existence ;
- améliorer votre destin ;
- améliorer votre gloire ;
- améliorer votre honneur ;
- améliorer votre réputation ;
- améliorer votre prestige ;
- améliorer votre influence ;
- améliorer votre pouvoir ;
- améliorer votre richesse ;
- améliorer votre prospérité ;
- améliorer votre abondance ;
- améliorer votre plénitude ;
- améliorer votre équilibre ;
- améliorer votre harmonie ;
- améliorer votre paix ;
- améliorer votre joie ;
- améliorer votre bonheur ;
- améliorer votre vie ;
- améliorer votre santé ;
- améliorer votre famille ;
- améliorer votre société ;
- améliorer votre monde ;
- améliorer votre univers ;
- améliorer votre existence ;
- améliorer votre destin ;
- améliorer votre gloire ;
- améliorer votre honneur ;
- améliorer votre réputation ;
- améliorer votre prestige ;
- améliorer votre influence ;
- améliorer votre pouvoir ;
- améliorer votre richesse ;
- améliorer votre prospérité ;
- améliorer votre abondance ;
- améliorer votre plénitude ;
- améliorer votre équilibre ;
- améliorer votre harmonie ;
- améliorer votre paix ;
- améliorer votre joie ;
- améliorer votre bonheur ;
- améliorer votre vie ;
- améliorer votre santé ;
- améliorer votre famille ;
- améliorer votre société ;
- améliorer votre monde ;
- améliorer votre univers ;
- améliorer votre existence ;
- améliorer votre destin ;
- améliorer votre gloire ;
- améliorer votre honneur ;
- améliorer votre réputation ;
- améliorer votre prestige ;
- améliorer votre influence ;
- améliorer votre pouvoir ;
- améliorer votre richesse ;
- améliorer votre prospérité ;
- améliorer votre abondance ;
- améliorer votre plénitude ;
- améliorer votre équilibre ;
- améliorer votre harmonie ;
- améliorer votre paix ;
- améliorer votre joie ;
- améliorer votre bonheur ;
- améliorer votre vie ;
- améliorer votre santé ;
- améliorer votre famille ;
- améliorer votre société ;
- améliorer votre monde ;
- améliorer votre univers ;
- améliorer votre existence ;
- améliorer votre destin ;
- améliorer votre gloire ;
- améliorer votre honneur ;
- améliorer votre réputation ;
- améliorer votre prestige ;
- améliorer votre influence ;
- améliorer votre

سلافة العرب

VOYAGE

A Palmyre, où les ruines parlent

En Syrie, l'un des plus beaux sites archéologiques du Proche-Orient n'a pas encore dévoilé le secret de sa prospérité antique

PALMYRE
de notre envoyé spécial
Emergent des sables du désert syrien, l'oasis de Palmyre fut longtemps le principal centre commercial sur la route de la Soie, celle qui reliait la Chine à l'Europe. Irriguée de sources sulfureuses vivifiant, aujourd'hui encore, des jardins clos où prospèrent le figuier, l'olivier et le grenadier, l'antique Tadmor évoquée par le roi Salomon offre, dans un site aride, 50 hectares de ruines et de vestiges restaurés après leur redécouverte, en 1751, par l'Anglais Robert Wood.

Épémère dans sa grandeur historique, Palmyre conserve sa splendeur sans dévoiler l'énigme sur laquelle butent encore bien des historiens : comment et pourquoi cette oasis connut-elle une prospérité qui en fit l'un des centres urbains les plus importants de la Méditerranée orientale ?

On peut aborder Palmyre à toute heure du jour. Mais la « Se-crète » se laisse, plus volontiers, approcher aux lueurs de l'aube. Très tôt, un voile de lumière babilonneuse se tisse sur les tours et les murailles blanches tendues jusqu'à se rompre vers un ciel monolithique. Quelques camions préparent le thé, à côté de leurs montures d'acier débordant

de coton fraîchement cueilli sur les bords de l'Euphrate. Maintenant que les dromadaires ne servent plus qu'à promener les touristes, les chauffeurs ont gardé, du temps des caravanes, ce sens inné du regroupement avant leur départ pour le nord, et les cabines de leurs camions sont ornées des mêmes plumes d'autruche que les chameaux des siècles passés.

Le pied du visiteur bésite sur le sol crevassé, piqué de charbons. Entre les rangées de la grande colonnade où des pavements et des vestiges de murs ouvragés attestent de l'ancienne présence des boutiques et auvents, l'air sent le câprier, le bois incandescent. Il est tiède comme une respiration : celle des entrailles de pierres qui, dans nos mémoires, prennent vie au matin, quand le peuple des marchands lance ses premiers appels. L'arc monumental remonte la rue principale, jusqu'au tétrapylo, un carrefour démesuré, matérialisé par quatre groupes de quatre colonnes gris et sable soutenant, du bout de leurs bras tendus, une imposante corniche de 150 tonnes.

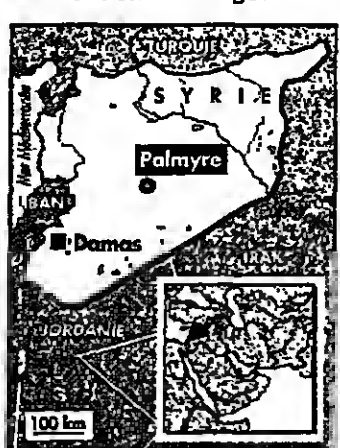
Passant près de son temple, ils saluent Nebo, dieu babylonien des oracles et de la sagesse. Indolents, les méharistes progressent, sans prêter attention aux statues de bronze et de pierre posées sur les frises corniches ornant chaque colonne : empereurs, magistrats, fonctionnaires, prêtres ou riches marchands, ils sont la garde statique, muette, de la longue colonnade qui, sur 700 mètres, paraît soutenir le ciel.

Mirage de l'histoire. Quand le regard se porte vers les bauteurs des colonnes, le jour naissant a gommé toute ombre de statue. Il ne subsiste que quelques consoles en saillie, dépourvues de tout ornement. Traîsées de la lumière : hommes et montures s'évanouissent sous un voile de poussière dont s'extrait une silhouette confuse. Un jeune garçon va nus pieds, le cheveu ras et le corps protégé d'une djellaba de laine brune. Il pousse un troupeau de biques qui sautent entre des blocs de marbre et des fûts de colonne. L'agora reste silencieuse.

LA REINE CAPTIVE
Ce lieu est propice aux mythes : celui de la reine Zénobie par exemple, descendante de Cléopâtre qui a marqué Palmyre de son empreinte. L'historien Trebellius Pollio nous a laissé une description flatteuse : « Elle avait le teint extrêmement brun, les yeux noirs pleins de feu, les dents blanches comme des perles, la physionomie merveilleusement enjouée, et toute sa personne était pleine de grâce ou de dédain de ce qu'on peut imaginer. » Même si l'histoire est restée avare de souvenirs à son propos, on sait que Zénobie vécut à la fin du III^e siècle de notre ère et que son

avènement se fit dans de troubles circonstances...

Ne soupçonna-t-elle pas cette jeune femme, mi-grecque, mi-arabe, d'avoir éliminé son propre père pour usurper le pouvoir ? Elle prit la tête de l'empire, dont elle fit reculer les frontières jusqu'à la Perse et l'Égypte. L'empereur Aurélien n'appréciait que modérément son goût des



conquêtes. En 271, il assiégea Palmyre et proposa une reddition digne à la reine déchue. Elle préféra fuir à dos de chameau, gagna la Perse pour y rechercher une aide militaire. Capturée sur les bords de l'Euphrate, elle fut exhibée, enchaînée d'or, dans les rues de Rome, puis incarcérée dans un palais de Trévise.

Elle refusa de s'alimenter, préférant la mort à l'infamie. « Ceux qui disent que je n'ai conquis qu'une femme ne savent pas ce qu'était cette femme, ni combien ses décisions étaient rapides, ni

quelle persévérance elle mettait dans ses résolutions, ni combien elle était énergique avec ses soldats » : ainsi s'exprimait l'empereur qui fit détruire Palmyre en 273 à la suite d'une rébellion de la population qui avait massacré les six cents archers romains en poste. Il faudra attendre le VI^e siècle pour que Justinien reconstruise ses défenses. Mais, à l'époque, la ville a perdu son souffle, ses richesses. Les caravanes l'évitent, Palmyre décline irrémédiablement.

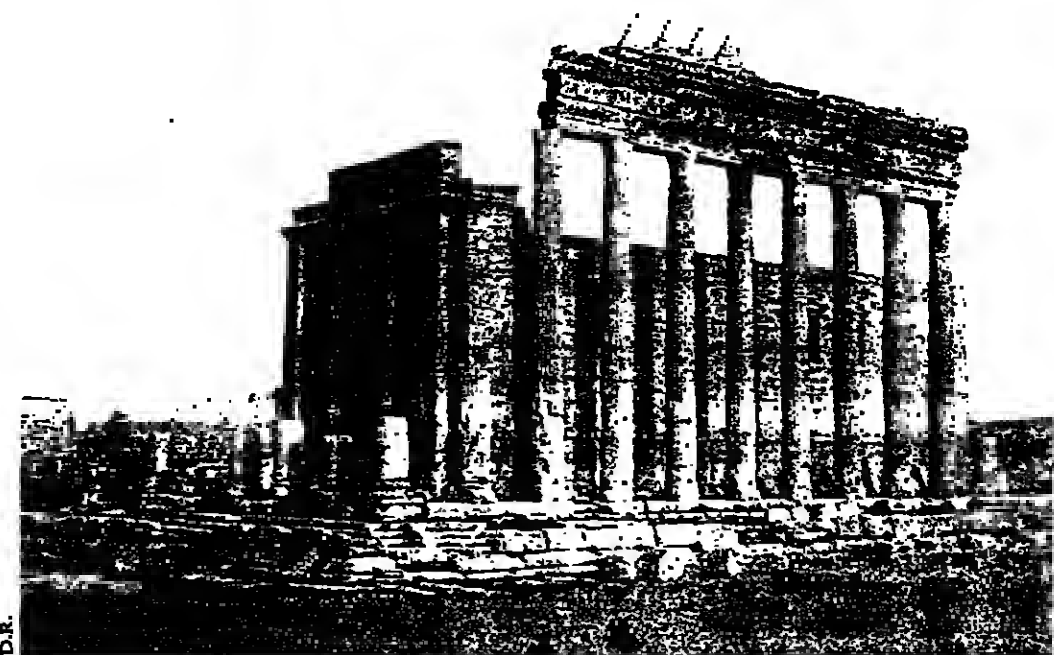
Aujourd'hui, sous la pulpe des doigts, la pierre garde le souvenir du sculpteur anonyme : l'acanthe, le visage, le mot se mêlent dans ces éclats d'orgueil dont la main de l'artiste a gravé l'essentiel. La colonne est rugueuse, forte, à la mesure de ces mille sentinelles veillant sur ce champ d'antiquité. Au sud de l'arc monumental, le découvreur atteint la « vallée des tombeaux » : une multitude de sépultures disséminées à flanc de colline, sous la protection d'un châtelet arabe fortifié qui domine la ville.

On ne quittera pas Palmyre sans avoir gravi les gradins et pris sa place dans le vaste théâtre qui évoque la présence des chœurs. Une rumeur indistincte monte de la galerie à colonnes, s'insinue lentement entre les pierres et se transforme bientôt en un bourdonnement : celui, mêlé, des souvenirs bousculés et d'une chaleur excessive.

Le soleil se hâte de grimper au plus haut des cimes de cette scène à ciel ouvert, d'un bleu incisif. Puis, brutalement, il se laisse choir et écrase l'odon et ses coulis, en chasse les acteurs que nous pensions, comme tant d'autres avant nous, être devenus.

C'est alors vers le temple de Bél qu'il faut aller chercher un peu de fraîcheur, sous les murs de l'immense édifice consacré à la divinité babylonienne. Bas-reliefs, colonnades, motifs zodiacaux archaïques et podium imposant, où tout incite à revivre les grandes fêtes de cette ville auguste qui étend son aura jusqu'aux confins de la Jordanie et de l'Irak.

José Lenzini



La cella du temple de Bél.

PARTIR

■ SPECTACLES DU MONDE. Recevoir le calendrier des événements (théâtre, opéra, concerts classiques, rock ou pop, expositions) présentés à Londres, New York, Las Vegas, Prague, Vienne, Budapest, Vêrone et Paris puis, réserver sa place (billet à domicile dans les vingt-quatre heures), tel est le service proposé par Box Office, sur appel téléphonique (tél. : (1) 53-30-51-40) ou au kiosque situé dans les locaux de Travelstore, 14, boulevard de la Madeleine, à Paris. Parmi les stars à l'affiche, Lauren Bacall à Londres, Julie Andrews et Kathleen Turner à New York ainsi que les reprises, à Londres, des comédies musicales *Tommy* (le rock opéra des Who), *Fame*, *A Little Night Music* (de Stephen Sondheim), *Mack & Mabel* de Jerry Herman.

■ LUXE-SUR-MER. Confort des suites dotées, presque toutes, d'un balcon privé, décoration à l'italienne, table raffinée ; trois des atouts du *Silver-Cloud* (296 passagers), le nec plus ultra en matière de luxe sur mer. Une formule « tout compris » inclut une nuit en hôtel de luxe (si l'acheminement aérien le nécessite), les taxes portuaires, les transferts, les pourboires et les boissons, les excursions restent payantes. Le *Silver-Cloud* quittera Mombasa le 29 novembre pour l'Inde et l'extrême-Orient où il effectuera, jusqu'au 10 mai, des croisières de dix à seize jours. Dans une suite « Vista », le prix est de 28 700 francs par personne pour un circuit de treize jours entre Singapour et Bangkok, vol non compris. Renseignements auprès de Silversea Cruises au (16) 92-05-59-60 et, à Paris, au (1) 45-62-59-00 ou au 48-04-76-20.

■ LES RUSSÉS AIMENT LA PROVENCE. Il ressort d'une enquête, réalisée par le comité régional du tourisme (CRT) de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, que les habitants des provinces de l'ancienne URSS aiment la côte méditerranéenne. En 1994, 113 244 visas touristiques ont été délivrés en 1994 par Moscou et Saint-Petersbourg. Pour Louis Colombani, président du CRT, « la France bénéficie d'une excellente image du fait d'une relation affective qui lie les Russes, pour la plupart francophones, à notre pays en général et à la région provençale en particulier ». Des touristes convoités par les professionnels car ils dépensent entre 2 500 et 6 000 francs par jour et par personne (hors frais d'hébergement), ce qui les place en tête des consommateurs de loisirs, loin devant les japonais (700 F), ou les Américains du Nord (500 F). Pour Louis Colombani, ces nouveaux venus sont « issus généralement de la bourgeoisie fortement cultivée. Ils sont attirés par la Provence des artistes et des personnages célèbres ». Très avisé, *Le Petit Futé*, premier éditeur de guides touristiques en Russie, prépare un volume en cyrillique essentiellement consacré à la Provence. (Corresp.)

1995 / 27

e Louis-le-21 heures, 100 F.

d'Aboukir, les 21, 22, 7.50 F.

25 et des 20h30, 0e 90 F.

des Gues-79-67.

3, rue du tte, Paris 1-Bienve-1 : 43-21.

surg-du-blique. 12-02-20.

ures, Pa-1 heures, 10 F.

y Châte-sures, le

ouis-Phi-1 heures, 20 Franc.

de Jean-Pantin, -54. De

avenue -15 15', : 42-30.

Mont-21 h30, embre.

et des 10 h 30.

rue Si-15vry, 55. De

UGC : UGC 71, VF : 74.

atypo-alaus-

96-33-

ovski, Ernst

by, 1^{er} oulg, i-Ger-gard, ndr-

1 : Lin-8-24-14-6-68-

dolion : olby, igre-56-

(36-np-sva-

taili

99) ; per, imo,

1^{er} -68-8-20-

tte, 30 : 68-

31 : 20-

13-36-

3) ; 29-58-

15-16-11-

Evasion

Direct
MARRAKECH 897n : 2490 F
vol + 1/2 Pension Hôtel 5* (exc. Méditerranée)
départ Jeudi ou Dimanche
MAURICE 1017n : 8520 F
vol direct + 1/2 pension Hôtel 5*
sports, ski nautique, golf inclus
THAILANDE, la brochure 96 est
102 : rapport qualité-prix imbattable
102, av. des Champs Elysées - PARIS 86
Brochures sur demande : 25 82 62 82
et 3515 DIRECTOURS (11 20 F/mn)
36 68 45 82 AUDIOTEL (2 23 F/mn)

DEGRIFTOUR
CROISIÈRE EN MER ROUGE
7 Nuits en Pension Complète
Départ/Retour Paris 5.850 F 3-200 F
SAN-FRANCISCO
7 Nuits en Hôtel 5*
Vols Réguliers A/R
Départ Paris 3.955 F 5.600 F
LONDRES
Vols Réguliers A/R
Départ Paris 520 F 2.200 F
3615 01 (1 29 F/mn)

LE COMPYR BLEU
VOLS RÉGULIERS A/R, départ Paris
New York 1790 F
Colombo 4180 F
Sydney 6590 F
SÉJOURS & WEEK-ENDS
Istanbul
Vol A/R + Hôtel 34 ALON + pers-déjeuner
Martinique 4900 F
Vol A/R + Hôtel 34 ALON + pers-déjeuner
Rome 1790 F
Vol A/R + Hôtel 34 ALON + pers-déjeuner
Croisière Égypte 3800 F
Vol A/R + Bureau 56 807n + pension complète
40 44 72 73
AGENCE DE VOYAGES

HAUTES-ALPES
05350 MOLINES-EN-QUEYRAS
Hautes-Alpes - Parc Régional
à 5 km de SAINT-VERAN
Soleil - Calme - Randonnées pédestres
V.T.T. - Pêche - Rafting
HÔTEL LE CHAMOIS
Logis France / Michelin
1/2 pension 260 F
Tél : 92.45.83.71 - Fax : 92.45.80.58

Direct
Pour choisir chez vous
vos vacances en 100
GRAND TOUR DE THAILANDE
15 jours / 12 nuits
Exemple de prix au départ de Paris
Dates des circuits
14 au 28/11/95
14 au 28/12/95
14 au 18/02/96
10 au 25/03/96
Départs de LYON - NICE
TOULOUSE - 320 F
8995 F
3615 VADIR

HÔTEL BOILEAU
Calme et sérénité
en plein cœur du 16^e.
350 à 395 F - Jardin + bar,
bain, wc, tv - Salle de séminaire
81, rue Boileau - 75018 PARIS
Tél : 42 88 83 74 - Fax : 45 27 62 96

SUISSE - LEYSIN
La neige arrive
Le TGV des neiges vous y porte.
Le train des hôtels de Famille.
FORAÏT demi-pension 7 nuits
+ abonnéant de ski 6 jours.
LE GRAND CHALET - Forailt env. FF 3000
Tél : 34 11 36 - Fax : 34 16 14
MONT-PIANT - Forailt env. FF 2700
Tél : 34 27 01 - Fax : 34 27 04
ORCHIDÈES E&G - Forailt env. FF 2600
Tél : 34 14 21 - Fax : 34 18 10
LA PAUX E&G - Forailt env. FF 2600
Tél : 34 13 75 - Fax : 34 13 75
LA PRIMEVERE E&G - Forailt env. FF 2600
Tél : 34 11 45 - Fax : 34 11 45
CH-1854 Leyzin-Indicé tél. + Fax 1941-25

ACCESS
Le spécialiste des vols
réguliers à prix réduits
Prix au départ de Paris A/R
NEW YORK : 1 590 F
MIAMI : 2 680 F
MEXICO : 3 490 F
RIO : 4 330 F
MAURICE : 4 445 F
PRAGUE : 1 755 F
LONDRES : 550 F
HO CHI MINH : 5 265 F
BOMBAY : 4 095 F
JOHANNESBOURG : 4 450 F
Ces prix s'entendent
à partir de : Taxes en sus
Jouez et gagnez des billets
d'avion avec ACCESS
au 36.68.07.10 (2,23 F/mn)
Tél. (à Paris) : 40 13 02 02
Tél. (à Lyon) : 72 56 15 95
Minitel 3615 ACCESS
VOYAGES (1,29 F/mn)

Republique
Ses prix magiques !
JOYAUX DU NIL
de Paris 3585 F
Prix par personne à certaines dates
CROISIÈRE 7 Nuits - BATAVI
Pension complète - Vignes incluses
3615 REPUBLIC - Tél. (1) 42 58 39 38
une modern Agence de Voyages

SPECIAL BUDGET ROME
du 07/12 au 10/12
Hôtel 3* à partir de 1.580 F
(prix par pers : Vol A/R charter, travel, A/R,
logi 3 nts chambre double petit déjeuner)
SUPER EVASION VENISE
(du 17/11 au 01/04 sauf du 28/12 au
01/01) Départ vendredi / retour lundi
Hôtels 2* à partir de 1.910 F
(prix par pers : Vols groupés A/R, travel,
A/R, logi 3 nts chambre double petit déjeuner)
Taxes aériennes en sus 70 F
Tél : 44 51 39 27
MINITEL 3615 :
Cit Evasion
Llc 075 95 0167

RENSEIGNEMENTS PUBLICITÉ
"EVASION"
Tél. : 44.43.77.36
Fax : 44.43.77.30

Depuis que l'homme
est homme, le monde
voyage.
NOUVEAU
KUONI
LES CINQ CONTINENTS
Circuits d'exception
Renseignements dans les agences Kuoni
(1) 53 42 50 10 - (1) 42 82 04 02
(1) 47 42 83 14 - 36 15 Kuoni (2,23 F/mn)

- TRÉSORS DE BIRMANIE
Culture et civilisation
- ETHIOPIE
Mythes et réalités d'Abyssinie
- INDE
Chefs d'œuvre bouddhiques
- THAILANDE-LAOS-CAMBODGE
La route khmère

CINÉMA Sous le titre « Indomania », une rétrospective de plus de cent œuvres permet de retracer l'histoire de la plus importante production cinématographique du

monde. ● **CROSSING GUARD**, le deuxième film de Sean Penn, met en scène Jack Nicholson en homme assoiffé de vengeance, à la frontière du fantastique (lire page 25).



● **PALMARÉS.** *Citizen Kane*, d'Orson Welles, et *Luis Buñuel* ont été plébiscités à l'issue d'une consultation pour désigner les plus grands films de l'histoire (lire page 26).

Quatre-vingts ans de créations indiennes à la Cinémathèque française

« Indomania » présente, à Paris, en trois mois et cent films, le plus complet des panoramas de la production du sous-continent. Refusant de faire de l'esthétisme son seul critère de sélection, cette rétrospective souligne l'extrême vitalité du septième art en Inde

UNE CENTAINE de films pour évoquer l'histoire d'un cinéma né il y a plus de quatre-vingts ans, et fort de quelque huit cents productions annuelles : la proposition contenue dans la rétrospective, organisée par la Cinémathèque française jusqu'au 4 février, tient de l'entreprise désespérée et du pari absurde. D'autant que la judicieuse décision a été prise de ne pas sélectionner les films uniquement au nom de principes esthétiques, mais au contraire de tenter un panorama exhaustif, et donc, d'accorder à la production commerciale indienne, pratiquement inconnue en Europe, une place qui ne lui a jusqu'alors jamais été offerte.

Une première question se pose : comment une cinématographie peut-elle donner naissance à autant de films chaque année ? Le nombre de langues parlées dans le sous-continent constitue un début d'explication, qui se révèle très vite insuffisante. Raissa Brégeat, commissaire général d'« Indomania », met en avant la fascination que continue d'exercer le cinéma sur la société indienne : pour les Indiens fortunés, produire un film équivaut à acquiescer un nouveau statut social, à devenir membre d'un club de privilégiés, évoluant ou feignant d'évoluer dans un univers de rêve, propre à leur assurer estime, admiration et séduction. Et tant pis si les films sont condamnés à ne rester que quelques jours



à l'affiche, ce qui est le cas pour la majorité d'entre eux.

Il reste que l'extraordinaire engouement des Indiens pour leur cinéma demeure une réalité, que contrarient à peine les succès remportés récemment par quelques productions hollywoodiennes (notamment *Aladdin* et *Jurassic Park*). Premier producteur de films au monde, l'Inde est aussi aujourd'hui, avec les États-Unis, le seul pays où les films nationaux attirent l'immense majorité du public. Un rapport de force qui ne semble pas près de s'inverser, même si les habitudes de consommation sont en train d'évoluer.

Accoutumés désormais à la télévision et la vidéo, les spectateurs indiens ont ainsi tendance à quitter la salle en cours de film, quitte à revenir un peu plus tard. Cette nouvelle forme de « zapping » pourrait être à l'origine d'une réduction de la durée moyenne de films dont le rythme, traditionnellement lent, a tendance à s'accroître. Autre évolution notable, le déferlement de la violence et de la sexualité sur les petits écrans, après avoir provoqué une relative libéralisation de la censure cinématographique (et de l'autocensure des cinéastes), suscite un retour de la comédie sentimentale et du romanesque. De nombreux producteurs se montrent également plus exigeants, conscients que seule la qualité peut inciter les spectateurs à préférer le cinéma à

la vidéo. Ils sont, en général, récompensés de leurs efforts, les chiffres démontrant qu'un film qui plaît est vu à plusieurs reprises par les mêmes spectateurs.

TOURNANT HISTORIQUE

Pour toutes ces raisons, il se pourrait que le cinéma indien soit à un tournant de son histoire, situation qui rend plus nécessaire encore la rétrospective « Indomania ». Les deux grands courants de la production nationale y sont représentés : le « *masala cinema* », films « épiques » de danses et de chansons, et le « *nouveau cinéma* », ainsi dénommé depuis les années 60 et auquel appartiennent tous les grands cinéastes indiens dont le talent a déjà été reconnu (le maître bengali Satyajit Ray, mais aussi Goutam Ghose, Guru Dutt, Ritwik Ghatak) et quelques réalisateurs dont les films ne sont pas parvenus jusqu'en Europe et qui méritent d'être découverts. Ainsi Mani Kaul (*Indecision*, 1973), Saeed Mirza (*Pourquoi Albert Pinto se met en colère*, 1980), Ketan Mehta, dont on a déjà pu voir en France une transposition de *Madame Bovary*, sous le titre *Madame Husar* (1992), et Sudhir Mishra (*La Cité des rêves*, 1991). Dans ce dernier film, situé au cœur d'un bidonville de Bombay, le jeune réalisateur intègre les séquences dansées et chantées propres habituellement au « *masala cinema* ». Preuve que les deux courants sont

en train de se rejoindre, évolution que confirme la participation de grandes vedettes indiennes à des films plus ambitieux, en prise sur la réalité sociale indienne.

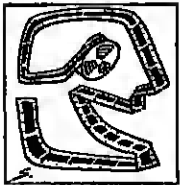
L'ouverture du cinéma au monde est d'ailleurs une des constantes de la production indienne, ainsi que les films anciens présentés dans le cadre de la rétrospective en témoignent. « Indomania » permet notamment la redécouverte du pionnier D. G. Phalke, né en 1870, peintre, photographe, maquilleur, magicien et éditeur, dont la vie se trouva bouleversée en 1910 par la faillite de son entreprise d'édition d'art et, surtout, la révélation du cinéma : subjugué par un film sur la vie du Christ, il décide de montrer l'Inde et les Indiens à travers l'évocation de leur mythologie. Formé à la technique cinématographique à Londres (où il reviendra fréquemment), il produit et réalise en 1913 son premier film, *Raja Harishchandra*, fondé en 1918 le Hindustan Cinema Films et met en scène quarante-quatre longs métrages muets, le dernier en 1932 (*Un pont sur l'océan*). Il ne réalisera, à contre-cœur, qu'un film parlant, *La Descente du Gange*, en 1934, et mourra pauvre et oublié de tous, dix ans plus tard. Les Indiens ont reconnu en lui le père de leur cinéma, sa richesse et la variété duquel « Indomania » soulève un coin du voile.

Pascal Mériegeau

Ravi Gupta, directeur de la National Film Development Corporation

« Nous n'avons pas à redouter les Américains »

A la tête, depuis 1990, de cette société publique non subventionnée, Ravi Gupta a mis en place une politique qui cherche à concilier mission culturelle et impératifs de rentabilité.



Il dirige un organisme original, appuyé sur la bonne santé de la cinématographie indienne. « Qu'est-ce que la NFDC ? » — C'est une société créée en 1980 pour assurer un financement aux films qui ne trouvaient pas les fonds au sein de la production grand public. En Inde, il y a beaucoup d'argent pour le cinéma commercial, mais pas pour les films de recherche. Nous avons aidé beaucoup de jeunes réalisateurs, et les plus inventifs parmi les cinéastes aguerris. Nous participons maintenant aussi à des productions pour la télévision, qui nous ont permis d'équilibrer nos comptes, et à des coproductions internationales. La NFDC se charge, de plus, de montrer les films indiens à l'étranger, et les films étrangers en Inde.

— La NFDC est-elle une société d'Etat ? — L'Etat en est l'unique actionnaire, mais elle est dirigée par un conseil d'administration indépendant, où ne siège qu'un seul représentant du gouvernement. Tous les autres sont des cinéastes, des producteurs, des techniciens. Elle doit assurer son propre financement, sans subventions. La meilleure preuve de notre indépendance est que la majorité des films antighouvernementaux portent le label NFDC. Si demain le gouvernement décide de vendre ses parts, ce qui est d'ailleurs envisagé, la NFDC deviendra une société privée.

— Quelles relations entretenez-vous avec les professionnels du cinéma ?

— Nous sommes en bons termes. Les professionnels constituent la majorité du conseil d'administration de la NFDC qui, en retour, est membre de tous les organismes professionnels. Nous jouons également un rôle d'intermédiaire entre l'industrie et l'Etat, en servant de consultants auprès de l'administra-

tion sur les dossiers concernant le cinéma.

— Comment définiriez-vous la politique de production de la NFDC ? — Nous produisons entre quinze et vingt films par an. Tout auteur d'un projet peut le soumettre à la NFDC. Nous tendons à promouvoir les jeunes cinéastes, les femmes, et les idées neuves. Nous ne produisons pas de films reposant sur des formules éprouvées, ou à gros budget. Désormais, nous coproduisons souvent les films avec la télévision publique. Le budget moyen de nos productions tourne autour de 1,7 million de francs, soit un investissement annuel d'une trentaine de millions de francs. Le potentiel commercial n'est pas notre critère principal, bien que plus de 60 % de nos films soient rentables. Nous n'avons pas non plus de critères régionaux ou linguistiques, mais nous encourageons les cinéastes à tourner dans la langue qui correspond à leur sujet, et non pas systématiquement en hindi, qui assurerait une diffusion plus facile. Environ la moitié des films sont en hindi, et l'autre moitié dans les langues minoritaires.

— Vous occupez-vous aussi de distribution ?

— Nous distribuons nos films, seulement dans les grandes villes, puis ils passent à la télévision, et sont vendus à l'étranger, surtout en Grande-Bretagne, et aux États-Unis en vidéo seulement. La NFDC ne possède pas de salles, bien qu'elle en ait financé sur ces écrans, nous disposons d'une priorité d'accès. En Inde, il n'existe pas de circuits de salles, les cinémas appartiennent à des individus, il faut négocier les sorties salle par salle. Un grand film commercial sort avec deux cents copies, mais les nôtres le plus souvent seulement avec cinq à dix copies.

— Où en est la construction de multiplexes ?

— Plusieurs sociétés envisagent de s'y lancer, à commencer par Warner. Certains redoutent que ce changement ouvre la voie à une domination américaine, mais je n'y crois pas. 95 % des recettes proviennent des films nationaux, bien que Hollywood soit implanté en

Inde depuis soixante-cinq ans. La part de marché des films américains peut bien sûr s'accroître, mais pas devenir majoritaire : la syntaxe du cinéma indien (qu'il s'agisse de films commerciaux ou du cinéma d'auteur) est trop différente de celle du cinéma américain.

Propos recueillis par Jean-Michel Frodon

De Delhi à Paris

EN INDE ● **Fréquentation.** Chaque jour, 30 millions d'Indiens (sur une population de 900 millions) se rendent dans l'un des 13 000 cinémas du pays (dont 5 000 ambulants), ils payent leur place entre 50 centimes et 1 franc. ● **Production.** Environ 95 % des films proposés sont indiens. La production annuelle se situe entre 750 et 850 films (925 en 1989, année record). Le budget moyen

d'un film est d'environ 1,5 million de francs, dont un quart pour la vedette. Si plusieurs vedettes sont réunies dans un même film, le budget peut être de l'ordre de 5 millions de francs.

● **Rythme.** La loi interdit à une star de tourner plus de douze films en même temps, mais certaines parviennent à concilier vingt-cinq tournages simultanés. Les studios de Bombay, capitale du cinéma en langue hindi, fonctionnent jour et nuit sans interruption. On y produit plus de films qu'à Hollywood, de même qu'à Madras.

A PARIS

● **Rétrospective.** « Indomania », jusqu'au 4 février à la Cinémathèque française (tél. : 45-53-21-86) et du 12 décembre au 11 février à la Galerie du Jeu de paume (tél. : 47-03-12-50).

● **À lire :** *Indomania, le cinéma indien des origines à nos jours*, éditions de la Cinémathèque française, 235 pages, 120 francs. ● **Exposition.** La galerie Grewal Mohanjet (12, rue Jacob, 6^e) présente, du 25 novembre au 15 janvier, une collection d'œuvres originales, dessins, pastels et aquarelles de Satyajit Ray.

Il y en a forcément un qui est fait pour vous !



les **FRÈRES McMULLEN**

une comédie à découvrir au cinéma actuellement

Séduire la « nouvelle bourgeoisie »

JUSQU'À une période récente, on pouvait nettement distinguer, en Inde, deux courants cinématographiques, le cinéma commercial (dit *masala cinema*, de *masala*, épice) et le cinéma d'auteur (dit nouveau cinéma, en référence à la nouvelle vague française). Entre les producteurs, réalisateurs et acteurs de ces deux types de cinéma, un clivage profond engendrait parfois un mépris réciproque. Mais un genre nouveau émerge à présent de la nébulosité du cinéma indien, sous l'influence de l'évolution du pays : l'essor d'une nouvelle classe sociale, que les Indiens appellent « nouvelle bourgeoisie », et que les économistes et hommes d'affaires désignent plus concrètement comme un « marché de consommateurs ».

La politique d'ouverture économique et culturelle engagée depuis 1991 a accéléré la croissance de cette tranche de la population urbaine plus instruite, évaluée à près de 200 millions d'individus.

CONFLITS INTERCOMMUNAUTAIRES

Le film *Bombay* de Mani Ratnam (*Le Monde* du 10 juin), illustre ce nouveau courant, à mi-chemin entre la comédie musicale (plusieurs chansons rythment le film) et le film d'auteur engagé (le sujet traite des conflits intercommunautaires réels auxquels le pays est en proie). Le metteur en scène tamoul semble se faire une spécialité de ce type de cinéma ; son film précédent, qui fut, comme *Bombay*, un succès commercial, racontait une histoire d'amour, avec, en toile de fond, le Cachemire et ses problèmes politico-militaires.

On remarque que Mani Ratnam a obtenu un Master Degree in Business Management du Bajaj Institute

of Management, soit un diplôme d'école de commerce, et non celui d'une école de cinéma, comme il en existe de prestigieuses en Inde.

Plusieurs autres metteurs en scène semblent engagés sur la même voie, par exemple Mani Ratnam (*Saalam Bombay*), Shekhar Kapur (*Bandit Queen*), Ismail Merchant (*In Custody*). La distribution de leurs œuvres dans les cinémas indiens est plus large que celle des auteurs du nouveau cinéma ; celles-ci ne connaissent, cependant, pas encore le succès du box-office qu'atteignent les films de Ratnam. Et la sortie sur les écrans français — hors du circuit restreint des salles d'art et d'essai — de *Saalam Bombay*, de *Bandit Queen* et d'*In Custody* traduit également l'évolution du cinéma en Inde. Adapté aux attentes d'une nouvelle catégorie sociale prétendant à des débouchés internationaux, ce nouveau genre est appelé à se développer.

Symétriquement, les films étrangers trouvent désormais leur place sur les écrans des grandes villes indiennes. Les programmes américains alimentent déjà les réseaux câblés à travers toute l'Inde ; et, au Palace Cinema Hall de Calcutta, on se presse en famille pour voir *Le Roi Lion*, de Walt Disney, versions anglaise ou bengalie. L'arrivée massive des films étrangers remonte à 1992, quand *Basic Instinct* attira pour la première fois un public nombreux. Face au danger d'invasion hollywoodienne, danger encore lointain mais bien réel, la rénovation du cinéma indien, qui vise le même public, apparaît comme un possible moyen de défense.

Olga Prud'homme

L'impossible vengeance

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

Le Gardien Secret

150

L'impossible vengeance de Jack Nicholson

Crossing Guard. Signée Sean Penn, l'histoire d'un chauffard doux et paisible et d'une victime commandée par la haine. Aux limites du fantastique

Film américain de Sean Penn avec Jack Nicholson, David Morse, Anjelica Huston, Robin Wright, Piper Laurie, Robbie Robertson. 1 h 55.

Sans l'avouer explicitement, *Crossing Guard* appartient au genre du cinéma fantastique. Il raconte l'histoire d'un rendez-vous entre deux fantômes. Ses deux protagonistes principaux, Freddy et John, sont devenus des fantômes au même moment. Le moment où John, un brave gars de marin qui avait bu un coup de trop, a écrasé la fille de Freddy, joaillier et père de famille sans signe particulier. Freddy et John se sont transformés en spectres, en spectres captifs. John a pris six ans de prison, passés à mariner dans la culpabilité. Freddy s'est enfoncé dans la volonté de vengeance et la haine du monde, qui ont fait fuir sa femme. Le film commence deux jours avant la libération de John, mais c'est Freddy qui fait des croix sur un calendrier. Son arme est prête, il l'attend.

HAÏNE ET CULPABILITÉ
Comme beaucoup de films fantastiques, *Crossing Guard* est un film très abstrait. Il est construit sur le face-à-face entre deux affects fondamentaux, la haine et la culpabilité, et la perspective de leur rencontre.

Scénariste et réalisateur, le jeune comédien Sean Penn joue sur deux registres distincts, télescopés avec la même violence que ses personnages : la narration accompagne des situations psychologiques narratives, qui visent à donner une certaine densité humaine aux archétypes. Ainsi, le tueur d'enfant est un homme doux et paisible, infiniment malheureux de son acte, tandis que le père meurtri se



Jack Nicholson.

comporte de manière odieuse, jusqu'à ressembler par moments à un psychopathe.

Avant que les deux personnages ne se rejoignent, on découvre le comportement de l'un et de l'autre, les retrouvailles de John avec ses parents, puis son idylle difficile et tendre avec une jeune femme peintre, le cirque de Freddy avec ses copains de bars brailleurs et de boîtes à strip-tease, et ses confrontations violentes avec son ex-femme.

Cette épaisseur narrative est contredite par la mise en scène, qui recourt avec une insistance délibérée aux procédés du cinéma d'horreur, multipliant les ralentis, les effets de suspense appuyés, les trucs visuels et sonores destinés à créer un impressionnisme inquiétant et irré-

aliste. Ce contraste provoque un sentiment de malaise, sciemment recherché par le réalisateur. Ce qui ne le justifie pas toujours, tant certaines outrances semblent superflues. Une telle construction repose, pour une part essentielle, sur le jeu des acteurs, voués à faire accepter le déséquilibre interne du film. Là aussi, le résultat est inégal.

Face à Anjelica Huston (son ex-femme), Jack Nicholson, dans le rôle de Freddy, est remarquable et terrifiant, tout comme sa partenaire est remarquable et bouleversante. Mais le comédien, dont on connaît le goût pour les interprétations limites, n'est pas toujours aussi convaincant lorsqu'il joue seul ou durant la rencontre avec celui qu'il s'est juré de tuer. Dans le rôle de celui-ci, David Morse, au

contraire, révèle peu à peu une finesse de jeu imprévue qui fait beaucoup pour tenir le film jusqu'à son terme.

Décollant toujours davantage du reality-show (sur le thème : que feriez-vous si votre enfant était victime d'un chauffard ?) pour avancer à marche forcée vers le conte abstrait, *Crossing Guard* s'achève dans une ambiance quasi onirique, en fable sur la rédemption des fantômes. On est loin de la très concrète parabole morale proposée naguère par Claude Chabrol avec *Que la bête meure*, qui partait d'un argument comparable : sous le fait divers contemporain, c'est une légende gothique et métaphysique qui est ici contée.

Jean-Michel Frodon

De jeunes cinéastes indiens d'Amérique se lancent dans la fiction

Le Festival d'Amiens a présenté leurs films pour la première fois en Europe

AMIENS

de notre envoyé spécial

Le 15^e festival international du film d'Amiens, qui s'est déroulé du 3 au 12 novembre, a décerné son Grand Prix à *Visiblement je vous aime*, de Jean-Michel Carré (France), son Prix spécial du jury à *Karek*, de Cathal Black (Irlande), et son Prix du court métrage à *High Horse*, de Randy Redroad (Indien Cherokee, États-Unis).

Outre la compétition, le Festival présentait une rétrospective du cinéma irlandais, une série de téléfilms américains réalisés par des «grands» du grand écran (Altman, Cassavetes, Ford, Jerry Lewis, Spielberg), une section «Cinéma du monde», centrée sur le monde africain (que cette manifestation a largement contribué à faire connaître en France). Et, enfin, sous le titre «Le chant de la Terre», une vingtaine de films réalisés par des Indiens des Amériques (surtout ceux de la partie nord). Amiens avait déjà abordé le sujet en 1987 et 1991. La vidéo était alors le principal support, au service de documentaires (consacrés à leurs propres coutumes) ou de films d'intervention (contre les formes contemporaines de l'ethnocide).

Les images, de diffusion restreinte, étaient celles de spécialistes et de militants. Le monde du cinéma demeurait hors d'atteinte ; et, si les Indiens avaient généralement salué le changement d'état d'esprit réitéré par *Dance with the Wolves*, bien que le film demeurât encore une fois ancré dans le passé, ils s'inquiétaient de ne lui voir

aucune authentique descendance. Le réalisateur Sandy Osawa (Makah) constatait qu'«ils restaient des stéréotypes» et qu'il y avait «peu d'exemples de peuples autant présents à l'image tout en demeurant invisibles».

La télévision a tenté de prendre le relais, avec une série produite par la chaîne publique américaine PBS, *La Véritable Histoire des Indiens d'Amérique*, qui fait appel à des réalisateurs blackfiet et choc-tow. Mais cette histoire revisitée, entre émotion juste et «correction politique», succombe à la forme, imposée par les producteurs, d'un brillant manuel. Celui-ci a du moins le mérite de s'opposer au racisme quotidien, à la vision sommaire et à l'incompréhension dont témoigne un documentaire comme *Lighting the Seven Fire*, consacré au déni de droits de pêche acquis par d'anciens traités.

CONFRONTATION

Le documentaire a aussi su ouvrir d'autres perspectives que l'irréductible face-à-face. Notamment lorsque le saxo-ténor Jim Pepper s'est fait, dans *Jim Pepper: Pow Wow*, le défenseur du «mélange». Assurément, il est que «nous avons dû être là, nous les Creeks, lorsque le jazz a été inventé», il affirme qu'associer jazz et chants traditionnels, c'est «comme enfler une chaussure sur un pied». Et envisage son art non plus dans le contexte clos d'un intégrisme, mais dans la confrontation des cultures indiennes au monde actuel.

Cette interrogation pointe chez

une nouvelle génération passée par les écoles de cinéma et qui tente de s'imposer dans le film de fiction. Ainsi de Chris Eyre, Cheyenne de vingt-six ans, dont *Tenacity*, un *Duel* spielbergien entre deux gosses indiens et un puissant pick-up piloté par deux Blancs lves, est un très professionnel exercice de style. Et surtout la jeune réalisatrice navajo

Arlene Bowman. Avec *A Song Journey*, elle ouvre une voie modeste en devenant son propre personnage, dans un long voyage à la recherche de son indienne, à travers ces *pow wow* (rites traditionnels) qui paraissent aujourd'hui prêts à être engloutis dans l'insupportable creuset américain.

Jean-Louis Perrier

Il y en a forcément un qui vous ressemble !



les
**FRÈRES
McMULLEN**
une comédie
à découvrir au cinéma
actuellement

LES AUTRES NOUVEAUX FILMS

DIS, PAPA

Film norvégien de René Bjerke. Avec Hakon Bolstad, Benedikte Lindbeck, Nils Ole Oftebro, Grethe Ryen (1 h 30).

Depuis huit ans, le Festival du cinéma nordique de Rouen s'attache à mieux faire connaître une production qui demeure, pour le public français, perdue dans les brumes septentrionales. Grand Prix du jury en 1994 et ballon d'essai d'une société de distribution (Alonso Films) créée dans son sillage, *Dis, Papa* arrive de Norvège, et décline le thème d'une fugue adolescente. Une pluie nocturne sur la coque d'un bateau, la voix off d'un fils lisant une lettre à son père, en fournissent l'exposition. La fuite en bateau le long des rives lumineuses du fjord d'Oslo, l'embarquement inopiné d'une sirène en rupture d'amour, l'inéluctable poursuite du père, et le troublant huis-clos triangulaire qui s'instaure, en seront les principaux motifs. A l'ombre croisée d'Antonioni et du Polanski du *Cau-teau dans l'eau*, René Bjerke filme avec justesse et laconisme la dialectique de la liberté et de l'enfermement, de l'extraversion des corps et de la fuite des regards. Sans doute n'échappe-t-il pas tout à fait, dans la confrontation du fils et du père, à la démonstrativité du cas d'école. Mais cette pesanteur est heureusement atténuée par le charme impondérable de Benedikte Lindbeck.

Jacques Mandelbaum

FIESTA

Film français de Pierre Boutron. Avec Jean-Louis Trintignant, Grégoire Colin, Marc Lavoine, Laurent Terzieff, Dayle Haddon, Jean-Philippe Ecoffey (1 h 48).

Lois, très loin de la logique dérivée par Ken Loach dans *Land and Freedom*, voici celle qu'a inspirée la guerre d'Espagne à José-Luis de Villalonga, auteur du roman porté à l'écran par Pierre Boutron. La guerre est ici vue du côté des franquistes, à travers le regard porté par un adolescent de dix-sept ans, fils de nobles espagnols tiré de son collège catholique français pour aller défendre l'honneur et les intérêts de sa famille et de sa classe. Le film s'organise autour de la figure singulière d'un colonel homosexuel et morphinomane, cynique flamboyant qui offre à Jean-Louis Trintignant le prétexte d'une composition gourmande et virtuose, dont l'éclat renforce par contraste la pâleur de la réalisation et le conformisme de la pensée. Une reconstitution d'époque soignée sert d'écrin à ce film d'un autre âge, qui accumule à loisir clichés et poncifs.

P. M.

THE DOOM GENERATION

Film franco-américain de Gregg Araki. Avec James Duval, Rose McGowan, Johnathon Schaech (1 h 24).

Sur fond de musique rock, un couple d'adolescents embarque un troisième larron pour une équipée ponctuée de morts brutales, les héros étant condamnés par le scénario à provoquer, malgré eux, toutes sortes de violences. Le désir va circuler sans entrave entre les trois personnages, qui trouveront une complète harmonie sexuelle avant qu'une agression plus brutale que les autres ne provoque la mort d'un des deux garçons. *The Doom Generation* renvoie à la tradition bien établie des histoires d'amants en fuite, en remplaçant le couple garçon/fille par un trio et en dopant le récit de cette odyssée par de multiples provocations.

Le réalisateur Gregg Araki, nouvelle figure du cinéma américain indépendant, a disposé ici d'un budget plus important que pour ses œuvres précédentes, tout en conservant certaines audaces peu conformes aux normes en vigueur aujourd'hui à Hollywood. Le cinéaste semble malheureusement avoir adopté le point de vue immature de ses personnages et n'exprime qu'une vision puérile et régressive du sexe et de la mort, jusqu'à recourir naïvement aux signes les plus élémentaires de la provocation luvénile, comme les croix gammées de la dernière séquence.

Jean-François Rauger

LE DIABLE À QUATRE

Film italien de Giorgio Ferrara. Avec Isabella Rossellini, Tom Conti, Zouc, Michel Duchaussoy (1 h 22).

A Venise, au milieu du XVIII^e siècle, la belle Rosanna épouse à contrecoeur un repoussant mais richissime cacochyme. Elle a du moins la satisfaction de le voir rendre le dernier soupir au terme de la bénédiction nuptiale. Trois prétendants étrangers, l'un plus grotesque que l'autre, entrent illico en lice. Mais le tout-puissant tribunal de l'Inquisition veille, et délègue l'impétueux comte de Boscanero, aristocrate désargenté et ancien amant de Rosanna, dans cette course au trésor.

Les connaisseurs auront reconnu dans ce canevas une libre interprétation de *Le Fine Mouche* de Carlo Goldoni. Mais ceux, connaisseurs ou pas, qui auront la curiosité d'aller voir le film, trouveront une pantalonade post-synchronisée qui confine à la science-fiction, dans une esthétique du théâtre filmé non moins enfantine qu'une publicité chocolatière.

Cette entreprise à prétention culturelle et européenne, célébrant le bicentenaire de la mort de Goldoni en 1793, nous parvient donc avec deux ans de retard. Un malheur advenant toujours trop tôt, on préférera apprécier Goldoni à domicile, le 21 novembre sur Arte, en regardant *La Servante amoureuse*, filmée par Jean Douchet.

J. M.

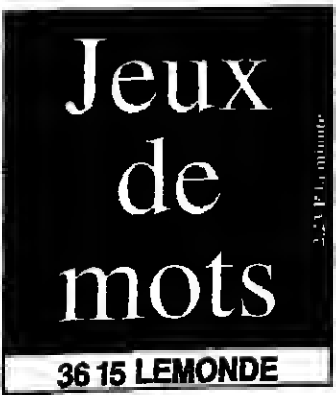
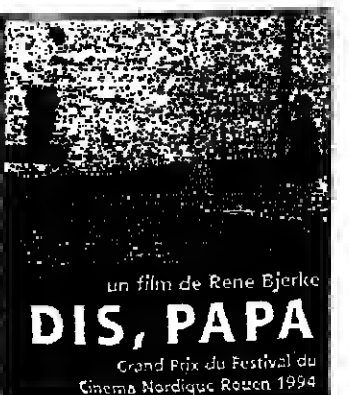
LES FRÈRES McMULLEN

Film américain d'Edward Burns. Avec Jack Mulcahy, Mike McGlone, Edward Burns, Connie Britton. (1 h 25).

Premier film de l'auteur, réalisé en 16 mm avec les amis du cinéaste et quelques milliers de dollars, *Les Frères McMullen* est en passe de devenir un petit phénomène, en rencontrant un authentique succès à la fois critique et public. Il s'agit d'une œuvre délibérément intimiste, d'une chronique familiale étalée sur plusieurs mois, a priori fort éloignée des recettes contemporaines des films américains commerciaux.

Trois frères new-yorkais d'origine irlandaise se confient leurs doutes et leurs interrogations sur l'engagement amoureux, le mariage, l'adultère, le sexe. Entravés, pour deux d'entre eux, par un surmoi catholique encombrant, fuyant, pour le troisième, les responsabilités, les personnages semblent tourner en rond avant de choisir in fine la voie la plus confortable pour eux-mêmes et le spectateur. En effet, en dépit de ses conditions de production, *Les Frères McMullen* reste étranger à l'esprit indépendant, et refuse au bout du compte toute situation dérangeante, voire ouverte, pour achever le périple affectif de ses héros dans la conjugalité la plus rassurante. Edward Burns a désormais, sans doute, gagné son ticket pour Hollywood.

J.-R. R.



Une vaste consultation internationale consacre « Citizen Kane » et Luis Buñuel

UNE LISTE DE 2.247 titres, reflet de ce que les spécialistes mondiaux considèrent comme le meilleur du cinéma : voici le résultat d'une enquête-fléuve réalisée à l'occasion du Centenaire du cinéma par la Fédération internationale des archives du film, qui regroupe la plupart des cinémathèques du monde.

La question posée était : « Quelles sont, à vos yeux, les œuvres les plus importantes de l'histoire du cinéma ? » Chacun était libre de mentionner autant de films qu'il le souhaitait. Et si le questionnaire, subdivisé en catégories, ne se présentait pas sous la forme d'un référendum, le classement général, établi d'après les réponses de trente-sept cinémathèques, y ressemble fort. Les conclusions viennent d'être publiées dans un document qui compile les réponses de nombreux pays (l'Italie, l'Égypte, la Pologne ou l'ancienne Tchécoslovaquie n'ont pas répondu). A défaut d'une introuvable objectivité, on peut certainement trouver ici une consultation significative.

Citizen Kane (Orson Welles) emporte la palme virtuelle, précédant *Le Cuirassé Potemkine* (Eisenstein), *Le Cabinet du docteur Caligari* (Robert Wiene), *L'exception de Chantons sous la pluie*, les dix films classés en tête (lire ci-contre) ont tous été réali-

sés en dehors du système hollywoodien, voire en opposition à celui-ci. On note aussi la permanence des choix : des consultations comparables, bien que de moindre étendue, avaient déjà été organisées en 1948 et en 1958. Toutes deux avaient abouti au classement en tête du *Cuirassé Potemkine*, *Citizen Kane* figurant, en 1958, à la 9^e place.

PAS DE CONTEMPORAINS

Le palmarès fait peu de place aux grands comiques (*Lo Rucé vers l'or* se classe 25^e), à la comédie musicale, au western et - éternel oublié - au sérial, qui fut pourtant l'âge d'or du cinéma d'avant 1920. Quatre pays producteurs viennent constamment en tête : les États-Unis, la France, l'Allemagne et l'Italie, tandis que l'Afrique noire est presque totalement absente, avec un seul titre mentionné, *Yélen de Soulemane* (Cissé). Taiwan a également été ignoré par les votants. Par ailleurs, il faut aller au-delà de la 50^e place pour trouver des œuvres contemporaines. Les mieux classées sont *Murder dans un jardin anglais* de Peter Greenaway, *Le Songe de la lumière* de Victor Erice, *Le Voyage des comédiens* de Théo Angelopoulos et *La Belle Noiseuse* de Jacques Rivette. Et le manque d'éloignement dans le temps ne semble pas l'expliquer : ce n'est en effet pas le



LUI BUÑUEL

nombre des œuvres récentes qui pose problème, mais leur médiocre classement.

Autre surprise, l'absence dans une liste aussi large d'œuvres telles que *La Comtesse aux pieds nus* de Mankiewicz, *Le Conformiste* ou *Le Dernier Tango à Paris* de Bertolucci, *Les Dammés* ou *Ludwig* de Visconti - dont *La Terre tremble* et *Le Guépard* sont bien classés - *Muriel* ou *La Guerre est finie* de Resnais - plébiscité pour *Nuit et Brouillard*, qui devance *Hiroshima mon amour* et *L'Année dernière à Marienbad* - *L'Impératrice Yang-Kwei-Fei* de Mizoguchi, *La Nuit d'Antonioni*, *L'Opinion publique* de Chaplin, *Orange mécanique* de Kubrick ou *Les Vétérans* de Fellini, pour s'en tenir à quelques très grands absents.

La « cote mondiale » des cinéastes est plus éclairante encore. Largement en tête, on trouve Buñuel - dont *L'Âge d'or*, *Un chien andalou* et *Terre sans pain* sont classés les autres films -, suivi d'Eisenstein, Flaherty, Godard, Welles, Griffith, Lang, Resnais et Visconti. On notera la médiocre 14^e place de Chaplin (grand perdant de cette confrontation), la 16^e de Bergman, et l'étonnante 19^e place - avant Fellini et Mizoguchi - de Michael Powell.

Certains « grands oncles », avec des scores médiocres, semblent bien oubliés : Stroheim, Sjöström, Grémillon, Poudovkine, Sternberg se retrouvent au-delà de la 30^e place. Beaucoup de cinéastes largement consacrés en Europe ne se tirent pas sans

mal de cette confrontation mondiale : Angelopoulos, Cassavetes, Woody Allen, Ferreri, Herzog, Rosi, Wajda, Polanski et Boorman se retrouvent très loin dans le classement. Mais rien ne permettait de prévoir le score misérable - quelle que soit l'origine de la réponse - de Pasolini, de Fassbinder, de Bertolucci, à l'instant même où l'œuvre des deux premiers est revisitée et où celle du troisième paraît pouvoir prendre un nouveau départ. Et l'œuvre récente des Coppola, Scorsese et De Palma se solde pratiquement par une fin de non-recevoir.

Par ailleurs, on n'imaginait pas que de grands auteurs comme Losey, ou des « hollywoodiens » comme Kazan, Mankiewicz, Penn ou Altman soient aussi déconsidérés au niveau mondial. Les Japonais (Ozu, Kurosawa, Mizoguchi) ne s'en tirent que moyennement, mais Tarkovski et Paradjanov entrent au panthéon des grands Russes. Enfin, on comprend mal l'absence pure et simple de Youssef Chahine, de Robert Aldrich, de Marco Bellocchio, de Richard Brooks, de Louis Delluc et de Jiri Trnka - cette dernière d'autant plus étonnante que le cinéma d'animation est largement représenté.

LES GRANDS PIONNIERS

Mais on ne manquera pas d'être réconforté par la présence, dans la majorité des réponses, des grands pionniers (Edison, Feuille, Dickson, Griffith, Ince, Louis Lumière, Méliès et même Emile Reynaud) et des cinéastes expérimentaux : à côté des stars de l'underground comme Warhol ou McLaren, on note les noms de Brakhage, Kubelka, Markopoulos, Jonas Mekas, Darr O. et Michael Snow - ce qui est d'autant plus remarquable qu'il ne fallait pas simplement citer des noms, mais indiquer des titres de films. Et on est tout à fait rassuré de relever le nom de Jean Panivé, par lequel le film scientifique est lui aussi salué.

Cette enquête a également le mérite de ne pas donner de gage à l'« historiographie occidentale », pour reprendre l'expression de Gabrielle Clés, directrice de la

Cinémathèque royale de Belgique et coordonnatrice de l'ensemble. Par exemple, John Ford n'est plus plébiscité pour *La Chevauchée fantastique* mais pour *La Prisonnière du désert*, et *Voyage en Italie* de Rossellini ne semble plus, au niveau mondial, le film-culte qu'il a été en France. Certains cinéastes se retrouvent dans le peloton de tête pour un ou deux films seulement. Ainsi Robert Wiene avec *Le Cabinet du docteur Caligari*, Dziga Vertov avec *L'Homme à la caméra*, Walter Ruttmann avec *Berlin, symphonie d'une grande ville*, Vittorio De Sica avec *Le Voleur de bicyclette*, Jean Vigo avec *A propos de Nice* et *À l'Atlantique* - mais non *Zéro de conduite*.

Quant aux cinéastes « en activité », les mieux classés sont Godard, Resnais, Oliveira, Antonioni, Kubrick (premier Américain, classé à la 44^e place), Erice, Greenaway, Scorsese, Daniele Huillet et Jean-Marie Straub, Rivette, Wenders, Rohmer et Syberberg. Le plus jeune est Wenders, et il a cinquante ans, ce qui en dit long sur la crise actuelle du cinéma et est corroboré par la place affligeante des œuvres contemporaines.

Enfin, on constate avec effroi le sort réservé aux femmes cinéastes : hormis Leni Riefenstahl et Danièle Huillet, dont l'œuvre est indissociable de celle de Jean-Marie Straub, les deux femmes les mieux classées sont Chantal Ackerman et Marguerite Duras. Elles se retrouvent à la même place que Lloyd Bacon, bon faiseur d'avant-guerre, mais aussi, il est vrai, que Jorge Sanjinés, grand cinéaste bolivien qui a en besoin des voix de l'équateur, du Québec, de l'Uruguay et du Mexique pour figurer dans le classement.

Emmanuel Leclercq

★ Le jeu des catégories, un jeu pour le centenaire du cinéma, édité par la Commission de programmation et d'actions aux collections de la HAF. Disponible à la Cinémathèque royale de Belgique, 9, rue Baron-Horta, B-1000 Bruxelles. Tél. : 19-32-2-507-83-70. 274 pages, 600 FB.

Les films plébiscités

Voici le classement des vingt meilleurs films recensés par l'enquête :

1. *Citizen Kane* (Orson Welles, 1941)
2. *Le Cuirassé Potemkine* (S. M. Eisenstein, 1925)
3. *Le Cabinet du docteur Caligari* (Robert Wiene, 1919) ; *Nanook l'Esquimau* (Robert Flaherty, 1922)
4. *L'Homme à la caméra* (Dziga Vertov, 1929)
5. *La Règle du jeu* (Jean Renoir, 1939)
6. *Intolérance* (D. W. Griffith, 1916)
7. *Le Voleur de bicyclette* (Vittorio De Sica, 1948) ; *Nuit et Brouillard* (Alain Resnais, 1956)

10. *A bout de souffle* (Jean-Luc Godard, 1959) ; *Andrei Roublev* (Andrei Tarkovski, 1968) ; *Berlin, symphonie d'une grande ville* (Walter Ruttmann, 1927) ; *Chantons sous la pluie* (Stanley Donen et Gene Kelly, 1952)
14. *L'Âge d'or* (Luis Buñuel, 1930) ; *Rome, ville ouverte* (Roberto Rossellini, 1945) ; *Les Rapaces* (Erich von Stroheim, 1923)
15. *Naissance d'une nation* (D. W. Griffith, 1915) ; *Un chien andalou* (Luis Buñuel, 1928) ; *Terre sans pain* (Luis Buñuel, 1932) ; *La Passion de Jeanne d'Arc* (Cecil M. Dreyer, 1928) ; *Les Fraises sauvages* (Ingmar Bergman, 1957) ; *Nuit et Brouillard* (Alain Resnais, 1956)

Lettre d'Amérique

DEUX FILMS français sont à l'affiche du Festival du film français de Saratoga, qui tient sa septième édition du 15 au 19 novembre dans cette station balnéaire de Floride, sous l'égide d'Unifrance Film International, l'organisme chargé de la promotion du cinéma français à l'étranger. La sélection proposée à des critiques, distributeurs et exploitants américains comprend notamment les champions du box-office 95 : *Les Anges gardiens*, *Gazon maudit* (qui représente la France pour la nomination à l'Oscar du meilleur film étranger), *Elisa, une femme française*. Mais des productions plus modestes comme *A la vie, à la mort*, de

Robert Guediguian ou *Etat des lieux*, de Jean-François Richet sont également invitées. Certains films sont encore inédits en France : *Les Caprices d'un fleuve*, de Bernard Girardeau, *Désiré*, de Bernard Murat (produit par Daniel Toscani du Plantier, président d'Unifrance), *En avoir ou pas*, de Laetitia Masson ou *La Fille seule*, de Benoît Jacquot. Des hommages seront rendus à Jacques Tati et à Eric Rohmer. Depuis le succès de *Pulp Fiction*, qui l'a sorti de l'oubli et pour lequel il a été payé 150 000 dollars, et de *Get Shorty* qui tient en ce moment le haut du box-office aux États-Unis, John Travolta est devenu gourmand. Selon *Phedon* madame *Variety*, il est le premier acteur à réclamer un cachet de 21 millions de dollars (plus de 100 millions de francs). Le

premier à atteindre le cap des 20 millions avait été Jim Carrey et, du coup, les stars de ce qu'on appelle à Hollywood, la « liste A » (Harrison Ford, Sylvester Stallone, Mel Gibson, Tom Cruise et Arnold Schwarzenegger) avaient obtenu une augmentation de cinq millions. Les studios sont inquiets des exigences de Travolta et de leurs répercussions sur les budgets. Pourtant, l'acteur croule sous les propositions. Et il veut porter à l'écran deux romans de Ron Hubbard, le fondateur de l'Eglise de scientologie.



Lettre d'ailleurs

Il existe un pays où la fréquentation des cinémas atteint des proportions telles que les cinéastes turkménistes ne peuvent que se plaindre de la médiocrité de leur art. Les studios sont inquiets des exigences de Travolta et de leurs répercussions sur les budgets. Pourtant, l'acteur croule sous les propositions. Et il veut porter à l'écran deux romans de Ron Hubbard, le fondateur de l'Eglise de scientologie.

depuis octobre 1991, le Turkménistan nous envoie ses ressources du pétrole et du gaz. Outre les trois ou quatre films produits sur place chaque année, le public doit se contenter de ceux qui peuvent être acheminés de Russie, parfois en charettes sur les routes poussiéreuses. Il est d'autant plus difficile pour le pays d'effectuer ses propres acquisitions que la monnaie nationale, le manate, n'est pas convertible. C'est donc selon le bon vouloir des distributeurs russes qu'une cinquantaine de films, dont vingt originaux d'Inde et autant des États-Unis,

sont projetés chaque année. Malgré l'engouement du public pour le cinéma, on ne saurait parler d'un marché très porteur, vu le prix de vente des billets : entre 20 et 50 centimes. Le Turkménistan connaît une période de production active, lorsque une partie du cinéma soviétique s'écoule à Achgabat, sa capitale, devant l'avancée des troupes allemandes. Le studio local souffre aujourd'hui de l'absence de laboratoires, et les films qu'il a envoyés à Saint-Petersbourg restent séquestrés, pour défaut de paiement en monnaie reconnue. Nostalgique, le secrétaire de l'Union des cinéastes, Khodjaoullou Nardiev, se souvient de l'époque (1972) où son film *La Bru* était diffusé par la télévision française. Ce film illustre un trait de caractère national, plus que jamais nécessaire : la patience. Elle sera peut-être récompensée par la sortie de la superproduction actuellement tournée grâce à un financement des États arabes unis, et consacrée au tremblement de terre qui détruisit entièrement Achgabat en 1988.

Joël Chapron

La librairie L'Écume des pages accueillera

ANDREÏ MAKINE

Prix Goncourt 1995 • Prix Médicis 1995

pour son roman

Le Testament français

Jeudi 16 novembre à partir de 17 h 30

L'Écume des pages 174 bd St-Germain Paris VI*

LES ENTRÉES À PARIS

★ Semaine en net recul, après les vaches grasses de la période de congés scolaires. Tous les succès de la période précédente affichent une baisse brutale. Ce n'est pas trop préoccupant pour *Les Anges gardiens*, qui approche des 770 000 entrées en cinquième semaine, ni pour *Waterworld*, à 389 000 en trois semaines.

Mais *Assassin*, *Mortal Combat*, *Dragon Ball Z* ou *Casper* subissent une usure trop rapide,



eu égard aux espoirs qu'ils pouvaient nourrir.

★ Deux phénomènes dominent les sorties de la semaine. *Apollo 13* réussit son entrée dans l'atmosphère française avec 159 000 passagers dans ses 42 salles. Et, face à l'unique écran géant du Grand Rex, pas moins de 43 700 jeunes et moins jeunes spectateurs se sont agglutinés devant *Pocahontas*, justifiant à nouveau la stratégie de Disney, qui sort ses nouveautés dans cette seule salle avant d'élargir (le 22 novembre) à la France entière.

★ Parmi les autres nouveautés, le prétendant français, *Au Petit Mort*, obtient un résultat décevant à 19 000 dans 19 salles. A leur échelle, deux titres enregistrent en revanche un score

satisfaisant : *Shanghai Triad* (15 000 dans 7 salles) et *La Croisade d'Anne Burdon*, qui approche les 2 000 malgré son unique écran.

★ Les valeurs sûres du cinéma français connaissent des sorts contrastés. Claude Santet obtient gain de cause avec 284 000 spectateurs en quatre semaines pour *Nelly et M. Arnaud*. Sans parvenir tout à fait aux sommets auxquels il pouvait prétendre, Claude Chabrol s'en tire bien avec 310 000 entrées pour *La Céramique* en onze semaines. *Le Garçu* de Maurice Pialat, en revanche, enregistre une déception avec seulement 73 000 amateurs en quinze jours. On tentera de s'en consoler avec la carrière du très discret *A la vie, à la mort*, qui tire son épingle du jeu à 15 000 en 5 semaines dans seulement deux salles parisiennes.

J.-M. F.

★ Sources des chiffres : Le Film français

80 ANS DE FILMS INDIENS ET DE FILMS SUR L'INDE

9 NOVEMBRE 95 AU 4 FÉVRIER 96

Indomania

RAJKAROR, JOON LUMPHU, RINU DOTE, JAMES HORY, MONTA, SUT HAN, SATVA TRAY, BAN BENDOR, PINKA CHAT, ROBERT O. ROSS, KUNAL KUMAR, ALVIN CORNEAL, PHALG

Cinémathèque française

MUSEUM DU CINÉMA

11, AVENUE DE LA LIBERTÉ, 75001 PARIS

الجزيرة

GUIDE CULTUREL

LE MONDE / JEUDI 16 NOVEMBRE 1995 / 27

Le Groupe Dunes
marie la danse
à l'image« Heu ! Et autres bruits »,
une création qui milite
pour leur art sans esbroufe

MADÉLINE CHICHE et Bernard Misrahi : on les découvre au début des années 80. Ils racontent de drôles de journées, mettant en avant le comique du quotidien, le rendant parfois inquiétant. Refusant le corps spectaculaire, ils lui donnent une extension magique en utilisant l'image. On croit moins aujourd'hui aux travaux de ceux qui mêlent différentes disciplines. Signe des temps et de fermeture. Les deux Marseillais, eux, ont persévéré, loin des modes, de l'agitation des chapelles, affirmant leurs choix, leur

amour d'une danse simple comme le jour, qui se déroule par à-coups dans un environnement sonore et cinématographique. Ils veulent capter la réalité, l'interroger avec humour : difficile de prévoir ce qui va se passer ? Répond-il soudain devenu meilleur ?

★ Groupes Dunes, du 14 au 18, à 20 h 30. Le 16, à 19 h 30. Scolaires, le 17, à 14 h 30. Friche de la Belle de Mai, 41, rue Jobin, 13003 Marseille. De 30 F à 80 F. Tél. : 91-62-39-51.

UNE SOIRÉE À PARIS

Steve Coleman
En mars, le saxophoniste noir américain enregistrait au Hot Brass, en public, ses trois projets de groupe les plus récents : Mystic Rhythm Society, où les musiques du Japon, de l'Orient et de l'Amérique moderne se rejoignent, les Five Elements, sa formation « jazz » de base, et Metics, avec trois rappers parmi les plus créatifs du moment. Steve Coleman revient au Hot Brass, avec un triple CD et Metics, et parle déjà de sa prochaine emble, Secret Doctrine. Soirées allumées de la semaine.

Hot Brass, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19. M^e Porte-de-Pantin. 21 heures, les 15 et 16. Tél. : 42-00-14-14, 100 F.

Polysons « Viva Zappa »
Le collectif Polysons dans son programme Zappa. Le répertoire vient surtout des années 70, l'humour est présent, les sautes rythmiques et harmoniques rendues avec souplesse. Montreuil (93), Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir, 20 h 30, le 15. Tél. : 42-87-25-91. De 35 F à 80 F.

Orphéon Celesta-2 Labesse
Kazoo, trompette, peigne musical, planche à laver et soubassophone font partie de l'attirail hétéroclite de ces quatre oiseaux, qui chantent, jouent et s'amuse avec talent en revisitant au passage l'histoire du jazz. Les Halles-L'Auditorium, 5, porte Saint-Eustache, Paris-4. M^e Châtelet. Les Halles, 20 h 30, les 15, 16, 17, 18, 21, 22, 23, 24, 25 et 28, jusqu'à 2 décembre. Tél. : 42-36-13-90. Location FNAC, Virgin. De 80 F à 120 F.

Marc Beretini
Il fait partie de ceux pour lesquels la vie est supportable à condition de la tenir à distance, avec humour, avec dérision. I Neetsch you, troisième partie de la trilogie Dionysus, dit assez que le chorégraphe aime s'amuser, cultivant l'irrespect. Beretini, danseur inspiré, notamment chez Georges Appaix, est chorégraphe à ses heures. Centre culturel Jean-Vilar, 3, rue Lénine 93 Saint-Denis. Les Halles, 20 h 30, le 15. Tél. : 42-87-25-91. De 35 F à 80 F.

MUSIQUE

Une sélection de concerts
de jazz, rock, chanson
et musique du monde
à Paris et en Ile-de-France

JAZZ

PARIS
Orchestre de contrebasses
Théâtre du Renard, 12, rue du Renard, Paris 4. M^e Hôtel-de-Ville. 19 heures, les 15, 16, 17, 18, 21, 22, 23, 24, 25 et 28, jusqu'à 5 décembre. Tél. : 42-71-46-50, 120 F.

Steve Coleman, Metics
Hot Brass, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19. M^e Porte-de-Pantin. 21 heures, les 15 et 16. Tél. : 42-00-14-14, 100 F.

Arthur Blythe Band
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10. M^e Château-d'Eau. 20 h 30, le 16. Tél. : 45-23-51-41. Location Fnac, Virgin. De 110 F à 130 F.

Betty Carter et son trio
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10. M^e Château-d'Eau. 20 h 30, le 17. Tél. : 45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

Art Ensemble of Chicago
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10. M^e Château-d'Eau. 20 h 30, le 18. Tél. : 45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

Jacques Videl Quintet
La Villa, 29, rue Jacob, Paris 6. M^e Saint-Germain-des-Près. 22 h 30, le 20. Tél. : 43-26-60-00. De 120 F à 150 F.

Laurent de Wilde, Ira Coleman, Philippe Solari
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10. M^e Château-d'Eau. 20 h 30, le 21. Tél. : 45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

Dickier Lockwood, Brel Lagrène
Petit Journal Montparnasse, 13, rue du Commandant-René-Mouchotte, Paris 14. M^e Galté, Montparnasse-Bienvenue. 21 heures, les 15 et 16. Tél. : 43-21-56-70. De 100 F à 150 F.

ILE-DE-FRANCE
Carla Bley, Steve Swallow
Trappes (78), Grenier à sel, 1, rue de l'Abreuvoir, 20 h 30, le 16. Tél. : 30-50-66-86. De 70 F à 85 F.

Polysons « Viva Zappa »
Montreuil (93), Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir, 20 h 30, le 15. Tél. : 42-87-25-91. De 35 F à 80 F.

Sylvia Courvoisier Quintette
Montreuil (93), Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir, 20 h 30, le 16. Tél. : 42-87-25-91. De 35 F à 80 F.

ROCK
PARIS
Randy Rore Band
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10. M^e Château-d'Eau. 20 h 30, le 15. Tél. : 45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

PARIS
Randy Rore Band
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10. M^e Château-d'Eau. 20 h 30, le 15. Tél. : 45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

PARIS
Randy Rore Band
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10. M^e Château-d'Eau. 20 h 30, le 15. Tél. : 45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

Ecuries, Paris 10. M^e Château-d'Eau. 20 h 30, le 15. Tél. : 45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

Pope Chubby
Chesterfield Café, 124, rue La Boétie, Paris 8. M^e Saint-Augustin. 23 h 30, les 15, 16, 17, 18, 21, 22, 23, 24 et 25. Tél. : 42-25-18-06.

Alfred Donat
Arapah, 30, avenue d'Italie (centre Italie III), Paris 13. M^e Place-d'Italie. 20 heures, le 16. Tél. : 53-79-00-11.

Iron Maiden
26th, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19. M^e Porte-de-Pantin. 20 heures, le 16. Tél. : 42-08-60-00. 150 F.

Sylvains et les Bardes
Blues Heures, 97 b, rue Championnet, Paris 18. M^e Porte-de-Clichy. 21 heures, le 16. Tél. : 42-62-21-47, 20 F.

Myérick
Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18. M^e Anvers. 18 h 30, le 17. Tél. : 44-92-45-45, 90 F.

Pleth, Atomic Kids, Tribal Pursuite
Pigall's, 77, rue Pigalle, Paris 9. M^e Pigalle. 20 heures, le 17. Tél. : 42-80-52-52, 50 F.

East 17
26th, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19. M^e Porte-de-Pantin. 20 h 30, le 17. Tél. : 42-08-60-00. 180 F.

Tao Ravello, Vincent Bucher
Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1. M^e Châtelet. 22 heures, les 17 et 18. Tél. : 42-33-22-88. De 78 F à 100 F.

Paradise Lost
Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18. M^e Anvers. 19 heures, le 18. Tél. : 44-92-45-45, 120 F.

Loudblast
Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18. M^e Anvers. 19 heures, le 19. Tél. : 44-92-45-45, 120 F.

Rebecka Törnqvist
Café de la danse, 5, passage Louis-Philippe, Paris 10. M^e Bastille. 20 heures, le 20. Tél. : 47-00-02-71, 115 F.

Dubway
Arapah, 30, avenue d'Italie (centre Italie III), Paris 13. M^e Place-d'Italie. 20 heures, le 21. Tél. : 53-79-00-11, De 80 F à 100 F.

ILE-DE-FRANCE
Burning Heads
St-Orangis (91), Le Plan, rue Rory-Gallagher, 20 heures, le 15. Tél. : 69-43-03-03, 80 F.

DAG
St-Orangis (91), Le Plan, rue Rory-Gallagher, 20 h 30, le 18. Tél. : 69-43-03-03, 90 F.

CHANSON
PARIS
La Bande Magnétique
Théâtre de la Potinière, 7, rue Louis-le-Grand, Paris 2. M^e Opéra. 19 heures,

les 15, 16, 17, 18 et 21, jusqu'à 26. Tél. : 42-61-44-16. Location Fnac, Virgin. 90 F.

Daniel Seff
Au Divan du monde, 75, rue des Martyrs, Paris 9. 20 heures, les 15, 16, 17 et 18. Tél. : 44-92-77-66, 90 F.

Oick Rivers
Robino, 20, rue de la Galté, Paris 14. M^e Galté. 20 h 30, les 15, 16, 17, 18, 21, 22, 23 et 24 ; 16 heures, le 19. Tél. : 40-66-98, 100 F.

Henri Salvador
Casino de Paris, 16, rue de Clichy, Paris 9. M^e Trinité. 20 h 30, les 15, 16, 17, 18, 21, 22, 23, 24 et 25 ; 17 heures, les 19 et 26. Tél. : 49-95-99-99. Location Fnac. De 120 F à 250 F.

Enrico Macias
Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris 8. M^e Opéra, Madeleine. 20 h 30, les 15, 16, 17 et 18 ; 17 heures, le 19. Tél. : 47-42-25-49. Location Fnac, Virgin. De 160 F à 250 F.

Georges Moustaki, Francis Lemarque, Pierre Perret
Théâtre du Jardin, jardin d'Acclimatation-bois de Boulogne, Paris 16. M^e Sablon. 21 heures, le 15. Tél. : 40-67-97-86, 45 F.

Gino Vanelli
Batclon, 50, boulevard Voltaire, Paris 11. M^e Voltaire. 20 h 30, le 16. Tél. : 47-00-55-22, 150 F.

William Shotts et Cie
Sentier des Halles, 50, rue d'Aboukir, Paris 2. M^e Sentier. 22 h 30, les 16, 17 et 18. Tél. : 42-36-37-27, 60 F.

Charlène Couture
Cité de la Musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19. M^e Porte-de-Pantin. 20 heures, les 17 et 18. Tél. : 44-84-44-84. De 100 F à 160 F.

Elise Caron
Cité de la Musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19. M^e Porte-de-Pantin. 22 h 30, les 17 et 18. Tél. : 44-84-44-84, 75 F.

Les Timoléons
Au Café chantant, 36, rue Richat, Paris 10. M^e République, Goncourt. 20 h 30, le 18. Tél. : 42-08-63-33, 40 F.

Lalla Chahane
Théâtre du Tourtour, 20, rue Quincampoix, Paris 3. M^e Rambuteau. 19 heures, du mardi au samedi ; 15 heures, le dimanche. Du 19 au 26 novembre. Tél. : 48-87-82-48, 70 F et 90 F.

Sue et les Salamandres
Sentier des Halles, 50, rue d'Aboukir, Paris 2. M^e Sentier. 20 h 30, le 20. Tél. : 42-36-37-27, 50 F.

Harry Belafonte
Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris 8. M^e Opéra, Madeleine. 20 h 30, les 20 et 21. Tél. : 42-42-25-49. Location Fnac, Virgin. De 200 F à 450 F.

Maurice Baquet
Théâtre du Renard, 12, rue du Renard, Paris 4. M^e Hôtel-de-Ville. 20 h 30, les 20 et 27, jusqu'à 18 décembre. Tél. :

42-71-46-50, 120 F.

Georges Moustaki
Théâtre de la Potinière, 7, rue Louis-le-Grand, Paris 2. M^e Opéra. 21 heures, les 20 et 27. Tél. : 42-61-44-16, 100 F.

Les Portugaises ensablées
Sentier des Halles, 50, rue d'Aboukir, Paris 2. M^e Sentier. 22 h 15, les 21, 22, 23, 24 et 25. Tél. : 42-36-37-27, 50 F.

ILE-DE-FRANCE
Le Quatuor
Colombes (92), Salle des fêtes et des spectacles, 88, rue Saint-Denis, 20 h 30, les 17 et 18. Tél. : 47-61-69-02, De 90 F à 150 F.

Serge Lama
Gagny (93), Arena, 121, rue Jules-Guesde, 20 h 30, le 15. Tél. : 43-61-79-67.

MUSIQUE DU MONDE
PARIS
Manu di Bango
Petit Journal Montparnasse, 13, rue du Commandant-René-Mouchotte, Paris 14. M^e Galté, Montparnasse-Bienvenue. 21 heures, les 15 et 16. Tél. : 43-21-56-70. De 100 F à 150 F.

Alfredo Rodríguez
La Java, 105, rue du Faubourg-du-Temple, Paris 11. M^e République. 23 heures, les 16 et 17. Tél. : 42-02-52, 80 F.

George Makinto
Hot Brass, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19. M^e Porte-de-Pantin. 21 heures, les 17 et 18. Tél. : 42-00-14-14, 50 F.

Marta Sebastian Musicals
Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris 4. M^e Châtelet. 17 heures, le 18. Tél. : 42-74-22-77, 80 F.

Buenos Aires Tango
Café de la danse, 5, passage Louis-Philippe, Paris 11. M^e Bastille. 20 heures, le 18. Tél. : 47-00-02-71, Location Fnac, Virgin. 110 F.

Salala, Danyel Waro
Cité de la Musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19. M^e Porte-de-Pantin. 16 h 30, le 19. Tél. : 44-84-44-84, De 100 F à 160 F.

Chen Zhong
Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris 16. M^e Passy, 20 heures, le 21. Tél. : 42-30-15-26, 20 F.

Monica Lyppo Combo
La Coupole, 102, boulevard du Montparnasse, Paris 14. M^e Vavin, 21 h 30, les 21 et 28, jusqu'à 26 décembre. Tél. : 43-20-14-20, 90 F.

ILE-DE-FRANCE
Edie Palmieri
Colombes (92), Salle des fêtes et des spectacles, 88, rue Saint-Denis, 20 h 30, le 15. Tél. : 47-61-69-02, 120 F.

Argentine, tango et Cie
Irry-sur-Seine (94), Théâtre, 1, rue Simon-Denure, M^e Mairie-d'Ivry. 20 h 30, le 18. Tél. : 46-70-21-55, De 50 F à 100 F.

CINÉMA

Tous les nouveaux films
de la semaine
et une sélection
des films en exclusivité

NOUVEAUX FILMS

CROSSING GUARD
Film américain de Sean Penn, avec Jack Nicholson, David Morse, Anjelica Huston, Robin Wright, Piper Laurie, Richard Bradford (1 h 55).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1^{re} (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra, dolby, 2^e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3^e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Odeon, dolby, 6^e (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; La Pagode, dolby, 7^e (36-68-75-07 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Mari-9na, dolby, 8^e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11^e (43-57-90-81 ; 36-68-69-27) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13^e (36-68-75-13 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (45-75-79-73 ; 36-68-69-24) ; Bluenette Montparnasse, dolby, 19^e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Majestic Passy, dolby, 16^e (36-68-48-56 ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e (36-68-20-22) ; VF : Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Les Nations, dolby, 12^e (43-43-04-57 ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13^e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Miramar, dolby, 14^e (36-68-70-39 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10).

LE DIABLE À QUATRE
Film italo-franco-russe de Giorgio Ferrar, avec Isabella Rossellini, Tom Conti, Zouz, Michel Duchaussey, James Wilby, Alexander Abdulov (1 h 22).
VO : Reflet Médias II, 5^e (36-68-48-24) ; VF : UGC Ciné-cté les Halles, dolby, 1^{re} (36-68-68-58).

DIS, PAPA
Film norvégien de René Bjerka, avec Håkon Bolstad, Benedikte Lindbeck, Nils Ole Oftebro, Grethe Ryen (1 h 30).
L'Entrepre, 14^e (45-43-41-63).

FIESTA
Film français de Pierre Boutron, avec Jean-Louis Trintignant, Grégoire Colin, Marc Lavoinie, Laurent Terzieff, Dayle Haddon (1 h 48).
Gaumont les Halles, dolby, 1^{re} (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Reflet Médias, salle Louis-Jouvet, 3^e (36-68-48-24) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8^e (43-59-19-08 ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, THX, dolby, 20^e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10).

101 : 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (45-75-79-73 ; 36-68-69-24) ; Bluenette Montparnasse, dolby, 15^e (36-68-70-38 ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, dolby, 20^e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10).
LES FRÈRES McMULLEN
Film américain d'Edward Burns, avec Jack Mulcahy, Mike McGone, Edward Burns, Cornie Britton, Maxine Bahns, Elisabeth H. McKay (1 h 23).
VO : UGC Ciné-cté les Halles, 1^{re} (36-68-68-58) ; UGC Odeon, 6^e (36-68-37-62) ; UGC Rotorde, 6^e (36-65-70-73 ; 36-68-41-45) ; UGC Triomphe, 6^e (36-68-45-47) ; UGC Lyon Bastille, 12^e (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, 13^e (36-68-62-27) ; Miramar, 14^e (36-65-70-41 ; réservation : 40-30-20-10).
THE DOOM GENERATION (**)
Film franco-américain de Gregg Araki, avec James O'Neal, Rose McGowan, Cress Williams, Johnathan Schaech (1 h 25).
VO : UGC Ciné-cté les Halles, dolby, 1^{re} (36-68-68-58) ; 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6^e (43-73-39-38 ; 36-68-68-12) ; George-V, dolby, 8^e (43-59-36-14) ; Sept Passiens, 14^e (43-20-32-20).

SÉLECTION
À LA VIE, À LA MORT !
de Robert Guédiguian, Jacques Boudet, Jean-Pierre Darroussin, Jacques Gamblin, Gérard Meylan, Jacques Pieller, François (1 h 40).
Espace Saint-Michel, 5^e (44-07-20-49) ; Sept Passiens, 14^e (43-20-32-20) ; APOLLON 13
de Ron Howard, avec Tom Hanks, Kevin Bacon, Bill Paxton, Gary Sinise, Ed Harris. Américain (1 h 20).
VO : UGC Ciné-cté les Halles, dolby, 1^{re} (36-68-68-58) ; 14-Juillet Odeon, dolby, 6^e (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; Publicis Saint-Germain, dolby, 6^e (36-68-75-55) ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e (36-68-70-14 ; 36-68-70-14) ; Gaumont Marignien, dolby, 8^e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8^e (36-68-49-56) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13^e (36-68-75-13 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Kinopanorama, dolby, 15^e (43-65-50-50 ; 36-68-75-15 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Mailiot, dolby, 17^e (36-68-31-34) ; VF : Rex, dolby, 2^e (36-68-70-23) ; Bretagne, dolby, 6^e (36-65-37-37 ; réservation : 40-30-20-10) ; Paramount Opéra, dolby, 9^e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10) ; Les Nations, dolby, 12^e (43-43-04-57 ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e (36-68-62-33) ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, THX, dolby, 20^e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10).

Grand Prix du Jury • Festival du Film de Sundance
Prix Spécial du Jury • Festival de Deauville

les
**FRÈRES
McMULLEN**

UGC

AU PETIT MARGUERY
de Laurent Bénégui, avec Stéphane Audran, Michel Aumont, Jacques Gamblin, Agnès Obadia, Alain Fromager, Mimi Fekine. Français (1 h 35).
14-Juillet Beaubourg, dolby, 3^e (36-68-68-58) ; 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6^e (43-73-39-38 ; 36-68-68-12) ; L'Arlequin, dolby, 6^e (43-59-36-14) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8^e (43-59-19-08 ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8^e (43-73-35-43 ; 36-65-71-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8^e (43-73-35-43 ; 36-65-71-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Les Nations, dolby, 12^e (43-43-04-57 ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13^e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Sept Passiens, 14^e (43-20-32-20) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-73 ; 36-68-69-24) ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e (36-68-20-22).

CORRIDOR
de Shunras Bantas, avec Katerina Golubeva, Viacheslav Amihanian, Shunras Bantas, Elmuts Nekrochius. Lituanien, noir et blanc (1 h 20).
VO : Les Trois Luxembourg, 6^e (46-33-97-77 ; 36-65-70-43).
LE COUVENT
de Manoel de Oliveira, avec Catherine Deneuve, John Malkovich, Luis Miguel Cintra, Leonor Silveira, Duarte d'Almeida, Heloisa Mirand. Franco-portugais (1 h 30).
VO : Reflet Médias II, 5^e (36-68-48-24) ; Lucernaire, 6^e (45-44-57-34).
LA CROISADE D'ANNE BURDAN
de Judith Cahen, avec Judith Cahen, Joël Luedt, Serge Bozon, Fabrice Barbato, Alberto Sorbelli, Camille de Casablanca. Français (1 h 25).
Espace Saint-Michel, 5^e (44-07-20-49).
DOLLAR MAMBO
de Paul Leduc, avec Dolores Pedro, Roberto Sosa, Raul Medina, Licio Rodriguez, Tito Vasconcelos, Eduardo Lopez Rojas. Mexicain (1 h 20).
Latina, 4^e (45-49-60-60).
LE GARÇU
de Maurice Pialat, avec Gérard Depardieu, Géraldine Pailhas, Antoine Pélissier, Dominique Rocheteau, Fabienne Babe, Elisabeth Depardieu. Français (1 h 45).
UGC Ciné-cté les Halles, dolby, 1^{re} (36-68-68-58) ; 14-Juillet Odeon, dolby, 6^e (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8^e (43-59-19-08 ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8^e (36-68-49-56) ; UGC Opéra, 9^e (36-68-75-55) ; La Bastille, dolby, 11^e (43-07-48-60) ; Escorial, dolby, 13^e (36-68-48-24) ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13^e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Les Montparnos, 14^e (36-65-70-43 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Mailiot, 17^e (36-68-31-34) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, dolby, 20^e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10).
LAND AND FREEDOM
de Ken Loach, avec Ian Hart, Rosana Pastor, Icar Bolin, Tom Gilroy, Marc Martinez, Freddie Pledger. Britannique (1 h 49).
VO : UGC Ciné-cté les Halles, dolby, 1^{re} (36-68-68-58) ; Europa Pantheon (ex-Reflet Pantheon), 5^e (43-54-15-04) ; UGC Rotorde, dolby, 6^e (36-65-70-73 ; 36-68-41-45) ; Le Balzac, dolby, 8^e (45-61-10-60) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; La Bast

Interrogés par l'IFOP les Français jugent la télévision « vulgaire »

QUELLE OPINION les Français ont-ils de leur télévision ? Un sondage, réalisé au mois d'octobre par l'IFOP pour France Télévision, dresse un tableau peu flatteur des principales chaînes. Selon cette étude réalisée auprès d'un échantillon représentatif de 1 001 personnes âgées de quinze ans et plus, possédant un téléviseur, selon la méthode des quotas, la télévision est jugée « de plus en plus vulgaire » par 72 % des personnes interrogées, « de plus en plus violente » (80 %) et « de plus en plus préoccupée par son audience » (90 %).

Invités à désigner leur chaîne préférée (le questionnaire ne mentionne ni Arte ni La Cinquième), la majorité des téléspectateurs optent pour France 2 (26 %, score équivalent à celui enregistré l'année dernière). TF1 recueille 23 % des suffrages (soit un recul de six points) et France 3 en obtient 18 % (+2). Cette dernière est d'ailleurs la chaîne qui recueille le plus d'avis favorables. Une appréciation que l'on peut rapprocher des analyses d'audience réalisées depuis la rentrée montrant une hausse sensible de la « 3 » (Le Monde du 1^{er} octobre).

Selon les personnes interrogées par l'IFOP, la chaîne des régions est celle qui « évolue et progresse », qui « fait découvrir des choses », « respecte une certaine morale », et en laquelle les téléspectateurs ont « confiance ». France 2 se pose davantage en chaîne de « distraction », même si le public la juge « sérieuse ». TF1 se voit reprocher

de diffuser « trop de publicité ». M6 est pour sa part saluée pour son « originalité » et sa capacité à « surprendre ».

La première chaîne est jugée « la meilleure » pour les journaux télévisés et les émissions pour enfants (soit un recul de sept points par rapport à 1994). France 2 se place en tête pour les téléfilms et feuilletons français ainsi que pour les émissions de variété et de divertissement. Quant à France 3, elle est jugée « la meilleure chaîne » pour ses programmes culturels. Canal Plus l'est pour les films et le sport, M6 pour les séries américaines.

Les programmes de retransmission de la troisième chaîne sont ceux qui ont le plus « agréablement surpris » les téléspectateurs. Concernant la grille de France 2, 25 % des Français se déclarent « plutôt déçus ». TF1 enregistre le score le plus défavorable avec 51 % de « plutôt déçus ».

Quant à savoir quelle est la chaîne qui « symbolise le mieux la notion de service public », les téléspectateurs optent en priorité pour France 2 (38 %) mais placent TF1, chaîne privée, en seconde position (26 %), à égalité avec France 3. Arte comme La Cinquième enregistrent des scores insignifiants. L'émission qu'ils jugent la plus représentative en la matière est « La marche du siècle » diffusée par France 3, avant « Eovoyé spécial » de France 2, à égalité avec le journal de 20 heures de TF1.

S. Ke.

Lorient est privé de « La Liberté »

La concurrence entre « Ouest-France » et « Le Télégramme », est renforcée par la disparition du titre du groupe Hersant

VANNES

L'ultime numéro du quotidien *La Liberté du Morbihan*, édité par la Sipec, a paru le dernier samedi du mois d'octobre. La diffusion et l'audience de ce titre du groupe de communication de Robert Hersant ont cessé de chuter depuis plusieurs années. Les pertes atteignent 7 millions de francs en 1994, alors que le tirage était souvent inférieur à 7 000 exemplaires et les ventes concentrées sur Lorient et son agglomération — estimées à moins de 5 000.

C'est en mai 1963 que Robert Hersant avait racheté ce quotidien créé à l'issue de la seconde guerre mondiale par des résistants morbihannais, dont Paul Chenailier, qui avait repris le matériel du *Nouveliste du Morbihan*, lancé en 1883. Journal du soir depuis sa création, *La Liberté du Morbihan* commet une erreur stratégique en passant, à partir de 1981, au matin afin de concurrencer les deux autres quotidiens vendus à Lorient : *Ouest-France* et *Le Télégramme*. Le quotidien de Lorient n'ayant jamais eu les moyens de son ambition, sa diffusion, qui était de 17 000 exemplaires quand il paraissait le soir, a rapidement chuté.

La disparition de *La Liberté* laisse face à face, dans le Morbihan, *Ouest-France* et *Le Télégramme*, qui se livrent une bataille sévère, notamment depuis que *Le Télégramme* a ouvert une rédaction locale à Vannes, en juillet

1993, et lancé une nouvelle édition sur la région Vannes-Auray.

Cette avancée de *Le Télégramme* dans une zone où *Ouest-France* était jusqu'ici en situation de quasi-monopole n'avait pas été du goût du PDG de ce dernier, François-Régis Hulin. Il avait concentré d'importants moyens techniques et rédactionnels pour tenter de repousser 500 concurrents. Dans le Morbihan, *Ouest-France* a répondu à cette attaque en créant deux nouvelles éditions en 1994 pour renforcer sa diffusion (109 000 exemplaires dans le département), tandis que son concurrent morlaisien, qui progresse dans le secteur côtier Lorient-Vannes et diffuse surtout sur la moitié ouest du département, a franchi récemment la barre des 10 000 exemplaires quotidiens.

RELATIONS TENDUES

La disparition de *La Liberté* a encore tendu les relations entre les deux titres sur l'agglomération lorientaise, où ils se disputent à présent le marché laissé vacant. Sous le titre « *La Liberté* de s'informer », le *Télégramme* a même passé à deux reprises une page de publicité dans les derniers numéros de *La Liberté*, en se présentant comme le défenseur du pluralisme de l'information dans le département.

L'arrêt de parution de *La Liberté* n'a pas eu de conséquences budgétaires sur l'imprimerie de la CIPQ que le groupe Hersant possède à Saint-Herblain, dans la

banlieue nantaise, et qui fabriquait le quotidien de Lorient depuis 1982. La quarantaine de salariés conservent leur poste. Selon le directeur du site, l'impression de *La Liberté* représentait une heure de travail pour l'imprimerie : son arrêt a donc donné plus de souplesse aux autres titres du groupe Hersant qui y sont fabriqués, soit les deux quotidiens nantais *Presse-Océan* et *L'Éclair*, ainsi que les exemplaires de *Paris-Turf* destinés à l'Ouest.

De leur côté, *Ouest-France* et *Le Télégramme* ont repris plusieurs des vingt-six salariés employés par leur ancien concurrent dans la ville de Lorient. Le quotidien rennais a engagé trois journalistes, celui de Morlaix huit, tandis que *Presse-Océan* en a repris un. En dehors des préretraites, une bonne moitié des salariés de *La Liberté* du Morbihan auront donc trouvé une solution de reclassement, mais le reste du personnel (dout six rédacteurs) a été licencié.

Michel Le Hebel

■ La société FPE, détentrice à 89 % du « *Nouvel Economiste* », va être « prochainement introduite sur le marché hors cote de la Bourse de Paris ». Selon le magazine, cette introduction en Bourse devrait également permettre « de conforter l'indépendance du journal », qui a connu une progression de 17 % de sa diffusion cette année. La barre des cent mille exemplaires payés a été franchie en octobre.

Des producteurs répondent à la SFP

LES 150 MEMBRES de l'Union syndicale des producteurs audiovisuels (USPA) n'ont pas apprécié la manière dont Michel Bassi, PDG de la Société française de production (SFP), a mis en cause les « avantages » inhérents à leur mode de fonctionnement (Le Monde du 11 novembre). Réfutant l'idée que les tournages à l'étranger, dans des pays où la main-d'œuvre est moins coûteuse, soient l'apanage de la production privée, Jacques Peskine, président de l'USPA, remarque : « Plus de 75 % des téléfilms sont tournés en France et la SFP ne participe qu'à moins de 20 % d'entre eux ».

Au sujet des avantages que les producteurs privés trouvent dans le régime d'assurance-chômage des intermittents du spectacle, l'USPA fait remarquer que la SFP elle aussi profite de ce régime pour les comédiens qui tournent dans ses téléfilms. Jacques Peskine ajoute que ce ne sont pas 35 000 personnes qui sont indemnisées à hauteur de 2 milliards de francs, mais 70 000 à 80 000 comédiens et techniciens. Il est vrai toutefois que le régime très favorable fait aux intermittents du spectacle permet aux producteurs privés de réduire au minimum la masse de leurs collaborateurs permanents. Ce qui n'est pas le cas de la SFP.

Enfin, les membres de l'USPA estiment que la SFP est mal positionnée pour évoquer les avantages indus des autres. Depuis vingt ans, ses pertes sont éponges par le contribuable à hauteur de 100 à 200 millions de francs par an.

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	LA CINQUIÈME
<p>12.50 Magazine : A vrai dire.</p> <p>13.00 Journal, Météo.</p> <p>13.38 Magazine : Femmes.</p> <p>13.40 Série : Les Fous de l'amour.</p> <p>14.30 Série : Mac Gyver.</p> <p>15.30 Club Dorothée.</p> <p>17.20 Série : Les Années fac.</p> <p>17.55 Les Nouvelles Filles d'à côté.</p> <p>18.25 Série : La Mère de l'année.</p> <p>19.00 Série : Alerta à Malibu.</p> <p>20.00 Journal, La Minute hippique.</p> <p>20.35 Sport : Football. En direct. Éliminatoires Euro 96 : France-Israël à Casen ; 21.15, m-temps et météo ; 21.30, 2^e période.</p> <p>Après sa brillante victoire à Bucarest (3-1), l'équipe de France a quasiment obtenu son billet pour l'Angleterre. Ce match contre les Israéliens, a priori facile, devait surtout permettre aux flics d'exorciser la défaite (2-3) d'il y a deux ans.</p> <p>22.50 Magazine : Combien ça coûte ? Présenté par Jean-Pierre Pernaut et Valérie Expert. Invité : Jean-Marie Bigard.</p> <p>0.30 Magazine : Ushuaïa. Présenté par Nicolas Hulot. La Corée. Les Amis du Japon. Un espace de conquêtes ; Une passion océane ; Délivrance.</p> <p>1.35 Journal, Météo.</p> <p>1.45 Programmes de nuit. Histoires naturelles (6.50) ; 2.40, TF1 nuit (et 3.45, 4.20) ; 2.50, Histoires des inventions ; 4.30, Côté cœur ; 4.55, Musique.</p>	<p>12.55 Météo (et 13.35).</p> <p>12.59 Journal.</p> <p>13.45 Série : C'est quoi, ça petit boulot ?</p> <p>15.20 Couleur Maureon (et 16.10, 16.40).</p> <p>15.25 Série : Mission casse-cou.</p> <p>16.15 Série : Seconde B.</p> <p>17.15 Série : Quoi de neuf, docteur ?</p> <p>17.45 Série : Génération musique.</p> <p>18.10 Série : La Princesse de Bel-Air.</p> <p>18.45 Que le meilleur gagne (et 3.25).</p> <p>19.15 Bonne nuit les petits.</p> <p>19.20 Studio Gabriel (et 2.00).</p> <p>19.55 Loto (et 20.45).</p> <p>19.59 Journal, Météo.</p> <p>20.55 Téléfilm : J'aime pas qu'on m'aime. De Stéphane Kurc, avec Caroline Lencqet, Wojtek Pzoniak. Après les décès accidentels de ses parents, une petite fille de onze ans, habitée à l'enfer et au lieu d'une riche famille va découvrir auprès d'un bontin parent le bonheur et la joie des choses simples.</p> <p>22.25 Magazine : Bas les masques. L'homosexualité dans le secret des familles.</p> <p>23.35 Les Films Lumière.</p> <p>24.00 Journal, Météo.</p> <p>0.00 Le Cercle de minuit. Vive les vieux.</p> <p>1.15 Programmes de nuit. Histoires courtes : Voyageur immobile, de Patrick Ardis ; 2.30, Émissions religieuses (rediff.) ; 3.30, 24 heures d'infos ; 4.05, Jeu : Pyramide ; 4.40, Jeu : Les Z'amours ; 5.05, Outremers (rediff.) ; 5.55, Dessin animé.</p>	<p>14.10 Série : Magnum.</p> <p>15.00 Questions au gouvernement.</p> <p>16.05 Dessin animé : Wolf.</p> <p>16.30 Dessin animé : Popeye.</p> <p>16.40 Les Minikreuzers.</p> <p>17.50 Série : Les deux font la loi.</p> <p>18.20 Questions pour un champion.</p> <p>18.50 Un livre, un jour.</p> <p>18.55 Le 19-20 de l'information.</p> <p>20.05 Jeu : Fais la charité.</p> <p>20.35 Tout le sport.</p> <p>20.45 Consomag.</p> <p>20.50 La Marche du siècle. Présenté par Jean-Marie Cavada. Ma chère santé : Sécurité sociale qui va payer ? Invité : Claude Evin. Premier débat : le contrôle des dépenses de santé. Avec Jean-Claude Mallet ; Claude Maffioti ; Richard Bouton ; Jean-Pierre Davant. Deuxième débat : Le professeur Dewulder ; Raymond Soubie ; Table ronde : Le francisme. Avec Nicole Nora, CDT ; Marc Boudel, FO ; Louis Vianney, CGT ; Georges Joles, CNRP ; Jean-Jacques Dupeyron, juriste.</p> <p>23.05 Météo, Journal.</p> <p>23.35 Un siècle d'écrivains. Présenté par Bernard Rapp. Italo Calvino, d'Edgardo Cocaritzky.</p> <p>0.30 Documentaire : Les Quatre Dromadaires. Chroniques de l'Afrique sauvage. (1012) Les frères de l'Arctique (rediff.).</p> <p>1.25 Football : Dynamite.</p> <p>2.15 Musique Graffiti. Roca, El Bander, par Luis Uch et ses musiciens (15 min).</p>	<p>13.25 Magazine : M 6 Kid. A la découverte de Port Aventura ; Les frères Montgolfier. 13.30, Cryme Show ; 14.00, Moi, Renart ; 14.30, Gadget Boy ; 15.00, Draculito ; 15.30, Creepy Crawlers ; 16.00, 2000 lieux dans l'espace.</p> <p>16.30 Variétés : Hit Machine.</p> <p>17.00 Fanzine (et 0.40, 4.40). Rita Mitsouko, Mano Solo, Willy Deville.</p> <p>17.30 Dessin animé : Tintin. Le trésor de Rackham le Rouge.</p> <p>18.00 Série : Highlander.</p> <p>19.00 Série : L'été et Clark. Les Nouvelles Aventures de Superman.</p> <p>19.54 Six minutes d'informations, Météo.</p> <p>20.00 Jeu : Le Grand Zap.</p> <p>20.35 Magazine : Eco 6.</p> <p>20.40 Téléfilm : Le meurtre que je n'ai pas commis (112) et (122). De Sander Stern, avec Tatum O'Neal, Bruce Greenwood. L'épouse d'un fils divorcé est accusée du meurtre de l'ancienne femme de son mari.</p> <p>0.10 Secrets de femmes.</p> <p>0.15 Boulevard des clips. Spécial Alain Bashung.</p> <p>2.30 Rediffusions. Fréquentur (Luo à Lisbonne) ; 3.25, La fête de Pampol ; 3.50, Saracens ; 4.15, El Tiempo pasa ; 5.05, Boulevard des clips.</p>	<p>En clair jusqu'à 13.45.</p> <p>12.30 Magazine : La Grande Famille.</p> <p>13.45 Décode pas Bunny.</p> <p>14.45 Sport : Football. En direct. France-Israël. Match de qualification pour les quarts de finale du Championnat d'Europe Espoirs à Rouen ; à 15.00, coup d'envoi.</p> <p>17.00 Sport : Football américain. Match de championnat de la NFL : Green Bay Packers, Chicago Bears.</p> <p>17.25 Sport : Football. En direct. Slovaquie-Roumanie. Match de Championnat d'Europe, à Kosice.</p> <p>17.50 Surprises.</p> <p>En clair jusqu'à 21.00.</p> <p>19.20 Hifi part ailleurs.</p> <p>19.30 Flash d'informations.</p> <p>19.40 Le J.E.</p> <p>19.55 Les Guignols.</p> <p>20.30 Le Journal du cinéma.</p> <p>21.00 Cinéma : Serial Mother. Film américain de John Waters (1993). Avec Kathleen Turner, Sam Waterston, Ricki Lake.</p> <p>22.30 Flash d'informations.</p> <p>22.34 Court métrage : Clara et Jérôme. De F. Hernandez.</p> <p>22.35 Cinéma : Les Valeurs de la famille Addams. Film américain de Barry Sonnenfeld (1993), v.o. Avec Anjelica Huston.</p> <p>0.08 Pin-up.</p> <p>0.10 Cinéma : Time Is Money. Film franco-britannique de Paolo Barzman (1993). Avec Max von Sydow, Charlotte Rampling.</p> <p>1.35 Téléfilm : John et Joëlle, un bruno à abattre. De Roger Young, avec Lorraine Bracco (90 min).</p>	<p>13.00 Documentaire : Arctique, les villages du Grand Nord.</p> <p>13.30 L'Esprit du sport.</p> <p>14.30 A tous vents. A l'angoisse.</p> <p>15.30 Qui vive !</p> <p>15.45 Allé ! La Terre (35).</p> <p>16.00 La Preuve par cinq (35).</p> <p>16.30 Paré ! pas paré !</p> <p>17.00 Cellulo.</p> <p>17.30 Les Enfants de John.</p> <p>18.00 Affaires publiques. La Région.</p> <p>18.15 L'Œuf de Colomb.</p> <p>18.30 La Monde des animaux.</p> <p>19.00 Série : L'Homme invisible.</p> <p>19.30 Documentaire : Daphne Sheldrick et ses orphelins. (16) De Daphne Sheldrick et Simon Trevor.</p> <p>20.20 Le Dessous des cartes. De Jean-Christophe Victor. La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.</p> <p>20.30 812 Journal.</p> <p>20.40 Les Mercredis de l'Histoire. Apprendre et travailler dans la joie. De Christian Klemke et Manfred Köhler. Après la Leçon américaine en Allemagne de l'Ouest, Alexandre Adler aborde « la leçon soviétique » en RDA.</p> <p>21.35 Documentaire : Paula Paulinka. Un portrait de Paula Lindberg-Salomon, de Christine Fischer-Deloy et Danièle Schmidt.</p> <p>22.40 Documentaire : Glen Tetley. De Michael Blackwood.</p> <p>23.35 Documentaire : De la révolution au cinéma. Cuba et le cinéma en Amérique latine, de Hans Peter Kochenrath et Peter Hans Schröder.</p> <p>0.35 Les Visiteurs du soir. Film français de Marcel Carné (1942, N., rediff., 112 min).</p>

CÂBLE

TV 5 19.00 Paris lumières. 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.00 Fait pas rêver. 21.00 Fait divers. 22.00 Journal de France 2. Édition de 20 heures. 22.40 Jours de guerre. [67]. 23.30 Savoir plus. 0.30 Journal de France 3. Édition Soir 3. 1.00 Visions d'Amérique (15 min).

PLANÈTE 19.45 Les Derniers Cowboy. De Claude Péqueter. 20.35 Les Séins dans la tête. De Mireille Garsreau. 21.25 Le Géant de Tignes. De Dominique Duroulin. 21.50 Bandes de ciné. De Christophe Heil. 22.45 De Gaulle, vu d'ailleurs. De Sue Williams. [1/3] Naissance d'un mythe. 23.45 Chroniques algériennes. De Jean-Pierre Lledo. 0.35 Femmes soldats. De Michel Parbot, Bernard Dubourg et Paul Morris (55 min).

PARIS PREMIÈRE 19.00 Premières loges (et 23.25). 19.30 Stars en stock. Jean Harlow. 20.00 > 20.10 Paris Première. 21.00 Paris modes. 21.55 Paris Match Première. 22.20 Concert : Enrico Macias. Enregistré à l'Olympia en 1976. 23.50 Concert : The Cranberries. 0.25 Paris dernière (50 min).

CANAL 1 19.25 Corne Mordicus. 18.00 Solrée Cajou. 18.05 La Super Finale de rébus ; 18.15, Dodo, le retour ; 18.20, T'es

pas cap ; 18.25, La Leçon de cinéma ; 18.30, Sport ; 18.35, Coup de cœur livre ; 18.40, Le Mordu ; 18.45, La Cuisine ; 18.50, Les Missions du Capitain J. ; 19.00, Cajou l'invité : le commandant Cousteau ; 19.30, Série : Mission top secret ; 19.50, Au revoir.

CANAL JIMMY 20.00 Série : Le Frelon vert. Le Rayon de la mort. 20.25 Série : Route 66. Once Mike. 21.20 Série : Au cœur du temps. Merlin l'enchanteur. 22.10 Chronique de mon canapé. 22.15 Série : Seinfeld. Le Chaperon. 22.40 Série : Les Incorruptibles de Chicago. Moulin rouge. 23.30 Série : Liquid Television. 23.55 T'es pas une idée ? 0.55 Série : Ocean On. Tendres augmentations (30 min).

SÉRIE CLUB 19.00 Série : Chapeau melon et bottes de cuir (et 23.20). Le Mort vivant. 19.50 Série : Cher oncle Bill. Le Miracle de l'amour. 20.15 Série : Mon amie Fickla. L'Invité. 20.45 Série : The Thunderbirds (et 0.10). Un geste et vous êtes mort. 21.35 Série : Les Espions. Sophia. 22.30 Série : 200 dollars plus frais. Joy la bagarrie. 1.00 Série : Mission impossible. L'Espionne (45 min).

MCM 19.00 Zoom zoom (et 19.45, 0.00, 1.00). 19.15 Buzz Lee Vee (et 0.45). 19.55 Mangazone (et 23.25, 0.55). 20.00 Zoom zoom Guest. 20.40 Médiamag. 21.00 MCM d'actualité. 21.30 MCM Rock Legends. 22.25 MCM Home Vidéo. 23.30

CinémaScope. 22.45 Private Jack. 23.00 MCM Mag. 23.30 Blah-Blah Groove (30 min).

MTV 20.00 Greatest Hits. V.I. Ingo Schmol (30 min). 20.30 MTV Europe Music Awards : Best Group (et 0.00). Clips des cinq groupes nommés pour les 2^e MTV Europe Music Awards : Blur, Bon Jovi, Green Day, R.E.M. et U2. 21.00 Most Wanted. 22.30 Beavis and Butt-head. 23.00 News at Night. 23.15 CineMatic. 23.30 The State. 0.30 The End ? (60 min).

EUROSPORT 19.00 Formula 1 Magazine. 19.30 Eurosportnews (et 1.00). 20.00 Prime Time Magazine. 21.00 Sports de force. 22.00 Football. Euro 96 : qualifications. 0.00 Équitation (60 min).

CINÉ CINÉFIL 18.40 Trois valises. Film français de Ludwig Berger (1938, N.). 20.30 Le Boudier du crime. Film américain d'Edmond O'Brien et Howard Koch (1954, N., v.o.). 21.50 Jules César. Film américain de Joseph L. Mankiewicz (1953, N., v.o.). 23.50 Les Anges noirs. Film français de Willy Rozier (1937, N.).

CINÉ CINÉMAS 18.20 Les Gens normaux n'ont rien d'exceptionnel. Film français de Laurence Ferreira-Barbosa (1993). 20.00 Séances. 20.30 Les Frères Krays. Film britannique de Peter Medak (1990). 22.25 L'Impératrice. Film français de Jean-Louis Bertucelli (1977). 0.05 Ciné Cinécourt (60 min).

RADIO

FRANCE-CULTURE 20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. Schoenberg et le quatuor Kolisch. 3. Une tradition de l'interprétation. 20.30 Antipodes. Serengeti, symbole d'une époque. 21.32 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse. 22.00 Communauté des radios publiques de langue française. Illustres ou inconnus. Exploitation de l'île Anticosti. Une émission de Radio Canada. 22.40 Nuits magnétiques. Voyage dans le temps. 23.00 Émission de France. 0.05 Ou jour au lendemain. Lokermath Bhallacharya (Poussières et royaumes). 0.50 Musique : Coda. Notations sur la Fontaine ou l'Abbaye et le Musicien. B. Petit prologue ; La Mort et le Bûcheron ; Le Laboureur et ses Enfants ; Le Lièvre et les Grenouilles ; Les grenouilles qui demandent un roi ; Farfaisies musicales. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

FRANCE-MUSIQUE 20.00 Concert. Donné en direct du Théâtre du Châtelet, Emanuel Ax, piano, Pamela Frank, violon, Yo Yo Ma, violoncelle, Thomas Prestost, flûte, Paul Meyer, clarinette ; Trio pour clarinette, violoncelle et piano op. 114, de Brahms ; Symphonie de

chambre n°1 transcription d'Anton Webern, de Schoenberg ; Trio pour piano et cordes n°1 op. 8, de Brahms. 22.00 Soliste. Samson François, piano. 22.30 Musique pluriel. Éloignements, de Roque Alsina, par les Percussions de Strasbourg (Concert donné le 16 novembre 1994, au Théâtre de Bézières). Sonate n°1 pour piano, de Boulez. 23.05 Ainsi la nuit. Nonet op.43, de Karel, par l'Orchestre de Chambre bavarois, dir. Israël Yinnon ; Sonate pour violon et piano n°2, de Schulhoff ; Partita pour cordes de Klein, par l'Orchestre de Chambre bavarois, dir. Israël Yinnon. 0.00 Jazz vivant. Jessica Williams, piano, à Angignon ; Le Quartette de Ravi Coltrane, saxophone, au Théâtre de Boulogne-Billancourt. 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programme Hector.

RADIO-CLASSIQUE 20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Festival Rossini de Psaro, août 1989. La Pie voleuse, mélodrame en deux actes, de Rossini, par le Chœur philharmonique de Prague et l'Orchestre symphonique de la Rai de Turin, dir. Gianluigi Gelmetti, Kaila Ricciarelli (Ninetta), William Matteucci (Giannetto), Samuel Ramey (Gonzardo), Bernadette Manca di Nissa (Pippa), Luciana d'Intino (Lucia), Fernando Furletto (Fernando), Roberto Coviello (Fabrizio). 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► Signifié dans le Monde radio-télévision ; ◻ Film à éviter ; ◻ On peut voir ; ◻ Ne pas manquer ; ◻ Chef-d'œuvre ou classique. ♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

مكتبات الامم المتحدة

150

La contestation de l'IVG perdure

L'un des reportages du magazine « Envoyé spécial » présente une enquête alarmante sur le pouvoir grandissant en France des croisés de l'ordre moral

LE NOMBRE d'actions des commandos anti-IVG est en nette augmentation cette année, une vingtaine depuis le mois de janvier, contre une dizaine en 1994. Le vingtième anniversaire de la loi Veil a sans doute stimulé les opposants à l'avortement, qui n'hésitent pas à reprendre des propos du pape pour légitimer leur combat. Ces commandos, soit-disant non violents, provoquent des dégâts matériels, et agissent verbalement, parfois physiquement, les membres du corps médical. La justice, qui les astraient à des peines de prison avec sursis, depuis la loi Neiertz de 1993, vient de condamner un commando à trois mois de prison ferme, en juillet à Roanne.

Jacques Cotta et Pascal Martin ont cherché à montrer, dans leur enquête intitulée « l'IVG : les croisés de l'ordre moral », que ces « opérations sauvetage » ne sont que la partie visible de réseaux beaucoup plus étendus. Derrière ces actions réservées au petit noyau des militants les plus déterminés, des dizaines d'associations défendent une certaine vision de la famille traditionnelle. Anodine en apparence, la cause recouvre un combat « pour la vie », le vote familial, l'ordre moral, et contre l'avortement, la contraception, le Ministère rose... Des thèmes souvent repris par les organisations d'extrême droite.

Le reportage démonte les relations de ces associations avec les milieux ecclésiastiques et la droite extrême. Il établit des liens entre la revue *Famille chrétienne* et les Chevaliers de Notre-Dame, confrérie qui protège Paul Touvier durant ses années de cavale.



Le recrutement des associations passe par une propagande plus ou moins subtile. Une méthode de contraception naturelle permet de convaincre des individus méfiants vis-à-vis de la religion. Plus évident, *Le Cri silencieux*, un film du docteur Nathanson datant des années 70, montre un fœtus durant une IVG. Reconu comme escroquerie scientifique par le professeur Edouard-Emile Beaulieu, l'inventeur du RU 486, ce film continue de circuler. Les discours des plus extrémistes trahissent leur idéologie : la femme qui avorte est « dure, amère, étroite, asséchée », « elle a été domestiquée », et les propos sur le viol atteignent des sommets de misogynie. La lutte

contre l'IVG ne serait qu'un élément d'une entreprise politique vouée à rechristianiser la société, et à renvoyer les femmes à leurs foyers.

C'est pourquoi le lobbying anticontraceptif s'exerce aussi auprès des parlementaires. Christine Bourin, députée CDS des Yvelines, est à l'origine du groupe Démographie et accueil de la vie, qui réunit une soixantaine de députés. Parmi eux, Colette Codaccioni, qui a démissionné de ce groupe, en mai 1995, lorsqu'elle est devenue ministre de la Solidarité entre les générations, et Hervé Gayraud, secrétaire d'Etat aux finances puis à la santé et à la Sécurité sociale. Ce dernier est marié à celle qui dirigeait le cabinet de Colette Codaccioni.

Plus globalement, cette enquête alarmante pose la question de l'influence réelle de ces réseaux. Ce petit monde semble plutôt fermé sur lui-même - on retrouve les mêmes personnes un peu partout - mais il est difficile d'apprécier le nombre de leurs supporters. Qu'il survienne le danger ou non, le reportage montre à ceux qui considèrent l'IVG comme un droit acquis que la contestation perdure.

A. O.

★ Envoyé spécial : l'IVG, les croisés de l'ordre moral. France 2, jeudi 16 novembre à 20 h 55.

Explications de vote

par Alain Rollat

QUEL DOMMAGE que la télévision n'ait pas pu retransmettre ce débat historique ! Le moment le plus palpitant fut celui des explications de vote. Le porte-parole du groupe communiste s'opposa au nouveau régime de protection sociale en accusant le gouvernement de l'avoir conçu « dans le but de détourner les ouvriers de l'action révolutionnaire et de les enchaîner au char de la rationalisation capitaliste ». « Le Parti communiste, ajouta-t-il, dénonce aux travailleurs tous ceux qui, sous le prétexte de réaliser des réformes, s'associent à cette œuvre de démolition et de dupes, tous ceux qui ont l'audace de la présenter comme une œuvre de salut public... »

Au nom des « contribuables écrasés par l'impôt », l'orateur libéral justifia l'abstention de son groupe par la crainte de voir cette réforme se traduire par « des paresses, des complications » et « la création de nouveaux fonctionnaires, ce qu'on aurait pu éviter, dit-il, en confiant exclusivement à la mutualité la réalisation de cette œuvre sociale... »

Les conservateurs, eux aussi, s'abstenirent : « J'estime, souligna leur tribune, que ce projet constitue, quoi qu'on en dise, un superimpôt et que, par suite, il provoquera une augmentation du coût de la vie et entraînera une charge énorme pour tous les contribuables... »

Il n'y eut que les socialistes pour accorder leur soutien au gouvernement : « L'on aurait pu trouver les ressources nécessaires si l'on avait adapté la proposition du groupe socialiste et réalisé le mono-

pole des assurances, déclara leur porte-parole. L'on aurait pu trouver ainsi des milliards et appliquer la réforme plus généreusement. Mais nous ne pouvons nier que cette réforme présente des avantages. Elle apportera sur terre un peu plus de bien-être ; la santé publique y gagnera... »

Il en résulta une passe d'armes entre les communistes et les socialistes, les premiers accusant les seconds de se comporter « une fois de plus comme les meilleurs agents de la politique de classe de la bourgeoisie », les seconds rétorquant aux premiers que le vote de ces dispositions « ne devrait pas être la victoire des uns sur les autres, mais le triomphe de la justice ». Ces divergences furent toutefois sans effet sur l'issue du scrutin : la Chambre des députés adopta le projet par 547 voix contre 29. Ce qui conduisit le chef du gouvernement à se réjouir du « rendement des institutions démocratiques... »

Cela se passait au Palais-Bourbon le 23 avril 1930. Le président du conseil s'appelait André Tardieu, le porte-parole communiste était Georges Beaumais, celui des libéraux Georges de Grandmaison, celui des conservateurs François de Polignac, celui des socialistes Gabriel Lafaye. Le projet qui les divisait établissait les bases d'un système de solidarité qu'on n'appela pas encore la Sécurité sociale. Quinze ans plus tard, en 1945, cette chère Sécurité faisait l'humanité. Alain Juppé peut espérer, s'il donne rendez-vous à ses détracteurs en 2010 !

JEUDI 16 NOVEMBRE

TF 1

12.50 Magazine : A vrai dire.
13.00 Journal, Météo.
13.30 Journal, Femmes.
13.40 Feuilletton : Les Foux de l'amour.
14.25 Feuilletton : Dallas.
15.25 Série : La loi est la loi.
16.15 Jeu : Une famille en or.
16.45 Club Dorothée.
17.20 La Philo selon Philippe.
17.55 Série : Les Nouvelles Filles d'à côté.
18.25 Le Miracle de l'amour.
19.00 Série : Alerte à Malibu.
20.00 Journal, Tiercé, La Minute hippique, Météo.

20.50 Sport : Patinage artistique. Trophée de France, en direct de Bordeaux. Programme libre messieurs, libre dames, libre dames et les meilleurs moments de la catégorie couples. Pour cette 3^e épreuve du Grand Prix, qui en comporte cinq et dont la finale aura lieu à Paris, de nombreuses stars du patinage participent, comme les champions du monde Evie Stojko et Lu Chen, ou encore Surya Bonali et Philippe Candeloro en Lucky Lucke.
23.00 Téléfilm : Règlement de comptes aux Bahamas. De Harvey Hart.
1.15 Journal, Météo.
1.30 Programmes de nuit. Histoires naturelles (et 5.05) ; 2.25, TF 1 nuit (et 3.25, 4.00) ; 2.35, Histoires de l'après-midi ; 3.35, Raisons ; 4.10, Mémoires ; 4.55, Musique.

FRANCE 2

12.28 Jeu : Les 2 Amours (et 4.30).
12.50 Météo (et 13.35).
12.55 Lotis, Journal.
13.45 Série : Derrick.
14.50 Série : Place en garde à vue.
15.45 Tiercé. En direct de Vincennes.
16.00 Variétés : La Chance aux chansons (et 5.15).
16.45 Des chiffres et des lettres.
17.15 Série : Qui de nous, docteur ?
17.45 Série : Génération musicale.
18.10 Série : Le Prince de Bel-Air.
18.45 Que le meilleur gagne (et 3.25).
19.15 Bonne nuit les petits.
19.20 Studio Gabriel (et 1.45).
19.59 Journal.
20.15 Invité spécial : Raymond Barre, maire de Lyon.
20.40 Point routa, Météo.

20.55 Magazine : Envoyé spécial. l'IVG, les croisés de l'ordre moral ; Inde, le théâtre de rue.
22.30 Expression directe, UDF.
22.35 Cinéma : La 317^e Section. ■ Film français de Pierre Schoenderfer (1964). Avec Jacques Perrin, Bruno Crémier, Pierre Fabre.
0.10 Les Films Lumière.
0.15 Journal, Météo.
0.30 Le Cercle de minuit. Avec Norman Mailer (Oswald, un mystère américain), Franck-Olivier Giesbert, journaliste.
2.15 Programmes de nuit. Bas les masques (rediff.) ; 3.55, 24 heures d'infos ; 4.05, Jeu : Pyramide ; 5.00, Crocodile Ballon ; 5.55, Dessin animé.

FRANCE 3

12.00 Télévision régionale.
12.45 Journal.
13.05 Jeu : Tout en musique.
13.40 Si vous parliez. De Jack Gold, avec Marc Wittingham, Ben Cross.
14.50 Série : Simon et Simon.
15.40 Série : Magnum.
16.30 Dessin animé : Popeye.
16.40 Les Minikéteurs.
17.50 Série : Les deux font la loi.
18.20 Jeu : Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour. La fête de George Fréderic Haendel, de Gert Jonke.
18.55 Le 19-20 de l'information. A 19.00, Journal régional.
20.05 Jeu : Fa si la chance.
20.35 Tout le sport.
20.45 Keno.

20.50 Cinéma : Le Franciscain de Bourges. ■ Film français de Claude Autant-Lara (1967). Avec Hardy Krüger, Jean-Pierre Darré, Gérard Berner.
22.45 Météo, Journal.
23.15 Magazine : Ah ! Quels titres ! Présenté par Philippe Tesson.
0.15 Magazine : Espace francophone. 1995 : le choc des Québécois.
0.45 Série : Dymalisk.
1.30 Musique Graffiti. Sonaz et P. 2^e mouvement, de Beethoven, par Philippe Brice, violon, Jacques Rouvier, piano (15 min).

M 6

12.25 Série : La Petite Maison dans la prairie.
13.25 Téléfilm : La Force de vaincre. De Jack Gold, avec Marc Wittingham, Ben Cross.
14.50 Une jeune quaker quitte sa communauté pour enseigner dans une petite ville près de Boston, en 1832. Bien que ses qualités d'enseignante soient reconnues de tous, ses élèves lui sont restés les uns après les autres lorsqu'elle accepte de scolariser une jeune fille noire.
15.05 Boulevard des clips (et 1.30, 5.30).
17.00 Variétés : Hit Machine.
17.30 Dessin animé : Tintin. [12] Les Sept Boules de cristal.
18.00 Série : Highlander.
19.00 Série : Lois et Clark, les Nouvelles Aventures de Superman.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Jeu : Le Grand Zap.
20.35 Magazine : Passé simple. Présenté par Manelle Fournier. 1945 : le procès de Nuremberg.

20.45 Cinéma : The Commitments. ■ Film britannique d'Alan Parker (1991). Avec Robert Arkins, Michael Alame, Angeline Ball.
22.55 Cinéma : La Fissure (L.). Film américain de Tibor Takacs (1989). Avec Louk Tripp.
0.35 Friguesstar. Lio à Lisbonne.
2.30 Rediffusions. Rock express ; 2.55, Jazz Dance ; 3.45, Fanzine ; 4.10, Saga de la chanson française (Juliette Gréco) ; 5.05, Stameaux.

CANAL +

EN CLAIR JUSQU'À 13.45
12.30 La Grande Famille. Présenté par Alexandre Devos et Philippe Vecchi.
13.45 Documentaire : Yougoslavie, suicide d'une nation européenne. De Brian Lapping. Un des plus grands documents télévisés de ces dernières années. La reconstitution du conflit yougoslave à travers les témoignages des principaux dirigeants impliqués. Images rares. Une leçon d'histoire, de journalisme aussi.
17.35 Dessin animé : Iznogoud.
17.55 Dessin animé : Les Multicoches.
18.00 Le Dessin animé. Reboot.
18.30 Cyberflash.
EN CLAIR JUSQU'À 20.35
18.40 Nulle part ailleurs (et 19.10).
19.30 Flash d'informations (et 22.20).
19.40 Zéorama, le contre-journal.
19.55 Les Guignols.
20.30 Le Journal du cinéma.

20.35 Cinéma : La Partie d'échecs. ■ Film belge-franco-suisse d'Yves Hancart (1991).
22.24 Court métrage : Clara et Jérémie. De F. Hernandez.
22.25 Cinéma : Romeo is Bleeding. ■ Film américain de Peter Medak (1993).
0.15 Cinéma : Wayne's World 2. ■ Film américain de Stephen Surjik (1993, v.o.). Avec Mike Myers.
1.45 Cinéma : Zagreb, ville ouverte. ■ Film franco-croate de Davor Zmeger (1992, v.o., 91 min). Avec Igor Gelo.

LA CINQUIÈME

12.30 Atout savoir. La garde à vue.
13.00 Documentaire : Le Périlleux Voyage.
13.35 Les Grands Maîtres du cinéma. Marcel Pagnol.
14.30 Arrêt sur images.
15.45 Allô ! la Terre ! (4/5).
16.00 La Preuve par cinq (4/5).
16.30 Magazine : Fête des bébés !
17.00 Cello.
17.30 Les Enfants de John.
18.00 L'Unesco fête ses 50 ans.
18.30 Le Monde des animaux. Bizarres sous-marines : les Céphalopodes.

ARTE

20.45 Soirée thématique : La Liberté de la presse. Proposée par Ingrid Elter.
20.46 Cinéma : Talk Radio. ■ Film américain d'Oliver Stone (1989). Avec Eric Bogosian.
22.30 Documentaire : Et demain le monde entier... Ou l'irrésistible ascension de Rupert Murdoch.
23.15 Entretien avec Robert Menard (et 0.05).
23.20 Tirez sur les journalistes. Documentaire de Herbert Klar.
0.10 Documentaire : Musée et maltraitance. La Liberté de la presse en France, de Thierry Kübler ; La Liberté de la presse en Allemagne, de Thomas Leif.
0.45 Cinéma : Uccellacci e Uccellini. ■ Film italien de Pier Paolo Pasolini (1965, N. v.o., rediff.).
2.10 Cinéma : La Bicicleta. ■ Film italien de Pier Paolo Pasolini (1963, 35 min, rediff.).

CÂBLE

TV 5 19.00 Paris Lumière. 19.25 Météo des cinq continents (et 1.55). 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.00 Sur un air de percé. ■ Film franco-italien de Sergio Korber (1970). 21.35 Trente millions d'amis. 22.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 22.20 Correspondances. 22.35 La marche du siècle. 0.05 Tel quel. 0.30 Journal de France 3. Edition Soir 3.1.00 Visions d'Amérique (15 min).
PLANÈTE 19.10 Les Grandes Vols de la chanson arabe. [25] Mohamed Abdelwahed. De Simone Bitton. 20.10 Soutiens de gorges royales. De Madonna Benjamine. 20.55 Hôtel terminus. [27] Klaus Barbie, sa vie et son temps. De Marcel Ophüls. 22.45 Les Derniers Cow-boys. De Claude Fleury. 23.35 Les Sens dans la tête. De Mireille Dancereau. 0.30 Le Géant de Tignes. De Dominique Dumoulin. 0.55 Bandes de oné. De Christophe Heil (50 min).
PARIS PREMIÈRE 19.00 Paris Match Première. 19.30 Stars en stock. Judy Garland. 20.00 ► 20 h Paris Première. 21.00 Un Homme pour l'éternité. ■ Film britannique de Fred Zinnemann (1966, v.o.). 23.05 Téléfilm cinéma. 23.35 Concert : Galle Rossini. Enregistré au festival de Schwetzingen en 1991. 0.45 Concert : Betty Carter Trio. Enregistré

au festival de jazz de Barcelone, en 1987 (65 min).
CANAL J 17.25 Conte Mordicus. 18.00 Soirée Cajou. 18.05, Rebus ; 18.10, Dodo, le retour ; 18.15, C'est moi qui le fais ; 18.20, Série : Les Aventures de Black Beauty ; 18.50, Tip top clip ; 19.00, Atomes crochus ; 19.15, La Revue de presse ; 19.20, Codes secrets ; 19.30, Série : Mission top secret ; 19.55, La Mode et au revoir.
CANAL JIMMY 20.00 Lily, aime-moi. ■ Film français de Maurice Dugowson (1974). 21.45 Oubliez un. 22.10 Chronique du monde. 22.15 Atlantic City. ■ Film franco-canadien de Louis Malle (1979, v.o.). 0.00 Souvenir. Discorama. Nino Ferrer. Première diffusion le 2 juillet 1972. 0.40 Le Meilleur du père (60 min).
SÉRIE CLUB 19.05 Série : Chapeau melon et bottes de cuir (et 23.20). Le Tigre caché. 19.55 Série : Cher oncle Bill. Un petit héritage. 20.20 Série : Mon ami Flicka. Le Cavalier nocturne. 20.45 Série : Les Évasions célèbres (et 0.10). Le Joueur d'échecs. 21.40 Série : Les Espions. Le Maître charnu de Rome. 22.30 Série : 300 dollars contre les feds. Mafra. Avec James Garner (50 min).
MCM 19.00 Zoom zoom (et 0.15, 20.15). 19.15 Passengers (et 0.30). 21.00 MCM découvertes. 21.30 MCM Rock Legends. 22.25 MCM Home Vidéo. 22.30 Buzz les Vies. 23.00 MCM Mag. 23.25 Magazine. 23.30

Blah-Blah Groove. 0.00 Médiamag (15 min). MTV 19.30 The Tube. 20.00 Greatest Hits. 20.30 MTV Europe Music Awards : Best Rock (et 0.00). Clips des cinq groupes de rock nommés pour les 2^e MTV Europe Music Awards : Bon Jovi, Green Day, Oasis, Offspring et Therapy. 21.00 Most Wanted. 22.30 Beats and Butt-head. 23.00 News at Night. 23.15 Cinéma. 23.30 Série : Aeon Flux. 0.30 The End ? (60 min).
EUROSPORT 19.00 Ski. En direct. Coupe du monde : Super G dames, à Val (Colombie). 20.15 Patinage artistique. En direct, depuis la patinoire de Méribel, à Bordeaux. Trophée de France de patinage et de danse sur glace. 22.00 Football. Euro 96 : qualifications (120 min).
CINÉ GÉNÉRAL 18.30 Jules César. ■ Film américain de Joseph L. Mankiewicz (1953, N.). 20.30 Mère Jeanne des Anges. ■ Film polonais de Jerzy Kawalerowicz (1961, N., v.o.). 22.15 Copacabana. ■ Film américain d'Alfred E. Green (1947, N., v.o.). 23.45 Le Club. Invité : Maria Bannerson (60 min).
CINÉ CINÉMAS 19.00 Le Satellite mystérieux. ■ Film japonais de Kôji Shima (1956, v.o.). 20.30 Les Conquérants héroïques. ■ Film franco-italien de Giorgio Rivolta (1962). 22.10 Projection privée. ■ Film français de François Leterrier (1973). 23.45 La Guerre des polices. ■ Film français de Robin Davis (1979, 100 min).

RADIO

FRANCE-CULTURE 20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. Schoenberg et le quatuor Kolisch. 4. Les grandes salles de concert : Evolution de la facture instrumentale. 20.30 Jeux de mémoire. Le Tour de France par deux enfants. 21.26 Poésie sur parole. Le vin en prose (4). 21.32 Récit. Jean de la Fontaine. Pourquoi mourir de la peste. 2. Conte tiré d'Athènes : Les Lunettes. Sœur Jeanne ayant fait un poulain : Le Petit Chien ; L'Année d'Hans Carvel ; Comment l'esprit vient aux filles ; La Maitresse d'Éphèse. 22.40 Nuits magnétiques. Voyage dans le compagnonnage. 3. L'Amour du métier. 0.05 Du jour au lendemain. Christian Boissy et Francis Chateaubriand (Experts et faussaires). 0.50 Musique : Coda. Notes sur la Fontaine ou l'Abolition du Muséum. 6. Petit prodige. La Balente entrée dans un grenier. Le Choc, la Bête et le Petit Lapin ; Les Deux Coqs ; Familiales musicales. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).
FRANCE-MUSIQUE 20.00 Concert. Bientôt à l'Oratoire de France. Donné le 4 novembre au Théâtre des Champs-Élysées, par l'Orchestre national de France, dir. Georges Prêtre : Benvenuto Cellini, ouverture, de Berlioz ; Églogue pour violoncelle et orchestre, de Fauré ; Concerto pour violoncelle et orchestre n° 1, de Saint-Saëns ; Les Offrandes oubliées, de Messiaen ; Pacific 231, de

Honegger ; La Tragédie de Salomé, de Schmitt. 22.00 Soliste. Simon François, piano. Œuvres de Chopin. 22.25 Disques. 22.30 Musique. Les Nuits de France-Musique. Programme Hector Strassbourg (Concert donné le 16 novembre 1994, au Théâtre de Besiers) : Moz-Art pour deux violons, de Schmitt. 23.05 Ainsi la nuit. Trio élégiaque n° 2 op. 9, de Rachmaninov. 0.00 Triage nocturne. Urban Sax, la Mégapole du saxophone ; Friction sur le temps, d'Armstrong. 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programme Hector RADIO-CLASSIQUE 20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Yehudi Menuhin, violoniste et chef d'orchestre. Sonate pour violon et piano, de Mendelssohn. Gerald Moore, piano ; Symphonie n° 36 K 425 Linz, de Mozart, par la Sinfonia Verovská ; Trio avec piano n° 1, de Schubert. Hephzibah Menuhin, piano ; Maurice Gendron, violoncelle ; Parita n° 3 pour violon BWV 1006, de Bach ; Rhapsodie n° 1 pour violon et orchestre, de Berlioz, par l'Orchestre symphonique de la BBC, dir. Pierre Boulez. Yehudi Menuhin, alto. 22.15 Les Soirées. (Suite). Œuvres de Fauré : Andante op. 35 ; Berceuse pour violon et piano, op. 16. Jeremy Menuhin, piano ; Concertino, de Martinu, par l'Orchestre philharmonique de Brno. Simon Mulgan, piano. Edna Mitchell, violon. Leonid Gorkhov, violoncelle ; Trois pièces pour violon et piano, de Boulanger. Clifford Curzon, piano ; Symphonie n° 5, de Vaughan Williams, par le Royal Philharmonic Orchestra. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

NOCTURNE
tous les
JEUDIS
22 heures.

Jusqu'au 2 décembre.
-10% sur TOUT*
le magasin
avec la Carte.

SAMARITAINE
*Sauf points rouges.

17, impasse de la Police

par Pierre Georges

MAIS QUE FAIT LA POLICE ? Rien. Ou pas grand-chose, s'agissant de l'éducation des petits et moyens délinquants. On s'en doutait un peu. Jacques Genhial, ancien directeur central de la police judiciaire, un commissaire, l'a écrit. Noir sur blanc. Raide comme un rapport d'IGPN (lire page 9). Plus la délinquance de proximité monte, moins la police cherche. Moins elle cherche, moins elle trouve. Moins elle trouve, plus cela monte. Z'avez compris ?

On recommence. Jacques Genhial le souligne : la police, devant la montée exponentielle de la petite et moyenne délinquance, a perdu de sa belle et nécessaire efficacité. Pis, de son « professionnalisme », 2,5 millions de vols et cambriolages en 1994. Taux d'éducation : 14 % pour les vols sur la voie publique, 12 % pour les cambriolages.

C'est dire si le délit paie ! Les cambriolages notamment. Nous sommes, sommes ou serons tous des cambriolés. Et même, pour certains, des multicambriolés. C'est plus qu'un sort commun, une exaspération vulgaire. Que dit le rapport Genhial sur ce plan ? Tout simplement que « les enquêtes à la suite de cambriolages ne sont ni systématiques, ni diligentes avec suffisamment de rigueur ». Bel euphémisme ! Tout cambriolé, en son état de victime, peut témoigner qu'il eut parfois le sentiment coupable de déraiser. C'est pour quoi ? Cambriolage ? Bon, va prendre votre déposition. On vous a volé quoi ? Quand ? Où ? Aurait pu être pire ! Toute façon, savez, y a peu de chances ! Tenez, voilà pour l'assurance. Vous tiendrez au courant.

On ne vous tient que rarement au courant. Et pour cause. Puisque le PV s'en va rejoindre la

grande pile muette des plaintes mortes, des enquêtes sans début et donc sans fin, la cohorte des affaires non élucidées et appelées à le rester.

C'est même pire que cela, à en croire le rapport Genhial, la lutte des classes des cambriolés. Mieux vaut à cet égard pour une victime être riche et comme que pauvre et anonyme. La police ne se déplace, quand elle se déplace, que quand le déplacement en vaut le déplacement. Un peu compliqué ? Là encore, lisons M. Genhial. Il y a financièrement un seuil incompressible de déplacement. A Valenciennes, où les victimes ne roulent pas camions, le 17 - « Vous avez demandé la police, ne quittez pas. » - ne répond « farrive » qu'à 10 000 francs de préjudice. A Cannes, ville de belles et grasses victimes, à moins de 100 000 francs, pas de képi à espérer.

Bref, il va falloir que cela change. Ne serait-ce que pour l'honneur de la police française par référence à sa cousine britannique, qui élude, elle, 25 % des cambriolages. L'honneur de la police mis à mal aussi, avec cette liste intitulée Front national pour la police qui pourrait se présenter aux élections syndicales. Ce n'est pas d'aujourd'hui que des policiers militent, politiquement et avec des faux nez. Mais c'est bien la première fois qu'un parti s'engage sous ses couleurs. Il paraît que rien dans la loi ne s'y oppose. C'est déplorables. Un embryon de police politique, sans même parler d'idéologie. On imagine, demain, un contrôle d'identité « Z'avez vos papiers ? » et la réplique « Z'avez votre carte ? ». Ah ! Mieux vaudra, alors, tomber sur une patrouille du CDS pour la police !

La protestation étudiante gagne la faculté des lettres de Montpellier

Les présidents d'université soutiennent la démarche de M. Bayrou

LES MOUVEMENTS de protestation des étudiants et la grève de plusieurs universités se poursuivaient, mercredi matin 16 novembre. A Orléans, la situation s'est brusquement durcie, mardi 15 novembre, en lettres et en sciences, les étudiants jugeant « totalement insuffisantes », les propositions ministérielles. Transmises mardi matin par le président de l'université, Didier Billard, ces propositions - une rallonge de 15 millions de francs sur quatre ans, dont 1 million versé de suite, la création de 60 postes d'enseignants, et celle de 60 postes d'agents techniques -, qui étaient considérées comme satisfaisantes par une partie du conseil d'administration de l'université, ont finalement été rejetées. La poursuite de la grève a été votée, bien que certains étudiants de l'unité de formation et de recherche (UFR) de droit et leur di-

recteur aient décidé de reprendre les cours.

A Metz, les étudiants ont bloqué les accès de l'autoroute A-31 pendant une demi-heure et en perturbant la circulation à l'intérieur de la ville. A Toulouse, les étudiants des universités Paul-Sabatier, où a démarré le mouvement, et ceux du Mirail, ont fait cortège commun. Les scientifiques de Paul-Sabatier réclament la création de 200 postes d'enseignants-chercheurs et de 150 postes d'attachés temporaires. Au Mirail, la grève reste inégalement suivie.

MANIFESTATION A ROUEN

Un nouveau mouvement a été déclenché à Montpellier, où une grève de 24 heures reconductible a été votée, mardi, à la faculté des lettres, pour « dénoncer le manque de professeurs, de moyens et de locaux ». A Rouen, première univer-

sité pourtant à avoir obtenu satisfaction, 200 étudiants de la faculté de sports ont manifesté, mardi matin, devant la préfecture, pour protester contre le manque de locaux.

Pour achever ses consultations sur un « plan de rattrapage d'urgence », qui doivent se poursuivre jusqu'à vendredi, le ministère dispose du soutien de la conférence des présidents d'université, qui salue le retour de la politique contractuelle, et « apprécie » que la négociation « s'accompagne d'une démarche spécifique à chaque établissement (...) dans un cadre plurimusuel ». Les présidents d'université attendent toutefois « des engagements clairs et fermes ». Les syndicats enseignants ont réclamé, pour leur part, une présentation détaillée du plan d'urgence dès lundi 20 novembre.

Béatrice Gurrey

Cubatabaco no, Cubatabaco si

ROULÉS A CUBA, fumés partout, les cigares sont, depuis de nombreuses années, au centre d'une intense bataille juridique. Le conflit qui oppose La Havane aux vieilles familles propriétaires, réfugiées à Miami, se déroule devant les tribunaux du monde entier, y compris en France. La Chambre commerciale de la Cour de cassation a cassé, mardi 14 novembre, un arrêt de la cour d'appel de Paris, rendu trois ans auparavant, selon lequel les marques Montecristo, Por Larranaga et H. Upmann appartiennent toujours à leurs anciens propriétaires, expropriés en 1959 par la révolution castriste. Le dossier devra retourner devant une autre cour d'appel et, à moins d'un accord à l'amiable arrêtant les procédures, ce conflit durera encore plusieurs années.

L'affaire commence avec la révolution castriste, qui avait provoqué la fuite des exploitants de tabac de l'île. Nationalisant les grands noms de havanes, le

nouveau régime en assurait la commercialisation via la société d'Etat Cubatabaco. Cependant, depuis Miami, les exilés revendiquaient la propriété des marques Montecristo, Por Larranaga et H. Upmann, regroupées dans une société néerlandaise, la Cuban Cigar Brands (CCB).

Les deux entreprises, Cubatabaco et CCB, allaient rapidement s'affronter sur le terrain commercial et porter leur différend devant les tribunaux. Le jugement français concerne la période durant laquelle la société néerlandaise revendiquait les havanes avant de vendre ses « droits » hypothétiques, en 1990, à l'espagnol Tabacalera. Les rebondissements donnant raison tantôt à l'Etat cubain, tantôt aux exilés, n'ont en rien perturbé la commercialisation des cigares.

Dominique Gallois

Désaccords sur la zone de libre-échange Asie-Pacifique

LE PROJET de zone de libre-échange Asie-Pacifique apparaît mal engagé. Un avant-projet préparé pour le sommet du Forum de coopération Asie-Pacifique (APEC), le week-end prochain à Osaka (Japon), met en évidence les désaccords au sein des dix-huit Etats membres de ce forum.

Le sommet de Bogor (Indonésie), le 15 novembre 1994, avait envisagé qu'une libération totale des échanges entre les pays riverains de cette zone soit achevée en 2020. Un enjeu considérable, ces pays représentant plus de 41 % du commerce mondial. Un calendrier devait être mis au point pour ce « désarmement » progressif. Les pays industrialisés qui demandent l'ouverture des marchés asiatiques - en forte expansion - devaient donner l'exemple, en ouvrant les leurs dès 2010.

Mais une bonne partie des pays asiatiques demeurent réticents (Le Monde du 29 septembre) : le Japon, qui a toujours voulu protéger ses producteurs de riz et affronte aujourd'hui une crise économique, la Corée du Sud, Taiwan et surtout la Chine, qui redoutent les effets de l'abaissement des barrières douanières pour les agriculteurs et pour certaines industries « sensibles ». Cette réticence s'est traduite dans le projet de document préparé, sous la direction du Japon, pour la réunion des ministres du commerce et des affaires étrangères qui précède le sommet. Ce texte, révisé l'international Herald Tribune du 15 novembre, parle seulement de « réaliser une libéralisation progressive et continue du commerce et de l'investissement », mais ne mentionne même pas l'objectif de « libre-échange » et ne comporte aucun calendrier.

SOMMAIRE

INTERNATIONAL
Algérie : le taux de participation, seule véritable inconnue de l'élection présidentielle 2
Israël : la justice durcit son attitude à l'égard des colons extrémistes 3
Allemagne : les cinq « sages » se prononcent pour un report de l'union économique et monétaire européenne 4
République tchèque : Prague, vitrine de la « sortie du communisme » ? 5

FRANCE
Sécurité sociale : le plan de redressement d'Alain Juppé 6-7
Budget : le gouvernement boucle le « collectif » 1995 8

SOCIÉTÉ
Petite délinquance : un rapport de l'IGPN pointe les lacunes de la police 9
ETA : le procès de la « filière bretonne » 10
Justice : un médecin rwandais, réfugié en France, accusé d'avoir participé au génocide 11

HORIZONS
Portrait : Vinton Cerf, le père d'Internet 12
Débats 13
Editoriaux : L'Allemagne joue avec

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le mercredi 15 novembre, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES			
Tokyo Nikkei	17802,50	+0,07	-10,34
Hong Kong Index	9407,37	+0,24	+14,84
Tokyo, Nikkei sur 3 mois			
			17802,50
OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES			
Cours au 14/11			
Paris CAC 40	1838,21	-2,28	
Londres FT 100	3945,50	+0,19	+15,59
Zurich			+15,59
Milan MIB 30			-12,78
Frankfurt Dax 30	2194,42	+0,88	+4,16
Bruxelles	1430,50	+0,37	+2,94
Suisse SMI			+32,46
Madrid Ibex 35	297,01	+0,39	+4,21
Amsterdam CBS			+6,23

DEMAIN dans « Le Monde »

LES 50 ANS DE L'UNESCO : à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'organisation, un entretien avec son directeur général, Federico Mayor, ainsi que des réflexions sur la paix de Jürgen Habermas et Stanley Hoffmann.

Tirage du Monde daté mercredi 15 novembre : 487 122 exemplaires 3

Rééchelonnement en vue pour la dette russe

LE CLUB DE PARIS, qui regroupe les principaux Etats créanciers, est parvenu à un accord, le 14 novembre à Paris, avec les responsables monétaires russes sur le rééchelonnement global de la dette extérieure de la Russie. La Russie avait repris à son compte la totalité des dettes de l'URSS, disparue fin 1991, mais n'avait pas assuré les remboursements.

La Russie a déjà rééchelonné plusieurs fois sa dette extérieure publique, estimée à 40 milliards de dollars (200 milliards de francs) sur un total de 120 milliards. Mais les accords, dont le dernier remonte à juin 1995, étaient partiels, et portaient sur des périodes limitées. Les autorités russes réclament depuis longtemps un rééchelonnement global, c'est-à-dire un étalement des échéances dans le temps, qui leur permette d'ajuster le service de la dette dans leurs prévisions budgétaires, et d'éviter les négociations à répétition. Théoriquement, le Club de Paris limite ses concessions à une année, mais il a déjà consenti des rééchelonnements globaux à plusieurs pays, dont la Pologne et l'Egypte.

NOUVELLES RÉUNIONS
Plusieurs réunions seront nécessaires avant qu'une signature définitive soit possible. « Nous ne pouvons conclure avant le prochain accord avec le FMI », a rappelé Christian Noyer, président du Club de Paris. Le Fonds monétaire international a consenti en mars

dernier à la Russie un crédit de confirmation (stand by) de 6,5 milliards de dollars (32 milliards de francs), dont « l'exécution par la Russie se passe très bien », selon M. Noyer. Le Fonds a depuis engagé des négociations en vue de l'octroi d'une « facilité élargie », qui pourrait atteindre 18 milliards de dollars. Oleg Davidov, principal négociateur russe de la dette, devait se rendre à Francfort mercredi 15 novembre pour y rencontrer les représentants des quelque 600 banques créancières du Club de Londres. Alors que plusieurs accords ont déjà été signés par le passé avec les Etats, la Russie ne s'est pour l'instant jamais entendue avec les banques commerciales sur ses échéances impayées. Les deux parties sont désormais sur le point de parvenir à un accord, qui permettrait à Moscou d'accéder aux marchés internationaux des capitaux.

Françoise Lazare

ISRAËL : la police israélienne a arrêté deux ultra-orthodoxes juifs, qui ont tenté de profaner la tombe d'Yitzhak Rabin dans le cimetière du mont Herzl à Jérusalem, a annoncé, mercredi 15 novembre, un porte-parole de la police. - (AFP)

UKRAÏNE : les employés de 64 des 257 mines de charbon du pays ont commencé une grève illimitée, mardi 14 novembre, pour protester contre le non-versement de salaires et de primes. Près de 100 000 personnes ont débrayé, selon le président du syndicat indépendant des mineurs. - (AFP)

ESPACE : la navette spatiale américaine Atlantis s'est armée en douceur, mercredi 15 novembre à 7 h 27 (heure française), au laboratoire orbital russe Mir, pour la deuxième fois cette année. Les équipages des deux vaisseaux, quatre Américains et un Canadien pour Atlantis et deux Russes et un Allemand pour Mir, devraient voler ensemble pendant trois jours. Ils se sépareront samedi 17 novembre à 9 h 16.

PRIX MEDICIS EX AEUO

Commandez vos livres par Minitel
36 15 LEMONDE

هنا من النص

سكنا على الارض

SOCIÉTÉ

995/13

Le Monde L'ALGÉRIE, DE L'INDÉPENDANCE À LA GUERRE CIVILE



LA TRAGÉDIE ALGÉRIENNE

Combien de morts ? Au moins trente mille, sans doute bien davantage. La violence qui déchire l'Algérie depuis près de quatre ans dépasse l'entendement. Une véritable

guerre oppose les fanatiques islamistes, qui luttent sans vergogne pour imposer leurs idées folles – ou, plus prosaïquement, pour accaparer le pouvoir –, à une nomenclature politico-militaire minée par la corruption, qui ne recule devant rien pour « terroriser le terrorisme ». Parodie de démocratie, l'élection présidentielle du 16 novembre, que boycottent les principaux partis d'opposition, a peu de chances d'arrêter ce cycle infernal.

L'Algérie n'est pas le seul pays à connaître une poussée islamiste. Mais il est le seul à vivre une telle tragédie, en raison du poids de son histoire, de son identité incertaine et de la fragilité d'un Etat que le FLN, parti unique jusqu'en 1989, a conquis pendant trois décennies. Par mauvaise conscience, la France a eu tendance à fermer les yeux sur cette faillite, en partie masquée par l'euphorie pétrolière. Les relations d'amour-haine entre

les deux pays se perpétuent. N'est-ce pas une « deuxième guerre d'indépendance » que prétendent conduire les extrémistes musulmans, en faisant la chasse aux « francisés » ? Bon gré mal gré, la France est un acteur de la tragédie qui frappe son ancienne colonie, comme l'ont illustré les récents attentats sur son territoire où vivent un million d'Algériens. Soutenir les militaires contre les islamistes ? Après avoir longtemps

tergiversé, Paris a finalement décidé de lier, à l'avenir, son aide économique à une ouverture politique. Mais il hésite encore à soutenir clairement un camp démocratique difficile à identifier. La France ne pourra sortir de ce bourbier qu'avec l'appui de ses partenaires européens, en cessant de considérer le Maghreb comme une chasse gardée.

Robert Solé



UN PAYS DÉFIGURÉ PAR LA TERREUR



gne
ellier
M. Bayrou

Désaccords
sur la zone
de libre-échange
Asie-Pacifique

PRIX MÉDIAS

la langue maternelle
Fayard

1/ Guerre d'Algérie : opération « chiens » dans les Aurès en 1958. Sipa/Delmas. 2/ Ahmed Ben Bella et Houari Boumediène, après l'accession à l'indépendance, en septembre



UN PAYS DÉCHIRÉ

1962. RA/Gamma. 3/ Chadli Bendjedid, lors de sa présidence, en 1990. C. Voutard/Gamma. 4/ Octobre 1988 à Alger : l'armée a ouvert le feu, faisant plusieurs dizaines de morts. AFP.

La faillite du système laisse face à face l'armée et les islamistes

Du romantisme autogestionnaire des premières années de l'indépendance à la corruption à grande échelle, la société algérienne s'est enfoncée dans une crise qui réunit tous les ingrédients de l'explosion sociale

LA DESCENTE aux enfers de l'Algérie, que la mystification électorale du 16 novembre ne devrait pas arrêter, provoque des tragédies quotidiennes. Peut-être la faillite des dirigeants qui se sont succédés depuis l'indépendance, en 1962, est-elle le mieux illustrée par cette comparaison : au début des années 60, l'Algérie avait à peu près le même niveau de développement que la Corée du Sud ; aujourd'hui, ce pays a un PNB huit fois supérieur au sien.

Malgré le départ des Français, l'Algérie ne manquait pourtant pas d'atouts : un mythe national forgé dans la guerre de libération, des ressources naturelles abondantes, des élites compétentes. Chaque atout avait certes son revers : le mythe national cachait mal la survivance des structures tribales et les rivalités entre clans qui avaient provoqué des règlements de comptes sanglants pendant la lutte contre la France ; le pétrole et le gaz ont longtemps donné à l'Algérie l'illusion qu'elle pouvait vivre au-dessus de ses moyens ; les élites, essentiellement de formation occidentale, ont été brisées par la bureaucratie, marginalisées par l'arabisation accélérée ou sim-

plement phagocytées par le régime. Mais ces atouts existaient. Ils ont été gaspillés par le double échec de l'Algérie indépendante : celui, d'abord, du projet moderniste autogestionnaire de Boumediène, puis celui de la tentative de libéralisation de Chadli Bendjedid, minée par la corruption. Un double échec qui a fait le lit de l'islamisme.

« LA VOIE ALGÉRIENNE »

Le romantisme autogestionnaire mûri d'arbitraire et de culte de la personnalité aura duré un peu plus de deux ans avec Ben Bella. C'est après le putsch de juin 1965 et l'arrivée au pouvoir du colonel Boumediène que se définit « la voie algérienne vers le socialisme ».

Le nouveau président incarne un projet de modernisation qui s'appuie sur les potentialités du pays, prétend mûrir l'exemple à tout le tiers-monde et veut rivaliser avec l'Occident. Des « industries industrielles » doivent être à la base du développement économique et assurer dans les secteurs de la transformation et des biens de consommation.

Le financement est assuré par la rente pétrolière, qui gonfle après le doublement des prix des hydrocar-

bures en 1973, à l'initiative essentiellement d'Alger. Les projets les plus ambitieux se multiplient, les chantiers s'ouvrent dans tout le pays, le secteur d'Etat emble au point de devenir incontrôlable. Toute l'activité économique dépend de la puissance publique, non seulement par dogmatisme idéologique mais par nationalisme chaotique, car le secteur privé est assimilé à l'étranger, et d'abord à l'ancienne métropole.

Bien que son attachement à l'islam l'éloigne du marxisme, Boumediène adopte les méthodes du « socialisme » à la soviétique. Les mêmes causes produisent les mêmes effets. L'esprit bureaucratique l'emporte rapidement sur l'élan « révolutionnaire ». La distribution centralisée du crédit favorise les ouvertures de chantier, sans qu'on se soucie de leur achèvement ; le contrôle étatique du commerce extérieur et de la distribution engendre des pénuries de plus en plus mal supportées par une population dont les revenus ont augmenté et dont les besoins se sont diversifiés.

Les paysans furent les campagnes, où l'agriculture collectivisée est en régression. Le marché

noir se développe et l'économie souterraine favorise la corruption. L'égalitarisme proclamé engendre la passivité et le clientélisme. L'exode rural et la pression démographique font éclater les structures urbaines, tandis que les liens familiaux ou claniques ancestraux sont détruits sans produire de nouvelles solidarités.

Boumediène voulait moderniser son pays en important les techniques occidentales, tout en relevant les valeurs au nom desquelles certains des partisans de l'indépendance s'étaient battus, avant d'être – il est vrai – pour la plupart éliminés par leurs pairs. Le développement économique et social volontariste qu'il met en œuvre fait craquer les structures traditionnelles, sans que la société, étouffée par le pouvoir personnel, le parti unique et une armée gardienne du régime, ait la liberté d'en secréter de nouvelles.

L'arabisation irréflective de l'éducation aggrave la clochardisation d'une partie de la population, en créant une armée de jeunes mal formés, jaloux des « francisés », qui continuent pendant longtemps à occuper les meilleurs emplois, et gavés d'un enseignement islamiste

prodigué par des maîtres étrangers, notamment égyptiens, que leurs insuffisances professionnelles et leur fondamentalisme rendaient indésirables dans leur pays : on les a fait venir faute d'enseignants locaux en langue arabe. Dans les premières années du boumediénisme triomphant, des centaines de milliers d'emplois avaient été créés. Euphorie sans lendemain. Les dysfonctionnements du système économique, la baisse des prix du pétrole, le service de la dette de plus en plus insupportable, l'explosion démographique, ont rempli les rues des villes de jeunes chômeurs, fascinés par un Occident bonni parce qu'inaccessible.

REVOLTE CONTRE LES INJUSTICES

Loïn d'améliorer la situation, les tentatives brouillonnées de Chadli, après la mort de Boumediène, en décembre 1978, n'ont fait qu'accentuer les maux d'un système qui a éclaté sous la pression des émeutes populaires en octobre 1988. Chadli a cherché le salut tour à tour dans un rapprochement avec les institutions financières internationales, un retour à l'étatisme ou une semi-libéralisation

économique qui a encouragé la corruption, le clientélisme et les trafics en tous genres pour une petite couche de privilégiés. La nomenclature civile et militaire a largement profité du démantèlement du secteur nationalisé, de la vente du parc immobilier public, de la privatisation de l'agriculture, tandis que les islamistes étendaient leur influence chez les laissés-pour-compte révoltés par les injustices.

Avec le discrédit des grandes explications du monde, marxiste ou tiers-mondiste, avec la fin du mythe national transporté par la guerre de libération, qui s'estompe dans le souvenir d'une grande majorité d'Algériens, avec l'effondrement du système économique, tous les ingrédients d'une explosion sociale étaient réunis. Après l'essai avorté de démocratisation qui a suivi les émeutes de 1988, l'effacement de la société algérienne laisse face à face les deux principales forces organisées, l'armée – garante des prébendes de la nomenclature – et les islamistes, qui cherchent à récupérer le mécontentement.

Daniel Vernet

L'implacable logique d'une violence qui n'épargne personne

QUI SE SOUVIENT des premiers policiers tués, dans la nuit du 9 au 10 février 1992, dans la Casbah d'Alger ? Leurs noms ont été oubliés, comme ceux des premiers jeunes conscrits égorgés au hasard d'une permission, ou des premiers gendarmes tombés lors d'une embuscade. Ces anonymes en uniforme ont pourtant été – et restent – les cibles privilégiées des groupes armés islamistes. En dépit des efforts déployés par les autorités pour taire ou minimiser l'ampleur d'un conflit qui aurait fait, depuis 1992, selon des estimations officielles, quelque 50 000 morts – militaires, islamistes et civils confondus –, chacun, en Algérie, sait à quel point s'en tenir.

L'assassinat de trois gendarmes, en novembre 1991, au poste-frontière de Guemar, dans le sud-est de l'Algérie, avait donné le signal. L'affaire, révélée par la presse étrangère, puis confirmée par les autorités, fit le tour du pays. De même, malgré la censure, le bilan de l'un des derniers attentats à la voiture piégée, commis le 2 septembre à Metfah, près d'Alger, est-il sur toutes les lèvres. Entre 60 et 80 personnes seraient mortes lors de cette opération kamikaze, dirigée contre un commissariat et un ensemble de logements réservés aux familles des groupes d'intervention spéciale (GIS).

20.35

CIBLES IDÉOLOGIQUES
Symboles de la répression, tous ceux qui portent l'uniforme – policiers, gendarmes, soldats – restent « naturellement » hals des islamistes. En trois ans, cette haine ne s'est pas démentie. Elle s'est même singulièrement élargie. Les présidents des délégations exécutives communales (DEC), représentants de l'administration locale nommés par l'Etat, en 1992, pour remplacer les élus du Front islamique du salut (FIS), ont été les premiers à en faire les frais.

Considérés par le « parti de Dieu » comme les valets d'un Etat imposteur qui leur a « volé la victoire » des urnes, les présidents de DEC sont d'autant plus vulnérables qu'ils ne disposent pas, contrairement aux ministres, aux généraux ou à certains hommes politiques, de voitures blindées ou de visas pour l'étranger. Directement exposés, ils figurent parmi les victimes les plus pressées de ce « terrorisme de proximité » cher aux gangs islamistes et aux desperados de toute obédience. Comme le seront bientôt, dès la fin de 1993, les magistrats, les imams officiels, les employés des ministères et, à partir de 1994, les enseignants et les responsables d'établissement scolaire.

A ces « cibles institutionnelles », à cette foule d'anonymes et de

sans-grade, liés par leur fonction à l'appareil d'Etat, s'ajoutent, dès les printemps 1993, les « cibles idéologiques ». L'assassinat de l'écrivain Tahar Djaout, le 26 mai de cette année-là, marque le début de ce que certains ont appelé l'« intellecticide » algérien. L'auteur des *« Villes profanes »*, dans les colonnes de l'hebdomadaire *Ruptures*, des thèses sans nuances, opposant un camp progressiste – « l'Algérie qui avance » – à une France obscurantiste – « l'Algérie qui recule ». Ses funérailles, dans un petit village de la côte kabyle, prendront l'allure d'une grande manifestation militante.

Une dizaine d'autres intellectuels, scientifiques ou chercheurs ont été victimes d'attentats terro-

De 40 000 à 50 000 morts

La double violence des militaires et des islamistes dépasse l'estimation de 30 000 morts, avancée à la fin de 1994 par le département d'Etat américain, et se serait déjà soldée par quelque 10 milliards de francs de dégâts. Mais les chiffres officiels les plus souvent cités – 40 000 à 50 000 morts – seraient plus proches de la vérité lorsque l'on prend pour comparaison le bilan – officiel celui-là – de 10 000 victimes entre février 1992 et décembre 1993.

Selon les autorités algériennes, pour la seule année 1994, 6 888 personnes ont été tuées dans des attentats attribués aux groupes armés – dont 1 300 ouvriers, 1 384 chômeurs, 632 fonctionnaires, 670 membres de professions libérales –, et 2 289 blessés. En outre, près de 3 000 actes de sabotage ont été commis.

nistes en 1993. C'est le cas, entre autres, du docteur Laadi Flici et du professeur Djilali Lyabès, puis du sociologue Mohamed Boukhouza et du psychiatre Mahfoudh Boucebel. Ces meurtres emblématiques sonnent l'heure de l'exil pour des dizaines de médecins, d'avocats ou d'universitaires, issus essentiellement de l'élite urbaine francophone.

A partir de 1994, un même sentiment de panique commence à envahir le monde de la presse. Les journalistes, notamment ceux qui collaborent aux médias du secteur public, sont spécialement visés. La presse privée perd plusieurs de ses grandes plumes, comme le chroniqueur Saïd Mekbel, patron du quotidien *Le Motin*, tué, le 3 décembre, dans la proche banlieue d'Alger. A la fin de 1994, on estimait à environ 300 le nombre de

journalistes algériens qui avaient fui leur pays.

Un nouveau pas est franchi, cette année-là, avec l'assassinat de plusieurs personnalités du monde artistique. Musiciens ou gens de théâtre ne sont pas, a priori, suspects d'être liés au pouvoir. Les lieux de spectacle, comme les salons de coiffure, les hammams ou les cabarets, sont d'abord des lieux de détente, de convivialité, de plaisir. Le choc sera d'autant plus rude. Pour les artistes, 1994 est à marquer d'une pierre noire – notamment à Oran, qui verra disparaître quelques-uns de ses meilleurs talents. Après le dramaturge Abdelkader Alloula, tué en mars, c'est le tour, en septembre, du chanteur de raï Cheb Hasni, puis, en février 1995, du musicien et producteur Rachid Baba Ahmed. En Kabylie, le chanteur berbère Matoub Loune est enlevé, puis relâché, par un commando qui se réclamait des Groupes islamiques armés (GIA).

Loïn d'être aveugle, cette violence obéit à une implacable logique. Soit « condamnés à mort » tous ceux qui exécutent les ordres du pouvoir : les forces de sécurité d'abord, qui répriment et torturent sans faire de quartier. Ceux, ensuite, que l'on soupçonne, à tort ou à raison, de « collaborer ou système » – par leurs fonctions, leurs prises de position, ou leurs silences. Tous les « déviants » enfin, qui insultent, par leur existence même, la norme dite islamique : les artistes, symboles du plaisir et, pis, les étrangers, considérés comme des « impies ». Plus de 90, parmi lesquels 32 Français et 10 religieux catholiques, seront assassinés.

FEMMES SYMBOLES

La guerre sans nom qui déchire l'Algérie depuis plus de trois ans est d'abord une guerre d'hommes. Comme toutes les guerres, sans doute. Mais aggravée par le poison du fanatisme religieux, qui fait des femmes – traditionnelles porteuses de *fitna* (sédition, désordre) aux yeux des musulmans –, des cibles singulièrement fragiles. Certes, parmi les quelque 300 femmes ou jeunes filles tuées depuis le début du conflit, toutes ne l'ont pas été parce qu'elles étaient des femmes. Beaucoup sont mortes, comme les hommes ou les enfants, parce qu'elles se trouvaient là, lors d'une fusillade ou d'un attentat à la bombe.

L'émoi qu'a soulevé, en février 1994, l'assassinat de la jeune Kadja Bengana, tuée, selon certains journaux algériens, « parce qu'elle ne portait pas le voile », en dit long sur l'enjeu que représentent les femmes dans ce conflit. Au lendemain du meurtre de l'adolescente, une mystérieuse Organisation des

jeunes Algériens libres (Ojal) avait promis, par voie de tracts, de « liquider vingt femmes portant le *hidjab* », et autant d'« intégristes », pour une nouvelle femme non voilée agressée.

L'escalade de la violence, très sensible depuis deux ans, a encore aggravé la pressio. Depuis la mi-1995, les récits d'enlèvements et de viols commis par les maquisards islamistes au nom du *djihad* et *mouta'a* – « mariage de complaisance », de tradition chite –, sont devenus monnaie courante. Et diffusés aux heures de grande écoute par la télévision d'Etat. Dans un pays où le mariage forcé des filles a longtemps fait partie des coutumes, où la virginité continue d'être sacralisée, une telle publicité a de quoi étonner. Traitées par les uns comme butin de guerre, nombre de ces jeunes femmes voient leur martyre utilisé, par d'autres, comme un outil de propagande. Objet de marchandages sanglants dont nul ne prévoit l'issue, devenues les otages d'une guerre que l'on fait, parfois, en leur nom, les femmes sont, à elles seules, la vitrine symbolique du conflit algérien.

Catherine Simon

« Terroriser le terrorisme »

A LA VIOLENCE multiforme des groupes islamistes armés et de leurs affidés répond une violence des forces de sécurité tout aussi terrible qui, bien qu'occultée par la presse locale pour des raisons évidentes de censure ou de soutien partisan, réussit à percer le voile opaque de la raison d'Etat.

Tortures systématiques, représailles en série, exécutions sommaires ou extrajudiciaires, ratissages menés avec une extrême brutalité, incarcérations – souvent au secret et dans des conditions inhumaines –, procès sans équité frappent les militants islamistes ou supposés tels, leurs familles et leurs proches.

Aux exactions des forces militaires et paramilitaires s'ajoutent celles d'une milice informelle, dépendante du seul commandement militaire et, dans une moindre mesure, des gardes communaux et des groupes d'autodéfense qui, sous prétexte de la défense, tissent un maillage serré de surveillance et de délation autour de la population.

Amnesty International s'est élevée, à plusieurs reprises, contre les incalculables atteintes aux droits de l'homme dont sont victimes les Algériens de la part des deux

campes en lutte, mais aussi contre la dérive sanglante des méthodes employées par le régime pour tenter de circonvenir le « péril islamiste ».

TÉMOIGNAGES ACCABANTS

Le Livre blanc sur la répression en Algérie (1991-1994), édité, en mars, en Suisse, à l'initiative de l'Ex-Front islamique du salut (FIS), a tenté de répertorier, pour la première fois, « les milliers de crimes » que les islamistes imputent au régime. Il dénonce aussi le « raptage » perpétré par l'armée, les 21 et 22 février, contre les détenus de la prison algéroise de Serkadji – la plaque cite les noms de 105 victimes –, accusés de « mutinerie » par les autorités. De son côté, Reporters sans frontières a rassemblé, à quelques mois, des documents accablants pour les groupes armés islamistes comme pour les forces de l'ordre, sous le titre *Le Livre noir de l'Algérie*.

Des témoignages d'anciens membres des forces de sécurité, réfugiés à l'étranger, attestent que, dans le cadre de leur politique du « tout-sécurité », les autorités appliquent, à la lettre et sans état d'âme, leur devise : « Terroriser le terrorisme ».



صلى الله عليه وسلم

سكنا عن المرحوم

LE POIDS DU PASSÉ

1. Été 1992, dans la Casbah, après la dissolution du FIS. *Hugues de Wurstemberger/VII*. 2. Mohamed Boudiaf, à la tête du Haut Comité d'Etat, assassiné le 29 juin de cette année.



Devoluy/Simon/Gamma. 3. File d'attente pour le visa français, à Alger en 1992. *M. Von Graffenried*. 4. L'actuel président, Liamine Zeroual. *Facelly/Sipa*

Un drame qui brouille les mémoires

Les uns entretiennent la nostalgie d'une Algérie heureuse qui voyait Européens et « Musulmans » fraterniser sous le drapeau tricolore. Les autres imposent une vision de l'histoire dont le peuple, en lutte pour la libération, est le seul héros

SON HISTOIRE, l'Algérie n'est pas, aujourd'hui, en état d'en remonter le cours et d'en dégager la cohérence. Le drame dans lequel elle est plongée brouille les mémoires. A chacun ses repères, ses obsessions et ses phantasmes.

De belles et fortes images d'une Algérie heureuse défilent ainsi dans l'imaginaire du dernier carré de ceux qui ont vécu l'aventure coloniale. D'une Algérie qui, le 13 mai 1958, sur le Forum d'Alger, voyait Européens et « Musulmans » fraterniser sous les plis du drapeau tricolore. Impression fugitive que la réconciliation entre les deux communautés devenait réalité, que, « de Dunkerque à Tonnosville », il n'y avait plus qu'une seule France.

D'aucuns ne reviennent pas de voir cette terre de repli, vers laquelle affluèrent, en vagues successives, tous les laissés-pour-compte de l'Europe - chômeurs, paysans sans terres, aristocrates légitimistes, opposants politiques, Alsaciens-Lorrains - devenir « le berceau d'un peuple néolatin ». Les Arabes ? A un colon français, Albert Camus fait dire : « Aussi bêtes et brutes que nous mais le même sang d'homme. On va encore un peu se tuer... Et puis on recommencera à vivre entre hommes. C'est le pays qui veut ça ».

Cette jointaine province d'un Empire ottoman finissant, placée sous l'autorité contestée d'un dey et de ses janissaires, ruinée par l'abandon du brigandage maritime, ne pouvait-elle espérer mieux que de tomber sous la coupe d'un reprenneur susceptible de lui faire franchir le cap de la modernité ? C'est pourtant un

coup de chasse-mouches, né d'un banal contentieux financier, qui provoqua le débarquement du général de Bourmont et de ses hommes, le 14 juin 1830, sur la plage de Sidi Ferruch. Accident de l'histoire - « on y reste parce qu'on y est », disait-on alors - qui contraignit la monarchie de Juillet et les autres régimes à sa suite à accepter sans empressement ce « legs onéreux de la Restauration ».

Le spectacle d'une Algérie aujourd'hui naufragée entretient, dans l'esprit de certains, le souvenir d'un pays que la France a sorti du néant, mettant ses terres en culture, exploitant son sous-sol riche en hydrocarbures, y construisant des routes et des voies ferrées et en y creusant des ports. D'un pays dans lequel, pour éviter l'irréparable d'un divorce, le général de Gaulle s'était engagé, le 3 octobre 1958, à Constantine, à redistribuer 250 000 hectares, à bâtir 200 000 logements, à créer 400 000 emplois et à scolariser les deux tiers des enfants musulmans, le tout en l'espace de cinq ans. D'un pays qui, ayant gâché ses chances, est de retour à la case départ.

Les Européens d'Algérie - 1 million au 1^{er} novembre 1954 face à 7,7 millions d'autochtones - se sont répétés, comme pour garder espoir, cette phrase prononcée, en 1936, par Ferhat Abbas, qui deviendra, en 1958, le premier et éphémère président du gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) : « Je ne mourrai pas pour la patrie algérienne parce que cette patrie n'existe pas », négligeant de lire la suite du propos : « Sans l'émancipation des

indigènes, il n'y a pas d'Algérie française durable. » Passé le temps d'une occupation du terrain qui se fit à coups de brutalités et de spoliations, la communauté européenne n'eut de cesse de pratiquer une politique de « cantonnement », au sens large du terme, des populations musulmanes. Dès 1847, le « père » Bugeaud, vainqueur, trois ans plus tôt de l'émir Abd El Kader, sur l'oued Isly, admonestait les colons : « Par tous les points, vous blessez leurs mœurs, leurs intérêts et leur religion ».

Du coup, se mêle aux images précédentes celle, à tout le moins plus dérangeante, d'une métropole qui, comme le soulignait Jules Ferry, en 1892, « a pris tout de fausses mesures » qu'elle désespérait d'arriver au bout de ses déceptions, et qui, dans les dernières années du XIX^e siècle, vit débarquer en Algérie quelque 13 000 émigrés algériens chassés par la misère. La première guerre mondiale, à laquelle participèrent 173 000 musulmans algériens, en majorité engagés volontaires, se donna la mauvaise conscience de la France. Pourtant, les émeutes de Sétif et de Guelma, qui, en mai 1945, se soldèrent par la mort ou l'arrestation de plusieurs milliers d'autochtones, consommèrent la rupture entre les communautés européenne et musulmane.

La proclamation du général de Gaulle, le 4 juin 1958 - « Il n'y a plus qu'une seule catégorie d'habitants dans toute l'Algérie, il n'y a plus que des Français à part entière » - arrivait trop tard. La lutte de libération nationale s'était engagée, le 1^{er} novembre 1954, et l'Algérie était alors entrée dans

une autre logique, qui devait la conduire à l'indépendance. Le 1^{er} juillet 1962, après des négociations à rebondissements, sanctionnées par un référendum d'autodétermination. Au prix de plus d'un demi-million de morts.

« L'implacable tête-à-tête avec nous-mêmes a commencé »

Au sortir de cette guerre, le Front de libération nationale (FLN) imposa une lecture exaltée de l'histoire, qui faisait du peuple le « seul héros », conduit vers la victoire sur l'une des premières puissances militaires du monde par des chefs irréprochables. C'était oublier que la France, qui avait engagé plus de 400 000 hommes, réussit à conserver la maîtrise des opérations mais perdit la partie sur le terrain proprement politique et diplomatique. Oublier aussi que la rébellion fut minée par des dissensions idéologiques et des rivalités personnelles - entre Kabyles et Arabes, maquisards de l'intérieur et armée des frontières, etc. - qui devaient se conclure par de sanglants et sordides règlements de comptes dont furent victimes, entre autres, Ramdane Abane, Mohamed Khider et Krim Belkacem.

Il n'empêche : la nomenclature politico-militaire qui accapare le pouvoir depuis l'indépendance

n'eut de cesse, pour se maintenir, de tout mesurer - le mérite des hommes et le bien-fondé d'une décision - à l'aune des sacro-saintes « valeurs de Novembre » (1954).

Ahmed Ben Bella, rapidement mis à l'écart, Houari Boumedienne, de 1965 à 1978, puis Chadli Bendjedid, jusqu'à sa déposition en 1992, incarnèrent, sous des abordages différents, la fierté d'une nation qui, au sortir de la « nuit coloniale », retrouvait ses marques. A l'heure du tiers-mondisme triomphant, socialiste et anti-impérialiste, l'Algérie s'offrait en modèle aux pays pauvres, comme la mère de toutes les révolutions, agraire, industrielle et culturelle.

Cette constante référence faite à la « légitimité historique » finit par dissimuler de plus en plus mal les comportements douteux de « hauts placés » en quête de prébendes et de privilèges. Révolution confisquée, dévoyée ? Déjà, dans les années 30, l'Association des oulémas, sous la conduite du cheikh Ben Badis, avait fixé le cap sous forme de slogan : « L'islam est la religion, l'arabe est la langue, l'Algérie la patrie ». Le pouvoir dut composer avec ces fondamentalistes musulmans qui obtinrent de M. Ben Bella l'interdiction de la consommation d'alcool et de M. Boumedienne l'introduction de l'enseignement religieux et la fixation du repos hebdomadaire le vendredi, jour de la grande prière.

Ces tranquilles docteurs de la loi d'avaient révo d'autre en tête que de se réapproprier une histoire occultée par cent trente-deux ans de présence française. Même au-

jourd'hui, au cœur de la tourmente, les plus habiles des islamistes s'emploient à inscrire leurs prêches dans le droit fil de la révolution de 1954, d'une révolution à leurs yeux inachevée. « Si mon père et ses frères ont expulsé physiquement la France oppressive de l'Algérie, a expliqué Ali Benhadj, le numéro deux de l'ex-Front islamique du salut (FIS), moi, je me consacre avec mes frères, avec les armes de la foi, à les bannir intellectuellement et idéologiquement ».

Les jeunes - plus de 70 % de la population sont nés après l'indépendance - n'ont cure de ces déjà lointaines références au passé. Leur histoire commence aux émeutes d'octobre 1988, pas aux attentats de novembre 1954. Leurs « martyrs » ont pour nom Mustapha Bouyali, chef du premier maquis islamiste, tué le 3 février 1987, ou Djafar l'Afghan, l'un des patrons du Groupe islamique armé (GIA), mort au combat le 26 février 1994, pas Larbi Ben M'Hidi ou Didouche Mourad. Ces jeunes en révolte contre leurs aînés pour les avoir privés d'avenir n'ont pas trouvé d'autre exutoire à leur désespérance qu'une violence dans laquelle se mêlent nihilisme et délire religieux.

L'Algérie hute, aujourd'hui, sur ce constat d'impasse. Son histoire lui donne le vertige. Epreuve de vérité en vue ? « L'implacable tête-à-tête avec nous-mêmes a commencé », écrit Redha Malek, ancien premier ministre. Retour critique sur soi-même ou rechute dans les ornières précoloniales : telle est l'alternance.

Jacques de Barrin

Le tragique destin des « chefs historiques » du FLN

DES NEUF « chefs historiques » qui, le 1^{er} novembre 1954, déclenchèrent l'insurrection qui allait conduire à l'indépendance, seuls trois sont encore en vie. Les autres sont morts au cours de la guerre de libération nationale, ou ont été victimes des règlements de comptes au sein du séral.

Larbi Ben M'Hidi, Mostefa Ben Boulaid, Didouche Mourad ont été tués dans le combat pour l'indépendance.

Mohamed Khider a été assassiné, le 3 janvier 1967, à Madrid. Gardien du « trésor de guerre » du FLN, évalué à quelque 60 millions de francs, il réussit à bloquer ces fonds dans une banque genevoise, n'entendant les restituer qu'à un gouvernement « légitime ».

Krim Belkacem a été découvert égaré, le 18 octobre 1970, à Francfort. Chef de la délégation algérienne aux négociations d'Evian, il s'était exilé après l'arrivée au pouvoir de Houari Boumedienne. Condamné à mort pour « trahison et conspiration avec l'étranger », il fut réhabilité à titre posthume, en novembre 1984, comme Mohamed Khider.

Mohamed Boudiaf a connu le même sort tragique.

Entré en conflit avec Ahmed Ben Bella, dès l'automne 1962, après avoir créé le Parti de la révolution socialiste (PRS), il choisit, l'année suivante, l'exil au Maroc, d'où il revint, en janvier 1992, pour prendre la tête du Haut Comité d'Etat (HCE). Il fut assassiné, le 29 juin suivant à Annaba, par un membre de sa garde rapprochée qui, trois ans plus tard, fut condamné à mort.

Ahmed Ben Bella, premier chef de l'Etat de l'Algérie indépendante, fut renversé, en juin 1965, par le colonel Boumedienne. Il choisit le chemin de l'exil après de longues années de détention. De retour au pays, le 4 août 1993, il créa le Mouvement pour la démocratie en Algérie (MDA).

Hocine Ait Ahmed, fondateur du Front des forces socialistes (FFS), préféra retourner, en juillet 1992, sur les bords du lac Léman, après une tentative de retour au pays.

Rabah Bitat, seul survivant du Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action (CRUA), fut, sous M.M. Boumedienne et Chadli, l'immuable président de l'Assemblée nationale. Depuis la fin du monopartisme, il vit en marge de la politique officielle.

D'un coup de chasse-mouches à la terreur

● 29 avril 1827 : le dey d'Alger donne un coup de chasse-mouches au consul de France.

● 5 juillet 1830 : les troupes du général de Bourmont s'emparent d'Alger.

● 14 août 1843 : le général Bugeaud défait l'armée d'Abd El Kader sur l'oued Isly.

● 21 novembre 1848 : la Constitution déclare l'Algérie territoire français.

● 22 avril 1863 : un sénatus-consulte prévoit l'accession des autochtones à la propriété individuelle.

● 14 juillet 1865 : un sénatus-consulte dispose que l'indigène musulman peut, sur sa demande, être admis à jouir des droits de citoyen français.

● 24 octobre 1870 : les décrets Crémieux rattachent l'Algérie au ministère de l'Intérieur et accordent

la naturalisation collective à la population juive.

● Mars 1937 : Messali Hadj fonde le Parti du peuple algérien (PPA).

● 10 février 1943 : Ferhat Abbas rédige le Manifeste du peuple algérien.

● 7 mars 1944 : une ordonnance proclame l'égalité entre Français et Musulmans.

● 8 mai 1945 : une manifestation nationaliste est organisée à Sétif, qui gagne l'est du pays et provoque une impitoyable répression.

● 20 septembre 1947 : un nouveau statut est adopté, qui « maintient l'Algérie ou sein de la République française ».

● 1^{er} novembre 1954 : une série d'attentats marque le début de l'insurrection armée.

● 22 octobre 1956 : l'avion qui transporte les chefs du FLN, parmi lesquels Ahmed Ben Bella, est dévié sur Alger.

● 13 mai 1958 : créé à Alger sous la présidence du général Massu, un comité de salut public fait appel au général de Gaulle.

● 19 septembre 1958 : le FLN forme, au Caire, le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA).

● 3 octobre 1958 : le général de Gaulle annonce, à Constantine, un plan sur cinq ans de développement économique et social.

● 16 septembre 1959 : le général de Gaulle proclame le droit des Algériens à l'autodétermination par voie de référendum.

● 29 juin 1960 : les premiers pourparlers organisés à Mehun, entre émissaires du GPRA et représentants du gouvernement français, échouent.

● 6 septembre 1960 : le « Manifeste des 121 », sur le droit à l'insoumission, est publié à Paris.

● 10 avril 1961 : l'Organisation de l'Armée secrète (OAS) revendique une série d'attentats.

● 21 avril 1961 : les généraux à la retraite Challe, Jouhaud et Zeller s'emparent du pouvoir à Alger.

● 18 mars 1962 : des accords de paix sont conclus à Evian.

● 1^{er} juillet 1962 : les accords d'Evian sont approuvés, à la quasi-unanimité, par référendum et, deux jours plus tard, l'indépendance est proclamée.

● 19 juin 1965 : un Conseil de la Révolution chasse du pouvoir

Ahmed Ben Bella et porte à la tête de l'Etat Houari Boumedienne.

● 25 avril 1967 : une tentative de putsch, fomentée par le colonel Zbiri, est déjouée.

● 27 décembre 1978 : le président Boumedienne meurt à l'issue d'une longue maladie. Il est remplacé par le colonel Chadli Bendjedid.

● 11 mars 1980 : l'interdiction d'une conférence de Mouloud Mammeri à Tizi-Ouzou donne le signal de manifestations en Kabylie, connues sous l'expression de « printemps berbère ».

● 6 octobre 1988 : l'état de siège est décrété dans l'Algérie après de sanglantes émeutes.

● 23 février 1989 : la Constitution, approuvée par référendum, ouvre la voie au multipartisme.

● 14 septembre 1989 : le gouvernement légalise le Front islamique du salut (FIS).

● 12 juin 1990 : le FIS gagne les élections locales.

● 26 décembre 1991 : le FIS remporte le premier tour des élections législatives.

● 11 janvier 1992 : le président Chadli est contraint de démissionner. Un Haut Comité d'Etat (HCE), à la tête duquel est nommé Mohamed Boudiaf, est mis en place. Les élections législatives sont annulées.

● 9 février 1992 : l'état d'urgence dans tout le pays est instauré.

● 4 mars 1992 : le gouvernement dissout le FIS.

● 29 juin 1992 : le président Boudiaf est assassiné, à Annaba, par un membre de sa garde.

● 15 juillet 1992 : le tribunal militaire de Bida condamne Abassi Madani et Ali Benhadj à douze ans de réclusion.

● 21 septembre 1993 : les premiers étrangers - deux géomètres français - sont retrouvés assassinés en Algérie.

● 31 janvier 1994 : le général Liamine Zeroual devient président.

● 24 décembre 1994 : quatre islamistes armés prennent en otage, sur l'aéroport d'Alger, les passagers d'un Airbus d'Air France.

● 13 janvier 1995 : les principales formations de l'opposition, islamistes compris, signent, à Rome, un « contrat national ».

● 16 novembre 1995 : quatre candidats, dont M. Zeroual, se présentent au premier tour de l'élection présidentielle.

CONTRÔLE À ALGER

Le Suisse Michael von Graffenried est l'un des rares photographes continuant à témoigner sur la guerre civile algérienne. Il a effectué six séjours en Algérie depuis 1991 et publié, en 1993, « Algérie, le rêve brisé de la démocratie ». Une exposition itinérante de ses photos, déjà présentée en mars dernier à l'arche de la Défense à Paris, sera montrée du 15 novembre au 15 décembre au centre social des Glacis, à Belfort, et du 14 au 20 novembre à la Maison de la culture d'Armenis. Le 9 décembre, Michael von Graffenried sera l'invité, avec son exposition, de la Fondation France Libertés, à l'occasion de la journée « Solidarité avec les femmes algériennes » qui aura lieu au Sénat.

Ci-contre : contrôle dans un café de la banlieue d'Alger, à Château-Rouge, en 1995. En titre, de haut en bas : la violence piégée dans la Kouba, résidence des familles des policiers (« ninjas »), à Alger, en mars 1995 ; dans la Casbah d'Alger, 1992 ; une femme kabyle armée pour l'autodéfense contre les islamistes, 1995.

UN PAYS DÉCHIRÉ

les islamistes

Terroriser le



INCERTITUDES

1/ Alger, cité des Palmiers, une des plus pauvres de la capitale. *Cou-tasse/Contact Press.* 2/ Jeunes chômeurs dans les rues d'Alger: on les surnomme « hitistes », ceux qui



soutiennent les murs. Après avoir été parmi les plus actifs lors des émeutes de 1988, ils sont aussi, à présent, les plus vulnérables à la propagande islamiste. *Abbas/Ma-*

gnum. 3/ Installation d'une parabole permettant de capter les télévisions par satellite et, ainsi, de contourner la censure gouvernementale. *Kobbe/Rea.*

Un pays en mal de croissance économique

Le pouvoir et les instances internationales tablent sur une reprise des investissements et de la production. Mais le climat actuel de violence rend ce pronostic extrêmement hasardeux

LA CROISSANCE économique peut-elle fleurir dans un pays en proie à une guerre civile larvée? Les investissements sont-ils possibles quand les entreprises flambent, quand la sécurité sur les routes est des plus incertaines, quand le racket fleurit? Le pouvoir algérien assure que oui et pronostique que le produit national brut (PNB) pourrait atteindre 5 % en 1995. Le Fonds monétaire international (FMI) est à peine moins optimiste et table sur une croissance proche de 3 %, tout comme la Banque mondiale.

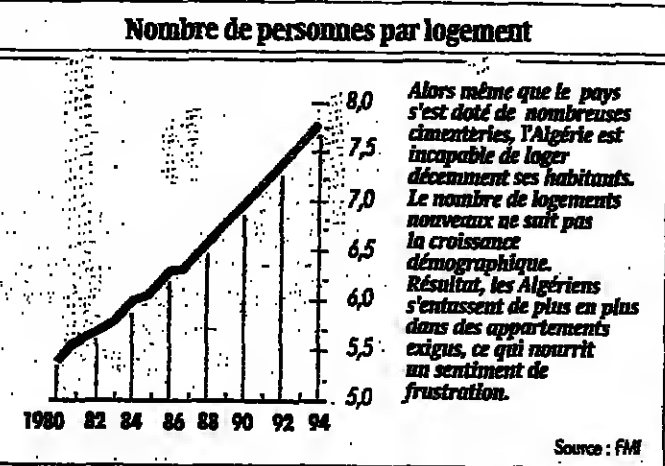
Le passé récent devrait inciter à davantage de prudence. En 1994, déjà, une croissance très élevée - de l'ordre de 5 % - était annoncée. En réalité, l'économie algérienne a stagné cette année-là et c'est probablement ce qui va se reproduire en 1995. Encore s'agit-il d'un

scénario « rose » : au cours des six premiers mois, la production industrielle a chuté de 9 %. Même le secteur des hydrocarbures, fleuron du pays, affiche des résultats décevants.

Que le FMI manifeste un optimisme à tout crin ne laisse pas d'étonner. Mais peut-il en être autrement alors que l'Algérie applique à la lettre, depuis le printemps 1994, toutes les recettes économiques? « Aucun autre pays sans ajustement n'a suivi aussi scrupuleusement nos recommandations », admet, sous couvert d'anonymat, le représentant d'un pays européen au conseil d'administration du Fonds.

Imaginable au temps du président Houari Boumedienne, époque du développement de l'industrie lourde et de la socialisation de l'agriculture, la conversion de l'Algérie à l'économie de marché était inscrite dans les faits dès lors que les recettes pétrolières et gazières, uniques sources de devises du pays, n'étaient plus là pour masquer l'échec d'un modèle de développement emprunté à l'Union soviétique, avec la complicité d'une poignée d'intellectuels français.

L'Algérie applique à la lettre, depuis le printemps 1994, toutes les recettes économiques du Fonds monétaire international



de deux ans, à coup de lois et de décrets, ils mirent en chantier quantité de réformes touchant l'agriculture, le commerce, la monnaie, le secteur public... Mais, l'Algérie n'avait été prise d'une telle frénésie de changement.

L'expérience allait être de courte durée. En juin 1991, le gouvernement de Moulay Hamrouche est contraint de démissionner. Le « printemps algérien » s'estompé. Après l'intermède brève de Sid Ahmed Ghozali, son successeur à la tête du gouvernement, Belal Abdelkader, l'ex-chef de l'industrie industrielle, remet au goût du jour les recettes de naguère. Elles ne pouvaient qu'échouer. Résultat, le

27 mai 1994, l'Algérie, exsangue, signe avec le FMI un premier accord, dit de *stand-by*, qui contraint les dirigeants du pays à mener une politique d'ajustement. Plus rien ne s'oppose alors à un premier réajustement de la dette extérieure et à l'octroi de crédits internationaux : FMI, Banque mondiale, Union européenne... D'une durée d'un an (avril 1994-mars 1995), il est suivi d'un second accord, d'une durée de trois ans.

L'Algérie qui se place sous la tutelle du FMI est un pays bien malade. Entre 1989 et 1994, le produit intérieur brut (PIB) par habitant serait tombé de 2 279 à 1 534 dollars. Dans le même temps, le déficit du Trésor est passé de 1,2 %

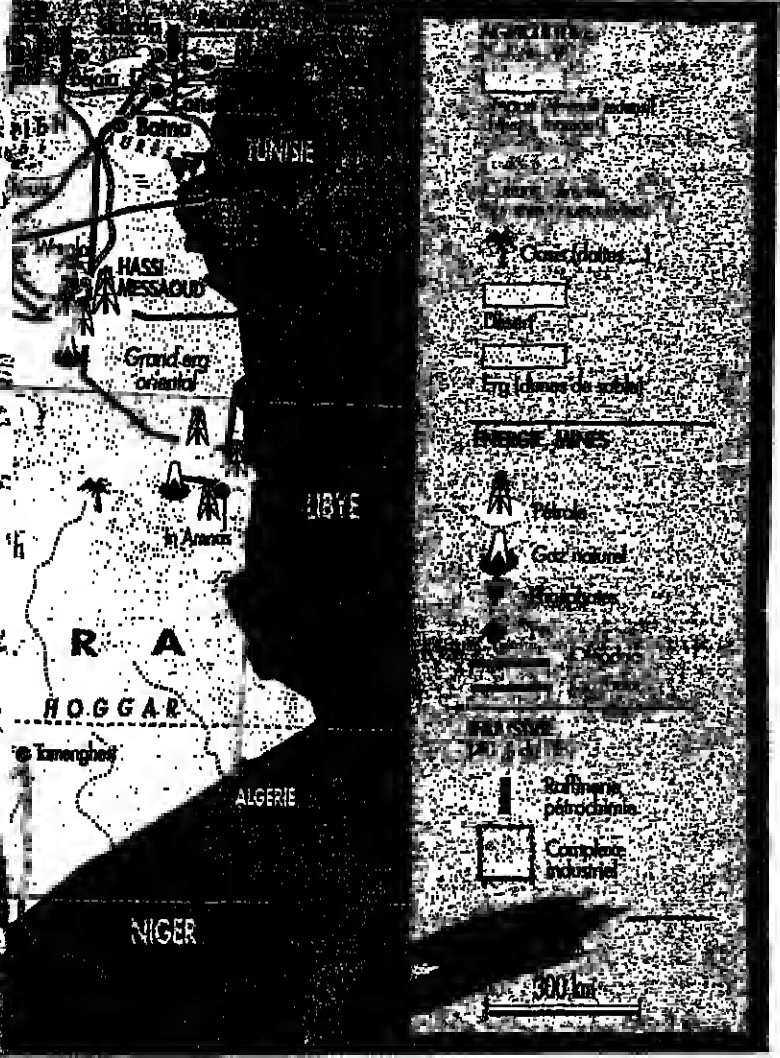
8,1 % du PIB, tandis que le chômage prenait des proportions dramatiques : le quart de la population active est sans emploi.

Depuis lors, le pays, élève discipliné, s'efforce de suivre avec application les préceptes du FMI : les prix sont libres, à quelques rares exceptions près ; le dinar, la monnaie nationale, a été dévalué de plus de 50 %, et son cours officiel est désormais proche de celui du marché noir ; le déficit budgétaire est en passe de disparaître ; la privatisation des entreprises publiques s'amorce ; le commerce extérieur est libre ; les compagnies pétrolières étrangères sont les bienvenues au Sahara...

« En dépit des difficultés politiques, l'Algérie a réalisé des progrès économiques considérables au cours des deux dernières années. C'est en termes de stabilité macro-économique que ce progrès est le plus évident, mais les réformes structurelles se sont, elles aussi, accélérées », indiquait, fin septembre à Paris, devant un parterre de banquiers, le représentant de la Banque mondiale.

Ce constat est certes difficile à démentir. Il n'en reste pas moins que la croissance, qui reste l'unique étalon de la vigueur d'une économie, n'est pas au rendez-vous. La reprise se fait attendre et l'on voit mal comment il pourrait en être autrement dans le climat actuel de violence.

Jean-Pierre Tuquoi



Les larmes de joie et d'impuissance des champions du stade

TOUS LES DEUX ont pleuré sur le podium en entendant l'hymne national algérien. Des larmes d'impuissance. Noureddine Morceli et Hassiba Boulmerka sont deux champions du monde sur la même distance, le 1 500 mètres, à Göteborg, en août. L'homme et la femme ont dédié à l'unisson leur victoire à leurs compatriotes, tous leurs compatriotes. Pourtant, tous du champ des stades, tant de choses opposent les deux plus grands athlètes algériens que, par commodité, on a cru bon d'en faire le symbole du déchirement d'un peuple.

Hassiba Boulmerka revendique son statut de femme indépendante. « Je pense que c'est une victoire importante pour tous les Algériens, et pour les femmes, car je suis une femme », déclara-t-elle en Suède. A ses débuts, elle recevait parfois des pierres quand elle s'entraînait en short dans les environs de Constantine, sa ville natale. En 1991, après son premier titre mondial, l'imam de la mosquée de Kouba s'offusqua de sa tenue « scandaleuse ». L'année suivante, Hassiba dédiait son titre olympique à Mohamed Boudiat, assassiné quelques jours auparavant. Le pouvoir ne s'est jamais fait faute de récupérer ses victoires.

Noureddine Morceli affiche ostensiblement sa foi. Stôt franchi

la ligne d'arrivée, à Göteborg, il s'est, comme à chaque fois, prosterné le temps d'une brève prière. « Je dois tout à Dieu », affirme-t-il. Et rien au régime politique. Lors-qu'il n'était encore qu'un espoir, les dirigeants lui ont refusé une bourse pour aller se perfectionner à l'étranger. Il n'a jamais oublié ce camouflet. Sa piété et son ressentiment l'ont fait soupçonner de sympathie pour le FIS.

Aujourd'hui, la situation politique s'est encore détériorée. Les deux athlètes vivent à l'étranger, l'essentiel de l'année. L'un et l'autre rechignent désormais à s'engager. Sans doute, comme beaucoup d'Algériens, ont-ils perdu leurs repères dans cette société à la dérive. Ils essaient simplement de survivre.

D'autres sportifs paient leurs engagements. Le président de l'Association nationale des clubs de football a ainsi été tué dans un attentat, en octobre 1994. Salah Assad, l'ancienne vedette de l'équipe nationale, est en prison pour son soutien actif aux thèses islamistes. Les compétitions de football ont été suspendues jusqu'à la fin des élections : le pouvoir s'est sans doute souvenu que les stades servaient aux rassemblements de masse du FIS...

Benoît Hopquin

De nets progrès ont été accomplis dans la maîtrise de la fécondité

QU'ELLES PORTENT ou non le voile ne change rien à l'affaire. En matière de contraception et de maîtrise de la fécondité, les Algériennes, quel que soit leur rapport à l'islam et leur niveau social, ont franchi un cap important. En moins d'une génération, les taux de fécondité ont diminué « de moitié ou presque », constate Youssef Courbage, dans la dernière livraison du bulletin de l'Institut national d'études démographiques (INED).

Après avoir longtemps frôlé les huit enfants par femme, on est passé, à partir des années 90, à une moyenne de quatre enfants. Tour-nant le dos à la frénésie nataliste de l'époque Boumedienne, l'Algérie a ainsi rejoint le Maroc, qui avait lui-même suivi l'exemple de la Tunisie. En l'espace d'une décennie, l'utilisation de moyens contraceptifs - surtout pilule et stérilet - s'est banalisée : 54 % des Tunisiennes y avaient recours en 1992, 41 % en Algérie. Cette évolution est « l'un des changements socioculturels les plus saisissants du Maghreb durant la dernière décennie », soulignait récemment, dans le quotidien *Vivre* autrement de l'association EN-DA, la démographe Tamani Saïfi.

RECUL DE L'ÂGE DU MARIAGE

Cette baisse sensible de la fécondité s'explique, selon les experts, par au moins deux facteurs : le recul de l'âge du mariage et l'amélioration du niveau d'instruction des filles. Si la fréquence des mariages consanguins reste élevée - un mariage sur trois est célébré avec un parent proche -, le mariage précoce, traditionnellement « arrangé » par les familles, a pratiquement disparu. Les Algériennes, dans leur immense majorité, ont rompu avec le mode de vie rural : plus de 70 % résident désormais en ville. Le fait que l'on se marie plus tard est l'un des multiples symptômes de ce bouleversement.

De 1987 à 1992, l'âge moyen des femmes au premier mariage a reculé de 2,2 ans, soit « presque autant qu'entre les deux décennies précédentes », souligne M. Courbage. Avec 25,9 ans, il atteint ainsi un record absolu dans le monde arabe. Si l'on se marie plus tard et si les femmes font moins d'enfants, c'est d'abord pour des raisons tristement matérielles : la pénurie de logements et leur encombrement. Avec une moyenne de sept personnes par ménage, l'Algérie peut se targuer d'avoir la densité par ménage « la plus forte du monde », constate l'INED.

Aussi spectaculaire que le recul de l'âge du mariage, la scolarisation des filles, en hausse constante jusqu'en 1992, est un « déterminant majeur » de la baisse de la fécondité, estime M^{me} Saïfi. Le taux d'analphabétisme féminin est tombé de 85 % en 1966 à 56 % en 1987, selon

les statistiques gouvernementales. A la fin des années 80, précisaient ces mêmes sources, les filles représentaient la moitié des effectifs de l'enseignement secondaire et, environ, 40 % de la population étudiante. En terme de fécondité, la différence est grande : alors que les femmes qui n'ont jamais été en classe ont, en moyenne, 5,5 enfants, celles qui ont fréquenté l'école en ont, en moyenne, 2,5.

FAIBLE TAUX D'ACTIVITÉ FÉMININE

Parmi les facteurs classiques de modération des naissances, il manque toutefois à l'Algérie, comme le remarque l'étude de l'INED, un « ingrédient de taille » : la participation des femmes à la vie professionnelle. Comparés au Maroc et à la Tunisie, les taux d'activité féminine y sont « trois fois plus bas ».

La maîtrise de la fécondité se confirmera-t-elle? Estimée à 8 millions dans les années 50, la population a littéralement « explosé » en moins d'un demi-siècle. On l'évalue à 28,2 millions en 1995. Les moins de trente ans, premiers touchés par le chômage et la « mal-vie », représentent encore près de 70 % de la population. Les moins de quinze ans, principales victimes du désastre de l'éducation, auront-ils la patience d'attendre une lointaine embellie?

Catherine Simon

Deux langues pour une identité controversée

PARLER, lire et travailler en arabe dans les écoles d'un pays arabe, quel de plus naturel? Pourtant, les choses ne sont pas si simples lorsqu'il s'agit de l'Algérie, héritière, en 1962, d'un système scolaire à la française, qu'il a fallu profondément remanier, « algérianiser », pour des raisons nationalistes évidentes, mais aussi pour des raisons d'idéologie nettement plus troubles.

Sur 27 millions d'Algériens, dont près de 60 % ont moins de vingt ans, l'Algérie compte environ 8 millions d'élèves, encadrés par 300 000 enseignants - dix fois plus qu'avant l'indépendance.

ARABISATION BRUTALE

La scolarité est obligatoire entre six et seize ans pour un cycle dit « fondamental » de neuf ans : six années d'école élémentaire, trois de collège. Cet apparent succès « quantitatif » cache toutefois mal les dysfonctionnements « qualitatifs » d'un enseignement inadapté, rendu encore plus déficient par l'incohérence des réformes en série, le manque flagrant d'infrastructures, les défaillances qualitatives du personnel et l'explosion démographique.

En 1972, la décision brutale du gouvernement d'arabiser totalement l'enseignement en cinq ans provoqua d'énormes remous. Ce brusque revirement accentua les faux clivages entre les partisans de l'« ouverture sur le monde » francophone et ceux qui étaient attachés à retrouver une « personnalité arabo-islamique » qu'ils estimaient bafouée. « Grosso modo, explique Abdelkader, un universitaire, deux Algériens se sont subitement regardés de travers : l'Algérie dite « moderniste », francophone par la force des choses, et qui, pour vivre, regarde vers l'Occident ; l'Algérie arabo-islamique, qui regarde vers La Mecque pour sauvegarder son âme et ce qu'elle considère comme son identité naturelle ».

Alger, on fait volontiers le lien entre la montée de l'extrémisme, depuis 1988, et la place accordée à l'éducation religieuse dans les écoles, depuis l'arabisation à marche forcée. « La maladie, assure le même interlocuteur, remonte, en réalité, au début de l'indépendance. En 1962, il y eut une regrettable confusion entre djemaa (mosquée) et djamaia (université). Confusion encore accentuée par une arabisation conduite dans un

esprit érigé, privant les élèves de réflexion constructive. » Si le fondement des critiques varie selon les camps, le constat est unanime : formation superficielle, absence de sens critique, immaturité.

CONFLIT DE GÉNÉRATIONS

Pour de nombreux Algériens, l'arabisation - choix respectable - menée de manière empirique, a ainsi aggravé le problème de la qualité de l'enseignement. Au pouvoir, les islamistes n'auraient pas grand-chose à modifier pour aligner le savoir, qui est aujourd'hui dispensé sur celui qu'ils estiment plus conforme à leurs critères religieux et à la char'a (loi islamique). D'autre part, les difficultés nées de l'arabisation de l'enseignement ont débordé au sein même des familles. Opposition entre la langue apprise à l'école (arabe classique) et celle parlée à la maison (arabe dialectal). D'où un conflit de générations, une absence de communication et l'interruption de la transmission des connaissances.

Le problème de la reconnaissance des autres langues parlées en Algérie, et notamment de l'amazigh (berbère), a toujours en-

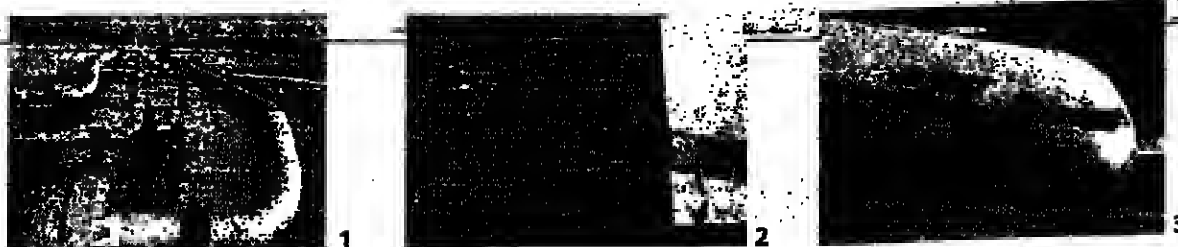
venimé les rapports entre une forte minorité de citoyens et un pouvoir viscéralement attaché à sa vision jacobine d'une culture prédominante - voire unique - arabo-musulmane.

Le « printemps berbère » qui souleva la Kabylie, au début des années 80, donna la mesure du ressentiment des Kabyles, qui s'estimaient bafoués dans leur identité culturelle.

La « grève des ardoises », qui a gravement perturbé l'année scolaire 1994-1995 en Kabylie, à l'appel du Mouvement culturel berbère (MCCB), pour appuyer sa revendication de reconnaissance de l'amazigh comme langue nationale et officielle, n'a pas réussi à faire sortir le mouvement de ses limites régionales ni, surtout, à faire plier le pouvoir. Un Haut Commissariat à l'amazighité a bien été créé et l'enseignement du berbère introduit dans une quinzaine de départements. Victoire à la Pyrrhus, estiment de nombreux Kabyles, pour qui « aucune réponse sur le fond à la revendication identitaire berbère » n'a jamais été apportée par le pouvoir.

Ali Habib

1. Le pétrole et le gaz représentant plus de 90 % des exportations algériennes : ici, le gazoduc de Hassi R'Mel, Abbas/Magnum. 2. Près d'Alger, dans la cité des Palmiers.



UN PAYS DÉCHIRÉ
FRANCE-ALGÉRIE

Coutausse/Contact Press. 3. Mari-gnane, 26 décembre 1994 : prise d'assaut de l'Airbus détourné à Alger par des militants intégristes. Wajazer/Reuter.

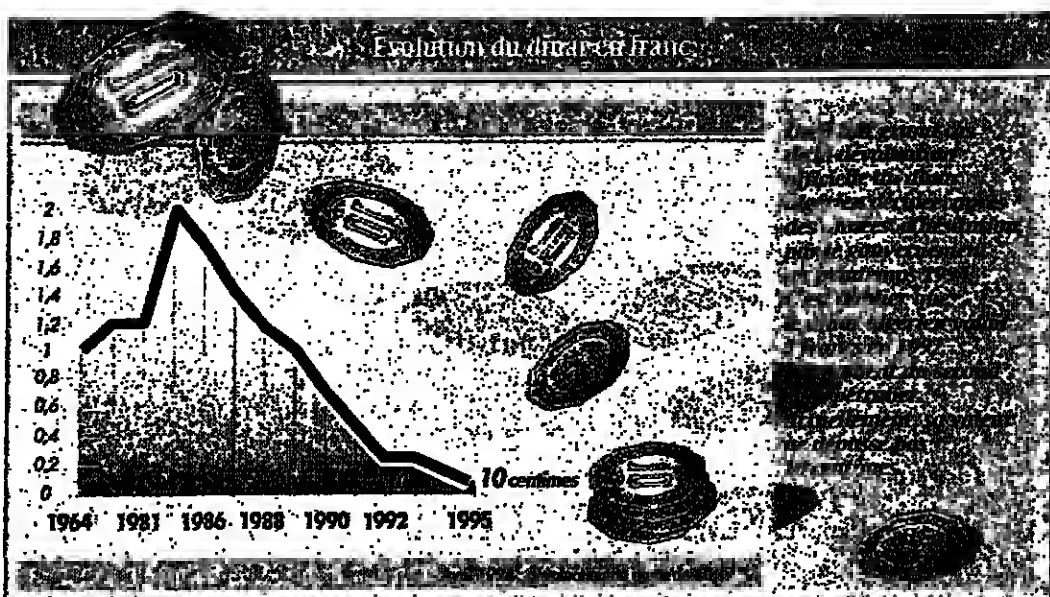
L'aide économique de Paris ne sera plus sans conditions

Jacques Chirac était opposé à une réduction des crédits mis à la disposition d'Alger. Il a finalement choisi de lier ceux-ci à l'évolution du processus démocratique outre-Méditerranée

PARIS entend lier l'aide économique apportée à l'Algérie à « la rapidité du processus démocratique ». En faisant cette déclaration, jeudi 26 octobre, sur France 2, Jacques Chirac a choisi de modifier du tout au tout une politique qui, depuis des années, se refusait à établir un quelconque lien entre les relations d'affaires franco-algériennes et la situation intérieure de l'ancienne colonie.

La volte-face de l'Elysée n'a pas manqué de déclencher de nombreuses réactions. En France, elle a été généralement bien accueillie par ceux-là mêmes qui, hier aux affaires, tenaient un discours contraire, comme Edouard Balladur. Rares sont les voix qui, à l'instar d'Yves Bonnet, député UDF-PR et président du groupe d'amitié France-Algérie à l'Assemblée nationale, ont dénoncé « une erreur grossière ».

Mais c'est sur l'autre rive de la Méditerranée que les commentaires ont été les plus vifs. Si l'ex-FIS a parlé d'un « pas dans la bonne direction », le pouvoir, par le biais d'une presse locale sous haute surveillance, a retrouvé les accents nationalistes de l'époque



de Houari Boumedienne pour dénoncer l'ingérence « flagrante » de Paris dans ses affaires intérieures. Au demeurant, ne cesse-t-on de répéter à Alger, parler d'aide économique est une hypocrisie de la part de Paris puisque, en bonne

partie, les crédits mis à la disposition de l'Algérie - 10 milliards de francs en 1995 - sont liés à l'achat de produits français. Les entreprises de l'Hexagone sont donc les premières bénéficiaires de la « générosité » gouvernementale.

Il y a du vrai dans cette remarque et les statistiques du commerce extérieur le confirment. Alors que l'année 1994 avait été excellente pour les exportateurs français, le cru 1995 s'annonce exceptionnel au vu des résultats du

premier semestre. Moyennant quoi, hors OCDE, c'est avec l'Algérie que la France devrait enregistrer, cette année, son excédent commercial le plus élevé.

Toutefois, les dirigeants algériens constatent que leur pays tire aussi profit de ces crédits bonifiés qui permettent un financement avantageux des importations. Alors que la France se montre si

tement question, sous le gouvernement de M. Balladur, de ramener à 5 milliards de francs l'enveloppe financière.

Paris avait un bon argument à faire valoir : sur les 75 milliards de francs de la dette publique algérienne, dont la moitié, environ, a fait récemment l'objet d'un accord de rééchelonnement dans le temps, dans le cadre du club de

Hors OCDE, c'est avec l'Algérie que la France devrait enregistrer, cette année, son excédent commercial le plus élevé

généreuse à l'égard de l'Algérie, l'Italie n'a plus de protocole financier. Celui conclu avec l'Espagne est moins important. Les États-Unis limitent leur soutien aux ventes de céréales, et le Japon ne s'intéresse qu'à l'exploitation des hydrocarbures sahariens.

Ce sont les finances publiques françaises - et, au bout du compte, le contribuable - qui supportent le coût de cette aide. Or, l'État étant désargenté, il était for-

Paris et du club de Londres, 10 milliards environ sont des créances françaises.

A l'époque, M. Chirac avait dit son opposition à cette réduction de l'aide à Alger, souhaitée par le gouvernement de M. Balladur. Le nouveau président de la République a finalement opté pour une politique qu'il avait refusée l'ancien candidat à l'Elysée.

Jean-Pierre Tuquoi

Le RPR et le PS tiraillés « entre deux mauvaises solutions »

MARQUÉS, pour la plupart, par une guerre d'Algérie vécue de près - sur le terrain ou dans l'arène électorale -, les hommes politiques français manifestent à l'égard de ce pays une passion qu'ils n'éprouvent pour aucun autre Etat du Maghreb. Récemment, donc, si les événements d'Algérie ont un tel retentissement sur la scène française. D'autant que, en toile de fond, se profile la perspective d'une arrivée massive de réfugiés qui, selon Raymond Barre, ne pourrait qu'obliger la France à fermer ses frontières.

En décembre 1991, certains dirigeants du Parti socialiste avaient donné le sentiment de se résigner à la victoire du FIS. « Il ne faut pas faire de procès d'intention aux dirigeants du FIS », notait Michel Vauzelle, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale. Il faut voir, une fois que ce parti sera au pouvoir, comment il se comporte et s'il refuse la seule possibilité économique et sociale, qui est la coopération avec la CEE, et d'abord avec la France. Une impression que partageait Laurent Fabius, alors premier secrétaire du PS, en assurant, lors de l'interruption du processus électoral, que les Algériens avaient eu « le choix entre deux mauvaises solutions » - « les risques épouvantables » d'un succès du FIS et « la procédure dangereuse du coup d'Etat » -, et ce appuyait les forces démocratiques.

RENVOI DES A DOS

Sur le même registre, François Mitterrand avait parlé d'un « acte pour le moins anormal, puisque cela consiste à installer un état d'exception ». Engageant les dirigeants algériens à retrouver « le fil de la démocratisation », le chef de l'Etat avait jugé que « l'intégrisme ne [ne] paraît pas le plus sûr moyen de parvenir à la démocratie ». M. Mitterrand devait rester fidèle à cette ligne. Renvoyant dos à dos le pouvoir militaire et les islamistes intégristes, le PS joua ce qu'Henri Emmanuelli appelait un « pôle démocratique consistant ». Candidat à l'élection présidentielle, puis premier secrétaire, Lionel Jospin qui, étudiant, avait manifesté contre l'Algérie française, apporta son soutien au « contrat national » entre huit formations, dont le FLN, le FFS et l'ex-FIS (Rome, janvier 1995). Nourissant l'idée que la reconquête avortée entre Jacques Chirac et Lamine Zeroual « brouillait » le message de démocratie dont devait être porteuse la France, M. Jospin la qualifia d'« inopportune ».

Dès janvier 1992, Alain Juppé, alors secrétaire général du RPR,

évoquait l'hypothèse d'une rupture de la coopération, « si les droits de l'homme étaient violés », en espérant que « ce régime d'exception s'accompagnera de réformes économiques, de réformes politiques qui permettront, le moment venu, au peuple algérien de se prononcer en toute connaissance de cause ». Sous le gouvernement de M. Balladur, deux lignes s'opposèrent au sein même du RPR. Alors que M. Juppé, ministre des affaires étrangères, répétait que « le statu quo actuel en Algérie n'est pas tenable » et prônait « une consultation politique avec toutes les forces démocratiques », Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, prompt à faire agir la police à l'encontre d'immigrés algériens soupçonnés de représenter une menace terroriste, soulignait que « le choix réside entre la capacité du pouvoir actuel à maîtriser la situation au l'arrivée au pouvoir des intégristes ».

RESENTIMENT

Candidat, M. Chirac avait plaidé pour un maintien de l'aide économique. « Il n'y a pas d'autre solution », ajoutait-il le 2 mai, que de tout faire pour inciter celles et ceux qui sont à l'évidence majoritaires en Algérie (...) et qui rejettent toute forme d'intégrisme (...) à se regrouper et les aider. » Président de la République, M. Chirac chercha à faire entendre ce message à New York à son homologue algérien avant que M. Zeroual en décide autrement.

L'attitude du Front national est encore mue par le ressentiment que nombre de ses militants, anciens partisans de l'Algérie française, éprouvent vis-à-vis du FLN. Ainsi, le 21 juin 1990, Jean-Marie Le Pen se déclarait moins inquiet par « l'arrivée des islamistes à Alger » que par « le refus qu'il pourrait provoquer en France de certaines de milliers ou de millions d'adversaires de l'islamisme, c'est-à-dire d'athées socialistes et communistes rangés sous la bannière du FLN ». Une attitude qui le conduisit à déclarer, en janvier 1992, que « ce qui risque de se passer en Algérie paraît plus grave que ce qu'entraînerait le processus démocratique ». « Si la victoire du FIS aboutissait à appliquer son programme, renchérissait M. Le Pen, le 20 janvier 1994, le retour des immigrés dans leur pays, il faut comprendre que nous avons plus de sympathie pour le FIS que pour le FLN. » « Cette affaire (...), ajoutait-il le 7 juin, ne concerne en aucun cas la France, qui a été chassée sans ménagement de ses anciennes provinces en 1962. »

Michel Noblecourt

Une coopération militaire orientée vers la sécurité intérieure

LARGEMENT équipées de matériels soviétiques ou chinois, plus ou moins récents, les armées algériennes n'ont pas tissé de liens réguliers et solides avec les armées françaises depuis l'indépendance du pays. Au début, les cadres étaient d'anciens combattants du Front de libération nationale qui s'étaient opposés aux soldats français. De cette guerre, ils avaient conservé, dans leur chair même, des souvenirs si pénibles qu'ils se jetèrent, après 1962, dans les bras d'une Union soviétique qui avait défendu leur cause. La France fut exclue d'une coopération militaire qui conduisit encore, à la fin des années 80, l'armée de l'air algérienne à remplacer de vieux avions français Fouga-Magister par des appareils Albatros de conception tchécoslovaque.

Progressivement, l'URSS et - plus modestement - la Chine ont pris en main l'encadrement et l'équipement des forces armées algériennes, dont les officiers et les sous-officiers sont allés se former dans les écoles militaires de ces deux pays, voire dans les ex-« satellites » de l'Union soviétique. Les armées algériennes demeurent profondément marquées par cette influence venue de l'Est, dans leurs modes opératoires sinon dans leur idéologie.

Avec la France, la coopération s'est établie avec la conclusion de deux accords-cadres d'assistance militaire technique, en décembre 1967 et en juillet 1983. Celle-ci est toutefois demeurée peu importante par rapport à celle d'autres pays occidentaux, à commencer par les États-Unis après 1981 ou la Grande-Bretagne après 1983, et s'est faite surtout au profit du ministère de l'Intérieur algérien - pour ses forces paramilitaires - et des services de sécurité.

La gendarmerie française a joué, jusqu'au début des années 90, un rôle déterminant dans la formation, y compris en France

même, des officiers et des sous-officiers de la gendarmerie algérienne - quelque 24 000 hommes relevant du ministère de l'Intérieur. A côté de cette force, dotée de matériels français, il existe une garde républicaine (5 000 hommes), une brigade de la garde présidentielle (1 200 hommes), armées elles aussi sur le modèle français, et des forces « de sûreté » nationale (30 000 hommes), qui ont reçu l'aide de la police française. Autant d'unités chargées des opérations de maintien de l'ordre. A la fin de l'an dernier, c'est à ces forces qu'ont été promis des hélicoptères français (et russes), pré-

sentes comme civils mais mis en œuvre par l'armée de l'air algérienne, ainsi que des matériels de maintien de l'ordre et des équipements de combat de nuit.

De même, les ponts n'ont jamais été rompus entre les services de renseignement des deux pays, dont les chefs se rencontrent régulièrement et qui échangent des informations dans le cadre de la lutte antiterroriste. Les relations sont empreintes de méfiance et de suspicion : la prise d'otages de décembre 1994, sur l'aéroport d'Alger puis à Mari-gnane, a quelque peu tendu les rapports entre la DGSE et la DST françaises, d'une part, et la sécurité militaire et la direction du contre-espionnage algériennes, de l'autre.

Tout le monde surveille tout le monde. Les Algériens n'apprécient pas toujours que le réseau des « clandestins » français en Algérie soit bien implanté et relativement efficace. Les Français soupçonnent leurs interlocuteurs de dissimuler ou de retenir l'information à cause des luttes de clans qui divisent les responsables militaires algériens. Mais, en dépit de ces chausse-trappes, la collaboration inter-services reste le credo officiel, sinon la règle.

Jacques Isnard

Un Airbus d'Air France en otage

Le samedi 24 décembre 1994, sur l'aéroport d'Alger, commence une prise d'otages à bord d'un Airbus d'Air France. Elle devait se solder, deux jours plus tard, sur le tarmac de Marseille-Mari-gnane, par la libération des passagers et la mort des quatre membres du commando du Groupe Islamique armé (GIA), à la suite de l'assaut donné par le groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN).

Quatorze minutes après le début du détournement, les autorités françaises avaient été prévenues de la gravité des faits par la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE). Elles avaient fait pression sur les autorités algériennes pour laisser l'Airbus décoller et atterrir en France. La « gestion » de la crise allait mettre en concurrence le ministère des affaires étrangères et celui de l'Intérieur. Après avoir donné l'ordre de l'assaut, le premier ministre, Edouard Balladur, tenait une conférence de presse en présence du seul Charles Pasqua.



مكتب التحرير

سكنى على الرحيل

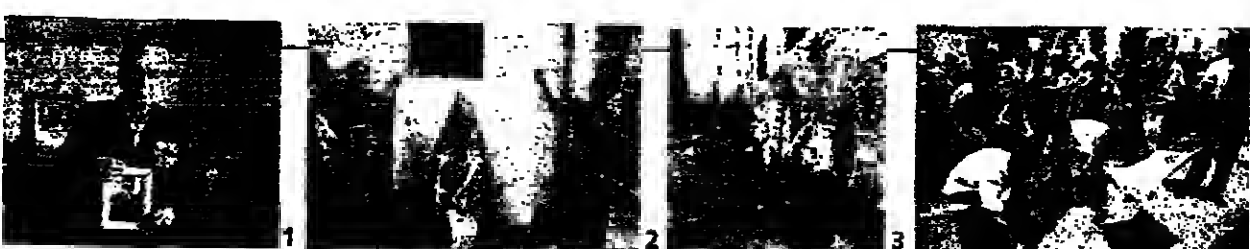
UN PAYS DÉCHIRÉ

SOCIÉTÉ

1995/13

L'IMMIGRATION

1/ «Harki» à la cité du Logis-d'Anne, à Jouques (Bouches-du-Rhône). Michel Bourguet. 2/ Mariage algérien à Marseille. Jeanmougin/Rapho. 3/ Autour du film



La Haine, de Mathieu Kassovitz, à Chanteloup-les-Vignes (Yvelines). Favier/Vu. 4/ Attentat contre la marche du MPR, à Alger, juin 1994. Ménilon/Gamma.

Un million d'Algériens sont installés en France

Aux immigrés, s'ajoutent les représentants de la deuxième et de la troisième génération, qui possèdent pour la plupart les deux nationalités. Ils sont confrontés au drame du chômage, aggravé par un racisme persistant

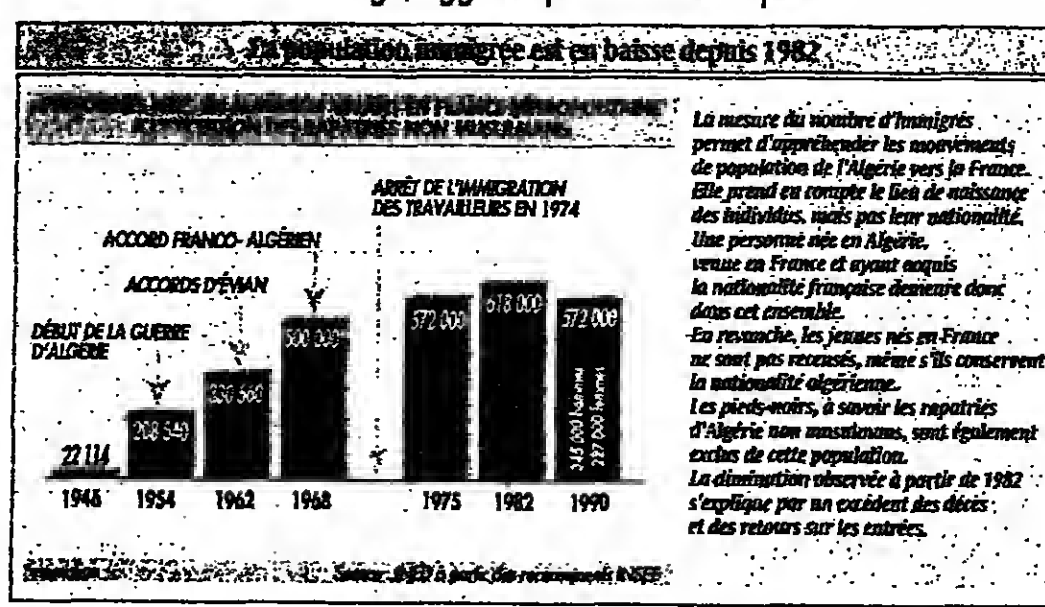
PLUS d'un million de personnes de nationalité algérienne vivent aujourd'hui en France. Ce chiffre illustre le poids déterminant de l'immigration dans les rapports entre les deux pays. Si, trente-trois ans après l'indépendance, ils demeurent amarrés si intimement l'un à l'autre, c'est avant tout parce qu'en France des dizaines de milliers de familles se prolongent de l'autre côté de la Méditerranée, tissant une toile serrée de constances franco-algériennes dont témoigne la fréquence des voyages comme la finalisation des antennes paraboliques.

Aux 620 000 Algériens comptabilisés en France lors du dernier recensement de 1990, dont la plupart sont des immigrés, s'ajoutent les représentants de la « deuxième » et, à présent, de la « troisième » génération, fils et filles nés en France de parents algériens, et qui possèdent généralement les deux nationalités.

(« arabe » en verlan) puis le rejet pour cause de discrimination. Dès le début du XX^e siècle, des Algériens, essentiellement kabyles, traversent la Méditerranée pour travailler. On les trouve dans les docks et les savonneries de Marseille, la métallurgie du Pas-de-Calais et les chantiers du métro parisien. Pendant la première guerre mondiale, l'État mobilise de force 173 000 soldats algériens, dont 25 000 trouveront la mort. Simultanément, des travailleurs sont envoyés dans les usines d'armement et les mines. Après 1918, plusieurs dizaines de milliers de « Sidis » essaient dans les principaux bassins industriels de l'Hexagone, au grand dam des colons d'Algérie. Le nationalisme algérien naît et prospère alors à Paris dans les milieux ouvriers et étudiants. Dans les années 30, quelque 100 000 Algériens vivent en France à titre temporaire.

« MORTS POUR LA FRANCE » Les sirènes de la guerre mondiale sonnent à nouveau pour les « musulmans d'Algérie » en 1939. Les autorités recrutent travailleurs et soldats d'Algérie. Certains sont rapatriés après l'armistice mais Vichy et les Allemands encouragent une nouvelle immigration d'ouvriers, dont certains sont employés à ériger le « mur de l'Atlantique ». Après 1943, des soldats maghrébins participent à la libération de l'Europe et meurent à nouveau par dizaines de milliers « pour la France ».

L'attribution de la citoyenneté française aux « musulmans algériens », en 1947, s'accompagne du rétablissement de la libre circulation, annonçant le flux d'arrivée massif et continu des « trente glorieuses ». Les Algériens de France sont 200 000 au début des an-



nées 50, 350 000 au moment des accords d'Evian. 600 000 en 1965. Depuis la fin des années 70, ils disputent aux Portugais la place de communauté étrangère la plus nombreuse implantée en France. De 1954 à 1962, des dizaines de milliers d'Algériens décident de venir travailler en métropole, pour ainsi dire dans le pays qui leur fait la guerre. Ce mouvement paradoxal ne fera que s'accroître au moment où une Algérie nouvelle se construit.

Dans les années 50, les musulmans d'Algérie fuient le chômage et la politique de regroupement autoritaire pratiquée par l'armée française. Dans les usines, ils vont, pour une part, remplacer les jeunes métropolitains du contingent partis se battre en Algérie. Plus largement, ils contribueront à la forte croissance économique et la promotion sociale des Français. Les immigrés de France vont aussi constituer le fer de lance de la rébellion algérienne, marquée par de violents affrontements internes (4 000 morts en métropole entre 1956 et 1962). Placés devant le fait accompli, les gouvernements sont amenés à accompagner la vague, en favorisant la formation et le logement d'une population qui s'entasse dans des bidonvilles et fait la fortune des marchands de sommeil.

La mesure du nombre d'immigrés permet d'appréhender les mouvements de population de l'Algérie vers la France. Elle prend en compte le lien de naissance des individus, mais pas leur nationalité. Une personne née en Algérie, venue en France et ayant acquis la nationalité française demeure donc dans cet ensemble. En revanche, les jeunes nés en France ne sont pas recensés, même s'ils conservent la nationalité algérienne. Les pieds-noirs, à savoir les rapatriés d'Algérie non musulmans, sont également exclus de cette population. La diminution observée à partir de 1982 s'explique par un excédent des départs et des retours sur les entrées.

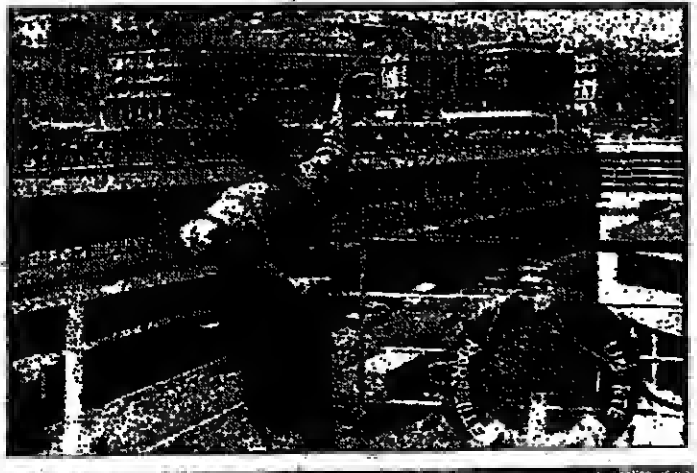
en cinq ans échoue devant les refus algériens et les protestations gaulistes. Mais l'organisation d'un regroupement familial, à partir de 1975, va modifier la donne. La réalité de l'implantation définitive des Algériens éclate au grand jour avec l'émergence de la génération des « beurs », révélée dès la fin des années 70 par le drame des expulsions vers l'Algérie de jeunes délinquants entièrement socialisés en France et violemment rejetés par le pays de leurs parents. La question de l'immigration algérienne, aujourd'hui limitée au regroupement des familles (5 000 personnes par an) et aux personnes fuyant les persécutions et les violences, s'efface devant les cahots du processus d'intégration. L'accès massif à la nationalité française en vertu du principe du double droit du sol, qui attribue d'office la nationalité française aux enfants nés en France d'au moins un parent né en Algérie avant 1963, l'irruption des « beurs » dans le débat politique et dans la vie économique, la progression des mariages mixtes sont autant de signes marquant « la fin des immigrés » algériens. Pourtant, ces Français de culture et, souvent, de nationalité sont tout particulièrement confrontés au drame du chômage, aggravé par un racisme persistant. A côté d'une élite minoritaire mais remarquable d'enfants d'Algériens socialement intégrés, à qui la France ne se décide pas à donner sa juste place, se développe une masse de jeunes sans repères ni perspectives, gâtée par la délinquance, la fuite dans la drogue et l'extrémisme. Même limité à sa dimension hexagonale, le couple franco-algérien n'a pas fini d'être tumultueux.

Philippe Bernard

La mémoire refoulée des harkis

ON LES APPELLE les « oubliés de l'histoire ». Les 200 000 musulmans qui, de gré ou de force, ont combattu du côté de l'armée française pendant la guerre d'Algérie sont honorés par les Algériens et refoulés de la mémoire française. Un tiers de siècle après leur drame, les harkis (du mot « harka » qui désigne les unités supplétives formées par les Français) ne sont parvenus à effacer ni l'image de « traîtres » que leur a collée l'historiographie algérienne ni celle de « soldats perdus » qu'ils ont été pour l'armée française.

Les estimations du nombre de tués oscillent entre 30 000 et 150 000. Seuls 20 000, soit un dixième des suppliciés, furent rapatriés, puis honteusement parqués dans des « hameaux forestiers » isolés. Les enfants de ces rescapés sont nés en France et partagent le sort difficile des descendants d'Algériens pro-FLN. Certains ont été accueillis au sein du mouvement « beur », dans les années 80. Quelques-uns se distinguent par leur réussite professionnelle. Mais pour un grand nombre le besoin de venger l'honneur perdu des pères s'ajoute aux communes « galères » du chômage. Périodiquement, ils s'expriment par une violence soudaine qui inquiète les autorités et débouche sur quelques promesses. Avec trente-deux ans de retard, le gouvernement d'Edouard Balladur a fait voter, en juin 1994, le principe d'une indemnisation progressive de 15 000 anciens harkis : 110 000 F pour solde de tout compte.



SUR LE « LIBERTÉ »
Nadia Benchellal est née à Pau (Pyrénées-Atlantiques), en 1963, de parents algériens. En 1992, elle décide de retourner au pays dont est originaire sa famille pour y effectuer un travail sur la vie des femmes algériennes. Sa réalisation nécessitera plusieurs voyages. Elle a récemment élargi cette recherche aux femmes musulmanes d'autres pays, se rendant notamment à Tuzla, en Bosnie, en juillet 1995. Elle a été lauréate, en 1994, du Visa d'or au Festival de Perpignan.



Page VI : sur le bateau « Liberté », entre Marseille et Alger, des Algériennes habitant en France vont faire un séjour dans leur famille. Ci-contre, de haut en bas : une femme dit au revoir à son mari, expulsé, qui reste à Alger ; sur le pont, durant le voyage de retour. Contact/Press.

De troublants rappels d'une autre guerre

« TERRORISTES », « rotisseries », « harkis » : à plus de trente ans d'intervalle, les mêmes mots dans la presse algérienne. Ceux qui servaient hier à désigner les « fellaghas » sont utilisés aujourd'hui pour conspuer les « hordes intégristes ». La littérature islamiste joue du même registre : reprenant le vocabulaire des années 50, elle chante le « martyre » de ses « moudjahidines », censés laver l'Algérie des scories coloniales. Ainsi, une « seconde guerre d'Algérie » ? Les islamistes ne sont pas seuls à prôner dans ce sens. Parmi les Français qui n'ont soutenu le FLN, certains hésitent. Après avoir gagné son indépendance politique, puis économique, l'Algérie ne serait-elle pas en train de construire, dans la douleur, son indépendance culturelle ? Cette vision de l'histoire n'est pas dénuée, côté français, d'une pointe de masochisme. Mais elle pêche par aveuglement de la mémoire.

« Bien sûr qu'il y a des choses qui reviennent, admet cet ancien mudjahid. Prenez les milices communales que le pouvoir a mises en place. En Kabylie, on les appelle les « barkas ». Normalement, puisqu'ils sont payés par l'État ! Ils sont « du côté du monde », comme l'étaient les suppléants de l'armée française pendant la guerre. » A ces dérivés du vocabulaire, s'ajoutent d'autres bégalements troublants. « Mis à part le villo Susini, ce sont les mêmes lieux de détention et de torture, utilisés par les Français, qui servent aujourd'hui aux autorités algériennes », souligne André Pautard, journaliste à L'Espresso, au début des années 60, avant de devenir, de 1961 à 1963, le correspondant du Monde à Alger.

« La lutte anticoloniale que nous avons menée n'était pas une guerre de religion, et encore moins une guerre de purification ethnique », s'exclame l'avocat Ali Haroun, ancien responsable de la fédération de France du FLN. Tous ceux qui ont participé à la guerre d'indépendance sont au moins d'accord sur un point : la cohésion du FLN, la force de son organisation, conjuguées à l'immense popularité de la cause anticoloniale, marquent une différence fondamentale avec la rébellion islamiste. « Les dirigeants du FLN étaient soudés par un même passé militant, une même culture politique. En revanche, la mouvance islamiste, très hétéroclite, en est réduite à faire du bricolage idéologique », estime l'historien Omar Carlier.

Catherine Simon

Le dernier carré de pieds-noirs

SI LES RESSORTISSANTS étrangers ne sont pas la seule cible privilégiée des groupes islamistes armés, ils n'ont cependant payé, depuis septembre 1993, un lourd tribut à la violence : quatre-vingt-quatorze d'entre eux ont été assassinés, dont trente-trois Français. Dès les premiers attentats, au début de 1992, après la suspension du processus électoral et l'instauration de l'état d'urgence, les chancelleries des principales capitales occidentales avaient conseillé la prudence à leurs ressortissants installés dans le pays. Conseils qui se sont vite transformés, avec la multiplication des actions terroristes, en demandes pressantes de quitter l'Algérie pour

tous ceux dont la présence ne s'imposait pas. La communauté française, la plus nombreuse, a vu, elle aussi, fondre ses effectifs. Combien compte-t-elle de membres à n'avoir pas encore été tentés par un départ définitif ? L'ambassade de France se refuse, « pour des raisons de sécurité », à le préciser. Outre les binationaux, dont le nombre n'a jamais été véritablement connu – y compris des services consulaires –, et qui, de trente mille environ, ne seraient plus qu'une dizaine de milliers, à peine quelques centaines d'expatriés travailleraient encore sur place, pour la plupart regroupés dans la capitale, à Oran et à Constantine. Certains font

constamment la navette entre les deux rives de la Méditerranée. Reste, enfin, une petite poignée de « pieds-noirs », dernier carré symbolique de la présence coloniale, qui, en juillet 1962, avaient refusé de suivre l'exode de leurs compatriotes. Bien intégrés au sein de la population, ils ne seraient plus qu'une centaine, très âgés, sans « point de chute » en France, pris en charge économiquement par les services de l'ambassade. Les plus exposés à la violence – onze ont déjà été assassinés, dont une religieuse française, le 10 novembre –, la plupart des religieux ont, eux aussi, refusé de quitter le pays pour y continuer leur mission.

1. Janvier 1992, marche pour la démocratie, à Alger, à l'appel du FIS, contre le FIS; les femmes sont au premier rang de la manifestation. Turpin/Gamma. 2. Rencontre entre



Yadh Ben Achour, doyen de la faculté des sciences juridiques de Tunis-II

« Les intégristes sont des militants politiques en quête de références »

« Quelles sont les racines de l'islamisme maghrébin ?

— Ni le sunnisme ni le rite malékite, dominants au Maghreb, pas plus que le Coran ne sont une source d'inspiration directe pour cette mouvance. Interdire aux femmes de se réunir, égarer les étrangers ou les nationaux, comme on le fait en Algérie, ce sont des « techniques » d'agitation, sans aucune filiation islamique. Les intégristes sont des militants politiques en quête de références et non des religieux en manque d'action. Mais l'instrumentalisation du religieux n'est pas le fait des seuls intégristes. A leur manière, les pouvoirs en place font de même.

— Comment analysez-vous les rapports entre l'islamisme et la modernité ?

— Pour ce que j'en sais, la modernité est une expérience historique, vécue par l'Europe, et où se sont conjugués, pendant presque cinq siècles, des modes nouveaux de production économique, des révolutions politiques et de la pensée politique, des réformes religieuses, ainsi que de nouvelles perspectives dans l'art, l'esthétique et les valeurs morales, avec la naissance de l'humanisme, dont a hérité le siècle des Lumières.

— La grande vague coloniale du

XIX^e siècle a produit une sorte de mondialisation forcée de ce modèle, notamment par la conquête militaire. La partie scientifique et technologique de ce modèle fait aujourd'hui figure d'acquis. Tous les États du monde, quelle que soit leur idéologie, tentent d'y accéder. On peut en dire autant de l'aspect économique. Chacun essaie de se conformer à l'économie de marché. En revanche, il y a des parties du modèle qui posent problème : la construction d'un État national, législateur, l'État ; ensuite la morale individualiste ; enfin, les valeurs esthétiques. Ces trois aspects heurtent le mode de représentation des sociétés traditionnelles, auxquelles on demande d'évoluer trop vite. Ce qui provoque une sorte de naufrage intellectuel, une crise de références.

— Cette crise, aggravée par la conscience aiguë d'un échec du développement, provoque parfois une fureur collective, un refus catégorique du modèle : de son auteur, c'est-à-dire l'Occident, et de ses « porteurs », c'est-à-dire l'État, les élites occidentales et les médias. On réagit toujours contre les mêmes : l'Occident, CNN et l'autocratie occidentale. Ce refus peut prendre des formes brutales, ce qu'illustre le radicalisme religieux, hostile aux symboles les plus forts

de la modernité, l'État et les femmes. Dans la société traditionnelle, l'État est un État passif. Le droit est pris en charge par d'autres instances, religieuses ou coutumières. Les femmes sont exclues de la vie publique, elles restent enfermées dans le domaine de la domesticité, de la production et l'entretien des enfants. Or, le modèle moderne impose, sur ces

« Il faut montrer à nos sociétés que la lecture intégriste de l'islam est aberrante, qu'il y a eu et qu'il y a d'autres lectures, modernistes, humanistes »

deux points fondamentaux, une révolution considérable.

— Peut-on à la fois être croyant et citoyen dans le Maghreb d'aujourd'hui ?

— Sur le plan des principes, les deux termes sont antagoniques. Mais il n'y a jamais eu, en réalité, séparation éternelle entre croyant et citoyen : l'expérience historique les oblige à dialoguer. Être croyant et citoyen, c'est accepter, au fond, une espèce de compromis. Tous

les musulmans du Maghreb y sont-ils prêts ? A mon avis, certains sont devenus les adeptes — beaucoup plus nombreux qu'on ne croit — de ce que j'appelle la « religion du for intérieur ». Le Maghreb pratique, comme cela est écrit dans les Constitutions, la formule de « l'islam-religion d'État » : moyen terme entre « l'État de religion », tel que l'ont théorisé des penseurs

classiques et les formules séparatistes modernes. Nous avons besoin de réformateurs religieux. On ne peut pas espérer changer une société croyante en l'assommant d'idées ouvertement laïques. — Y a-t-il des anticorps à l'islamisme ?

— Je vais peut-être vous étonner mais je dirais que c'est d'abord l'islam lui-même. Il faut montrer à nos sociétés que la lecture intégriste de l'islam est aberrante, qu'il

y a eu et qu'il y a d'autres lectures, modernistes, humanistes. Bourguiba n'a pas fait autre chose que d'interpréter l'islam. Mais Bourguiba n'est pas Atammk. Son interprétation a toujours su rester libérale, ouverte. Il y a un autre anticorps, c'est l'État, rationnellement et honnêtement géré.

— Pourquoi le Maghreb est-il encore incapable de produire un État de droit ?

— La question est aussi arbitraire que celle qui consisterait à demander pourquoi le Maghreb est incapable de manger des éclairs au café ou des œufs au bacon, plutôt que des cornes de gazelle ou de l'harissa ! L'État de droit ne peut pas être implanté, comme un grefon miraculeux, dans des êtres culturels qui ne sont pas ses êtres d'origine. Pour avoir l'État de droit, il faut d'abord avoir l'État.

— Les transformations que connaît le Maghreb lui ont été imposées de l'extérieur, par le colonialisme. Elles sont en train de devenir des acquis, qui donneront naissance, un jour, à l'État de droit. Mais il est très difficile d'instaurer la citoyenneté dans des sociétés tribales au sein desquelles l'État est trou à l'écart du monde du droit.

— Ces sociétés ont une pensée politique naturaliste : elles res-

pectent les hiérarchies de l'âge, du sexe et du savoir. Ce qui sécrète l'inégalité entre le vieux et le jeune, la mère et les enfants, l'homme et la femme, l'ignorant et l'instruit, etc. C'est une société qui s'attache à respecter les hiérarchies visibles plus que l'équité.

— Le premier pari serait-il donc celui de l'État ?

— Ce n'est qu'à cette condition que peut être gagné le pari de l'État de droit. Nous en sommes peut-être loin ! Et ce constat sert malheureusement d'alibi à certains régimes pour continuer à ne voir dans l'État qu'un outil de jouissance et de domination.

— Je ferais le même reproche aux intellectuels qui tentent de justifier la faillite de leur fonction critique. Quand on s'étonne de ne pas les voir défendront les droits de l'Homme, ils répondent : « Mais puisque vous avez dit vous-mêmes que l'État de droit ça prend du temps... » Il est pourtant de leur devoir, au Maghreb comme ailleurs, de refuser l'intégration à l'appareil du pouvoir. Ils risquent ainsi d'être en avance sur leur société. Mais, en aucun cas, ce ne peut être un alibi pour renoncer.

Propos recueillis par Catherine Simon

Le Maghreb en ordre dispersé

LORS du premier sommet de l'Union du Maghreb arabe (UMA), en février 1989, le président algérien Chadli Bendjedid avait dissuadé son homologue tunisien, Zine El Abidine Ben Ali, de légaliser le mouvement islamiste Ennahdha, avec lequel ce dernier entretenait encore de courtoises relations, ayant sauvé de la potence, un an et demi plus tôt, son chef, Rachid Ghannouchi. Ce conseil, il n'en tint pas compte pour lui-même puisque, à la surprise de ses voisins, il décida, sept mois plus tard, de reconnaître le Front islamique du salut (FIS).

Les islamistes algériens ont ainsi réussi à

jouer avec succès les grands perturbateurs du

jeu politique local. Si leurs « frères » marocains

et tunisiens ont beau, eux, ne jamais avoir eu

piégon sur rue, ils ne se sont pas fait, pour au-

tant, oublier des pouvoirs en place, contraints

de prendre en compte la menace potentielle

qu'ils représentent.

Comment pourrait-il en être autrement ?

Cette « renaissance » islamique se s'est-elle

pas ourlée, d'un bout à l'autre du Maghreb, à

des degrés divers, de frustrations économiques

et de blocages politiques ? Le discours inté-

griste s'est aussi alimenté, sur l'autre rive de la

Méditerranée, de rancœurs accumulées, depuis

1948, des défaites successives des armées

arabes face à Israël jusqu'à l'engagement oc-

cidental dans la guerre du Golfe. Le chef de l'État tunisien se targne d'avoir, dès la fin des années 80, mesuré le « péril vert », et d'avoir pris, en conséquence, les mesures d'ordre public qui s'imposaient pour le juguler. Il n'empêche : son prédécesseur, Habib Bourguiba, avait engagé très tôt la lutte contre des archaïsmes religieux qui, au nom des idées progressistes de l'époque, lui paraissaient incompatibles avec les exigences de la vie moderne, qu'il s'agisse, par exemple, du port du voile ou du jeûne du ramadan.

L'UMA EN SOMMEIL

Jugeant qu'il ne pouvait pas compter sur le loyalisme de ses adversaires islamistes, M. Ben Ali a entrepris d'user contre cette « vermine » de la manière forte, sans s'embarrasser d'états d'âme, pour les tayer, une fois pour toutes, du paysage politique. Chefs intégristes et militants en vue n'ont pas eu d'autre choix que d'être arrêtés et condamnés ou contraints à l'exil. La Tunisie offre ainsi l'image d'un pays tranquille dont la population jouit des fruits d'une croissance économique soutenue. Néanmoins, cette répression a abouti, de fil en aiguille, à faire la chasse aux plus offensifs des contestataires. Avec toutes les incertitudes que peut entretenir une telle dérive.

La plupart des capitales occidentales, et parmi celles-ci Bonn en premier lieu, ont peu à peu compris qu'il ne fallait pas laisser

en décembre 1994, sur l'aéroport

d'Alger, puis les menaces lancées

contre les ambassades occiden-

tales, ont pourtant fait prendre

conscience que le terrorisme algé-

rien menaçait tout le monde. Par-

tout où les communautés algé-

riennes sont nombreuses, en

Grande-Bretagne, en Allemagne,

en Belgique, les services de police

ont alors commencé à ouvrir l'œil.

RÉÉQUILIBRAGE DE L'AIDE

La plupart des capitales occiden-

tales, et parmi celles-ci Bonn en

premier lieu, ont peu à peu

compris qu'il ne fallait pas laisser

Les capitales occidentales se solidarisent avec Paris

LA VOLONTÉ de coopération récemment manifestée par Londres pour aider la justice française dans son enquête sur les réseaux du GIA est significative du changement d'attitude qui s'est opéré, cette année, chez les principaux partenaires de la France à propos de l'Algérie. Le temps où Charles Pasqua, en 1994, alors ministre de l'Intérieur, se faisait rabrouer plus ou moins poliment lorsqu'il accusait Londres, Bonn et Washington de laxisme à l'encontre des opposants algériens réfugiés chez eux n'est pourtant pas si loin. La politique française en Algérie était jugée avec peu d'attachement dans les autres capitales occidentales, qui la trouvaient alors trop bienveillante à l'égard du pouvoir en place à Alger.

Les porte-parole de l'ex-Front islamique du salut (FIS) avaient pratiquement pignon sur rue à Washington et à Londres, où l'on estimait qu'une solution politique de la crise algérienne passait inévitablement par la reconnaissance du « fait islamiste » en Algérie. L'extrémisme musulman leur apparaissait être une réponse à la politique répressive de la « junte » algérienne. Eu égard à sa relation privilégiée avec Paris, Bonn n'était pas loin de partager cette opinion, tout en soutenant Rabah Kébir, le président de l'instance exécutive du FIS à l'étranger, à des règles de séjour très strictes.

L'appel commun pour un règlement politique de la crise algérienne, lancé, en janvier, à Rome,

par les principales formations de l'opposition algérienne, y compris l'ex-FIS, a conforté, dans un premier temps, cette analyse. Malgré la volonté affichée par la nouvelle équipe au pouvoir à Paris de favoriser une solution démocratique, la politique algérienne de la France reste, aujourd'hui encore, entachée de suspicion, comme l'ont montré les réactions de la presse étrangère lors de la polémique née de l'assassination de la rencontre prévue, à New York, entre les présidents Chirac et Zeroual.

La tragédie prise en otages des passagers d'un Airbus d'Air France,

Quelques livres

● *Algérie, la libération inachevée*, de Ghazi Hidouci, La Découverte, 1995, 305 p., 155 F.

● *Le Mali algérien, économie*

politique d'une transition

inachevée 1962-1994, de Small

Goumeziane, Fayard, 1994,

307 p., 130 F.

● *La Poudrière algérienne*,

Histoire secrète d'une république

sous influence, de Pierre Devolny

et Mireille Dutell, Calmann-Lévy,

1994, 359 p., 120 F.

● *Entre nation et Djihad, histoire*

société des radicalismes algériens,

d'Omar Carlier, Presses de

Sciences-Po, 1995, 443 p., 258 F.

● *Les islamistes algériens, entre*

les urnes et le maquis, de Séverine

Labat, Seuil, 1995, 337 p., 130 F.

● *ils venaient d'Algérie*.

L'immigration algérienne en

France 1912-1992, de Benjamin

Stora, Fayard, 1992, 140 F.

● *La France et ses étrangers*,

L'Aventure d'une politique de

l'immigration 1930-1991, de Patrick

Weil, 1991, Calmann-Lévy, réédité

en 1995 dans la collection

« Folio », 592 p., 44 F.

● *Et ils sont devenus harkis*, de

Mohand Hamoumou, Fayard,

1993, 346 p., 120 F.

● *Les Combattants musulmans de*

la guerre d'Algérie, de Maurice

Faivre, L'Harmattan, 1995, 140 F.

● *L'Algérie*, de Patrick Eveno,

Marabout-Le Monde, 1994, 37 F.

● *Histoire de l'Algérie depuis*

l'indépendance, de Benjamin

Stora, La Découverte, 1994,

128 p., 45 F.

les Français se démenent seuls face au chaos algérien, que le danger d'une déstabilisation en Méditerranée n'était pas plus à prendre à la légère que celui d'une déstabilisation sur le flanc est de l'Europe. Cette prise de conscience n'est pas étrangère au succès des efforts de Paris et de Madrid pour obtenir un rééquilibrage vers le monde méditerranéen de la politique d'aide de l'Union européenne.

Une nouvelle étape a été franchie avec le déclenchement, au cours de l'été 1995, en France, d'une vague d'attentats attribués au GIA, qui a poussé les gouvernements européens à se solidariser avec Paris. Aujourd'hui, le danger terroriste est partout pris en compte. Si la justice suédoise n'a pas extradé Abdelkrim Dendache vers la France, c'est davantage, semble-t-il, parce que le dossier était trop transmis à Stockholm manquant de consistance que par refus de coopérer.

La célérité avec laquelle les Britanniques ont réagi aux dernières requêtes françaises illustre mieux ce changement de climat, même si les Européens restent toujours convaincus de la nécessité d'obliger la caste militaire algérienne à ne plus monopoliser le pouvoir. La récente idée émise par Jacques Chirac de lier aide économique et ouverture politique (lire page 7) n'est certainement pas tombée dans les oreilles de sourds.

Henri de Bresson

Les extrémistes musulmans font partie du paysage proche-oriental

AMMAN
de notre correspondante au Proche-Orient

Qu'ils soient au gouvernement ou dans l'opposition, tolérés, interdits ou pourchassés, les islamistes font désormais partie du paysage politique de chaque pays arabe. Entrés dans une société globalement religieuse, leur sort varie selon les États, nombre de gouvernements s'étant appuyés sur eux, dans les années 60-70, pour contraindre l'influence du communisme ou du nationalisme arabe.

L'Égypte, qui, la première, a dû faire face à la politisation du mouvement des Frères musulmans — lesquels se voulaient d'abord un mouvement social —, a longtemps oscillé entre encouragement, tolérance et répression. Interdite en 1954, mais tolérée depuis le milieu des années 70, cette confrérie, très bien implantée dans la moyenne bourgeoisie et les associations professionnelles, est aujourd'hui accusée de collusion avec les activistes islamistes, qui prônent la violence. Nombre de ses membres ont été récemment arrêtés. N'ayant jamais pu se constituer en parti, c'est sous l'étiquette d'« indépendants » qu'elle présentera des candidats aux élections législatives du 29 novembre.

Le cas de la Jordanie est un peu similaire. Principaux soutiens du roi Hussein au moment où les formations de gauche combattaient le régime, Les Frères musulmans gardent un profil haut. Vainqueurs des élections législatives de 1989, auxquelles ils s'étaient présentés individuellement — les partis politiques étant alors interdits —, ils ont ensuite créé le Front d'action islamique (FAI). Après avoir participé à un gouvernement, le FAI est passé dans l'opposition, dont il est le fer de lance. Le changement de la loi électorale, en 1993, avait pour objectif de limiter leur succès. Les islamistes représentent à peine un quart des députés jordaniens, mais leur voix se fait régulièrement entendre et leurs dirigeants sont reçus au palais royal.

Si la Syrie n'échappe pas à la vague d'islamisation qui déferle sur le monde arabe, les partis intégristes y sont hors la loi depuis l'écrasement sanglant du soulèvement des Frères musulmans, dans la ville de Hama, en février 1982. Plusieurs tentatives de réconciliation avec les chefs islamistes réfugiés à l'étranger ont été vaines. Sévèrement contrôlé, un mouvement islamiste à vocation sociale se développe toutefois, et de nombreux « clubs » d'enseignement du Coran ont vu le jour. Plusieurs universités

d'études islamiques fonctionnent à Damas, où l'on construit des mosquées à un rythme soutenu.

Au Liban, le mouvement Hezbollah, chiite, qui s'est développé à l'ombre de la révolution islamique en Iran, et à la faveur de l'invasion israélienne du pays en 1982, est aujourd'hui le seul véritable parti politique. Ses huit députés — sur vingt-huit — sont allés à trois parlements représentant deux mouvements intégristes sunnites. Très présent dans le sud et l'ouest du pays, le Hezbollah, qui fait un important travail social, est quasiment la seule formation à mener la résistance contre l'occupation par Israël d'une partie du Liban sud.

ARRÊTATIONS

Les cas des pays du Golfe est différent puisque, à l'exception du Koweït, il n'y a pas de Parlement. Dans cet émirat, plusieurs partis islamiques, chiites ou sunnites, ont leurs députés et leurs ministres. Mais aucune de ces formations ne remet en cause le régime de la famille El Sabah. En revanche, Bahrém n'a plus de vie politique depuis l'abolition du Parlement, en 1975. Les forces qui, au cours des derniers mois, ont revendiqué le respect de la Constitution dépassent largement les seuls mouvements islamistes.

Très minoritaire, le mouvement d'opposition islamiste en Arabie saoudite est interdit, comme tout autre parti politique. Dans le sultanat d'Oman, la découverte d'un « complot islamiste », en 1994, avait été suivie d'une vague d'arrestations, mais tous les détenus devraient être libérés, en vertu de l'amnistie générale prévue, le 18 novembre, à l'occasion de la fête nationale.

Les islamistes du Yémen font partie, eux, de la coalition au pouvoir, à travers le parti El Islah. Dirigé par le président du Parlement, Cheikh Abdallah El Ahmar, cette formation tire son originalité d'une combinaison entre une aile tribale et une aile islamiste. A la faveur de la victoire des troupes du président Ali Abdallah Saleh sur les sunnites sécessionnistes, en juillet 1994, les intégristes avaient marqué beaucoup de points. Mais il semble aujourd'hui que le chef de l'État veuille restreindre leurs activités. Plusieurs islamistes étrangers, qui avaient trouvé refuge au Yémen, sont aujourd'hui menacés d'expulsion. Sanaa, qui a besoin d'une aide étrangère indispensable à son développement, cherche inconstamment à améliorer son image.

Françoise Chépeaut

Le plan
la ma

Le plan
la ma

Le plan
la ma

Le plan
la ma

Le plan
la ma

Le plan
la ma

Le plan
la ma

Le plan
la ma

Le plan
la ma

Le plan
la ma

Le plan
la ma

Le plan
la ma

Le plan
la ma

Le plan
la ma

Le plan
la ma

Le plan
la ma

Le plan
la ma

Le plan
la ma

Le plan
la ma

Le plan
la ma

Le plan
la ma

Le plan
la ma

Le plan
la ma

Le plan
la ma

Le plan
la ma

Le plan
la ma

Le plan
la ma

Le plan
la ma

Le plan
la ma

Le plan
la ma

Le plan
la ma

Le plan
la ma

Le plan
la ma

Le plan
la ma

Le plan
la ma

Le plan
la ma

Le plan
la ma

Le plan
la ma

Le plan
la ma

Le plan
la ma

Le plan
la ma

Le plan
la ma

Le plan
la ma

Le plan
la ma

Le plan
la ma

Le plan
la ma

Le plan
la ma

Le plan
la ma

Le plan
la ma

Le plan
la ma

Le plan
la ma